

PRIDI BANOMYONG

(LUANG PRADIT, PRADIST MANUDHARM)

ANCIEN REGENT ET

ANCIEN PREMIER MINISTRE DE

SIAM (THAÏLANDE)

ma vie mouvementée

ET MES

21 ANS D'EXIL EN CHINE POPULAIRE



La célèbre artiste Mme Ho Hsiang Ning en train de peindre l'estampe « Cherry-Blossom » (Cerisier en fleurs). Cette estampe a été offerte à l'auteur à l'occasion de son soixantième anniversaire en 1960 avec la dédicace suivante :

« A Monsieur et Madame PRIDI afin qu'ils l'apprécient avec leur sens artistique. »

L'artiste était veuve de Liao Tchong Kai, proche compagnon du Dr Sun Yat Sen qui est honoré comme père de la Révolution Démocratique Chinoise. Elle était devenue Vice-présidente du Comité permanent de l'Assemblée nationale de la Chine Populaire, présidente honoraire de la Fédération nationale des femmes chinoises et présidente du Comité révolutionnaire du Kuomintang (section révolutionnaire du Parti nationaliste).



L'auteur avec Mao Tsé-toung.



L'auteur avec la machine de repiquage de riz dans une commune populaire.

Mis à part l'Indochine, la Thaïlande (connue autrefois, sous le nom de *Siam*) devient un autre point chaud de par sa situation dans la péninsule de l'Asie du Sud-Est et du fait que les troupes américaines (plus de 50 000 hommes avec leurs avions B.52) y soient installées en permanence prêtes à intervenir à tout moment dans n'importe quel pays de la péninsule.

A l'intérieur même du Siam depuis le coup d'Etat contre-révolutionnaire de 1947, il y eut plusieurs insurrections dont l'objectif était de renverser le gouvernement réactionnaire : telle *l'insurrection du Grand Palais* en 1949, *l'insurrection de Manhattan* en 1951... Tout récemment encore les étudiants et écoliers ont adopté une autre tactique avec l'appui de la population de Bangkok et le peuple de la campagne ; ils se sont insurgés contre les forces réactionnaires, n'hésitant pas à affronter les chars d'assaut et les armes automatiques fournis par les Américains, alors qu'ils n'étaient eux-mêmes armés que de bâtons et de cailloux. Le centre de ce mouvement n'est autre que l'université des Sciences morales, en langue thaï « *l'université de Thammasat* » dont Pridi Banomyong, l'auteur de ce livre, est le fondateur et le recteur jusqu'en 1951.

Il eut une vie particulièrement mouvementée. Dès son retour de France où il étudia pendant sept ans (1920-1927), il organisa un mouvement révolutionnaire qui renversa la monarchie absolue en 1932 et mit en place une monarchie constitutionnelle conservant comme monarque du nouveau régime le Roi Prajathipok. En 1933, les ultra-royalistes organisèrent un coup d'Etat réactionnaire qui renversa le nouveau régime démocratique et obligea Pridi à s'exiler en France. Six mois plus tard, il put regagner son pays grâce à un nouveau coup d'Etat mené par son ami le colonel Phya Bahlol qui avait chassé le gouvernement contre-révolutionnaire auquel succéda un gouvernement démocratique. Pridi fut alors invité à participer à ce nouveau gouvernement. Quelques jours après son arrivée à Bangkok, le prince Bovoradej dirigea les militaires provinciaux pour une éventuelle guerre civile. Après quelques semaines de batailles sanglantes, les contre-révolutionnaires durent capituler. Dès lors Pridi fut nommé successivement Ministre de l'Intérieur (1934-1935), Ministre des Affaires Etrangères (1936-1939), Ministre des Finances (1936-1939-1941). Il a prôné incessamment une politique de coexistence pacifique entre les nations aux différents systèmes sociaux. En 1941 les militaristes japonais envahirent le Siam. Soupçonnant les sentiments antifascistes de Pridi mais craignant sa popularité parmi les patriotes siamois, les Japonais demandèrent au Premier Ministre du gouvernement

MA VIE MOUVEMENTÉE
ET MES

21 ANS D'EXIL
EN CHINE POPULAIRE

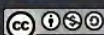


PRIDI-PHOONSUK
ปริดิ - พูนสุข พูนวงศ์

www.pridi-phoonsuk.org

ChangeFusion

OPENBASE.in.th



เนื้อหาทั้งหมดใน OpenBase ถูกเผยแพร่ภายใต้สัญญาอนุญาต Creative Commons Attribution-NonCommercial-Share Alike
BY NC SA 3.0 Unported License ท่านสามารถนำเนื้อหาทุกชิ้นไปใช้และเผยแพร่ต่อได้ โดยต้องอ้างอิงแหล่งที่มา นำมาไปใช้เพื่อ
การค้า และต้องใช้สัญญาอนุญาตชนิดเดียวกันนี้เมื่อเผยแพร่งานที่ดัดแปลง เว้นแต่จะระบุเป็นอย่างอื่น

DU MÊME AUTEUR :

Du sort des sociétés de personnes en cas de décès d'un associé.
(Études du droit français et de droit comparé), 1927.
Librairie de jurisprudence ancienne et moderne.

Recueil des lois siamoises. (En siamois.)

Commentaire du Code civil siamois. (En siamois.)

Cour de droit international privé. (En siamois.)

Cour de droit administratif. (En siamois.)

Le Projet d'un programme économique pour le Siam, 1933.
(Traduit en anglais et français.)

Le Changement continuuel de la société humaine. (En siamois.)
(Prochaine traduction en anglais.)

Qu'est-ce que la philosophie? (En siamois.)

The King of the white elephant, 1941. (En anglais.)

Pridi Banomyong
(Luang Pradist Manudharm)

*Ancien régent et ancien Premier ministre
du Siam (Thaïlande)*

MA VIE MOUVEMENTÉE
ET MES
21 ANS D'EXIL
EN CHINE POPULAIRE

Tous droits de traduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.
© Copyright, Pridi Banomyong 1972.
Printed in France

EXTREME ORIENT



A

*Phoonsuk ma femme, ma
meilleure amie qui a partagé les
moments les plus pénibles de ma
vie...*

Et à

tous mes fidèles compagnons.

ABRÉVIATIONS

P.C.C. : Parti communiste chinois.

K.M.T. : Kuo Min Tang - parti nationaliste chinois.

TRANSCRIPTION

des mots chinois en caractères latins

— Le « système Wards » très couramment utilisé dans les pays étrangers.

— Le système introduit par la République Populaire de Chine.

Dans ce livre, c'est le « Système Wards » qui a été employé car il est davantage connu à l'heure actuelle.



CHLOPSIS AURIFRONS PRIDII

Une nouvelle sous-espèce d'oiseau de la région de Himalaya jusqu'au Nord du Siam, découverte par « SMITHONIAN INSTITUTION ». Cet institut a enregistré le numéro de cet oiseau : USNM 311538, et l'a surnommé : « CHLOROPSIS AURIFRONS PRIDII » avec les remarques suivantes : « Cette sous-espèce d'oiseau est nommée en l'honneur de PRIDI BANOMYONG (Luang Pradist Manudharm), Chef du Mouvement Thaï (Siamois) de Résistance ». (Voir : « Smithsonian Miscellaneous Collections », volume 106.)

GRANDE CHANCELLERIE
DE LA
LÉGION D'HONNEUR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SERVICES
DE LA LÉGION D'HONNEUR
ET
DE LA MÉDAILLE MILITAIRE

ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR

Le Grand Chancelier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur,

Certifie que, par décret du quinze février

mil. neuf cent trente neuf

Monsieur LUANG PRADIST MANUDHARM

Ministre des Finances du Siam

ancien Ministre des Affaires Etrangères

a été élevé à la dignité de

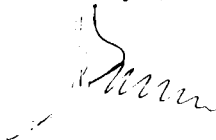
GRAND ' CROIX DE LA LEGION D'HONNEUR

Paris, le 8 Avril 1971



Scellé du sceau de l'Ordre sous le n° 50.206

Le Secrétaire Général adjoint,



INTRODUCTION GÉNÉRALE

— I —

Au moment où ce livre s'achevait*, l'accord pour le cessez-le-feu au Vietnam et au Laos a été officiellement signé entre les belligérants; cependant la paix n'est pas totalement revenue dans ces pays et dans la péninsule de l'Asie du Sud-Est en général. En effet, il y a encore des conflits armés dans certains pays de cette partie du monde : tel le Cambodge, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande, connue autrefois sous le nom de Siam.

Il suffit de regarder la carte de l'Asie du Sud-Est pour comprendre que le Siam, situé au centre de la péninsule, est un point stratégique important. Les troupes américaines, plus de 50 000 hommes à l'heure actuelle (selon les porte-parole du gouvernement de Siam) qui occupent plusieurs bases aériennes (notamment pour le B 52) sont donc en bonne position pour diriger leurs forces armées dans toutes les directions de la péninsule. Il faut mentionner que la radio et la presse internationales ont signalé à maintes reprises qu'après les accords de Paris pour le cessez-le-feu, une partie des troupes américaines

* le 6 juin 1973

et leurs avions se retirent du Vietnam et du Laos pour s'installer au Siam.

A l'intérieur même du Siam, les batailles entre les troupes gouvernementales et la population qualifiée de «terroristes communistes», et les minorités séparatistes dans les provinces limitrophes de la Malaisie, se sont multipliées à tel point que de nombreux postes militaires et de police ont été attaqués par ces forces.

Il incombe à tous ceux qui aspirent à la paix mondiale de trouver une solution équitable pour que tous les pays aux systèmes sociaux différents puissent coexister pacifiquement. Pour parvenir à cette fin, il faudrait prendre en considération la situation de l'Asie du Sud-Est en général, et plus particulièrement celle du Siam qui reste un point chaud dans la péninsule et risque d'entraîner des conséquences dont personne ne peut prévoir l'extension.

Il semble bon également d'essayer de comprendre l'attitude de la Chine populaire qui est souvent l'objet de spéculations au sujet de sa politique à l'égard de cette partie du monde. A cet effet, beaucoup d'Occidentaux, après avoir séjourné quelques semaines ou quelques mois en Chine populaire ont raconté leurs impressions. Je ne voudrais surtout pas faire de la concurrence à tous ces auteurs, mais bien au contraire, je m'attarderai surtout sur ce qu'ils n'ont pas eu le temps de découvrir; je prendrai comme source, d'une part mes conversations avec les autorités supérieures chinoises, tel que le président Mao Tsé-toung, le Premier ministre Chou En-laï, etc., et d'autre part, mes expériences pratiques pendant mes vingt et un ans d'exil et mes contacts avec la population chinoise, m'inspirant également des rapports de certains de mes enfants avec leurs camarades de classe ou de travail; car ceux-ci ont fait toutes leurs classes secondaires et supérieures en Chine populaire, travaillant manuellement dans les usines et les campagnes tout comme les étudiants chinois, pendant une période où la Chine évoluait: depuis la

Introduction

période transitoire, la création des communes populaires et les transformations de la Grande Révolution culturelle.

En racontant mes expériences en Chine populaire, il me semble impossible de narrer simplement les faits sans mentionner quelques principes de la théorie marxiste-léniniste appliquée en Chine populaire conformément à ses particularités qui diffèrent de celles des autres pays du camp socialiste et des autres partis communistes dans les pays capitalistes.

A cet effet, je me bornerai strictement au rôle d'observateur pour la coexistence pacifique entre les nations aux différents systèmes sociaux, sans porter de jugement d'appréciation sur l'exactitude de l'application de ces principes ou des principes eux-mêmes; je laisse donc ce soin au lecteur.

Avant de relater mes observations sur la Chine populaire, je rappellerai les circonstances qui m'ont amené à m'exiler; ce qui fera l'objet d'un court aperçu sur : *Mon adolescence révolutionnaire; Ma rencontre avec Mussolini, Pierre Laval, Sir Samuel Hoare, Hjal' Mar Schacht, Cordell Hull, l'empereur japonais Hiro hito; le Royaume souterrain de Siam; l'Association des Nations-Unies de l'Asie du Sud-Est; Ma rencontre avec le président Chiang Kai-chek et son vice-président Li Jung-jen, le président Léon Blum, etc.; le Coup d'Etat réactionnaire et ma Première Evasion du Siam pour Singapour et la Chine; la Défaite de l'insurrection du Grand Palais; et Mon évasion du Siam pour la Chine populaire.*

— II —

C'est à cause de ma vie révolutionnaire mouvementée du passé que les organes des services secrets de certains pays présentèrent à leurs chefs des rapports «confidentiels» ou des «dossiers classés» relatant des rumeurs incontrôlables qu'ils avaient «piquées par-ci par-là» sur ma personne.

Parfois les propagandes faites autour de moi ne produi-

sirent pas l'effet que ces messieurs de la C.I.A. espéraient : par exemple, parmi les films fabriqués par les experts de la C.I.A., au début de la création de l'Ecole de la guerre psychologique et de l'Ecole de la Défense nationale au Siam, un d'entre eux contenait une de mes vieilles photographies que le metteur en scène présentait comme celle du chef du parti communiste siamois. Un certain nombre de mes amis se sont alors déclarés « communistes sympathisants » puisque j'étais soi-disant le chef de ce parti.

Cependant, mon arrivée à Paris le 8 mai 1970 suscite quelques spéculations et curiosités.

Le journal français *le Monde*, dans son édition quotidienne du 28 mai 1970 et dans son édition anglaise hebdomadaire du 8 juin 1970, sous la colonne : « Péninsule indochinoise : fruit mûr pour Pékin », révélait ceci :

« La conférence de la gauche indochinoise qui a réuni les 24 et 25 avril dernier le prince Sihanouk, M. Pham Van-dong, le prince Souphanouvong et M. Nguyen Huu-tho n'est peut être qu'un premier pas. On apprenait en effet qu'un peu plus tard que M. Pridi, l'ancien Premier ministre de Thaïlande, réfugié à Canton depuis de nombreuses années, avait quitté la Chine pour la France. M. Pridi, qui avait dirigé la lutte contre les Japonais avant de devenir Premier ministre et d'être renversé par les militaires, a toujours affiché des opinions neutralistes depuis son exil à Canton. Il n'y a peut-être aucun lien entre son départ de Chine et les récents événements d'Indochine, mais dans le cas contraire, le voyage pourrait avoir une signification intéressante compte tenu du prestige de l'ancien dirigeant auprès d'une partie de l'élite thaïlandaise. En tout cas, à Bangkok on s'est montré irrité de la nouvelle.

« Dans une deuxième étape on pourrait donc voir une

association plus étroite du parti communiste thaïlandais, implanté surtout dans le nord-est du royaume, avec la Chine populaire, et le nouveau Front uni indochinois contre l'impérialisme américain. La Chine a d'ailleurs mis en place à travers le Laos un réseau susceptible de faciliter la communication avec le nord de la Thaïlande.»

Jean-Claude Pomonti

Le Monde ne m'a jamais accusé de complicité dans lesdites affaires, il a signalé simplement la vérité : à Bangkok on s'est soucié de mon exit de la Chine populaire.

Bien que mon arrivée à Paris n'ait jamais été un mystère, certains agents secrets continuent à élaborer toutes sortes de contes.

Un autre exemple peut montrer à quel point les rapports de ces agents sont de piètre qualité.

En fait, je suis arrivé à Paris le 8 mai 1970 à bord d'un avion de la Pakistan Airline venant de Canton, et je suis resté en France depuis lors. Cependant des agents secrets inventèrent que les Chinois étaient en train de construire une route partant du Yunnan méridional et traversant le territoire du Laos afin que j'aille au Siam avec mes troupes. Dans certains pays, les journaux reproduirent cette histoire et malheureusement, *The Economist*, le bulletin des milieux financiers de Londres, publia le 20 mai 1971 le rapport suivant :

« Les Chinois renforcent leur emprise sur le Nord du Laos; leur technique diffère de celle des Nord-Vietnamiens. Les Chinois découvrirent dès le début des années 60 que la politique qu'ils suivaient dans leurs relations avec les tribus locales ne donnait pas de résultats. Aussi, abandonnèrent-ils le principe du gant de velours, et à la place firent pénétrer leur réseau routier qui s'étend du Yunnan à Pak Bang sur le Mékong, près

de la frontière thaïlandaise. Ceci permit à la Chine d'avoir accès direct aux groupes tribaux Laos et Thaïs sans passer par l'intermédiaire des Nord-Vietnamiens.

«Le programme initial de construction de routes à l'extrême nord fut l'objet d'un accord en règle; mais l'état actuel des travaux, complétés par un système de défense anti-aérienne chinois, a dépassé de très loin tout ce qui avait été alors prévu. Les Laotiens préférèrent fermer les yeux, les Thaïlandais les ouvrent et ils s'inquiètent.

«En fait, le projet prit naissance au début des années 50 comme faisant partie d'un plan pour soutenir le renégat Pridi Phanomyong, dans sa campagne Pan-Thaïe dont le but était de réunir les éléments de l'ethnie Thaïe en Thaïlande, Birmanie, Laos, Vietnam et Chine méridionale. Mais à la conférence de Bandung en 1955, Chou En-lai s'opposa à Pridi. Entre-temps, les travaux sur le réseau routier avaient commencé. Pékin décida de les accélérer, mais ils étaient devenus l'instrument d'un nouveau plan stratégique, le mouvement «Pan-méo». En d'autres mots, bien que Pékin ait lâché Pridi, les Chinois maintinrent le projet, mais dans une nouvelle perspective. Dans l'esprit de Pékin, le réseau routier sino-laotien représente maintenant l'infrastructure d'un état qui n'existe pas encore: la république autonome Méo du nord de la Thaïlande et du Laos et avec des contributions mineures de la Chine méridionale et du Nord-Vietnam. Ceci est un des éléments majeurs du scénario de Pékin pour la fin de l'année 1970, et cela impliquerait de toute évidence le démantèlement de l'actuel Etat du Laos.»

Une telle version s'opposait à celle d'un autre magazine britannique : *Far East Economic Review* n° 25, 19 juin 1971, qui disait :

« A l'origine, le projet de Pékin fut demandé par le gouvernement tripartite établi au Laos au moment de la signature des accords de Genève en 1962, et qui s'effondra en 1963. »

Grâce aux bons offices de mon avocat et ami britannique, *The Economist* rectifia «sportivement» son erreur en publiant dans son n° 1221 du 4 novembre.1971 ce qui suit :

« M. Pridi Banomyong,

Nous regrettons que notre article sur M. Pridi Banomyong, ancien Premier ministre de Thaïlande, dans notre rubrique sur les affaires étrangères du 20 mai 1971, ait semblé mettre en doute son honnêteté. Ceci n'était pas dans notre intention, et nous n'avons pas voulu non plus insinuer qu'il ait jamais abandonné le point de vue d'après lequel son pays, la Thaïlande, devrait garder la neutralité dans les affaires internationales, conformément à l'amitié qu'il préserve aussi bien avec l'Ouest qu'avec l'Est. Il s'est totalement opposé à la campagne Pan-Thaïs dirigée par le maréchal Pibul, et nous informe qu'il n'a pris part en aucune façon à toute proposition de construction d'une route Chine-Laos. »

— III —

En dehors de diverses spéculations, beaucoup de mes compatriotes siamois, ainsi que plusieurs de mes amis étrangers sont venus me poser des questions au sujet de mes expériences depuis mon adolescence révolutionnaire, de mon évasion de mon pays

natal et de mes observations durant mes vingt et un ans d'exil en Chine populaire, etc.

En ce qui concerne les moyens d'information, des journalistes sont venus de temps à autre me demander des interviews relatifs à certains événements.

Lorsque le président Nixon annonça qu'il avait l'intention d'aller en visite à Pékin, beaucoup de correspondants de presse, y compris un correspondant de la Maison Blanche, vinrent m'interviewer. Certains m'ont demandé quels seraient, d'après moi, les résultats de la visite du président à Pékin; je prends comme exemple mon interview du 28 juillet 1971 à l'A.F.P. :

Jaques Armand-Prévost, avec l'assurance
de sa haute considération, a le plaisir
de vous annoncer que cette interview
a été très reprise dans la presse de Bangkok.

Diplo. : J. Armand-Prévost.

Spécial Bangkok (votre service, note 41500).

DÉCLARATION PRIDI PANOMYONG :

*« Paris, 28 juillet (A.F.P.). — « Je crois à la sincérité
« des dirigeants chinois sur la coexistence pacifique
« entre pays ayant des systèmes politiques différents,
« mais je ne sais pas si le président Nixon aura la même
« sincérité car il a été pendant très longtemps prisonnier
« d'idées agressives », a déclaré aujourd'hui à un repré-
« sentant de l'A.F.P. l'ancien régent et ancien Premier
« ministre de Thaïlande Pridi Panomyong, interrogé
« au cours d'une interview exclusive sur la prochaine
« visite à Pékin du président Nixon. « Certes, cette visite
« constitue un pas en avant et c'est une bonne chose.
« Si le président Nixon est réaliste, et il l'est, le seul
« moyen de sortir de cette impasse dans le Sud-Est
« asiatique est d'aller voir les dirigeants chinois, mais*

« il faudra attendre un certain temps, peut-être long, le résultat de cette rencontre. »

« M. Pridi Panomyong, qui fut renversé en 1947 par un coup d'état dirigé par le maréchal Phibul Songram qui prit alors le pouvoir, s'exila d'abord à Singapour puis à Pékin où il a vécu pendant vingt-deux ans. Il est arrivé en France en mai 1970 où il s'est installé en tant que réfugié politique dans un pavillon de la banlieue sud de Paris, à Antony où il vit avec sa femme et ses enfants. »

« Interrogé sur les relations ou les contacts qu'il pouvait avoir à Paris, M. Pridi Panomyong, tout en soulignant qu'il ne se livrait à aucune activité politique a cependant ajouté : « Je maintiens toujours des relations amicales avec l'ambassade de la République populaire de Chine, avec la Délégation générale de la République démocratique du Vietnam. J'ai accepté des invitations à des réceptions à l'ambassade royale de Thaïlande et j'ai reçu une invitation à me rendre en Grande-Bretagne à laquelle je me suis rendu. »

« Prié de préciser ses activités actuelles, M. Pridi Panomyong a répondu : « Je reçois une petite pension du gouvernement thaï, j'ai vendu une de mes maisons à Bangkok et avec l'autorisation de la Banque nationale de Thaïlande, j'ai pu faire venir l'argent de cette vente qui a permis d'acheter ce pavillon qui est d'ailleurs au nom de ma femme. »

Diplo. : J. Armand-Prévost.

DECLARATION PRIDI PANOMYONG II :

« Paris, 28 juillet (A.F.P.). — « En ce moment, je prépare mes mémoires pour vivre. »

*« Interrogé sur ce qu'il pensait de la situation actuelle dans la péninsule indochinoise et en Thaïlande, surtout après l'annonce de la visite du président Nixon à Pékin, l'ancien Premier ministre de Thaïlande a répondu :
 « Chez nous, on s'est lancé dans des spéculations hasardeuses et, à mon avis, peu fondées. En ce qui concerne le Vietnam, je crois que les Vietnamiens sont eux aussi sincères. Pour eux, ce qui compte c'est la paix et la reconstruction du pays. Dans la négociation, il faut chercher d'abord quels sont les obstacles à réduire pour parvenir à un accord. Prenez, par exemple, l'initiative de M. Pierre Mendès-France (à la conférence de Genève sur l'Indochine de 1954), ce fut un acte courageux, car admettre les erreurs des gouvernements précédents n'est pas déshonorant et la France en est sortie grandie. Si les Américains suivaient la méthode de négociations que les Français ont suivi avec les Vietnamiens, la paix serait revenue. »*

— IV —

Parmi les auteurs impartiaux sur la question du Siam, quelques-uns voient le problème de façon plus claire, par exemple M. Rayne Kruger, le célèbre avocat et écrivain anglais, même s'il n'a pas proposé tous les moyens qui mèneraient à une solution équitable, il a cependant signalé son souci de la paix dans cette partie du monde, notamment, dans son livre *The Devil's Discus* publié en 1964 ; je cite un passage :

« Un gouvernement est tombé et une démocratie encore jeune a été détruite à cause de cette mort (la mort d'Ananda). Trois hommes ont été abattus pour y avoir été mêlés, d'autres ont été accusés d'avoir pris part à la préparation ou à l'exécution du plan. L'affaire de la mort du roi ; un des mystères les plus déroutants des

temps modernes, est officiellement classée. Mais le doute et la peur planent toujours sur le Siam et la paix précaire en Asie, le doute que la justice ait été rendue à l'extravagant procès des régicides, et la peur que cette justice ait été faussée par des politiciens avides de pouvoir et des militaires ambitieux... »

Mis à part les impartiaux épris de paix mondiale qui souhaitent la coexistence pacifique entre les pays aux différents systèmes sociaux, il faut dénoncer les propagandistes pour la guerre qui causent tant de dommages à l'humanité, se servant de tous les moyens pour tromper les peuples.

En effet, le peuple américain connaît les résultats de l'intervention de son gouvernement dans les affaires intérieures du Vietnam, du Laos et du Cambodge, qui a coûté aux contribuables américains plusieurs milliards de dollars et un grand nombre de vies américaines et asiatiques ont été sacrifiées dans cette affaire. (Selon les travaux de l'Institut international d'études stratégiques, la guerre du Vietnam aurait coûté 108 milliards de dollars aux Américains — à peu près 1 800 000 personnes ont perdu la vie, sans tenir compte des blessés et des handicapés physiques et mentaux).

Cependant les propagandistes, contrairement à la volonté du peuple américain, ne cessent pas jusqu'à présent de répéter que le Siam sera le prochain objectif des Chinois en vue d'une soi-disant conquête de l'Asie du Sud-Est. A ce propos, on cite souvent l'interview du défunt maréchal Chen Yi, ministre des Affaires étrangères de la Chine populaire, en 1963, à l'époque où les troupes américaines venaient s'installer sur le territoire siamois pour contrôler ce pays et pour y établir leurs bases militaires contre les pays d'Indochine. Selon certains propagandistes, Chen Yi aurait déclaré aux journalistes étrangers que le Siam sera le prochain objectif de la conquête chinoise. Après avoir écouté les émissions radiophoniques des stations étrangères et

celles de Bangkok (capitale actuelle du Siam) au cours desquelles on propageait cette nouvelle, j'ai demandé à Chen Yi lui-même s'il a vraiment déclaré ceci aux journalistes étrangers dans le sens qu'on l'avait propagé. Chen Yi m'a répondu qu'il n'a jamais fait de pareille déclaration mais qu'il avait répondu aux journalistes étrangers qui lui avaient demandé quelles seront les conséquences de l'installation des troupes américaines au Siam, que cela provoquera le mécontentement du peuple siamois lui-même à tel point qu'un jour ce peuple se révoltera et ce pays deviendra un autre point chaud en Asie du Sud-Est.

Quoi qu'il en soit, ceux qui ont fait foi à la propagande faite autour de l'interview de Chen Yi en 1963 avaient suffisamment le temps de chercher sérieusement une solution équitable pour résoudre pacifiquement les contradictions au sein du peuple siamois lui-même, afin d'éviter le conflit armé.

Personnellement, je crains que, dans le cas où on ne trouverait pas de solution équitable au problème des contradictions à l'intérieur même du pays et dans le domaine international, le Siam ne soit pas le seul pays à devenir un autre Vietnam, il y en aura bien d'autres encore y compris certains grands pays, car l'histoire nous a déjà montré que les soldats des corps expéditionnaires mécontents de leur gouvernement respectif se sont révoltés à leur retour de guerre provoquant ainsi une révolution ou la guerre civile. Je voudrais citer ici quelques exemples relativement récents pour illustrer cet avis :

En 1922, ce furent les soldats grecs sous le général Plastiras qui, après leur intervention en Turquie et leur retour en Grèce, firent la révolution, renversèrent leur gouvernement, et arrêtaient six ministres responsables pour les faire juger devant la Cour martiale qui les condamna à mort ; le roi Constantin I fut obligé d'abdiquer ; les soldats africains que le gouvernement français de l'époque avait envoyé faire la guerre contre les peuples vietnamiens et indochinois participèrent également à la révo-

lution de leur peuple pour se libérer du régime colonial, car en plus de leur expérience, ils avaient appris aussi qu'il y avait eu la guerre populaire au Vietnam et en Indochine.

— V —

En Asie du Sud-Est, sous la domination américaine et en particulier au Siam, on utilise encore la méthode de la « guerre psychologique », laissée en héritage par la Russie tsariste, qui consiste à effrayer les peuples innocents en exagérant les conséquences et les modifications qu'amènerait le communisme. En effet, au Siam, par exemple, on a affiché le portrait d'un spectre effroyable : « le spectre du communisme », et on endoctrine la population afin qu'elle soit persuadée que si le communisme s'installe au Siam, elle ne serait plus libre de pratiquer sa religion et les femmes se mettront à la disposition de toutes les exigences sexuelles des hommes.

Un auteur américain, passionné de l'histoire des guerres psychologiques, a justement mentionné l'exploit de Genghis Khan au XIII^e siècle. Les historiens connaissent bien ce grand guerrier mongol dont le petit fils, Kublai Khan (1216-1269) devint l'empereur de la dynastie Yüan de la Chine, à l'époque où le Vénitien Marco-Polo visita ce pays. Ce grand guerrier, avec une troupe de 50 000 hommes, avait pu conquérir une grande partie de l'Europe orientale y compris une partie de la Russie et de la Pologne grâce à une guerre psychologique. Il s'était fait une réputation d'homme féroce afin d'effrayer les habitants des territoires qu'ils devaient envahir à tel point que, lorsque ce grand Mongol annonçait qu'il allait envahir telle région, la population, déjà vaincue sur le plan psychologique, s'éloignait des grands centres et se rendait facilement. Il est à noter que Genghis Khan et ses lieutenants ont dû faire eux-mêmes leur propre propagande, mais de nos jours le communisme en Asie du Sud-Est n'a pas besoin de se donner tant de peine car ses ennemis la font pour lui.

Quelques étudiants m'ont demandé quel serait, à mon avis, le pays qui deviendrait le prochain pays communiste.

N'étant pas prophète, il se pourrait que je me trompe, mais je laisse à mes interlocuteurs le soin de trouver eux-mêmes la réponse. Cependant je leur ai raconté que certaines personnes m'avaient dit qu'elles avaient vu un spectre, un «esprit», ce qu'on appelle plus couramment dans les pays occidentaux un fantôme. J'en ai déduit que ces gens-là, qui craignent les «revenants», sont dans un tel état d'esprit qu'ils peuvent les voir si j'ose dire, et que, par conséquent, un pays où la population éprouve une peur effroyable vis-à-vis du communisme serait plus susceptible de devenir communiste, car par peur du communisme, le gouvernement d'un tel pays peut commettre des erreurs néfastes, et dans ce cas, la population se révolterait contre son gouvernement. En effet, deux grands pays ont déjà fourni des exemples :

La Russie tsariste a réussi dans une large mesure à effrayer une partie de la population par diverses méthodes de propagande contre le communisme. Finalement la Russie tsariste et le gouvernement bourgeois, qui lui a succédé, ont succombé le 25 octobre 1917 (ancien calendrier russe équivalent au 7 novembre du calendrier grégorien), après une seule série de combats d'une poignée d'avant-garde bolchevik : sept compagnies de régiment Kexholm, des marins du croiseur Aurore et quelques petits détachements d'ouvriers et paysans.

La Chine nationaliste a été encore plus qualifiée que tout autre en matière de propagande contre le communisme, car elle avait réussi à effrayer beaucoup de femmes en leur expliquant que si le communisme s'installait en Chine, il n'y aurait qu'un seul couteau de cuisine pour tout un village. Mieux encore, selon leur propre exposé au rassemblement populaire à Pékin, après l'établissement de la République Populaire de Chine, les anciennes prostituées elles-mêmes avaient la hantise du communisme, car

les propagandistes nationalistes les ont averties que si les communistes entraient dans la cité, leurs soldats feraient la queue devant les maisons closes par compagnie, bataillon ou mieux encore, par régiment, à tel point que les prostituées en mourraient. Cela n'a pas pu empêcher la Chine de devenir le second grand pays dans le monde communiste.

— VI —

Avant de rassembler mes quelques observations, je voudrais faire une remarque au sujet de mon nom et une autre sur celui de mon pays.

1. Sans trop m'écarter de notre sujet, je voudrais expliquer ici la raison pour laquelle mes lecteurs ont sans doute vu mon nom écrit de diverses manières : parmi ceux qui parlèrent de moi, certains transcrivirent correctement mon nom « » en lettres latines par : « Pridi », comme je le faisais moi-même ; mais en ce qui concerne mon nom de famille « », ils le transcrivirent de façons différentes suivant leurs systèmes phonétiques respectifs par « Panomyong », « Phanomyong », « Bhanomyonka » et « Banomyong ». En 1920, la légation (ambassade) siamoise à Paris, qui me délivra mon passeport, transcrivit mon nom par « Bhanomyonka », mais le changea en 1925 en « Banomyong ». Je fis légaliser la transcription de ladite légation par les autorités françaises et la communiquai à la faculté de droit de Paris où j'ai préparé mon doctorat. Depuis lors j'ai toujours écrit mon nom en lettres latines « Banomyong ». Certains Occidentaux, aujourd'hui âgés, me connaissent sous mon ancien titre officiel qu'ils transcrivent tantôt par « Luang Pradit » ou « Luang Pradist Manudharm », etc. Il ne s'agit pas, en ce qui me concerne, d'une question de susceptibilité mais je voudrais éviter à mon lecteur toute confusion à ce sujet.

2. En ce qui concerne l'origine des divers noms de mon pays, je voudrais signaler que, si de nombreux étrangers qui connaissent

mon pays depuis longtemps préfèrent encore l'appeler aujourd'hui : « Siam », c'est parce que ce nom date de plusieurs siècles, tandis que le nom de Thaïlande est très récent.

En effet, ce fut en 1939 que la notion de super-race de la doctrine nazie s'introduisit dans l'esprit des chauvins de ce pays à tel point qu'ils rêvèrent d'un « grand empire thaï » composé de tous les peuples de la race thaïe dans l'Asie du Sud-Est et la Chine méridionale ; les linguistes chauvins de Bangkok (capitale actuelle de mon pays) ont suggéré de changer l'ancien nom de mon pays « Siam » par le nouveau : « Thaïlande ». Ces hommes, qui habituellement consultent le dictionnaire Sanskrit-anglais de Sir Monier-Williams (publié au XIX^e siècle) pour la simple raison que les mots sanskrits sont considérés comme une des sources de l'étymologie thaïe, découvrirent que le mot « Syam » (que les Anglais et les Français prononcent avec une légère déformation « Siam ») venait du mot sanskrit « Syama » que le dictionnaire de Sir Monier-Williams traduisait par « noir ». Aussi, supposèrent-ils que ce mot n'était pas à l'origine du mot Thaï car la péninsule d'Asie du Sud-Est avait appelée par les habitants de l'Inde ancienne « Suvarna Bhumi », ce qui signifie « le Pays d'or ». Ces linguistes se tournèrent donc vers une autre hypothèse selon laquelle les Européens auraient appelé notre pays par le nom que lui avaient donné les Chinois : « Seahm Law ». Bien sûr, ces linguistes étaient familiers avec le « tae-chew » ou « chow-chow », dialecte parlé par la majorité des Chinois résidant au Siam et qui était différent de celui des centaines de millions de Chinois, et particulièrement du mandarin ou chinois courant, qui appelaient notre pays « Sianlo ». En tout cas, nous n'avons pas de document historique indiquant qu'autrefois des Européens soient d'abord allés en Chine avant de se rendre dans notre pays.

Vasco de Gama, le navigateur portugais, découvrit en 1497 la route maritime vers l'Inde qui contourne l'Afrique. Des Européens, qui avaient pris la même route vers l'Extrême-Orient,

appelèrent mon pays « Siam » comme l'appelaient les Indiens, les Ceylanais et les Malais. Une telle dénomination n'était pas arbitraire, car dans la vieille loi écrite du pays, depuis qu'Ayudhya avait été la capitale du Siam et reconnue par le roi Rama I^{er} de la dynastie actuelle dans son recueil de lois connu sous le nom de « Lois des trois sceaux », le nom de ce pays y était inscrit en pali : « Sama Padesa » et transcrit en thaï par « Pades Sayam » : « Pades » signifiant « pays », et « Sayam » ou « Sama » en pali signifiant « égalité », et que les étrangers prononcent avec une légère déformation « Siam » en anglais et en français. Nos anciens rois utilisèrent pour le pays le nom de « Siam » dans leurs messages et leurs traités avec les pays européens pendant plusieurs siècles. Même si la majorité des ressortissants du pays appartenait à la race thaïe et si les gens du peuple avaient appelé leur pays « Muang Thaï » (Muang signifiant « ville » ou « pays »), nos anciens rois comprirent avec raison que leur royaume était composé de nombreuses nationalités et groupes ethniques, et qu'il vaudrait donc mieux, pour le bien de l'unité et de l'égalité des nationaux du pays, utiliser le nom officiel du pays « Sayam » ou « Siam ».

Cependant, la majorité du cabinet ministériel se prononça lors d'un vote en faveur du nouveau nom du pays, et le Parlement dut à son tour adopter pour le pays le nom Thaï de « Prades Thaï ». Ainsi, sur le conseil d'un polyglote chauvin, le nom du pays allait devenir « Thailand » en anglais et « Thaïlande » en français. Je pense que si le nouveau nom du pays devait être adopté pour montrer que notre pays est composé d'une majorité d'hommes de la race thaïe, il aurait été préférable de l'appeler comme le faisaient les gens du peuple : « Muang Thaï », au lieu d'ajouter à « Thaï » le suffixe « land », ou « lande », donnant ainsi « Thaïlande », nom ressemblant à ceux de plusieurs des anciennes colonies britanniques (de cette époque), telles que le Zoulouland, l'Aysaland, le Somaliland (Somalie en français), etc. (Par exemple, les Irlandais, après avoir acquis leur indépendance

vis-à-vis de la Grande-Bretagne, changèrent le nom anglais de leur pays d'«Irlande» en «Eire».) J'ai également fait remarquer à cette époque que nous n'avions pas besoin de suivre l'exemple des autres pays européens indépendants dont le nom anglais se termine par le mot «land», car leur langue respective appartient à la même famille que l'anglais, par exemple : Island, Netherlands (Pays-Bas en français), etc. Mais mon point de vue ne l'emporta pas.

En 1946, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, lorsque le gouvernement démocratique eut de nouveau le pouvoir, le nom de mon pays anglais, et en français, redevint «Siam», comme en 1939.

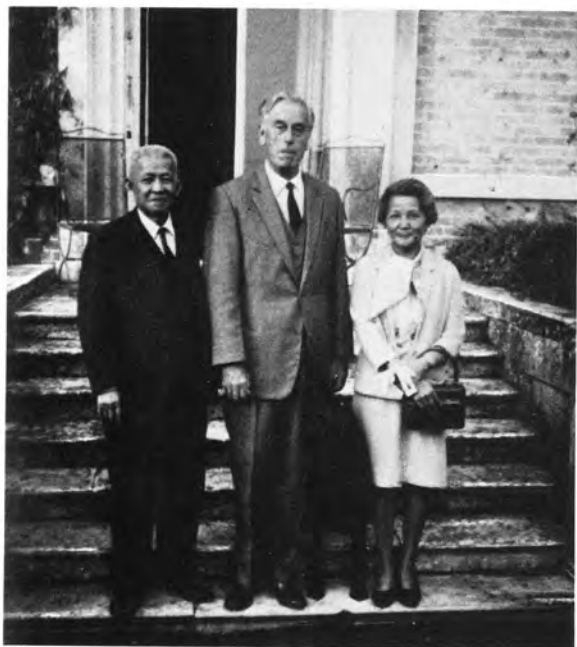
Pendant mon long exil hors de mon pays natal, j'ai toujours été porteur d'un passeport diplomatique délivré le 4 décembre 1947 par l'ambassade de mon pays à Londres, appelée «ambassade royale du Siam à Londres», et d'un autre passeport délivré par l'ambassade siamoise à Nankin en Chine. Ma nationalité, telle qu'elle est inscrite sur ces passeports, est siamoise. Même si ces passeports ont expiré après deux ans, ils auraient pu servir de pièces d'identité prouvant que je suis un ressortissant du «Siam».

Mais en 1949, le nom de «Siam» a été de nouveau changé par celui de «Thaïlande», suivant le désir des hommes qui ont pris le pouvoir après le coup d'Etat antidémocratique de 1947.

Toutefois, le nouveau nom du pays n'était en aucun cas définitif; en effet, il y a environ cinq ans, une section à l'intérieur même du groupe au pouvoir a proposé lors de la rédaction de leur Constitution (aujourd'hui périmée) de réadopter pour le pays le nom séculaire, mais cette section fut minoritaire dans l'Assemblée constitutionnelle nommée, aussi leur motion fut-elle rejetée, mais la lutte en cette matière continue.



▲
L'auteur, sa femme et
le président Léon Blum
devant le Palais d'Or-
say, en 1947.



◀
L'auteur et sa femme
avec Lord Mountbatten
devant le Château de
Broadland (oct. 1970).

L'ABOLITION DES TRAITES INEGAUX AVEC DES PUISSANCES ETRANGERES.



Signature du traité d'amitié entre le SIAM et les U.S.A., le 10 octobre 1937.



Signature du traité d'amitié entre le Siam et la Grande-Bretagne, le 23 octobre 1937.



Signature du traité d'amitié siamo-japonais, le 8 novembre 1937.



Signature du traité d'amitié siamo-italien, le 3 décembre 1937.



Signature du traité d'amitié franco-siamois, le 8 décembre 1937.



Signature du traité d'amitié siamo-allemand, le 30 décembre 1937.

CHAPITRE I

MON EXIT DE LA CHINE POPULAIRE

— I —

Normalement, quand on traite des sujets plus ou moins en relation avec son auto-biographie, on narre des événements par ordre chronologique. Mais en ce qui me concerne il n'en sera pas tout à fait ainsi.

Beaucoup de mes compatriotes et amis étrangers, qui m'ont rendu visite à mon arrivée à Paris en 1970, se sont tout d'abord intéressés à la façon dont j'avais pu obtenir un permis de sortie du territoire chinois pour venir en France; car ils ont entendu parler de ce qu'on a dénommé «le rideau de fer» en Union soviétique, et «le rideau de bambou» en Chine populaire. Cela provient du fait que ces deux pays, et bien d'autres pays socialistes, ne permettent pas à leurs nationaux de quitter leur pays respectif excepté ceux qui ont des missions officielles à l'étranger.

On pensait que cette mesure s'appliquait aussi aux étrangers résidant en Chine populaire, et qui ne sont pas de simples touristes ou des visiteurs officiels; car un bon nombre d'étrangers et d'enfants des Chinois d'outre-mer ayant résidé dans ce pays ont parlé de leurs difficultés pour obtenir le permis de sortie

du territoire quand ils se sont adressés à l'autorité subalterne de la Chine populaire.

Ainsi il me semble préférable de déroger à la pratique conventionnelle en introduisant l'histoire et les conséquences de mon exit de la Chine populaire avant de passer à d'autres sujets.

— II —

A ceux qui s'interrogeaient sur la façon dont j'ai pu obtenir un permis de sortie du territoire, j'ai précisé d'abord que je n'étais pas prisonnier du gouvernement de ce pays, car j'y ai vécu plus de vingt ans à titre de réfugié politique et le gouvernement populaire a bien voulu traiter ma famille et moi-même comme leurs hôtes conformément aux dispositions prises lors de l'établissement de la République populaire vis-à-vis de ceux qui ont été persécutés dans leur pays respectif pour «leurs activités démocratiques et leurs luttes pour la défense de la paix mondiale». J'ai dû rester en Chine populaire pendant plus de vingt ans pour la simple raison que j'étais devenu le bouc émissaire de toutes sortes de machinations; notamment j'ai été accusé à plusieurs reprises de crimes, de hautes trahisons. Je suis donc devenu indésirable pour plusieurs gouvernements étrangers qui, pendant ma régence et ma présidence au gouvernement siamois, se disaient mes amis et qui ont su aisément «retourner leur veste» pour s'assurer la sympathie du nouveau gouvernement.

Ce n'est qu'en 1965, lors de la visite de mon ancien ami, l'ambassadeur Guillaume Georges-Picot* en Chine, que j'appris que le gouvernement français, sous le général de Gaulle n'éprouvait aucun sentiment hostile à mon égard.

* M. Guillaume Georges-Picot est un vieil ami que j'ai connu au temps où il était secrétaire puis chargé des affaires par intérim à la légation de France; il représentait son pays lors de la négociation sur des traités inégaux entre la France et le Siam alors que j'étais ministre des Affaires étrangères. La négociation aboutit à la signature d'un nouveau traité d'amitié entre les deux parties conformément au principe d'égalité excluant tout droit d'extraterritorialité et autres privilèges.

En ce qui concerne l'attitude du gouvernement chinois, le président Mao Tsé-toung, lors de l'audience qu'il m'avait accordée en 1965, m'avait assuré avec sympathie qu'il comprenait fort bien ma nostalgie du Siam. Il a d'ailleurs comparé mes sentiments à ce qu'il avait ressenti lors de sa visite de trois mois en Union soviétique. Lorsque j'ai rencontré le Premier ministre Chou En-laï au vingtième anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine en 1969 auquel j'avais été cordialement invité, ce dernier fit preuve de compréhension quant à ma nostalgie après un si long séjour en Chine. Il m'avait aussi demandé si je désirais visiter d'autres pays. J'ai répondu que je désirais aller à Paris pour rejoindre ma famille et mes amis pour mon prochain soixante-dixième anniversaire, le 11 mai 1970. J'ai ajouté que mon passeport siamois délivré en 1948 était périmé et que je sollicitais sa bienveillance afin d'obtenir un «document de voyage pour les étrangers». Le Premier ministre accepta. J'ai donc envoyé un télégramme à mes deux fils qui étudiaient et travaillaient à Paris, leur disant de contacter M. Guillaume Georges-Picot, ambassadeur de France, pour lui demander d'intervenir auprès du ministère français des Affaires étrangères pour mon visa de séjour en France. Ensuite, le département consulaire du ministère des Affaires étrangères de la république populaire de Chine m'a accordé un «document de voyage pour les étrangers» avec un «visa diplomatique de sortie». Après quoi l'ambassade de France à Pékin m'a délivré le visa diplomatique d'entrée en France.

— III —

En fait, j'avais déjà pris ma retraite avant le coup d'Etat réactionnaire du Siam, c'est-à-dire avant mon évasion de mon pays natal et avais reçu une pension pour mon long service rendu à mon pays, conformément à la loi des fonctionnaires sur la pension. Mais après mon départ le gouvernement réactionnaire,

contrairement à la loi, a refusé de verser cette pension à ma femme devenue mon mandataire alors qu'elle était encore au Siam et moi en Chine, sous prétexte qu'il n'avait aucune preuve que j'étais encore en vie; il exigea que ma femme présentât un certificat prouvant que je vivais encore; certificat délivré par un agent diplomatique ou consulaire siamois accrédité par le pays où je résidais, or on savait pertinemment que j'étais en Chine populaire où il n'y a pas de relations diplomatiques ou consulaires avec le Siam.

Donc quelques jours après mon arrivée à Paris, j'ai pu contacter un officier de l'ambassade du Siam afin qu'il me délivre ce fameux certificat qui permettrait de réclamer mes pensions qui n'avaient pas été payées pendant mon séjour en Chine et me donnerait l'assurance qu'elles seraient versées à l'avenir conformément à la loi sur les pensions des fonctionnaires. L'ambassadeur soumit ma demande à son gouvernement, mais celui-ci ordonna à son ministre des Affaires étrangères et son ambassadeur à Paris de ne pas me délivrer de certificat.

Comme il n'y a pas de juridiction administrative au Siam, je me suis rappelé qu'il existe une disposition dans notre Code civil modelé sur l'article 1382 du Code civil français d'après laquelle : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à la réparer. » J'ai donc demandé à mon avocat à Bangkok de porter plainte auprès de la cour civile de Bangkok contre le ministre des Affaires étrangères et son ambassadeur, et de les poursuivre pour avoir enfreint la déclaration des droits de l'homme contenue dans la charte de l'O.N.U., afin qu'ils me versent la somme totale de la pension que je n'avais pas touchée pendant plus de vingt ans, accompagnée de dommages et intérêts, et qu'ils s'engagent à me la verser mensuellement à l'avenir.

Sur la recommandation de la cour civile, nous pûmes arranger cette affaire par voie de conciliation; ainsi le ministre des Affaires étrangères et son ambassadeur me délivrèrent le certi-

ficat prouvant que j'étais en vie grâce auquel j'ai pu réclamer mes pensions arriérées et exiger qu'elles me soient versées à l'avenir.

Par la suite, le vice-ministre des Affaires étrangères ordonna à son ambassadeur à Paris de me délivrer un nouveau passeport siamois dont je me servis pour aller en Angleterre sur l'invitation de mes amis anglais des «Special Forces» (cette même organisation qui a collaboré avec la Résistance française sur le territoire français occupé par les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale et avec notre mouvement de résistance contre l'agression japonaise pendant cette même guerre).

— IV —

A part le week-end des 17-18 octobre 1970 où ma femme et moi avons été accueillis comme hôtes de Lord Mounbatten (ancien commandant suprême des Forces alliées en Asie du Sud-Est) dans son château de Broadlands à Romsey dans le Hampshire; j'ai accepté, pendant mon bref séjour à Londres, l'invitation des étudiants siamois à une discussion, le 18 octobre 1970. A la suite de cette rencontre l'un d'entre eux exprima sa favorable impression et celle de ses collègues: «Une réflexion sur la rencontre avec Pridi Phanomyong.» L'article fut imprimé dans leur organe interne *le Sammaggi Sarn* de l'hiver 1970-1971. Lorsqu'un périodique de Bangkok, *le Chaturas* en publia la traduction siamoise, le service de la police siamoise, chargé de contrôler les publications politiques, ordonna la confiscation dudit périodique sous le prétexte qu'il avait été édité à Bangkok, la capitale, au lieu d'une ville provinciale, comme l'indiquait la page de garde avec la permission de la police. En outre, on lui a reproché que ses manchettes n'étaient pas appropriées. Jouissant de la liberté de presse en Angleterre où l'article a été imprimé, le Comité de rédaction de *la Revue des étudiants siamois* à Londres protesta énergiquement contre cette dernière accusation.

Cependant, les gens sensés, au Siam, comprennent la véritable raison pour laquelle le journal a été confisqué, à savoir le fait que certains individus ne souhaitent pas qu'on admette au clair toutes les machinations manœuvrées contre moi.

— V —

Quant à S. M. le roi Bhumibol, actuel roi du Siam, frère cadet du défunt roi Ananda, j'ai appris son opinion à propos de toute cette affaire par son vice-ministre des Affaires étrangères qui, après avoir ordonné à son ambassadeur à Paris de me délivrer un nouveau passeport siamois, est allé en informer son souverain. Le roi a bénévolement approuvé son action en lui disant : « Bien fait. »

D'ailleurs la princesse Abhasara, cousine du prince, père du roi, m'a également rendu visite et offert le livre où elle mentionnait mon mérite pour le service rendu à S. M. la grand-mère du roi, pendant l'occupation japonaise. Elle précisait dans son livre qu'avant de me rendre justice elle en a demandé la permission à S. M. le roi qui le lui autorisa en lui disant qu'elle pouvait le faire si c'était la vérité.

Pourtant, au Siam, il existe des gens comme il y en avait en France pendant la période entre la Révolution de 1789 et la III^e République en 1870, qu'on appelle des « ultra-royalistes », c'est-à-dire plus royalistes que le roi lui-même. Parmi les ultra-royalistes siamois il y en a qui n'ont rien à voir avec la famille royale, ainsi que quelques soi-disant intellectuels de parents étrangers réactionnaires qui ont un certain complexe d'infériorité parce qu'ils sont métissés ; ils veulent donc démontrer qu'ils sont siamois plus que le peuple et le roi siamois lui-même, et prétendent conserver le trône en utilisant toutes sortes de machinations malicieuses pour soulever le peuple contre moi, m'accusant spécialement à plusieurs reprises d'avoir été complice dans l'affaire de la mort mystérieuse du roi Ananda en 1946. Lorsque beaucoup de mes compatriotes au Siam aussi

bien qu'à l'étranger m'ont de plus en plus exprimé leur sympathie après mon arrivée à Paris, certains ultra-royalistes siamois, mis à part de nouvelles machinations malsaines, m'ont accusé dans leurs journaux (dont le directeur de l'un d'entre eux est fils d'un prince) d'avoir quitté le Siam, parce que j'étais un criminel de droit commun, car complice de l'assassin du roi Ananda. J'ai donc demandé à mon avocat à Bangkok de porter plainte devant la cour civile de Bangkok, contre les propriétaires, éditeurs et écrivains des deux journaux pour diffamations et calomnies. Finalement les responsables des deux journaux ont reconnu leurs fautes et ont accepté de publier durant trois jours dans les colonnes de leurs journaux, non seulement leurs excuses à mon égard pour avoir relaté de fausses accusations, mais aussi leurs aveux prouvant mon innocence dans la mort du roi, et que mon évasion du Siam était due au coup d'état (militaire et réactionnaire) qui renversa le gouvernement légal et le régime démocratique.

— VI —

Je n'ai caché à personne, y compris certains membres du gouvernement siamois actuel qui venaient me rendre visite, que depuis mon arrivée à Paris, j'ai maintenu, en tant que partisan de la coexistence pacifique entre nations de différents régimes politiques et sociaux, les relations amicales avec l'ambassade de la Chine populaire et la délégation générale de la République Démocratique du Vietnam aussi bien qu'avec les organisations patriotiques lao et cambodgiennes. J'ai reçu la visite non seulement de mes compatriotes siamois, mais aussi des progressistes d'autres continents y compris ceux d'Amérique qui cherchent des moyens pour arriver à la paix. Parfois je leur citais l'enseignement de Bouddha que j'ai inscrit dans mon livre *le Roi de l'éléphant blanc*, publié en 1940, et qui dit : «N'atthisanti paran sukhan», c'est-à-dire : «Rien n'est plus merveilleux que la paix.»

CHAPITRE II

MON ADOLESCENCE RÉVOLUTIONNAIRE

— I —

A l'âge d'onze ans en 1911, j'ai observé un changement spectaculaire et soudain dans la coutume des Chinois d'outre-mer et de leurs enfants qui constituaient environ 25 % de la population totale du Siam; presque tous les hommes avaient coupé leur longue queue nattée, coiffure qu'ils avaient adoptée depuis plusieurs siècles. Ils ont expliqué la raison de ce grand changement à la population locale : la Monarchie absolue archaïque qui leur avait imposé cette honteuse mode de coiffure avait été renversée par la Révolution républicaine dirigée par le docteur Sun Yat-sen qui avait alors demandé à tous les Chinois d'adopter la mode des cheveux courts comme les Européens (à cette époque) afin que les Chinois ne soient plus ridiculisés par les étrangers à cause de «la queue de leur tête».

Mais à l'école «Toa-Yan d'Audhya», où je faisais mes études secondaires, mon professeur d'histoire et de géographie m'expliqua la véritable raison de ce changement. Il me raconta que la plupart des pays indépendants dans le monde avait chacun un gouvernement installé avec le consentement du Parlement dont les membres étaient élus par le peuple; peu importait

le statut de leur chef d'Etat respectif qui pouvait être le roi héréditaire ou un simple particulier devenu président de la République par l'élection du peuple pour un temps déterminé. Mon professeur ajouta que, puisque parmi les trois monarchies absolues retardataires (chinoise, russe et siamoise) celle des Chinois avait déjà été renversée, il ne restait que celle de la Russie et du Siam, et on ne savait pas laquelle des deux disparaîtrait la première.

Dès lors, je commençai à m'intéresser à la Révolution en Chine dirigée par Sun Yat-sen, surtout aux batailles entre l'armée impériale et républicaine, comme tous les garçons de mon âge qui aiment assister au cinéma pour voir les films de combats ou de westerns. A cette époque les journaux n'étaient pas répandus au Siam, surtout dans ma province natale; pour assouvir ma soif de nouvelles, mon père se procura quelques vieux journaux appartenant à l'un de mes cousins, officier de l'armée royale. C'est en lisant ces vieux journaux que j'ai pu petit à petit prendre connaissance des méfaits du régime monarchique contre lequel les Chinois s'étaient révoltés et qu'ils avaient remplacé par un gouvernement républicain.

A peine un an après, c'est-à-dire en 1912, une grande nouvelle se propagea dans tout le pays : le gouvernement royal du Siam avait découvert un parti révolutionnaire clandestin qui voulait renverser la Monarchie absolue. A cet effet, plus d'une centaine de révolutionnaires avaient été arrêtés et condamnés par un tribunal spécial à la réclusion à perpétuité ou à la peine de mort. Mais le roi Rama VI fit preuve d'indulgence en commuant la peine de mort en réclusion à perpétuité, puis réduisant celle-ci à vingt ans de prison; ceux qui avaient été condamnés dès le premier jugement à vingt ans de prison ont pu bénéficier du sursis.

Il est certain que le gouvernement n'a pas pu découvrir tous les membres du parti (par exemple parmi eux Boon Ek qui travail-

lait comme employé local à l'ambassade de France et qui s'était joint à ce parti sans en informer son ambassadeur, etc.).

L'instigateur de ce mouvement révolutionnaire, le sous-lieutenant Rial Srichan, âgé seulement de dix-huit ans, avait enrôlé son ami intime le sous-lieutenant Charoon Satames âgé de vingt-quatre ans et le sous-lieutenant Netr Poonvivat âgé de dix-huit ans (à qui avait été confié le secrétariat du parti).

Ces jeunes officiers continuèrent à enrôler d'autres officiers appartenant à diverses unités spécialement à la première division de la garde royale. Ensuite ils trouvèrent un docteur qui accepta d'être le chef du parti; ce dernier était le frère aîné de l'instigateur, le capitaine médecin Leng Sri-chan, qui était le médecin personnel du prince héritier; ainsi, tout comme le mouvement révolutionnaire chinois, ce parti avait pour chef un médecin. Le lieutenant Charoon na Bangchang, gradé de l'Ecole de droit se joignit à l'organisation; on lui attribua la fonction de commissaire politique du parti; quelques étudiants en droit se joignirent également à cette organisation.

Au cours de la procédure devant le tribunal spécial, un juge reprocha à un sous-lieutenant du régiment de la garde royale d'avoir été infidèle au roi; l'accusé expliqua courageusement au juge qu'il aimait la nation plus que le roi lui-même, et étant donné qu'il était dans le régiment le plus proche du roi, il connaissait mieux ce qui se passait à la Cour royale que les autres soldats et civils; il s'était alors rendu compte que les plaisirs et les extravagances de la Cour entraîneraient la nation à la décadence; ceci avait contribué à sa prise de conscience et l'avait poussé à participer au mouvement révolutionnaire.

— II —

Une section de la jeunesse à qui j'appartenais avait de la sympathie pour ces condamnés politiques, à tel point que nous en avons parlé souvent à l'école secondaire et à l'école de droit

du ministère de la Justice où je m'inscrivis en 1917. (En témoignage de notre sympathie pour nos aînés révolutionnaires, après la révolution de 1932, notre gouvernement démocratique a redonné à ces condamnés leur grade respectif qu'on leur avait retiré lors de leur jugement).

Pendant mes études de droit, j'ai pu observer théoriquement et pratiquement les droits d'extraterritorialité que des puissances étrangères avaient sur le Siam. Les ressortissants de ces puissances n'étaient pas de la compétence de la juridiction siamoise, car leur procès avec les Siamois sont jugés par leur tribunal consulaire respectif ou la Cour internationale, suivant un traité inégal entre ces puissances respectives et le Siam. Dans la Cour internationale la décision du juge européen avait plus de poids que celle des juges siamois. Je n'étais pas satisfait de cette souveraineté, et peu à peu je décidai de travailler pour l'indépendance nationale complète avec la pleine souveraineté. J'ai pu observer ce qui se passait dans la Cour royale et dans l'administration du régime au pouvoir absolu; j'ai souhaité qu'un régime démocratique soit instauré dans mon pays, mais je ne savais pas comment m'y prendre.

En 1918, la révolution bolchévique en Russie fut annoncée dans les journaux de Bangkok de diverses tendances. Mais ce qui m'intéressait, c'était l'abolition de la monarchie absolue du tsar. Cet événement me rappela ce dont mon professeur m'avait parlé à l'école secondaire. Entre le Siam et la Russie, lequel des deux abolirait le premier sa monarchie?

Comme celle de la Russie venait d'être abolie j'espérais ardemment qu'il en serait de même pour le Siam.

A cet effet, j'ai discuté secrètement avec un ami afin de rechercher les moyens par lesquels nous y arriverions, en tenant compte des leçons des révolutionnaires arrêtés en 1912, parce que l'un d'eux les avait trahis en dénonçant leur complot au

gouvernement royal. Mais nous ne savions pas comment faire pour organiser effectivement un mouvement révolutionnaire.

— III —

Heureusement, en 1919, j'ai passé avec succès l'examen final de l'Ecole de droit. Comme je n'avais que dix-neuf ans — donc j'étais trop jeune pour être nommé juge et trop jeune aussi pour être admis comme membre du barreau (l'âge minimal étant de vingt ans) — j'ai dû attendre quelques mois pour être admis au barreau. Le ministère de la Justice avait été satisfait du résultat de mon examen et décida de m'accorder une bourse pour faire des études en France, afin que je puisse aider le ministère dans ses travaux de codification des lois suivant le modèle français dès mon retour au Siam.

J'arrivai en France pour la première fois le 25 septembre 1920.

Après une année d'études de français au lycée de Caen, j'entrai à la faculté de droit de cette ville. J'y ai obtenu le baccalauréat et la licence en droit.

Ensuite j'ai demandé mon transfert à la faculté de droit de Paris où, en 1927, j'obtins le doctorat en droit (option sciences juridiques) et, en plus, le diplôme d'études supérieures d'Economie politique.

— IV —

Depuis la Révolution de 1789, Paris était devenu le berceau des révolutions démocratiques de nombreux pays d'Europe et d'Asie; une tradition riche en théorie et en pratique révolutionnaires y fut transmise jusqu'à l'époque où j'étais étudiant. Marx, Engels et le grand révolutionnaire Lénine y ont vécu un certain temps. Des Asiatiques, qui aspiraient à une complète indépendance nationale et qui voulaient arracher leur pays aux régimes coloniaux ou semi-coloniaux, se trouvaient en France à cette

époque, notamment Nguyen Ai-quoc (Ho Chi-minh), Chou En-laï, Chen Yi et d'autres révolutionnaires de divers pays.

En ce qui me concerne, à part les relations que j'ai eues avec mes collègues siamois et mes camarades français, j'ai connu un certain nombre de révolutionnaires asiatiques et il fut un temps où, dans un restaurant chinois, nous avons formé une association pour l'amitié et la solidarité asiatique.

Dans l'intention de servir mes compatriotes, d'obtenir l'intégrité et la complète indépendance nationale, d'aboutir à la prospérité économique et à une véritable démocratie, j'ai formé avec quelques jeunes collègues étudiants siamois un noyau secret du « Parti du Peuple ». Nous nous sommes fixés comme objectif la révolution démocratique dans notre pays, et nous étions plus tard aidés en cela par notre renforcement en théories et en pratiques révolutionnaires apprises en France.

Après une préparation minutieuse durant les cinq années qui suivirent mon retour de France, notre parti fit, sans effusion de sang, le coup d'état du 24 juin 1932. Nous demandions à S. M. le roi Prajadhipok de garantir une constitution démocratique, de substituer à la monarchie absolue une monarchie constitutionnelle. Le monarque a accepté gracieusement notre requête. C'est ainsi que la première assemblée nationale siamoise naquit et qu'un gouvernement de coalition, composé de membres de notre parti et de l'ancien régime, fut nommé par le roi.

— V —

En 1933, j'ai présenté mon plan économique au gouvernement, en vue de remédier à l'effroyable décadence économique de l'époque, décadence qui affectait péniblement notre population et spécialement les cultivateurs. J'ai proposé la nationalisation des terres; le gouvernement indemniserait alors équitablement les propriétaires sous forme de bons portants des intérêts annuels. J'ai suggéré l'organisation du pays en coopéra-

tives intégrales sous l'égide du gouvernement et dans lesquelles le peuple pourrait travailler pour son propre bien-être, pour la prévention et la suppression des crimes et aussi en vue de fournir à chaque citoyen un emploi.

La plupart des députés soutenaient pleinement mon plan, mais dans le cabinet ministériel les partisans de l'ancien régime ainsi que certains de mes anciens amis influencés par ces derniers s'y opposèrent. Lorsque ceux-ci réalisèrent que l'Assemblée nationale allait éventuellement voter en faveur de mon plan et qu'un gouvernement démocratique s'installerait à la place du gouvernement de coalition, ils complotèrent avec les éléments militaires du cabinet. Ils encerclèrent le siège de l'Assemblée nationale ainsi que ma résidence. Ils soumièrent leur décret à la signature du roi, pour la suspension de la Constitution et la dissolution de l'Assemblée nationale, pour une loi contre le communisme qui interdisait toutes sortes d'idées et d'activités socialistes qu'ils qualifiaient de communistes. En ce qui me concerne personnellement, ils me forcèrent à quitter le pays comme un communiste indésirable. J'ai alors cherché asile en France.

— VI —

Après deux mois environ, mon vieil et respectable ami le colonel Phya Bahol réussit un nouveau coup d'état et demanda à S. M. le roi Prajadhipok la réintroduction de la constitution de 1932. Le roi accepta sa requête à condition que la loi anti-communiste restât en vigueur. Ses conditions ayant été acceptées, le roi désigna un gouvernement avec Phya Bahol à sa tête. Ce dernier me demanda de rentrer pourvu que mon plan économique fût mis sous silence pour le moment.

Un mois après mon retour de France, une contre-révolution, commencée dans les provinces et dirigée par le prince Bovaradej, provoqua le début d'une guerre civile; mais notre gouver-

nement légal remporta la victoire finale. Ensuite la nouvelle Assemblée nationale, dont la moitié des membres fut élue par le peuple, désigna une Commission extraordinaire, composée de juristes siamois, anglais et français, chargée de rassembler un certain nombre de renseignements à mon sujet, à savoir si j'étais ou non communiste, pour déterminer mon plan économique qui devait être publié. L'Assemblée approuva les rapports de la Commission qui jugea que, si certaines parties de mon plan avaient des similitudes avec le plan quinquennal soviétique, sa substance résidait dans une réforme agraire ne relevant pas d'un plan communiste. Par la suite, avec l'approbation de l'Assemblée nationale et sur recommandation du cabinet ministériel, le roi Prajadhipok m'avait confié le portefeuille ministériel de l'Intérieur, j'étais alors âgé de trente-quatre ans. En outre, on me confia parallèlement le poste de recteur de l'Université des sciences morales et politiques.

Dès lors j'ai détenu ce dernier poste parallèlement à mes autres portefeuilles et fonctions qu'on me confia successivement : ministre des Affaires étrangères (1936-1939), ministre des Finances (1936-1939, 1939-1941), régent du Royaume (1941-1945), Premier ministre (1946-1947).

Après avoir quitté le gouvernement j'étais toujours titulaire du poste de recteur de cette Université, même pendant mes trois premières années en Chine populaire, car le gouvernement réactionnaire ne voulait pas provoquer de mécontentement au sein de mes étudiants. Il a simplement nommé un chargé de rectorat en mon absence. Ce n'est qu'après la défaite de l'insurrection, menée par un certain nombre d'officiers de la marine en 1951, que le gouvernement réactionnaire soumit à l'Assemblée nationale une nouvelle loi concernant la réorganisation de cette Université.

Cette réorganisation se révéla subtile et ingénieuse; il s'agissait simplement de changer le nom de l'Université; à la

place d'Université des sciences morales et politiques, elle s'appela désormais « Université des sciences morales » tout court.

Sans que le gouvernement ait à prononcer ouvertement ma déchéance du rectorat, elle était implicite.

CHAPITRE III

MA RENCONTRE AVEC MUSSOLINI, PIERRE LAVAL, HJAL'MAR SCHACHT, CORDEL HULL ET L'EMPEREUR HIROHITO DU JAPON

— I —

Depuis le milieu du XIX^e siècle jusqu'en 1939, le Siam était nominalement indépendant; en fait, il demeurait semi-colonial à la merci des puissances étrangères qui, par un certain nombre de traités inégaux, avaient des privilèges spéciaux et des droits d'extraterritorialité sur le Siam. Les tribunaux siamois ne possédaient aucun pouvoir juridictionnel sur les ressortissants de ces puissances étrangères. C'était le tribunal consulaire des pays ou la Cour internationale, suivant les traités, qui avaient le monopole du pouvoir juridictionnel au Siam. Le Siam n'avait pas le droit d'établir certains tarifs douaniers au-delà du prix fixé par les traités inégaux. Ce tarif était précisément très peu élevé.

Cependant certains traités inégaux conclus avec des puissances étrangères étaient devenus caduques notamment :

Avec l'ancien Empire allemand et l'ancien Empire austro-hongrois puisque le Siam s'était mis du côté des Alliés lors de la première guerre entre les deux empires et les pays alliés. En vertu du droit international, tout traité signé entre pays belligérants devient caduque.

Le traité signé avec la Russie tsariste prit fin avec la Révolution d'octobre 1917.

Au moment de la Révolution démocratique de 1932 il restait treize puissances étrangères qui bénéficiaient de traités inégaux; parmi celles-ci cinq étaient considérées, à cette époque, comme de grandes puissances : la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les U.S.A., le Japon; et les huit autres sont des pays capitalistes de l'Europe occidentale.

En 1936, après avoir promulgué tous les codes de lois modernes, le gouvernement siamois, sous la direction du « Parti du Peuple » décida qu'il était grand temps d'abolir tous les traités inégaux que l'ancien régime avait été forcé de conclure avec les puissances étrangères et de réduire le taux d'intérêt de l'emprunt que l'ancien régime avait contracté avec une banque anglaise. A cet effet, le gouvernement m'a chargé d'aller contacter les dirigeants des puissances étrangères en Europe, Amérique et Asie, pour négocier pacifiquement avec elles. Nous avons pensé que les grandes puissances avec qui nous devons négocier à cette époque devaient être la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Etats-Unis et le Japon; car dès qu'elles adopteraient une attitude favorable, les autres puissances les suivraient sans difficulté. Ce fut pour cette raison que je commençai mon voyage autour du monde (par voie maritime, car à cette époque il n'existait pas encore de réseau mondial de navigation aérienne pour voyageurs) afin de rencontrer Mussolini, Pierre Laval (ancien chef du gouvernement français), Hjal'mar Schacht, Sir Samuel Hoare (ancien secrétaire d'Etat britannique pour les affaires étrangères), Cordell Hull (ancien secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique), l'empereur Hirohito du Japon, ainsi que certains fonctionnaires compétents dans leur pays respectif.

Le gouvernement siamois me chargea également de visiter l'Allemagne pour voir ce qui s'y passait trois ans après l'avènement du nazisme et en particulier afin de prendre connais-

sance de son nouveau système d'économie nationale. Mais le gouvernement ne me demanda pas d'aller en Union soviétique parce que nous n'avions pas reconnu le nouveau gouvernement soviétique. Ce fut en 1939 qu'il y eut un accord entre les gouvernements siamois et soviétiques pour établir des relations diplomatiques et pour que ces deux gouvernements soient représentés réciproquement dans les deux pays en question; cet accord fut momentanément interrompu par la guerre entre l'Union soviétique et l'Allemagne. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale qu'ont été établies des relations diplomatiques entre le Siam et l'Union soviétique. En ce qui concerne la Chine, bien que le représentant diplomatique du gouvernement chinois à Tokyo m'ait invité à visiter Nankin (capitale de la Chine à cette époque), je n'ai pas pu accepter son invitation car ce pays était en pleine guerre civile et en guerre contre les Japonais.

— II —

J'ai pris un paquebot italien, le plus rapide à cette époque entre l'Asie et l'Europe, et débarqua en octobre 1936 à Trieste où un certain nombre de nos unités navales étaient en construction. Au cours du déjeuner, offert par un secrétaire de Mussolini qui, en même temps, était président de la Société des constructions navales, ce dernier m'apporta la réponse de Mussolini au sujet de l'abolition du traité inégal conclu entre le Siam et l'Italie. Le secrétaire fut chargé de m'informer que Mussolini acceptait de me recevoir à Rome, mais il me demanda d'attendre jusqu'au 4 novembre. Je ne savais pas ce que signifiait cette date tardive; tout ce dont je me rendais compte c'est qu'il y avait, pendant cette période, une grande tension entre l'Italie et la Grande-Bretagne à propos de l'Ethiopie. Le secrétaire du dictateur, à la manière des courtisans de la monarchie absolue, faisait continuellement des louanges de Mussolini. Il me dit que dans le monde il n'existait que deux hommes valables, en mesure d'affronter les Anglais : Napoléon et Mussolini.. Napoléon,

n'avait pas eu de chance, mais « Il Duce », avec son incomparable ténacité, vaincrait certainement les Anglais.

Ce secrétaire m'expliqua, au sujet de la concurrence des compagnies japonaises en matière de construction navale que lorsque le gouvernement siamois projeta de construire de nouvelles unités navales, ce fut une compagnie japonaise qui proposa le prix le plus bas ; c'est alors que la compagnie italienne, en vue de faire concurrence à la compagnie japonaise, a dû solliciter auprès du Duce une subvention afin de pouvoir proposer au Siam un prix encore plus bas ; en fait, elle a eu plus de perte que de profit. Le secrétaire me montra alors la photo du dictateur en me disant : « Voilà notre bien-aimé chef. »

Voyant qu'il me restait une dizaine de jours avant de contacter Mussolini, je décidai de me rendre à Lausanne par le train, afin de présenter mes hommages au jeune roi Ananda qui y faisait ses études secondaires et de là je me rendis à Paris pour quelques jours et retournai à Rome précisément le 4 novembre 1936.

Arrivé à Rome je me rendis compte que ce 4 novembre était un grand jour, car Mussolini avait ordonné un grand rassemblement populaire pour adresser une harangue à son peuple, afin de confronter la Grande-Bretagne et accusa l'Éthiopie d'avoir pris une attitude hostile vis-à-vis de l'Italie. A la fin de son harangue il ordonna à ses troupes terrestres et aériennes, qui se trouvaient déjà à la frontière de la colonie italienne Érythrée afin d'intervenir à tout moment, d'attaquer immédiatement l'Éthiopie. (Le commandant de la force aérienne de l'Italie était le comte Ciano, beau-fils de Mussolini).

Notre Consul général honoraire qui était italien, mais qui avait résidé pendant longtemps au Siam, me rendit visite pour s'excuser de n'avoir pas été présent à la gare, lors de mon arrivée. Il me dit que comme tout Italien, il était obligé d'adhérer au parti fasciste à cause de ses activités économiques, mais qu'au fond du cœur il était anti-fasciste.

Deux jours plus tard Mussolini m'invita à lui rendre visite au « Palazzo Venezia » où se trouvait son bureau de travail. Ce jour-là notre conversation dura deux heures sur divers sujets. J'appris alors ses sentiments de mépris à l'égard du Japon ; je savais bien que Mussolini voulait avoir une quelconque influence sur la Chine, en envoyant son beau-fils comme consul général à Shangaï, pour essayer d'aider le gouvernement nationaliste chinois contre les envahisseurs japonais, et pour faire face à la concurrence des produits japonais qui s'étaient substitués aux produits italiens (notamment le papier). Pour me flatter il m'assura qu'il n'avait rien contre les Asiatiques, car selon lui, le premier empereur romain était originaire de l'Asie. En ce qui concerne le régime nazi qui venait de naître et avec qui il avait été plus ou moins en conflit à propos de l'Autriche (1934), Hitler avait ordonné à ses soldats de faire un coup d'état et de renverser le gouvernement ; il en résulta la mort de Dollfus, protégé de Mussolini. J'ai cru comprendre, ce jour-là, que Mussolini n'était pas content d'Hitler.

En ce qui concerne le Siam, il m'exprima sa sympathie pour notre pays, et voulut m'influencer en m'affirmant que la Grande-Bretagne était notre ennemi commun, évoquant le fait que les Anglais avaient annexé une partie de notre territoire à l'Empire britannique. Mais il ne fit pas mention du cas de la France, ni ne me dit qu'il y avait à peine deux jours, il avait ordonné d'envahir l'Ethiopie.

A la fin de notre entretien, il m'a promis de ne pas s'opposer à notre projet d'abolition des traités inégaux conclus entre le Siam et l'Italie puisqu'il était lui-même chargé des Affaires étrangères.

— III —

De l'Italie, je me rendis de nouveau à Paris pour rencontrer Pierre Laval, président du Conseil à cette époque.

Celui-ci me compara à lui qui, à ce même âge, avait failli être ministre dans le gouvernement de Paul Painlevé (républicain socialiste), mais en ce qui concernait l'ouverture de la négociation pour l'abolition du traité inégal conclu entre la France et le Siam il n'a pu lui-même me promettre rien de précis ; il m'a seulement assuré qu'il prendrait notre cause en considération.

— IV —

De Paris, je me rendis à Prague, Vienne, Varsovie et Berlin. A Berlin, l'autorité nazie m'a accordé des facilités pour visiter les institutions nazies : le ministère de la Propagande, la Jeunesse nazie, etc.

Le fonctionnaire de liaison m'a informé qu'Hitler lui-même voulait me recevoir, mais qu'étant donné qu'il ne parlait ni l'anglais ni le français, ma conversation avec lui ne serait guère intéressante car il faudrait se servir d'interprètes ; en effet, il n'y avait plus de traité inégal entre nos deux pays. Ce qui nous intéressait, c'était l'établissement de relations commerciales et économiques ; à cet effet, il confia cette tâche à Hjal'mar Schacht, le ministre de l'Economie nationale. C'est donc avec ce dernier que j'ai pu m'entretenir pour échanger des idées concernant les possibilités d'échanges commerciaux et économiques entre les deux parties ; ce qui était difficile c'est que le nouveau gouvernement nazi contrôlait l'échange. Notre conversation n'aboutit pas à de grands résultats.

— V —

De Berlin je rentrai à Paris, d'où j'allai à Londres pour rencontrer Sir Samuel Hoarè, secrétaire des Affaires étrangères. Son attitude fut la même que celle de Pierre Laval en ce qui concerne l'ouverture de la négociation au sujet de l'abolition du traité inégal.

En ce qui concerne la réduction du taux d'intérêt contracté par l'ancien Régime siamois avec la banque anglaise, nous avons pu conclure un accord afin de réduire ce taux de 6 à 4 %.

— VI —

De Londres, je retournai en France et y restai pendant quelques jours avant de prendre le paquebot pour les U.S.A. A Washington, je rencontrai Cordell Hull, secrétaire d'Etat qui me promit une attitude favorable à notre prochaine négociation pour l'abolition du traité inégal.

— VII —

Des U.S.A., je suis allé au Japon où l'empereur Hirohito m'a accordé une audience ; comme ce dernier n'avait pas de pouvoir exécutif, l'audience qu'il m'accorda était de nature courtoise. Il s'assura de la bonne santé du roi de Siam, de la mienne et de mon voyage ; néanmoins, sur la recommandation de son gouvernement, il m'accorda la Grand-croix du Soleil levant. Les affaires politiques et économiques entre mon pays et le Japon furent discutées avec le Premier ministre du gouvernement japonais qui était composé essentiellement de militaristes ou de promilitaristes. On essaya de me convaincre d'une éventuelle unité entre les pays asiatiques contre les pays de race blanche. C'est là un propos auquel je refusai de m'associer ; car à mon avis, ce n'est pas de la notion de race que l'on doit tenir compte, mais de la coexistence pacifique entre tous les peuples du monde, sans distinction de race. Or les militaristes japonais avaient envahi la Chine (de la même race qu'eux) et s'avançaient de plus en plus vers l'Asie du Sud-Est. J'ai dû prendre d'innombrables précautions au cours de ma conversation avec eux. Ce qui m'intéressait dans ma mission confiée par le gouvernement siamois, c'était l'attitude du gouvernement japonais à propos de la future ouverture de la négociation. Mais finalement, les Japonais m'ont exprimé leur sympathie pour l'abolition du traité inégal.

— VIII —

A mon retour au Siam le Conseil de régence me confia sur la recommandation du Premier ministre, le ministère des Affaires étrangères. J'ai occupé ce poste pendant trois ans pour la négociation de l'abolition des traités inégaux. Cette négociation aboutit à de nouveaux accords basés sur le principe d'égalité, et de réciprocité. Depuis lors, le Siam est devenu complètement indépendant.

Puis j'ai été transféré au ministère des Finances où j'ai pu organiser le système financier, les traités inégaux ne faisant plus obstacle, en ce qui concerne le tarif douanier, et la régie d'Etat, de telle sorte que le Siam a établi librement un nouveau tarif douanier et le premier Code fiscal, etc.

Après mon retour au Siam, j'ai eu l'impression, comme beaucoup d'autres politiciens internationaux de l'époque, que les conflits armés déjà commencés par le Japon, l'Italie et l'Allemagne, s'étendraient dans le monde entier. C'est pour cette raison que j'ai pensé qu'en ce qui concerne notre petit pays, la politique internationale rationnelle était d'adopter la neutralité ou ce qu'on appelle maintenant le non-ralliement à n'importe quel pays en conflit ; et le meilleur moyen était de faire des efforts pour coexister pacifiquement avec tous les pays aux systèmes sociaux et politiques différents.

Pendant la durée de mes fonctions au ministère des Affaires étrangères, j'ai fait beaucoup de discours à la radio et j'ai écrit certaines brochures conformément à mon idéal de coexistence pacifique et de paix mondiale, tel que l'ont exprimé mon livre sur le Siam pacifiste et *le Roi de l'éléphant blanc*.

En effet, avant la Seconde Guerre mondiale, les chefs d'état des pays aux systèmes sociaux et politiques différents se sont révélés particulièrement satisfaits de notre politique de rapprochement avec leur peuple et de notre nouvelle amitié; ces pays ont voulu témoigner leur satisfaction en me décernant leur haute décoration pour avoir rendu service à l'amitié entre le Siam et leur pays respectif.

Le plus surprenant est le fait que parmi ces pays qui m'ont témoigné leur satisfaction, France (Grand-croix de la Légion d'Honneur), Grande-Bretagne (Grand-croix de Saint-Michel et Saint-Georges), Italie (Grand-croix de Saint-Maurice et Saint-Lazare), Japon (Grand-croix du Soleil levant), Allemagne (Grand-croix de l'Aigle du mérite III^e Reich allemand). On peut constater que certains d'entre eux étaient déjà en conflit armé avec d'autres pays, et bien plus surprenant encore, les militariste japonais, Mussolini et Hitler, avides de territoire, désiraient notre amitié.

Qui aurait pu croire alors, devant de tels témoignages, à une guerre mondiale si proche ?

CHAPITRE IV

LE ROYAUME SOUTERRAIN DE SIAM

— I —

Lorsque le Japon attaqua Pearl Harbour le 7 décembre 1941 et présenta un ultimatum exigeant du gouvernement siamois le libre passage des troupes japonaises à travers le territoire siamois en vue de conquérir la Birmanie et la Malaisie britannique. J'ai réalisé que c'était du même coup l'occupation du Siam. Le Japon a provoqué ainsi une brèche brûlante dans mon idéal de coexistence pacifique. Lors de la réunion du Cabinet ministériel au cours de laquelle les demandes japonaises furent discutées, j'ai essayé de pousser le gouvernement à suivre la politique plusieurs fois proclamée dans le passé, à savoir que nous combattrions pour préserver l'indépendance et la souveraineté de notre pays contre toute invasion de troupes étrangères. En outre, je considérais que nous aurions combattu pour une juste cause, puisque c'était contre une agression. Alors que j'expliquais mon point de vue au cours de cette réunion, le Premier ministre, le maréchal Pibul, m'interrompit et m'interdit de poursuivre. Il y avait un petit nombre de ministres qui pensaient que laisser le libre passage aux troupes japonaises n'était pas suffisant mais que le Siam devrait devenir l'allié du Japon pour récupérer certains territoires

perdus et dont l'Angleterre et la France s'étaient accaparés. Toujours est-il, j'ai été minoritaire.

Cette situation ajoutée à mon refus d'étendre les faveurs aux Japonais provoqua chez ces derniers une si grande colère qu'ils obligèrent le Premier ministre à demander mon départ des Finances pour prendre un poste hiérarchiquement plus élevé mais sans pouvoir exécutif. J'ai quitté alors le cabinet pour être élu unanimement par l'Assemblée nationale au siège laissé vacant par un membre du Conseil de régence. Plus tard, je devins le seul régent. Quoique forcé, j'ai accepté cette décision en pensant que cette nouvelle fonction me donnerait le temps d'organiser un mouvement de résistance anti-japonais connu plus tard sous le nom de « Mouvement des Siamois libres » (Free Siameses) ou « Mouvement des Thaïs libres » (Free Thai Movement).

A part quelques patriotes siamois à l'intérieur du pays, des étudiants et citoyens siamois en Grande-Bretagne et aux U.S.A. se groupèrent aussi pour former le « Mouvement du Siam libre » ; ces derniers se joignirent à notre mouvement établi à l'intérieur du pays pour s'unir en une seule organisation sous ma direction.

Au moment de la capitulation des Japonais en août 1945, les partisans de l'avant-garde de notre mouvement étaient au nombre de 80 000 hommes environ, et 500 000 autres prêts à être mobilisés le cas échéant.

— II —

En un mois à peine les troupes japonaises avaient conquis la Malaisie et avançaient rapidement en Birmanie, menaçant toute l'Asie du Sud-Est.

Le gouvernement siamois, sous la direction du maréchal Pibul (Premier ministre), espérant récupérer une partie des territoires envahis par les Japonais déclara la guerre à la Grande-Bretagne et aux U.S.A., et prit certaines mesures d'hostilité à

l'égard de la Chine. La déclaration de guerre était illégale car elle ne fut pas soumise à l'avis de l'Assemblée nationale ni au mien à titre de régent du Royaume. Pourtant, certains pays alliés considérèrent que le Siam était devenu techniquement l'allié du Japon et subirait donc les mêmes conséquences que ce dernier après la victoire des alliés.

Cependant dans la partie souterraine du Siam il existait une organisation de résistance contre les Japonais dirigée par le régent, c'est-à-dire moi-même.

Certains officiers envoyés secrètement par leur gouvernement pour nous aider à titre de conseillers dans la guerre des partisans, et à titre d'officiers alliés de liaison, appelèrent notre mouvement « le Royaume Souterrain du Siam » (the Underground Kingdom of Siam).

— III —

Notre mouvement s'était fixé un double objectif, c'est-à-dire d'une part combattre les envahisseurs japonais, et d'autre part négocier avec les principaux alliés afin que ces derniers considèrent l'illégalité de la déclaration de guerre du maréchal Pibul et reconnaissent notre mouvement et son gouvernement en exil que nous projetions de former, et qu'ils nous considèrent comme l'un des alliés, de la même manière qu'ils avaient reconnu le Comité français de Libération nationale, dirigée par le général de Gaulle. A cet effet, nous avons envoyé secrètement nos émissaires pour négocier ce point. Nous avons aussi ordonné à notre légation (ambassade) à Stockholm, qui s'était jointe secrètement à nous, de contacter la légation soviétique qui se trouvait également à Stockholm.

Cette négociation fut délicate et très difficile, car la Grande-Bretagne considérait que la déclaration de guerre du maréchal Pibul était valide tandis que d'autres pays alliés (U.S.A., U.R.S.S., le Comité national français) adoptèrent chacune une attitude particulière.

Mais au point de vue militaire, beaucoup d'articles et de livres publiés en Grande-Bretagne et aux U.S.A. ont témoigné de nos contributions à la victoire des alliés : je me permets donc de citer l'interview de Lord Mountbatten au journal *Times* du 18-12-1946 :

Times, 18/2/1946.

« Un visiteur venant du Siam.

La campagne de Luang Pradit.

Les révélations de Lord Mountbatten.

« Lord Mountbatten de Birmanie, depuis peu commandant suprême des Alliés en Asie du Sud-Est, qui était invité hier par le City Livery Club à un déjeuner au collège de Sion, parla dans son discours du rôle important joué par Luang Pradit, Premier homme d'Etat du Siam, dans la défaite de l'armée d'occupation japonaise dans ce pays. Il reprit dans les moindres détails le récit publié dans The Times du 22 décembre, il y a presque un an, et annonça que :

« Pradit, l'une des figures romantiques de la guerre en Asie du Sud-Est, devait arriver en Angleterre sur le Queen Elizabeth demain matin.

« Pridi Banomyong, Premier homme d'Etat du Siam, (comme l'a dit Lord Moutbatten) est plus connu dans le monde sous le nom de Luang Pradit, et de nous, à la S.E.A.C. (commandement des Alliés pour l'Asie du Sud-Est), sous le nom codifié de « Ruth »; il va faire une rapide visite de courtoisie comme invité du gouvernement, et j'espère que nous saisisons cette occasion pour lui réserver un accueil très chaleureux. Car Pradit est l'un des personnages les plus romantiques de la guerre en Asie du Sud-Est.

« Au cours de la guerre, bien entendu, son nom ne pouvait être prononcé qu'à voix basse, et toute l'histoire était «top secret», et même aujourd'hui, il se peut que le public ignore en grande partie ses exploits.

« Lorsque les Japonais envahirent le Siam, Pradit était membre du gouvernement, mais il refusa de mettre sa signature au bas de la déclaration de guerre contre nous. Pibul (Quisling), cautionné par les Japonais, savait qu'il était l'une des personnalités les plus puissantes et les plus populaires du pays, et espéra en faire un homme de paille en le nommant au Conseil de régence. Pradit accepta. Mais, ni Pibul, ni les Japonais ne réalisèrent très bien qu'à partir du moment où il entra en fonction il commença à organiser et à diriger le mouvement de résistance siamois.

« La mission disparue.

« Nous savions, de sources diverses, que Pibul n'avait pas la situation bien en main au Siam, mais tout contact était très difficile et il était presque impossible de savoir ce qui se passait réellement. Deux émissaires envoyés par Pradit se perdirent lors d'un périlleux voyage en Chine, et on ne les revit jamais. Finalement rendez-vous fut pris. Il coïncidait presque avec ma nomination comme commandant suprême. A partir de ce moment-là nous fûmes en contact permanent. Ce furent des rapports uniques en leur genre, car un commandement suprême allié échangeait des plans militaires de toute première importance avec le chef d'Etat techniquement en guerre contre nous.

« Nous pouvons voir à quel point Pradit fut couronné de succès et à quel point il fut audacieux dans le fait qu'il trouva le moyen d'organiser le renversement du régime Pibul en 1944, et de le remplacer par un gouver-

nement qu'il avait lui-même désigné et par lequel il pouvait faire progresser ses projets de résistance.

« Des troupes de Libération siamoise, entraînées dans ce pays et opérant avec des détachements de la 5^e Force britannique et la 136^e Force, ainsi qu'avec des détachements américains O.S.S., furent parachutées pour l'aider. Quelques-uns furent pris par les hommes de Pibul et emprisonnés. Afin d'endormir les soupçons des Japonais, ils restèrent nominalement en prison, mais ils eurent des rencontres secrètes avec Pradit et établirent des contacts radio avec mon commandement.

« En janvier 1945, il envoya un groupe de ses principaux chefs de la Résistance placé sous le commandement de l'actuel ministre des Affaires étrangères du Siam, pour des consultations avec moi à Kandy. Nous les fîmes sortir et les ramenâmes par hydravion ou avion monocoque. Au cours de nos conversations, nous établîmes des plans d'action concrets, conjointement avec le gros des forces de mon champ d'opérations. J'étais prêt à tout moment à faire évacuer Pradit par avion en cas d'urgence. A la fin de la guerre, il avait organisé des troupes de sabotage et de guérilla comprenant quelques 60 000 combattants et de nombreux partisans passifs postés à tous les points stratégiques du Siam, et prêts à frapper.

« Il n'a jamais manqué à ses engagements envers nous. Je réalisais les difficultés qu'il avait à tenir ses forces en main, mais je ne devais oublier non plus le terrible danger d'une manœuvre prématurée qui amènerait une contre-attaque japonaise écrasante, et viendrait perturber mes plans stratégiques pour tout le théâtre de la guerre. La tension que Pradit dû supporter et les risques qu'il courut pendant plus de trois ans étaient

immenses, mais son auto-discipline et celle qu'il inspirait l'emportèrent. Il n'a jamais manqué à ses engagements envers nous.

« Il y a, je le sais, beaucoup d'hommes qui étaient prisonniers de guerre au Siam et qui ont de bonnes raisons d'être reconnaissants de la bonne volonté que Pradit manifesta à notre égard.

« Aussi, honorons un homme qui a rendu un grand service à la cause alliée et à son propre pays et qui, à ma connaissance personnelle, est un défenseur acharné de l'amitié anglo-siamoise. La chaîne de résistance locale à l'oppression japonaise dans les pays occupés d'Asie du Sud-Est ne fut pratiquement jamais brisée, et l'un des maillons les plus solides fut forgé par Pradit au Siam. (Applaudissements vifs et prolongés.). »

Après mon arrivée à Paris en 1970, le président du « Special Forces Club » (Club des forces spéciales), en Grande-Bretagne, dans sa lettre du 17 décembre 1970 m'invita à adhérer à leur club :

« 6 Herbert Grescent, Knightsbridge,
London, S.W. 1

« S.E. Pridi Banomyong

« Votre Excellence,

« C'est la décision unanime du Comité que je voudrais écrire ou souhaiter que vous voudriez bien accepter de devenir membre honoraire de ce club.

« Comme vous pouvez le savoir, le club a été fondé en 1945 par et pour ceux qui ont servi dans « Special Forces » et ceux qui se sont engagés dans la Résistance et dans les mouvements souterrains, pendant la guerre de 1939-1945.

« J'ose espérer, ainsi que tous les membres du club, que vous nous accorderez la satisfaction d'apprendre que Votre Excellence accepte cette qualité de membre honoraire. Je sais que cette nouvelle apporterait un plaisir particulier à d'autres membres siamois aussi bien britanniques qui, jadis dans « The Siam Country Section of force 135 », pendant des années de guerre, ont travaillé très étroitement avec vous et ont reçu votre soutien constant et votre encouragement.

« Cette invitation est offerte en marque de reconnaissance et de notre appréciation pour l'éminente participation de Votre Excellence dans la promotion et le soutien au mouvement de résistance qui, pendant les jours de risque et de péril, ont rendu service à nos deux pays.

*« Avec ma très haute considération,
« Geoffroy H. Walford, Président. »*

— IV —

Ce fut le gouvernement des U.S.A., sous la présidence de Roosevelt, qui adopta une politique de «décolonisation» à l'égard de notre pays, dans le mémorandum préparé par le département des Affaires du Pacifique Sud-Est pour le président, en vue de s'en servir au cours des conversations avec Churchill et le maréchal Staline à Yalta en 1945. Ce mémorandum avait pour sujet le statut futur du Siam (Thaïlande) dont je cite un passage :

« ... L'histoire de la pression européenne sur la Thaïlande et de l'acquisition par l'Europe de territoires de l'Asie du Sud-Est est toujours vivante dans les mémoires des Asiatiques. Ce gouvernement ne peut se permettre en aucune façon de partager la responsabilité d'une continuation quelle qu'elle soit, envers la Thaïlande de l'impérialisme d'avant-guerre. »

Ce mémorandum précise davantage :

« Nous ne considérons pas le Siam comme un ennemi, mais seulement un pays occupé par l'ennemi. Nous reconnaissons le ministre (ambassadeur) siamois à Washington comme ministre du Siam avec un statut similaire à celui du ministre du Danemark. Nous préférons le Siam libre et indépendant avec sa souveraineté non affaiblie et dirigée par un gouvernement choisi par lui-même. Le Siam est un pays du Sud-Est qui était encore indépendant avant la guerre ; nous croyons qu'il serait préjudiciable aux intérêts américains dans tout l'Extrême-Orient que le Siam soit privé d'un de ses territoires d'avant-guerre ou que son statut indépendant soit diminué, mais que dans l'avenir nous pourrions contribuer pour une grande part dans la défaite des Japonais... »

« A l'intérieur du Siam, l'administration, qui a capitulé devant les Japonais et qui est notoirement son collaborateur, a été remplacé par une administration largement contrôlée par Pradit le présent régent, le plus respecté des dirigeants siamois et qui s'est opposé au Japon depuis le début. »

En outre, Cordell Hull, le secrétaire d'Etat américain, par sa lettre du 26 août 1943, a informé le directeur adjoint de l'Office des services stratégiques de l'attitude de son gouvernement à l'égard du Siam, dans les termes suivants :

« ... Les Etats-Unis reconnaissent le Siam comme un état indépendant qui est actuellement sous l'occupation militaire du Japon... »

« Le gouvernement des Etats-Unis s'attend au rétablissement de l'indépendance du Siam le plus vite possible. L'information parvenue indique qu'il existe au sein du gouvernement siamois actuel un certain nombre de »

fonctionnaires qui ont empêché ce gouvernement de capituler sous la pression japonaise. Il est bien entendu que Luang Pradist Manudharm (connu aussi sous le nom de Pridi Banomyong), l'un des membres du Conseil des régents, est l'un de ces fonctionnaires qui a pour but de restaurer le gouvernement comme il était constitué avant l'invasion japonaise.

« En vue de cette compréhension, le gouvernement des Etats-Unis considère Luang Pradist Manudharm comme le représentant de la continuité du gouvernement siamois, tel qu'il était constitué avant la défection du Premier ministre siamois au moment de l'invasion japonaise, et l'un des plus importants dirigeants dans le mouvement pour l'indépendance siamoise.

« Par conséquent, sans engagement pour l'avenir, nous considérons Luang Pradit comme l'un des représentants et dirigeants de la Nation siamoise jusqu'à ce que le peuple siamois en décide autrement... »

Cordell Hull

— V —

En ce qui concerne l'attitude de la Grande-Bretagne, bien que les chefs militaires tels que Lord Mountbatten apprécieraient nos contributions à la cause commune des Alliés (comme nous venons de le mentionner dans le paragraphe III), le gouvernement de ce pays, composé de politiciens aux tendances impérialistes coloniales, n'a pas voulu, au début, négocier avec nous sur le plan politique en ce qui concerne l'indépendance du Siam après la victoire des Alliés. Lord Moutbatten a reçu l'ordre formel de son gouvernement de ne discuter avec nos émissaires que des affaires purement militaires. Des politiciens anglais de l'époque

savaient très bien que la déclaration de guerre entre leur pays et le Siam était illégale, pourtant notre pays était tenu de leur verser une sorte de dommages de guerre.

Devant l'attitude négative en matière politique du gouvernement britannique, nous avons tourné nos efforts dans ce domaine vers le gouvernement américain du président Roosevelt qui nous a témoigné une attitude favorable, ainsi que vers le gouvernement chinois de coalition (entre les nationalistes et les communistes), à qui nous avons envoyé nos émissaires pour négocier le sort de notre indépendance.

Nous avons aussi demandé à notre légation (ambassade) à Stockholm de contacter secrètement la légation soviétique dans la même capitale, afin que cette dernière envoie un rapport à son gouvernement pour qu'il soutienne notre juste cause.

Le gouvernement du président Roosevelt nous a aidés à maintes reprises à convaincre le gouvernement britannique d'adopter au moins la même attitude que lui, en reconnaissant que le Siam n'était pas un pays ennemi, mais simplement un pays sous l'occupation japonaise.

Cependant, au mois de mai 1945, nous avons jugé que le moment était venu pour notre mouvement de combattre ouvertement les envahisseurs japonais, au lieu de rester dans la clandestinité. Mais avant de commencer notre opération, nous avons voulu que les gouvernements américains et britanniques, auxquels le maréchal Pibul avait illégalement déclaré la guerre, nous donnent l'assurance de respecter l'indépendance du Siam. A cet effet, j'ai envoyé, par voie secrète, deux télégrammes dont le contenu est similaire; l'un pour le département d'Etat américain, et l'autre pour Lord Mountbatten. Je reproduis ici le texte de mon télégramme que le département d'Etat américain a publié vingt-cinq ans après la capitulation japonaise :

1. Le mémorandum préparé dans le département d'Etat numéro 7400011 - PW/52945, Washington, 28 mai 1945.

Le message de Ruth (Pradist) destiné au secrétaire d'Etat a été reçu par le département d'Etat le 21 mai 1945 :

« Le Mouvement de résistance siamois, dans toutes ses opérations, a continuellement suivi les conseils des représentants américains, c'est-à-dire n'entreprendre aucune action prématurée contre l'ennemi. Mais en ce moment, je crois que la volonté de combattre les Japonais peut s'affaiblir si le mouvement de résistance demeure caché. Les Japonais seront obligés de se rendre plus vite, sans que les Alliés aient à intervenir, mais seulement de crainte que se dissolve la soi-disant sphère de coprosperité. Pourtant, on nous a conseillé de bloquer tout effort des Japonais pour une éventuelle assistance venant du Siam. Nous avons suivi cette ligne le plus pointilleusement possible, mais vous réalisez que les Japonais sont de plus en plus soupçonneux; dernièrement le gouvernement siamois (le nouveau gouvernement qui a remplacé celui de Pibul en 1944) a rejeté leur demande de crédit supplémentaire de 100 millions de bahts (unité monétaire du Siam); j'ai été informé par le nouveau gouvernement qu'il ne resterait pas en fonctions si les Japonais persistaient dans leur demande.

« Si cela devait arriver, un nouveau gouvernement serait installé et entreprendrait une action contre les Japonais :

« En ordonnant la nullité des conventions et des créances que le régime Pibul a contacté avec eux, ainsi que du traité sur l'incorporation des Etats de Malaisie et des Etats Shans (situé au nord-est de la Birmanie) au territoire siamois et de la déclaration de guerre à la Grande-Bretagne et aux U.S.A. Le fondement des relations du Siam avec ces deux nations, serait établi comme avant Pearl Harbour. Avant d'appliquer ce plan, je

voudrais vous donner mon avis sur la situation actuelle ; bien que j'approuve les bonnes intentions des U.S.A. en ce qui concerne l'indépendance du Siam ainsi que sa sympathie pour le peuple siamois, je crois que si les U.S.A., dès que nous entreprendrons notre action, déclareraient qu'ils respectent l'indépendance du Siam et considèrent notre pays comme l'un des membres des Nations Unies et non pas comme un ennemi, ceci encouragerait énormément le peuple siamois qui est prêt à tout sacrifice. »

J'ai également communiqué au commandement suprême des Forces alliées de l'Asie du Sud-Est le contenu de ce télégramme.

2. Le 28 mai 1945, j'ai reçu la réponse du secrétaire d'Etat intérimaire américain dans les termes suivants :

« Votre message au secrétaire d'Etat fut profondément apprécié. Nous comprenons votre désir de vous opposer activement à l'ennemi le plus vite possible, cependant nous sommes sûrs que vous réalisez que toute opposition à notre ennemi commun doit être coordonné à toute stratégie contre le Japon qui n'aboutirait à rien si les Siamois commençaient l'action ouverte, prématurément et avant l'assurance raisonnable du succès, action qui ne s'avèrera pas intègre au plan stratégique du commandement suprême des Forces alliées de l'Asie du Sud-Est.

« Aussi nous espérons que vous continuerez vos efforts pour empêcher l'action ouverte prématurée du mouvement de résistance, ou l'action qui précipiterait la prise du pouvoir au Siam par les Japonais.

« Nous avons l'assurance que vous nous informerez ainsi que les Britanniques si quelque changement, dans

la situation, est imminent en dépit de vos efforts. « Votre sincère désir et celui du peuple siamois de répudier la déclaration de guerre et les conventions de Pibul ont été entièrement approuvés; ce qui est moins clair, c'est la raison pour laquelle le présent gouvernement démissionnerait en ce moment ou quelle pression pousserait ce gouvernement à choisir comme premier acte cette répudiation.

« Il semble que le mouvement de résistance peut accomplir plus efficacement ses objectifs en sortant de la clandestinité pour attaquer par surprise, de façon coordonnée le ravitaillement, communications, forces et équipement de l'ennemi, également en saisissant les officiers de l'ennemi; les actes politiques de répudiation et de ralliement avec les Alliés suivront.

« Nous attachons une grande importance à l'existence d'un gouvernement siamois constitutionnel effectif sur le sol siamois travaillant avec les Alliés. Nous espérons que toutes les préparations possibles seront faites pour anticiper le rassemblement ou la dispersion du personnel important proallié, afin que le gouvernement puisse rentrer promptement en fonction dans la partie du territoire libéré par les Japonais, et diriger des opérations militaires, les coordonner avec celles des Alliés dans le territoire libéré.

« Les U.S.A. ne peuvent déclarer unilatéralement aucune nation membre de l'O.N.U., mais seront heureux de déclarer publiquement, dans un temps approprié, leur respect pour l'indépendance du Siam et dire qu'en aucun moment ils ne considéreront le Siam comme un ennemi.

« Nous attendons avec plaisir le jour où nos deux pays pourront rendre publique notre cause commune contre l'ennemi commun. »

Grew,

Secrétaire d'Etat intérimaire

3. Lord Mountbatten, en tant que chef militaire, bien qu'il éprouvait beaucoup de sympathie pour notre mouvement, n'a pu me répondre que sur le plan purement militaire en me demandant de ne pas entreprendre d'action prématurée.

Lorsque nous avons envoyé Direk Jayanama, ancien ministre des Affaires étrangères à Ceylan pour négocier avec Lord Mountbatten, les conseillers politiques envoyés par leur gouvernement ont refusé de se prononcer sur la reconnaissance de notre indépendance nationale.

— VI —

En ce qui concerne le gouvernement chinois présidé par le généralissime Chiang Kai-chek, que les Alliés et les communistes chinois eux-mêmes ont reconnu comme le gouvernement légal de la Chine pendant la Seconde Guerre mondiale, nous avons envoyé successivement trois émissaires pour négocier avec lui sur la question de notre indépendance et des facilités pour nos émissaires de passer à travers le territoire sous son contrôle afin de contacter d'autres pays alliés.

Le gouvernement chinois chargea un officier chinois nommé Liang (né au Siam) de s'entretenir avec nos émissaires. Cet officier travaillait dans le service secret du gouvernement chinois et avait la confiance de ses supérieurs; cependant, il s'est avéré qu'en fait il était un sympathisant du communisme et nous a donc révélé des renseignements concernant les intentions de hauts fonctionnaires chinois à l'égard de notre pays. (En 1949, cet officier s'est rendu à Pékin pour se joindre aux communistes et m'a aidé à organiser mon voyage en Chine populaire.)

Le gouvernement chinois était très mécontent de notre pays, car le gouvernement Pibul n'avait pas seulement commis des provocations militaires le long de la frontière sino-birmane britannique, mais aussi avait reconnu l'empire fantôme de Manchukuo établi sur le territoire chinois du Nord-Est sous le contrôle du Japon. (L'ancien empereur de Chine Pu Yi, détrôné par la révolution bourgeoise en 1912, a été restauré comme empereur de ce nouvel état.) En outre, Pibul avait reconnu le gouvernement fantôme de Wang Ching-wei comme gouvernement chinois légal pour le reste de la Chine.

Le gouvernement chinois, par l'intermédiaire de ses organes de presse et radios, a menacé d'envahir le Siam pour arrêter Pibul ainsi que ses complices afin de les faire juger comme criminels de guerre. Notre négociation avec ledit gouvernement était donc très dure; notamment, il fallait, pour le convaincre, ne pas considérer le Siam comme un ennemi et respecter notre indépendance nationale après la victoire des Alliés.

Notre premier émissaire Chamkad Balankura a été retardé par le gouvernement chinois alors qu'il traversait la Chine pour aller dans d'autres pays alliés. Par conséquent, il n'a pas eu le temps d'accomplir sa mission car il est mort à la suite de pénibles fatigues à Chungking. La seconde mission confiée à Sanguan Tularaks, a bénéficié par contre de certaines facilités pour aller en Grande-Bretagne et aux U.S.A.

La troisième mission, dirigée par Thavil Udol, consistait à maintenir la liaison entre notre mouvement et le gouvernement chinois jusqu'à la fin de la guerre.

Grâce à nos efforts et à l'assistance du gouvernement américain, sous la présidence de Roosevelt, le gouvernement chinois a finalement adopté la même attitude que le gouvernement américain, en ce qui concerne notre indépendance nationale après la victoire des Alliés.

Cependant, avant la création du commandement suprême des Alliés de l'Asie du Sud-Est en 1943, le généralissime Chiang Kai-chek avait été nommé commandant suprême des Alliés pour la campagne en Chine et en Indochine. Ce n'est qu'après 1943 que Chiang Kai-chek eut la responsabilité de la campagne en Chine seulement.

Mais comme la ligne de démarcation du nord de l'Asie du Sud-Est était encore imprécise, Chiang Kai-chek a essayé d'obtenir des Alliés que la partie du territoire siamois et de l'Indochine française au-delà du 16° parallèle, soit comprise dans la campagne qui lui avait été confiée. J'ai fait part au gouvernement américain de mes inquiétudes à ce sujet : car si les Alliés faisaient cette concession à Chiang Kai-chek, les éléments chauvinistes chinois d'outre-mer, qui se trouvaient en grand nombre au Siam, profiteraient de la présence des troupes chinoises pour se révolter contre le Siam.

Après la capitulation des Japonais, en 1945, Chiang Kai-chek demanda aux Alliés s'il pouvait envoyer des troupes pour désarmer l'armée japonaise dans le territoire siamois et indochinois au-delà du 16° parallèle. J'ai donc envoyé un télégramme au gouvernement américain lui disant que notre mouvement de résistance était prêt à désarmer les soldats japonais sur notre territoire.

Le président Truman, successeur de Roosevelt, tenant compte de nos objections sur le problème des Chinois d'outre-mer, chargea le commandement américain, qui contrôlait le Japon proprement dit, d'ordonner aux soldats japonais vaincus qui se trouvaient dans le territoire siamois, de se rendre à Lord Mountbatten, commandant suprême des Forces alliées du Sud-Est.

On chargea Chiang Kai-chek d'envoyer ses troupes seulement au nord de l'Indochine française pour y désarmer les soldats japonais.

— VII —

Après la capitulation japonaise, le 14 août 1945, je suis sorti de mon royaume souterrain pour proclamer, en qualité de régent du Siam, le 16 août, l'annulation de la déclaration de guerre faite par Pibul avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, ainsi que la réintégration à l'Empire britannique de la partie de la Birmanie et Malaisie prise par Pibul pendant la guerre. J'ai proclamé également le 16 août comme étant «le jour de paix», en vue de célébrer ce jour chaque année; mais le gouvernement réactionnaire, en 1947, décida de supprimer cette commémoration.

Le gouvernement américain envoya un diplomate pour rétablir les relations diplomatiques avec mon pays comme il l'avait promis. Il ne nous demanda aucune condition, sauf de verser une certaine somme à une compagnie américaine dont les biens avaient été saisis par le gouvernement Pibul et les Japonais, et d'arrêter Pibul et ses complices pour les juger comme criminels de guerre.

Le gouvernement britannique, lui, exigea qu'une mission soit envoyée au quartier général de Lord Mountbatten à Ceylan, pour négocier avec les représentants du gouvernement britannique, afin que le Siam accepte les conditions de rétablissement des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne.

Nous avons consenti à ce que, dans cette même période, les troupes britanniques soient envoyées au Siam, uniquement pour désarmer les Japonais, et qu'elles se retirent le plus vite possible après l'accomplissement de cette tâche.

Au cours de cette même période, Lord et Lady Mountbatten sont venus deux fois à Bangkok où nous nous sommes rencontrés : notre amitié s'est approfondie davantage. En signe de respect envers notre indépendance nationale et notre roi Ananda, Lord Mountbatten, en qualité de commandant suprême des

Forces alliées de la région, a organisé le défilé du contingent anglais, venu au Siam pour désarmer les soldats japonais, devant la tribune du roi de Siam.

En ce qui concerne les conditions politiques exigées par le gouvernement britannique, nous considérons qu'elles équivalaient à une capitulation camouflée, différente seulement dans la forme et les mots employés. Ainsi, nous ne les avons pas acceptées. La négociation en cette matière n'aboutit à rien durant une année. Pendant cette période, il y eut trois changements constitutionnels de gouvernement siamois. Finalement, le gouvernement fut obligé de donner au gouvernement britannique 1 500 000 tonnes de riz, et de verser des dommages aux entreprises britanniques installées au Siam avant la guerre, saisies ensuite par les Japonais et le gouvernement Pibul, ainsi que des dommages résultant des bombardements aériens pendant la guerre par les Alliés eux-mêmes. En tout cas, nous considérons que c'était injuste à l'égard de notre petit pays d'être tenus responsables des dommages causés par les Japonais et par les avions alliés eux-mêmes. Nous avons été obligés de signer cet accord pour que notre pays puisse se reconstruire au plus vite après la guerre, et en vue de trouver le moment opportun pour une nouvelle négociation pacifique avec le gouvernement travailliste britannique pour modifier les clauses injustes envers nous.

Cet accord stipule que le gouvernement siamois doit arrêter et punir les criminels de guerre. Cette clause est d'ailleurs conforme à la demande de tous les gouvernements des principaux pays alliés. Lorsque je devins Premier ministre en 1946, je négociai avec le gouvernement britannique pour qu'il nous rembourse le prix du riz qu'on devait lui donner comme dommages ; ce dernier consentit à nous le payer à un prix plus bas que celui du marché mondial, mais cela valait mieux que rien.

En ce qui concerne les dommages subis par les entreprises britanniques, nous considérons que c'était une injustice envers

notre petit pays, car en 1951 les Alliés, y compris le gouvernement britannique, ont signé un traité de paix à San Francisco avec le Japon, d'après lequel le gouvernement britannique lui-même a renoncé à réclamer les dommages de guerre au Japon, le principal ennemi.

— VIII —

Le gouvernement chinois, une fois d'accord à reconnaître notre indépendance nationale, a envoyé son ambassadeur au Siam pour rétablir les relations diplomatiques.

Quant aux éléments chauvinistes chinois d'outre-mer, supposant que les troupes chinoises viendraient désarmer les Japonais au Siam, ils furent surpris que ce soient les Britanniques, et commencèrent à se révolter, utilisant des fusils, des pistolets, et en plein délire, tirèrent sur la population locale en plein centre commercial de Bangkok.

La population siamoise riposta à son tour, et le conflit s'étendit dans plusieurs quartiers. Nous fûmes obligés d'employer notre force armée pour rétablir l'ordre le plus vite possible. La population locale surnomma cet incident fâcheux «Lia Pah» (dialecte de chow chow chinois) qui est le cri des boxeurs, car on compara cet incident à l'insurrection des boxeurs chinois contre les puissances étrangères en 1900. De nos jours on invoque encore l'incident de Lia Pah. Ce sont surtout ceux qui refusent de reconnaître le gouvernement populaire de Chine qui se servent de cet incident pour effrayer les innocents en leur expliquant, de façon irrationnelle, que cet incident pourrait être répété par les Chinois d'outre-mer au Siam, encouragés par la présence de l'ambassade de la Grande Chine populaire. En fait, pendant cet incident fâcheux, les communistes chinois qui s'étaient réfugiés au Siam parce qu'ils étaient persécutés par le gouvernement nationaliste chinois, ont protesté contre le Lia Pah.

— IX —

Le gouvernement soviétique, s'étant trop occupé de ses propres affaires, n'était pas prêt à intervenir dans l'Asie du Sud-Est. Pourtant il a implicitement respecté notre indépendance nationale en autorisant ses représentants diplomatiques à Stockholm à assister aux réceptions organisées par la légation (ambassade) de Siam pendant et après la guerre.

— X —

Quant au Comité français de Libération nationale et au gouvernement provisoire de la République française qui le remplace, ils ont considéré que le Siam était l'allié du Japon, et que les hostilités entre la France et le Siam demeuraient depuis le 2 novembre 1940, date à laquelle la force aérienne siamoise (du gouvernement Pibul) a bombardé le territoire d'Indochine française. Mais le gouvernement provisoire français considéra que ma proclamation en qualité de régent, dénonçant le territoire saisi par Pibul, s'appliquait également au territoire de l'Indochine française. A cet effet, nous avons conclu un accord avec le gouvernement provisoire français pour soumettre la question à l'arbitrage, car, selon nous, le territoire en dispute avait appartenu au Siam avant 1907. Dès lors, les relations diplomatiques entre nos deux pays sont redevenues normales.

— XI —

Quand le roi Ananda atteignit sa majorité (Sui juris), je l'invitai à retourner au Siam pour remplir lui-même la fonction de chef d'Etat. Le roi arriva à Bangkok le 5 décembre 1945. Aussitôt, ma fonction de régence prit fin automatiquement. Le souverain me décerna le titre de «Doyen des hommes d'Etat» qui est un titre purement honorifique sans pouvoir exécutif. Cela me permit de prendre du repos, ce que j'avais tant désiré après mon pénible et difficile travail pendant toute la durée de la guerre et les trois mois qui suivirent.

Sur la recommandation du gouvernement instauré après la guerre, l'Assemblée nationale fut dissoute. Après l'élection générale, un gouvernement, dont le Premier ministre et d'autres ministres étaient réactionnaires, avait été instauré. Les contradictions au sein du Parlement entre députés progressistes et réactionnaires se multiplièrent. Le gouvernement donna sa démission. Le roi m'appela pour former un gouvernement dont je serai le Premier ministre. Avec le soutien de la majorité progressiste de l'Assemblée nationale, une nouvelle constitution démocratique fut votée, d'après laquelle le Parlement serait composé du Sénat et de la Chambre des représentants; tous les membres seraient élus par le peuple.

Les contradictions entre les progressistes et les réactionnaires ne diminuèrent pas pour autant. Elles augmentèrent bien au contraire, par le fait que la Cour suprême eût acquitté le maréchal Pibul en invoquant la non-rétroactivité de la loi (promulguée après la guerre) sur le crime de guerre.

Donc Pibul libéré reprit sa voie politique revancharde en collaboration avec les éléments réactionnaires.

— XII —

Quelques mois plus tard, c'est-à-dire le 9 juin 1946, le roi Ananda meurt d'une balle de revolver à la tête dans sa chambre à coucher au palais royal. Après l'investigation de la police, et avec la recommandation de l'oncle du roi, un communiqué fut lancé par mon gouvernement annonçant que le roi est mort accidentellement d'une balle d'un revolver qui lui appartenait.

Aussitôt, je recommandai au Parlement de donner son approbation pour la montée de l'unique frère du roi défunt sur le trône, sous le nom de roi Bhumibol. Comme le nouveau roi était encore mineur, un Conseil de régence présidé par l'oncle du roi lui-même fut nommé par l'Assemblée nationale. Ce

Conseil de régence me demanda alors de former un nouveau gouvernement.

Après l'élection parlementaire partielle où je fus élu député sans opposition dans ma circonscription, je donnai volontairement ma démission comme Premier ministre. Un nouveau gouvernement démocratique fut instauré, composé de ministres progressistes et démocratiques. Mais les réactionnaires accusèrent le nouveau gouvernement d'être mon protégé. Pour cette raison, les réactionnaires dirigèrent leurs attaques contre moi personnellement, en faisant des campagnes de calomnies contre moi : entre autres que le roi Ananda n'était pas mort accidentellement, mais que l'ancien secrétaire et les valets du roi dont j'étais le complice avaient assassiné le monarque. Ces calomnies étaient destinées à tromper le peuple afin d'amorcer le futur coup d'Etat réactionnaire dont nous parlerons dans le chapitre VII.

CHAPITRE V

L'ASSOCIATION DES NATIONS UNIES DE L'ASIE DU SUD-EST

— I —

Parmi mes vieux amis de l'Asie du Sud-Est qui m'ont rendu visite après mon arrivée à Paris en 1970, certains m'ont exprimé leur nostalgie de notre Association des Nations Unies de l'Asie du Sud-Est que nous avons créée après la capitulation japonaise, et dissoute par le coup d'état réactionnaire au Siam en 1947.

Les réactionnaires se contredisent eux-mêmes dans leurs accusations contre cette organisation; car certains imaginent qu'elle est une ligue des communistes de l'Asie du Sud-Est, d'autres l'ont confondue avec l'union «Pan-Thaï» que le maréchal Pibul a projeté pour unifier les peuples de la race «thaï» se trouvant en Chine, en Inde et en Asie du Sud-Est, pour créer un grand empire thaï sous la dictature du maréchal lui-même. Certains correspondants étrangers qui se sont installés au Siam après mon départ de mon pays natal, faisant foi aux «oui-dire», sont allés plus loin en me substituant dans ce rêve, au maréchal Pibul; tel est le cas d'un correspondant à Bangkok que j'ai mentionné dans l'introduction générale de mon livre.

Puisque des malentendus demeurent en ce qui concerne le vrai caractère de notre défunte organisation, et des confusions entre la nôtre et la nouvelle association qui vient d'être créée entre le Siam, la Malaisie, Singapour, Indonésie et les Philippines sous le nom anglais de « Association of south East Asian Nations », en abrégé « A.S.E.A.N. » ; il me semble utile de donner un bref aperçu historique de notre propre association.

— II —

Il faut rappeler qu'avant la Seconde Guerre mondiale, parmi les pays de l'Asie du Sud-Est, seul le Siam était nominalement indépendant et membre originaire de la Société des Nations (S.D.N.) créée après la Première Guerre mondiale. Le Vietnam, le Cambodge et le Laos ont été des colonies françaises ; la Birmanie, la Malaisie y compris Singapour ont été des colonies britanniques ; l'Indonésie a été une colonie des Pays-Bas ; les Philippines ont été colonisées par les Etats-Unis.

Un certain nombre de patriotes de ces pays colonisés, aux diverses tendances politiques et idéologiques, s'étaient réfugiés clandestinement au Siam. Parmi eux se trouvait de temps en temps Nguan Ai-quoc, comme son nom l'indique « Nguyen le patriote » : grand patriote vietnamien, ayant adopté plusieurs pseudonymes avant de s'attacher finalement celui de « Ho Chi-minh ». Il s'est réfugié au Siam deux fois et y a séjourné pendant un certain temps sous différents noms.

J'ai de la sympathie pour tous les patriotes réfugiés dont j'ai fait la connaissance, sans que je fasse de distinction idéologique, car chacun est libre de choisir son chemin.

— III —

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Japonais occupaient toute l'Asie du Sud-Est. Pour avoir le soutien de la population indigène de ces pays colonisés, le Japon a aidé les patriotes locaux

à se former en gouvernement soi-disant indépendant : gouvernement indépendant de la Birmanie sous la présidence de Ba Maw, celui de l'Indonésie présidé par Soekarno, celui des Philippines présidé par Laurel. Ensuite, le Japon soutint l'empereur du Vietnam, le roi du Cambodge et le roi du Laos pour déclarer l'indépendance de leur état respectif. La plupart des patriotes savaient très bien que cette manœuvre des Japonais avait pour but de changer les anciens colonisateurs en de nouveaux maîtres néo-colonisateurs japonais, car tous les pays nouvellement prétendus indépendants devaient entrer dans le nouveau style de colonisation japonaise connu sous le nom de «coprosperité de l'Est de l'Asie». Un nouveau ministère japonais, le ministère «des Affaires du Grand Est de l'Asie», fut créé pour être spécialement chargé des affaires concernant ces pays, ainsi que les pays sous la domination japonaise y compris l'Etat fantoche de Manchukuo, celui de la Chine de Wang Ching-wei et du Siam. Toutes les ambassades des pays vraiment indépendants sont normalement en relations diplomatiques.

Le gouvernement Pibul lui-même a donné l'instruction à son ambassadeur à Tokyo de protester auprès du gouvernement japonais contre cette singulière pratique qui diminuait le statut de l'ambassade siamoise qui, auparavant, jouissait du même statut que les autres ambassades européennes encore en relations diplomatiques avec le Japon : ambassades allemande, italienne, etc. Le Premier ministre du Japon, le général Tojo (qui, après capitulation de son pays, fut condamné à mort par la Cour des Alliés contre les crimes de guerre) a expliqué à l'ambassadeur du gouvernement Pibul que : «Puisque la physiologie des Siamois est la même que celle des Japonais à tel point qu'on ne peut pas distinguer qui est japonais qui est siamois, donc ils sont frères; si un frère désire parler à un autre frère, il n'a pas besoin de protocole, il lui suffit d'aller voir son frère à

n'importe quel moment, et au lieu d'entrer par la porte d'entrée de la maison, il peut entrer par la porte de service; par conséquent, il est avantageux, pour l'ambassade du Siam, ainsi que pour d'autre pays de la sphère de la coprosperité, d'avoir des relations directes avec le nouveau ministère des Affaires du Grand Est de l'Asie laissant le ministère des Affaires étrangères pour les ambassades des pays qui ne sont pas frères du Japon et du Siam.

— IV —

Quant aux autres patriotes des pays de l'Asie du Sud-Est qui étaient au Siam, un bon nombre d'entre eux se joignirent à notre mouvement de résistance contre les Japonais. Ils ont reçu l'instruction théorique et pratique pour la guerre des partisans pour notre mouvement et quelques-uns par les officiers américains et britanniques eux-mêmes qui, pendant ce temps-là, avaient choisi comme principal objectif la victoire sur les Japonais.

Cependant, après la capitulation japonaise, les anciens colonisateurs d'Occident sont venus reprendre leur ancienne colonie respective. Ils se sont heurtés à la résistance des patriotes locaux. Un certain nombre de ces patriotes sont venus au Siam pour demander notre assistance.

Au cours des conversations que j'ai eues avec ces patriotes, nous en sommes arrivés à conclure que, dans un avenir proche, tous les pays d'Asie du Sud-Est deviendraient indépendants grâce à leurs efforts. Mais chacun de nous devrait affronter deux grands géants : la Chine nationaliste qui avait émergé après la victoire sur le Japon, et l'Inde devenue indépendante de l'Empire britannique. Si, après l'indépendance de tous les pays de la région, chacun de nous vit séparément et isolément, il sera difficile de se défendre au cas où ces deux géants nous menaceraient.

Par conséquent, il nous faudrait former une Association des Nations Unies de l'Asie du Sud-Est pour l'entraide mutuelle défensive. Cette organisation n'est pas une fédération ni une confédération des Etats membres, car chaque nation est pleinement indépendante aussi bien dans ses affaires intérieures qu'extérieures. Il s'agit simplement d'une «entente cordiale» entre les Etats membres. Pour que l'Association soit acceptée par les peuples de la région, il fallait qu'elle débute comme une organisation populaire. Etant donné que le Siam est situé au centre de la région, il est normal que le siège de l'Association y soit établi. J'ai accepté que notre capitale, Bangkok, soit le siège du premier noyau de l'organisation en mettant à sa disposition un immeuble et quelques subventions nécessaires.

Beaucoup de patriotes des pays d'Asie du Sud-Est se joignirent à l'Association. De là la propagande des anciens colonialistes aussi bien que des nouveaux contre moi, m'accusant d'être le leader des conspirateurs contre le régime colonialiste, et le centre du communisme dans la région.

Le coup d'état réactionnaire qui a eu lieu au mois de novembre 1947, pour plaire aux colonialistes, a dissout l'Association et dispersé ses membres.

L'Association n'était pas la ligue communiste, car ses membres se composaient de patriotes de toutes les tendances y compris le prince Petcharaj, ancien vice-roi du Laos. Au cours d'une conversation avec ce dernier sur certains patriotes qui étaient accusés d'être communistes, il m'a fait remarquer par une interrogation :

«L'homme, qui est en train de se noyer, prend-il le temps de regarder si la main qu'on tend pour le sauver est blanche ou rouge?»

CHAPITRE VI

MA RENCONTRE AVEC LE PRÉSIDENT CHANG KAI-CHEK ET SON VICE-PRÉSIDENT LI JUNG-JEN, LE PRÉSIDENT ROXAS, LE PRÉSIDENT TRUMAN, LE ROI GEORGE VI, LE PRÉSIDENT LÉON BLUM, ETC.

— I —

Au mois de septembre 1946, l'ambassadeur de Chine me transmet l'invitation du président Chiang Kai-chek pour visiter la Chine comme invité officiel de son gouvernement. Ensuite, les gouvernements philippin, britannique, américain, français et de quelques autres pays européens me firent la même invitation.

Le gouvernement siamois me suggéra d'accepter leur invitation afin de saisir l'occasion pour demander aux principaux membres permanents du Conseil de sécurité à l'O.N.U. de soutenir la demande d'admission du Siam à cette organisation mondiale et de resserrer les liens d'amitié entre notre pays et ceux que je devais visiter.

— II —

En compagnie de ma femme et de mes secrétaires, je pris l'avion le 3 novembre 1946, avion mis à notre disposition par la P.O.A.S. pour le vol d'essai entre Bangkok et Nankin (redevenue la capitale de la Chine après la guerre). Nous arrivâmes à Nankin ce même jour; c'était pendant la période du

cessez-le-feu entre les nationalistes et les communistes chinois.

La conférence consultative convoquée par le gouvernement nationaliste, à laquelle participaient Chou En-laï et ses collègues communistes et quelques autres démocratiques, touchait à sa fin. Cette conférence avait pour principaux objectifs un projet de constitution pour toute la Chine et la nationalisation des forces armées sous le contrôle du gouvernement nationaliste.

Mis à part cette conférence, il y avait également des pourparlers entre le gouvernement nationaliste et le délégué communiste, le général George Marshall avait été envoyé par le président Truman pour essayer de convaincre les communistes de s'entendre avec les nationalistes. Ces pourparlers n'aboutirent à aucun résultat. En effet, quelques jours après notre visite à Nankin, Peiping et Shanghai, nous avons appris la rupture de la négociation pour le rapprochement entre les communistes et les nationalistes ; Chou En-laï et ses collègues communistes sont retournés à Yen-an, le quartier général du P.C.C.

— III —

Le président Chiang Kai-chek et Mme Chiang nous reçurent cordialement. Au cours de notre conversation à laquelle participait également le docteur T.V. Soong, frère de Mme Chiang, président intérimaire du Conseil exécutif (équivalent au poste de Premier ministre). Le président me promit de soutenir la candidature du Siam à l'O.N.U., car il considérait que notre pays n'est pas l'allié du Japon. La délégation de la Chine auprès de cette organisation serait informée de cette décision du gouvernement chinois.

Le président Chiang me demanda que tous les membres de l'ambassade du Siam résident auprès du gouvernement chinois à Nankin et non à Shanghai où s'étaient établis les autres ambassadeurs qui se contentaient d'envoyer un secrétaire chargé des Affaires de l'ambassade à Nankin.

A cette époque, on rencontrait beaucoup de mendiants à Nankin comme partout en Chine. La monnaie chinoise avait subi une énorme inflation à tel point que pour aller au marché, le portefeuille ne suffisait pas pour contenir le nombre de billets nécessaires aux achats essentiels.

— IV —

Sur la proposition du gouvernement chinois nous prîmes l'avion mis à notre disposition pour aller visiter Pékin, qui après le transfert du siège du gouvernement à Nankin, changea de nom et s'appela «Pei-p'ing». Le vice-président de la république de Chine Li Jung-jen nous reçut cordialement, celui-ci était chargé de défendre «Pei-p'ing» et la région du Nord contre les communistes. Il était assisté par un conseiller civil chinois (commissaire politique) proaméricain.

Je me rappelle que, devant le grand portail de la Paix céleste «T'ien An-men» exactement à la même place où on a accroché le portrait de Mao, se trouvait à cette époque celui de Chiang Kai-chek. Le quartier général de Li Jung-jen se trouvait dans le palais de Chung Nan-hai où le gouvernement de la République populaire est actuellement installé.

A cette époque, ni moi ni Li Jung-jen ne pouvions deviner que dix-neuf ans plus tard, c'est-à-dire le 1 octobre 1965, nous nous rencontrerions de nouveau sous ce fameux portail de la Paix céleste «T'ien An-men» pour assister ensemble à la célébration du seizième anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine. Moi-même, après le coup d'Etat réactionnaire qui renversa le régime démocratique de mon pays et la défaite de l'insurrection révolutionnaire dirigée par moi-même contre les réactionnaires siamois, j'ai dû demander l'hospitalité du gouvernement populaire de Chine, à titre d'exilé politique. Li Jung-jen, quelques mois après ma visite chez lui à Pékin, est devenu président intérimaire de la Chine nationaliste, et

conserva cette fonction jusqu'en 1949 à la tête du même gouvernement qui s'est transféré à Canton. Lorsque l'armée populaire dirigée par le parti communiste chinois se rapprochait de Canton, Li Jung-jen quitta la Chine pour les Etats-Unis. Mais après le succès du premier test de la bombe atomique de la Chine, Li Jung-jen quitta secrètement les Etats-Unis et rentra en Chine où il fut cordialement reçu par le président Mao et le Premier ministre Chou En-laï comme un patriote chinois; il promit alors de faire son possible pour l'unification de la Chine.

D'autre part, certains faits sont à observer. Ceux qu'on appelle en anglais «China Watchers» savent bien que Mme Chiang Kai-chek est la sœur cadette de Mme Sun Yat-sen. (Le docteur Sun Yat-sen était un grand révolutionnaire chinois qui dirigea la révolution bourgeoise en 1911.) Mme Sun continua à appliquer la politique de son mari en ce qui concerne la collaboration avec les communistes.

Elle est devenue l'un des vice-présidents du gouvernement populaire chinois depuis sa création en 1949, puis elle devint l'un des vice-présidents de la République populaire chinoise, et de nos jours, elle exerce encore cette fonction. Mme Chiang et son mari ont toujours proclamé leur respect envers le docteur Sun Yat-sen.

La sœur aînée, femme de l'ancien Premier ministre de la Chine, et les deux plus jeunes sœurs se sont déjà entendues pendant la guerre pour combattre l'ennemi commun, le Japon.

De ce fait, je me demande si elles ne pourraient s'unir dans l'avenir en vue de l'unification pacifique de la Chine.

Chou En-laï et Chiang Kai-chek travaillèrent ensemble à l'académie militaire de Canton en 1924; Chiang Kai-chek était alors commandant et Chou En-laï professeur de politique; c'est Chou En-laï qui intervint pour libérer Chiang arrêté par le maréchal Tchang So-liang en 1935. Récemment, le 5 août 1971, Chou a accordé une interview à un journaliste américain, James

Reston, vice-président du *New York Times*. Je reproduis ici le texte de la petite brochure imprimée en Chine populaire : le rapport de ce journaliste américain concernant l'idée de Chou En-laï à l'égard de Chiang Kai-chek.

«... A propos de Chiang Kai-chek, je l'ai très bien connu, dit M. Chou. Un fait est certain — même selon le point de vue des Américains — Chiang était un homme qui résistait à la pression américaine, non pas comme Nguyen Van-thieu à Saïgon. Chiang a le sens du respect national, mais ce n'est pas le cas des gens qui l'entouraient. La C.I.A., ajouta M. Chou, savait tout ceci...»

De Pei-p'ing j'arrivai à Shanghai où je pris l'avion pour Manille, capitale de la République des Philippines nouvellement indépendante des Etats-Unis.

Le président Roxas et le vice-président Quirine nous accordèrent un accueil amical et organisèrent une réception en notre honneur.

De Manille, nous prîmes l'avion pour les Etats-Unis.

— VI —

Nous sommes arrivés à Los Angeles où le représentant du gouvernement américain nous a accueillis et logés dans un pavillon de l'hôtel « Beverly Hill » ; c'est ici que nous avons eu affaire aux gangsters qui ont dérobé de précieux objets appartenant à ma femme.

De Los Angeles, nous traversâmes plusieurs régions avant d'arriver à Washington ; nous nous sommes arrêtés dans quelques villes où j'ai rencontré beaucoup d'anciens combattants qui avaient travaillé avec nous pendant la guerre de résistance contre les Japonais. A Washington, le gouvernement américain nous logea au Blair House (résidence réservée aux invités officiels) qui se trouve près de la Maison Blanche. J'y ai rencontré le

secrétaire d'Etat et quelques fonctionnaires du département d'Etat et quelques fonctionnaires du département d'Etat qui nous ont aidés à défendre notre cause pendant la guerre. J'ai profité de cette occasion pour les remercier. Parmi ces fonctionnaires certains ont été limogés plus tard par l'influence de la politique de Joe Mac Carthy à cause de l'activité non américaine (non american activity). Le gouvernement américain me remit la médaille de la Liberté avec la palme d'or pour ma contribution aux Alliés pendant la guerre de résistance contre les Japonais. Ensuite, le président Truman m'a reçu, et au cours de mes conversations avec lui, il m'a promis de soutenir la candidature du Siam à l'O.N.U.

De Washington, nous sommes allés à New York où le représentant du gouvernement siamois essaya de contacter les délégués des membres permanents du Conseil de sécurité de l'O.N.U. pour l'admission de notre pays à cette organisation mondiale. Le délégué soviétique hésitait à soutenir notre cause car la Mongolie, alliée de l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale avait présenté également sa candidature. Mais finalement ce conseiller soviétique consentit à soutenir notre cause.

Bien que le Siam eût été considéré par la Grande-Bretagne et la France, comme l'allié du Japon, il fut tout de même admis comme membre de l'O.N.U. par le Conseil de sécurité et l'assemblée générale à l'unanimité, tandis que la Chine posa son veto pour la candidature de la Mongolie. (Ce n'est que dix ans plus tard qu'elle sera admise.)

— VII —

De New York, je pris le paquebot « Queen Elizabeth » (remplacé de nos jours par le « Queen Elizabeth II ») pour aller en Angleterre.

Le Premier ministre Atlee, le gouvernement britannique et Lord Mountbatten nous reçurent cordialement. A Londres, je rencontraï les membres britanniques de «Special Forces» qui ont travaillé avec nous pendant la résistance contre les Japonais; ils organisèrent une réception en mon honneur. Le roi George VI et la reine Elizabeth m'invitèrent avec ma femme à un déjeuner au palais de Buckingham; à la table se trouvaient la princesse Elizabeth, qui à la mort de son père devint Elizabeth II., ainsi que la princesse Margareth, sœur cadette de la princesse Elizabeth, et Lord et Lady Mountbatten.

J'ai profité de cette occasion pour demander au gouvernement britannique d'élever le prix du riz qu'on devait lui livrer, conformément au prix mondial. Le gouvernement britannique y consentit.

— VIII —

De Londres je me rendis à Paris sur l'invitation du président Léon Blum qui nous reçut cordialement et organisa une réception en notre honneur au quai d'Orsay en janvier 1947 (ci-jointe la photo prise devant le quai d'Orsay).

— IX —

De Paris nous sommes allés en Suisse pour rendre nos hommages à notre roi Bhumibol et la princesse mère.

De Suisse, nous sommes allés à La Haye, à Copenhague, à Stockholm, et à Oslo où ma femme et moi-même avons été reçus par les souverains de ces pays.

Le vieux roi Gustave VI me décerna «la Grand-croix de Vasa» pour les services rendus à l'amitié entre la Suède et le Siam.

— X —

Après avoir visité l'Europe, nous sommes retournés au Siam en passant par Calcutta en Inde qui était encore sous la domination britannique.

C'est à Calcutta que le représentant de « *Smithonian Institution* », venu spécialement des U.S.A. me remit un document de son institut sur lequel était précisé qu'une sous-espèce d'oiseau, récemment découverte, avait été dénommée « *Chloropsis Aurifrons Pridii* » en l'honneur de Pridi Banomyong (Luang Pradist Manudharm), chef de la Résistance thaïlandaise. (Voir photographie au début du livre).

CHAPITRE VII

LE COUP D'ÉTAT RÉACTIONNAIRE ET MA PREMIÈRE ÉVASION DU SIAM POUR SINGAPOUR ET LA CHINE

— I —

En novembre 1947, un coup d'état militaire, soutenu par les ultraconservateurs et les chauvinistes, renversa le gouvernement légal de l'amiral Thamrong accusé d'être mon protégé. Ils attaquèrent ma maison pour essayer de me tuer sans pitié ainsi que ma femme et mes jeunes enfants. Ils me considéraient comme un obstacle à leur promotion et complice de la mort du roi Ananda. Le maréchal Pibul, libéré quelques mois auparavant, sous motif de la non-rétroactivité de la loi sur les crimes de guerre, fut nommé, par les auteurs du coup d'état, commandant suprême des Forces armées, ayant tout pouvoir de contrôle sur l'autorité étatique. Les auteurs du coup d'état proclamèrent une nouvelle constitution d'après laquelle les sénateurs n'étaient plus élus au suffrage indirect à deux degrés, mais directement nommés par le chef d'Etat; cette nomination devait être contre-signée par le chef du coup d'Etat. L'âge minimal des candidats à l'élection de la Chambre des représentants du peuple, auparavant fixé à vingt-trois ans, fut repoussé à trente-cinq ans, correspondant ainsi à l'âge minimal des sénateurs des Etats-Unis. D'ailleurs, cette mesure n'était que temporaire, car plus tard le

Siam fut gouverné à plusieurs reprises par d'autres constitutions fascistes, semi-fascistes ou néo-fascistes; d'autre part, cette constitution avait supprimé beaucoup de libertés politiques.

Un nouveau gouvernement, composé en majorité d'éléments ultraconservateurs, fut installé. Mais, quelques mois plus tard, les militaires demandèrent à ce gouvernement de démissionner et le maréchal Pibul devint, une nouvelle fois, Premier ministre.

Cette même nuit du coup d'Etat, j'échappai miraculeusement aux militaires qui encerclaient ma maison, et je restai pendant un certain temps avec des amis de la marine dans la base navale de Satahip. Présageant une guerre civile, je décidai de quitter ma patrie pour me réfugier d'abord à Singapour en attendant le moment favorable à mon retour pacifique au Siam.

Accompagné de mes camarades de route, je suis allé voir un ami qui avait combattu sous le commandement de Lord Mountbatten pendant la guerre, le capitaine Stratford Dennis, R.N., devenu attaché naval de l'ambassade britannique, pour lui demander de contacter son ambassadeur afin de lui transmettre mon désir d'aller à Singapour en tant que réfugié politique. Ainsi Dennis, avec la coopération de son collègue, le capitaine Gardes, U.S.N., attaché naval américain, s'est chargé de nous conduire du quai du port de Bangkok jusqu'en haute mer, dans un petit bateau à moteur appartenant à Gardes, guidé par lui-même, sa femme et sa belle-sœur; puis nous embarquâmes sur un pétrolier britannique en direction de Singapour. Le capitaine du pétrolier et ses officiers nous ont reçus cordialement et nous ont accordé de grandes facilités.

— II —

Singapour faisait partie, à cette époque, de la colonie britannique. Bien que le gouvernement britannique m'ait accordé l'asile politique, je comprenais bien que ceci durerait jusqu'au

jour où il reconnaîtrait le nouveau régime du Siam. A cet effet, j'ai demandé à nos ambassadeurs établis à Londres et à Nankin (en désaccord avec le nouveau régime siamois) de me délivrer chacun un passeport diplomatique avec des visas qui me permettraient d'aller dans différents pays étrangers. Les deux ambassadeurs y ont consenti ; ainsi j'ai pu obtenir les visas diplomatiques des ambassades de la Chine, des U.S.A., de la France, etc. Je restai à Singapour pendant sept mois pour attendre le moment favorable à mon retour au Siam ; j'ai alors appris qu'un certain nombre de mes amis préparaient secrètement une insurrection révolutionnaire contre le régime réactionnaire, ce qui demandait un certain temps avant d'être mis à exécution ; j'ai donc quitté Singapour pour visiter d'autres pays en attendant l'événement.

— III —

A la fin de mai 1949, j'ai quitté Singapour pour aller à Hong-Kong où mes amis siamois, dont le consul général intérimaire du Siam, nous ont reçus cordialement.

De Hong-Kong, nous sommes allés à Shangai où nos amis chinois, nés au Siam, ainsi que quelques membres de l'ambassade siamoise à Nankin nous ont accueillis.

Sagnaun Tularaks, ancien ambassadeur siamois à Nankin et moi-même sommes allés chez l'ambassadeur du Mexique pour lui demander le visa qui nous permettrait d'aller visiter son pays ; ce qu'il nous accorda sans la moindre difficulté.

Nous pensions aller au Mexique en faisant escale à San Francisco. Tandis que nous présentions notre passeport au fonctionnaire chinois chargé de contrôler l'immigration, un jeune Américain, nommé Norman Hannah, vice-consul à Shanghai, est arrivé précipitamment, a arraché mon passeport des mains de l'officier chinois et barra le visa américain qui m'avait été accordé par l'ambassade américaine à Londres. Je me suis alors rendu compte qu'un jeune vice-consul américain

avait pleine autorité sur un fonctionnaire chinois et même sur l'ambassadeur américain (plus tard, j'ai appris que ce vice-consul était un agent de la C.I.A.); en outre, j'ai compris que la médaille et les citations que m'avait décernées le gouvernement américain ne valaient rien, mais qu'en fait, on me considérait comme un criminel, accusation de leurs propres ennemis pendant la guerre (Pibul), en me refusant de rester en transit quelques heures sur le territoire américain.

Les Américains à Shanghai essayèrent de me contacter pour éclaircir cet incident, mais je refusai de les rencontrer.

Un jour, un de mes amis américains, qui avait travaillé avec moi lors de la résistance contre les Japonais, m'invita à déjeuner avec lui à titre d'ami. J'ai été surpris d'y rencontrer le consul général américain qui m'exprima ses regrets pour l'incident du visa et m'informa que le maréchal George Marshall, secrétaire d'Etat américain, avait ordonné que le visa américain soit réintégré dans mon passeport. Un peu plus tard, l'ancien vice-consul américain, Norman Hannah fut transféré à Bangkok ; c'est la C.I.A. qui encouragea la police réactionnaire siamoise à arrêter ma femme et mon fils aîné qui étaient à Bangkok lors de mon absence ; ma femme fut alors « internée » au quartier général de la police pendant quatre-vingt quatre jours, tandis que mon fils aîné Parl, âgé de vingt ans, fut jugé et condamné à vingt ans d'emprisonnement pour un soi-disant complot contre la sécurité de l'Etat. (Il a été libéré par la loi sur l'amnistie générale lors du 2500 anniversaire de Bouddha).

Hannah a été transféré en Afghanistan pendant une courte période ; puis de nouveau transféré à Bangkok comme ministre conseiller de l'ambassade américaine. Un jour, l'ancien ambassadeur siamois à Paris me donna une copie du rapport de Hannah relatant l'incident du visa ; ce rapport contient beaucoup de men-

TRAJET PARCOURU PAR L'AUTEUR LORS DE SA SECONDE
EVASION DU SIAM.





L'auteur et le président Mao Tsé-Toung sur le « Grand Portail de la Paix Céleste » (1^{er} octobre 1965). ▼

▲ L'auteur présent à l'inauguration de la République Populaire de Chine, le 1^{er} octobre 1949.





Phoonsuk, la femme de l'auteur ▲
arrêtée par la police réactionnaire sous prétexte d'un
soi-disant crime de haute trahison (novembre 1952).

L'auteur et sa femme en veste
chinoise devant leur résidence ▼
à Canton (1961).





L'auteur sur le « Grand Portail de la Paix Céleste » devant le défilé annuel du peuple chinois, en 1969.



L'auteur et sa femme devant la maison natale de Mao Tsé-Toung à Hunan (1954).



LORS DE LA CEREMONIE FUNEBRE DE HO CHI MINH EN 1969

A la tribune (1^{er} rang de gauche à droite) : 1. Truong Trinh, Président de l'Assemblée nationale de RDV ; 2. Kosygin, Premier ministre d'U.R.S.S. ; 3. (a) Pridi (derrière l'épaule gauche de Kosygin, (b) Tran Quoc Hoan ; 4. Président Ton Duc Tang ; 5. Prince Sihanouk ; 6. Princesse Sihanouk ; 7. Premier ministre Pham van Dong ; 8. Li Sian Nian, Vice-premier ministre de la Chine Populaire ; 9. Prince Souphanouvong, Vice-premier ministre du Laos et Président du parti « Neo Lao Haksat ».

songes : entre autres, il a écrit qu'après avoir barré le visa américain sur mon passeport il est venu me voir à mon hôtel, que je l'ai reçu amicalement et que nous avons déjeuné ensemble.

Devant Bouddha, je jure que je n'ai jamais revu le visage d'Hannah depuis le jour de cet incident.

J'ai appris par la suite qu'à la fin de 1970, Hannah a quitté son poste à Bangkok pour rentrer aux U.S.A.

Je n'ai plus de rancune contre Hannah, je voudrais simplement que les contribuables américains se rendent compte que les sommes d'argent utilisées pour les menues dépenses de la C.I.A. correspondent parfois à de faux rapports sur la base desquels ont été prises des décisions préjudicieuses aux intérêts des Américains eux-mêmes.

— IV —

Chiang Kai-chek, ayant été informé de l'incident à l'aéroport de Shanghai, m'exprima son désir de m'accorder l'hospitalité en Chine, en m'assurant qu'il n'oubliait pas ma contribution à la cause des Alliés pendant la guerre et qu'il ne m'extraderait jamais, car il se rappelle que le gouvernement Pibul avait agi avec malhonnêteté et sans scrupule vis-à-vis de la Chine. A cet effet, il a chargé quelques-uns de ses fonctionnaires de m'accorder des facilités pour mon séjour en Chine.

— V —

Le 1^{er} octobre de la même année, j'ai appris que le gouvernement siamois, grâce à la trahison d'un membre du groupe révolutionnaire, avait arrêté beaucoup d'officiers et de politiciens qui devaient faire une insurrection révolutionnaire le lendemain; ce mouvement insurrectionnel était dirigé par le général Netr Khemyothin, ancien élève de l'Ecole supérieure de guerre de France, qui a été l'un des membres de notre « Mouvement des Siamois libres » pendant la guerre. Un certain nombre

de mes frères' s'étaient joints au nouveau mouvement insurrectionnel. Cette tentative d'insurrection a été surnommée « l'Insurrection du 1^{er} octobre 1949 ».

Ceux, qui ont pu échapper à l'arrestation, ont envoyé leur représentant pour discuter avec moi afin d'établir un autre plan pour la révolution contre le régime réactionnaire. Nous nous sommes mis d'accord pour que je dirige personnellement une autre insurrection en coopération avec nos amis de la marine royale, mes étudiants de l'Université des sciences morales et politiques, des éléments démocratiques et quelques militaires et policiers patriotiques y compris des amiraux et un général, l'ancien chef de l'Etat-major de l'armée royale limogé par le coup d'Etat réactionnaire.

Lorsque mes amis au Siam m'avertirent que le moment était favorable, nous louâmes un bateau de 20 tonnes pour aller secrètement du littoral chinois à la côte orientale du golfe du Siam.

CHAPITRE VIII

LA DÉFAITE DE L'INSURRECTION DU « GRAND PALAIS » (26 FÉVRIER 1949)

— I —

Le 26 février 1949 vers 21 heures, en compagnie de mes amis je suis sorti de la maison où j'étais caché à Bangkok pour aller à l'Université des sciences morales et politiques où l'avant-garde révolutionnaire, composée d'un certain nombre de mes étudiants et d'autres patriotes, m'attendait. J'ai donné l'ordre que notre avant-garde aille désarmer la compagnie de soldats qui gardaient le Grand Palais royal, afin que nous nous y installions. Le roi n'habitait pas ce palais depuis plus de cent ans; on ne s'en servait que pour les grandes cérémonies officielles et religieuses. Ce palais se composait de la salle du trône, des anciennes demeures royales, de la cathédrale bouddhiste où était installée une statuette en émeraude de Bouddha, du ministère des Finances, du coffre-fort de la Trésorerie d'Etat, du secrétariat royal et d'une division du secrétariat du gouvernement.

Le commandant de la garde du palais n'avait pas pu résister à l'attaque surprise de notre avant-garde. Ainsi au bout de quinze minutes, nous contrôlions tout le palais. Simultanément, notre peloton de mortier léger lançait ses projectiles sur le quartier général des forces réactionnaires; le 1^{er} régiment

d'infanterie de l'ennemi essaya de sortir de sa caserne et fut arrêté par les obus de nos lance-grenades. La station de radio gouvernementale fut occupée par notre unité commandée par un colonel (ancien combattant de notre mouvement de résistance pendant la guerre). Au cours de la nuit du 26 au 27 février, il y eut des combats sporadiques entre les révolutionnaires et les réactionnaires.

— II —

Malheureusement, nos renforts promis par la division de la marine ont été stoppés par les forces fidèles au nouveau régime.

Vers 6 heures du matin, le 27 février, les troupes du maréchal Pibul, commandées par le général Sarit Thanarat, reçurent l'ordre de bombarder le Grand Palais royal où nous étions installés.

Voyant que nos renforts n'étaient pas arrivés à temps, et pour éviter la destruction des immeubles historiques, des objets de grande valeur pour la nation qui se trouvaient dans le Grand Palais royal, j'ai ordonné à nos forces de se retirer dans le quartier général d'un commandement de navire situé sur la rive du grand fleuve à côté du Grand Palais. De là, j'ai expliqué à mes compagnons d'armes qu'ils devaient traverser le fleuve sur des bateaux mis à notre disposition par un amiral, commandant d'une unité navale, tandis que je restais au quartier général du navire pour attendre nos renforts.

Pendant ce temps, les troupes du gouvernement avaient repris le contrôle de toute la capitale. C'était donc la défaite de mon insurrection du 26 février, dénommée par la suite « Insurrection du Grand Palais royal ».

Les officiers du gouvernement, qui participèrent à la lutte contre notre insurrection, furent promus au plus haut grade, notamment le général Sarit devint maréchal en 1954. En 1957, ce dernier réussit à faire un coup d'Etat contre le maréchal Pibul,

son propre maître, qui se réfugia aux U.S.A., puis au Japon. Au prime abord, Sarit ne prit pas lui-même ouvertement le pouvoir gouvernemental; il confia le poste de Premier ministre à son subordonné, le général Thanom Kitikhachorn. Un an plus tard, Sarit fit un nouveau coup d'Etat et renversa le gouvernement Thanom; il devint lui-même Premier ministre et gouverna le Siam jusqu'à sa mort en 1962. Dès lors le général Thanom Kitikhachorn, subordonné de Sarit et de Pibul, redevint Premier ministre; il fut promu au grade de maréchal et continua à gouverner le Siam jusqu'à nos jours, d'abord par une autre constitution dictatoriale créée par le maréchal Sarit, plus tard par une autre constitution selon laquelle le Sénat était nommé par le roi sur la recommandation du Premier ministre, en novembre 1972, la constitution promulguée par Thanom lui-même a été supprimée et remplacée par le régime dictatorial.

— III —

Le 27 février vers minuit, le capitaine de frégate Manas Charubha me conduisit en un endroit secret; de là, ma femme et mon fils Parl m'ont aidé à aller chez un patriote qui m'accorda bénévolement l'hospitalité pendant cinq mois, bien que le gouvernement eût promis une grande récompense à qui dénoncerait notre cachette; ce patriote n'avait pas d'attirance pour ce gain.

Deux ans plus tard, en 1951, le capitaine de frégate Manas et le capitaine de vaisseau Anond Puntharikapa organisèrent une autre insurrection connue sous le nom d' « Insurrection de Manhattan », car un détachement de marins, conduit par Manas, monta sur le navire américain « Manhattan » pendant la cérémonie au cours de laquelle le navire américain devait être remis au Siam en présence du maréchal Pibul, de l'ambassadeur américain et de hautes personnalités des deux pays.

Manas et son détachement arrêtaient le maréchal sous les yeux des Américains et l'embarqua dans une canonnière siamoise,

«Sri Ayudhya». C'est alors que se déclencha une bataille entre le navire et la marine fidèle à la cause révolutionnaire d'une part, et d'autre part l'armée de terre et de l'air fidèles aux réactionnaires. Au premier abord, il semblait que les forces révolutionnaires contrôlaient la capitale, mais l'armée de l'air envoya des avions pour bombarder la canonnière, quartier général de l'insurrection, sans pitié pour le maréchal Pibul qui s'y trouvait et qui fit appel à ses fidèles pour qu'ils n'utilisent pas les armes et qu'ils négocient pacifiquement avec les insurgés. Les avions bombardèrent la canonnière ancrée au milieu du grand fleuve, laquelle ne tarda pas à couler. Le maréchal Pibul en échappa miraculeusement en sautant dans le fleuve et arriva jusqu'à la rive où il fut accueilli par les éléments qui lui étaient fidèles; il put ainsi rejoindre le quartier général des forces gouvernementales.

Les autres unités terrestres des provinces avoisinantes se joignirent à celles du gouvernement et réussirent à combattre les unités de la marine, finalement les forces gouvernementales ont pu reprendre le contrôle de la capitale.

La police gouvernementale arrêta plusieurs officiers du navire et de la marine y compris le commandant en chef du navire et de la marine ainsi que quelques civils soupçonnés d'avoir participé à l'insurrection.

Tandis que le capitaine Manas et le capitaine Anond, ainsi qu'un autre officier de l'armée de terre qui s'était joint à l'insurrection, purent s'échapper secrètement pour se réfugier en Birmanie; un certain nombre de patriotes ont pu également se réfugier au Laos, au Cambodge et à Singapour.

Quelques mois plus tard, le capitaine Manas retourna secrètement à Bangkok pour participer à une autre organisation insurrectionnelle connue sous le nom de «l'Insurrection de la Paix».

Cette fois, Manas fut arrêté en même temps que mon fils Parl et ma femme, tandis qu'Anond resta en Birmanie et ne retourna à Bangkok que récemment, pensant qu'il pourrait bénéficier de la loi d'amnistie qui avait libéré Manas, mon fils et quelques autres insurgés. Mais malheureusement, l'autorité gouvernementale le fit arrêter et juger par la Cour criminelle qui le condamna à vingt ans d'emprisonnement tout comme Manas, etc. Puis on réduisit sa peine, et finalement, il fut grâcié par le roi en août 1972.

— IV —

Après la défaite de notre insurrection du Grand Palais, le 26 février 1949, la police arrêta toute personne soupçonnée d'avoir participé à notre insurrection. Parmi celles-ci il se trouva que certaines étaient complètement étrangères à cette insurrection. La Cour criminelle condamna environ une quinzaine de nos camarades à neuf ans d'emprisonnement et acquitta beaucoup d'autres pour insuffisance de preuves. Beaucoup de camarades réussirent à échapper à l'arrestation et se réfugièrent soit dans les campagnes du Siam, soit dans les pays avoisinants, ou mieux encore, restaient en plein jour à Bangkok avec un certain sang-froid pensant qu'aucun témoin ne pouvait affirmer les avoir vu participer à l'insurrection qui avait eu lieu pendant la nuit du 26 jusqu'au matin du 27 février.

Cependant quatre des anciens ministres politiques : Tong-In, Thavil, Chamlong, Tong-Pleow, qui n'avaient pas participé à l'insurrection proprement dite, alors que nous étions installés au Grand Palais, ont été arrêtés.

La veille de l'insurrection, Tong-In, Thavil et Chamlong ont été avertis qu'ils devaient rester dans leur maison et qu'ils n'entreraient en scène qu'après le succès de l'insurrection. C'est donc pour cette raison qu'ils restèrent paisiblement chez eux. Comme Pibul et les réactionnaires leur en voulaient pour

s'être toujours opposés à leur gouvernement ils les arrêtrèrent. Tandis qu'un autre ancien ministre, Tong-Pleow, était à Penang (en Malaya) plusieurs mois avant l'insurrection, et je ne lui ai jamais demandé de participer à notre insurrection. Pourtant la police de Pibul décréta avoir vu cet homme et elle lui envoya un faux télégramme en se substituant à une de ses femmes, lui disant de rentrer à Bangkok. Cet homme, loin d'imaginer la supercherie, rentra à Bangkok. Aussitôt arrivé, il fut arrêté par la police.

Ces quatre anciens ministres subirent les tortures de la police réactionnaire à tel point qu'ils allaient mourir à la suite des plaies du fouet et des coups de poings et de pieds. Afin de camoufler les plaies, la police, un soir particulièrement sombre, mit ces hommes à moitié morts dans un camion, gardés par des policiers armés de mitraillettes, suivi par une autre voiture de la police commandée par un colonel de police. Lorsque le camion arriva à un certain endroit, à environ 20 km de Bangkok, les deux voitures s'arrêtèrent, ensuite les policiers descendirent et mitraillèrent les quatre innocents. Le lendemain, la police déclara que pendant le transfert des accusés d'un poste de police à un autre des bandits chinois de Malaya avaient tirés sur la police pour s'emparer des prisonniers; la police fut donc obligée de riposter en se servant de ses mitraillettes, et des balles atteignirent mortellement les quatre accusés. Personne au Siam ne porta foi à cette affirmation, pour la simple raison que les insurgés de Malaya (à cette époque) étaient loin de Bangkok, environ à 1 000 km.

— V —

Tout ce que je viens de raconter est aussi conforme au procès-verbal de la police et aux enregistrements des dépositions des témoins dans le procès des accusés insurrectionnels, devant la Cour criminelle de Bangkok.

Cependant, dix-huit ans après la défaite de l'insurrection de Manhattan, ou exactement vingt ans après celle du Palais

Royal, c'est-à-dire en 1969, un Américain nommé William Warren, engagé par l'une des universités de Bangkok comme professeur, a écrit un livre sur l'histoire de Jim Thompson connu sous le nom de Raja de la soie thaï, et dans un passage concernant la mort de ces anciens ministres, il m'accusa d'avoir sauté dans le fleuve, pour sauver ma peau en laissant mes compagnons alors que les troupes de Pibul attaquaient mon quartier général.

Ce professeur parla de moi parce que son ami Jim Thompson m'avait connu ; il pensait que son ami connaissait bien l'histoire du Siam. Cependant, Jim Thompson arriva au Siam plusieurs mois après la capitulation des Japonais et non pas pendant la guerre comme le prétendait W. Warren, et, d'autre part, il me confondait avec le maréchal Pibul qui sauta dans l'eau pour se sauver lorsque la canonnière, où il avait été interné pendant l'insurrection de Manhattan, fut atteinte par les bombes aériennes de ses propres troupes. Il fut également regrettable pour les étudiants siamois que ce professeur ait été aussi inapte à exercer sa fonction ; en effet, il dirigea les étudiants dans la préparation de leur thèse, ce qui demande un certain nombre de recherches de faits et de documents authentiques tels que les dossiers judiciaires ouverts au public, mais ce professeur se contentait simplement des ouï-dire des réactionnaires du même genre. Il est permis alors de douter de sa propre formation.

CHAPITRE IX

LES AVENTURES DE MA SECONDE ÉVASION DU SIAM POUR LA CHINE POPULAIRE

— I —

J'étais caché chez un patriote comme je viens de le mentionner dans le paragraphe III du chapitre précédent, pendant cinq mois sans possibilité d'organiser une autre insurrection ; je décidai alors de quitter le Siam pour Pei-p'ing qui venait d'être libérée par l'armée de libération de la Chine dirigée par le parti communiste chinois.

J'ai confié à ma femme la tâche difficile d'arranger mon évasion et celle de mes deux autres compagnons, en demandant l'assistance de nos fidèles amis siamois et chinois.

Le gouvernement surveillait strictement les frontières terrestres. Ainsi, nous choisîmes la voie maritime pour notre évasion, bien que cette route présentât beaucoup de risques ; car nous devons franchir les différents postes de surveillance, établis à plusieurs endroits à l'embouchure du grand fleuve « Menam », où nous passerions pour arriver à la mer ; en outre, sur la mer territoriale du Siam se tenaient les patrouilles navales du gouvernement. Il existait également des postes de contrôle sur les côtes de Malaya britannique et des îles indonésiennes qui étaient à cette époque des colonies hollandaises. Nous

devrions prendre encore de nouveaux risques avant notre embarcation secrète sur un paquebot de haute mer pour Hong-Kong, et de là, prendre un autre paquebot pour aller à Tsing-Tao occupé par les forces populaires de Chine.

Un ami mit à notre disposition un petit chalutier à moteur jaugé de 5 tonnes. Un patriote fidèle à la cause du peuple, un enseigne de vaisseau retraité, demanda volontairement un congé à la compagnie de navigation où il travaillait, afin de nous aider en prenant lui-même le commandement de ce petit chalutier.

Ma femme demanda à un ami chinois non communiste, qui avait été sous notre protection après la guerre contre la menace de mort des extrémistes nationalistes chinois, de bien vouloir nous aider à organiser secrètement notre embarcation sur un paquebot à Singapour pour aller à Hong-Kong; de là un représentant du parti communiste chinois devait nous aider pour changer de paquebot, en direction du port de Tsing-Tao, car le paquebot devait manœuvrer tant bien que mal pour échapper aux patrouilles navales des nationalistes chinois qui contrôlaient, encore à cette époque le sud de la Chine, et sillonnaient la mer de Chine.

Ma femme avait donc convenu avec notre ami chinois d'outre-mer, que si dix jours après mon départ de Bangkok, il n'avait pas reçu de nouvelles de notre arrestation, cela signifierait que nous avions déjà passé la limite de la mer territoriale siamoise; dès lors, notre ami chinois devrait dire à son fidèle secrétaire de prendre l'avion pour Singapour où il nous rencontrerait au rendez-vous prévu, afin que l'autorité britannique ne sache rien de notre présence à Singapour.

— II —

Le 6 août 1949, vers 18 heures, nous embarquâmes sur notre petit chalutier. Nous avons choisi cette heure, afin d'arriver au premier poste de douane à la nuit tombante et quelques minutes

avant sa fermeture ; ainsi nous ne risquions pas d'être inspectés minutieusement. Effectivement, nous sommes passés sans la moindre difficulté. Notre petit chalutier continua sa course en plein centre de l'embouchure du fleuve où un torpilleur du gouvernement était ancré pour contrôler les bateaux. Avec sang-froid notre capitaine accrocha le petit chalutier au torpilleur, et deux sous-officiers descendirent pour examiner notre bateau. Ils n'y trouvèrent rien d'anormal en ce qui concerne les marchandises de contrebande, et leur capitaine ordonna de laisser passer notre bateau. Notre chalutier continua donc son voyage en suivant la côte vers le sud.

Comme la loi siamoise ne permet pas aux bateaux de pêche jaugeé de moins de 5 tonnes, enregistrés à Bangkok, d'aller au-delà de 250 km le long de la côte maritime du sud, nous devions contrevenir à la loi pour aller même au-delà de 1 500 km. Ceci nous obligea à prendre toutes sortes de précautions pour éviter d'être interceptés par la patrouille navale. Un beau matin, alors que nous arrivions à environ 800 km de Bangkok, je vis qu'il y avait devant nous une canonnière gouvernementale, ancrée à l'embouchure d'une petite rivière de la côte. Dans une telle situation, nous fûmes très embarrassés ; si nous continuions la route nous serions sans doute arrêtés par l'autorité gouvernementale ; si nous retournions dans la direction du nord, la canonnière pourrait nous soupçonner et tirer sur nous. Dans les deux cas nous risquions d'être arrêtés par la canonnière. Heureusement, par miracle, un bateau de pêche sortit de la côte en direction des poteaux où étaient attachées des nasses pour attraper les poissons. Ces poteaux étaient situés entre la canonnière et notre chalutier. Notre capitaine conduisit notre bateau en direction des poteaux où nous l'accrochâmes en attendant l'arrivée des pêcheurs.

Lorsqu'ils arrivèrent, nous achetâmes quelques poissons, pour que la canonnière soit persuadée que nous étions venus

uniquement pour négocier avec les pêcheurs locaux. Après ce camouflage, nous tournâmes notre bateau en direction du nord pour faire semblant de retourner vers Bangkok.

En fait, lorsque nous eûmes parcouru 10 km, nous nous arrêtaâmes à une courbe de la côte qui nous cacha de la canonnière jusqu'à 23 heures; puis nous décidâmes de prendre le risque d'aller en haute mer vers l'Est, hors de la mer territoriale siamoise; heureusement, ce soir-là la mer était très calme; et quand nous arrivâmes suffisamment loin nous tournâmes vers le Sud, et le lendemain, arrivés à la hauteur de la frontière maritime siamoise, nous tournâmes vers l'Est et entrâmes dans la mer territoriale de la Malaisie britannique.

Là, nous avons suivi la côte orientale de la Malaisie et nous nous sommes arrêtés à un îlot pour nous reposer et repartir vers le Sud. A la tombée de la nuit, il y eut une tempête, nous fûmes obligés d'accoster notre chalutier près d'un village de la côte de la Malaisie britannique. Quelques policiers malais sont venus examiner notre bateau et nous ont menacés de nous arrêter. Après avoir discuté avec eux et leur avoir donné un pourboire, ils nous ont permis de rester là pendant la tempête. Nous pensions qu'ils nous dénonceraient malgré tout, mais qu'on ne risquait pas d'être contrôlés pendant la tempête; donc avant même que la tempête soit complètement apaisée, nous quittâmes la côte pour naviguer en haute mer, hors de la mer territoriale de la Malaisie britannique; de là, nous continuâmes notre route vers le Sud, et au bout de deux jours nous sommes arrivés dans la mer territoriale de Singapour. Comme notre randonnée avait duré moins de dix jours et que notre ami chinois ne serait pas encore au rendez-vous, nous sommes allés à l'île Balaïk de l'Indonésie qui était sous l'administration hollandaise; cette île était un centre de contrebande où l'administration hollandaise accordait des facilités aux bateaux de n'importe quelle nationalité. Nous y sommes restés pendant deux ou trois jours jusqu'à

ce que le délai de dix jours ait expiré. De cette île, nous nous rendîmes au port de Singapour pour rencontrer notre ami ; en nous rapprochant du port, nous fûmes examinés par deux patrouilles commandées par des Malais, mais ils ne trouvèrent rien d'anormal en ce qui concernait nos marchandises. Toujours avec sang-froid, notre capitaine ancra notre petit chalutier dans la rade de Singapour, et notre ami chinois venu de Bangkok nous y rencontra pour discuter du plan de notre voyage pour Hong-Kong. En attendant, nous débarquâmes sur l'île et fûmes logés chez un ami dont la maison était située près du quartier général de la police, sans que celle-ci n'en sache rien.

Quelques jours plus tard, nous prîmes secrètement le paquebot avec l'aide de nos amis chinois (non communistes) pour aller à Hong-Kong.

— III —

A Hong-Kong, le représentant du parti communiste chinois envoya Sun, un Chinois d'outre-mer, pour nous souhaiter la bienvenue, et nous accompagner au cours de notre futur voyage jusqu'à Pei-p'ing. Sun est le frère de l'ancien officier nationaliste Liang, à qui le gouvernement nationaliste chinois avait confié le soin d'entretenir nos missions envoyées à Chungking pendant la guerre, et qui est, en fait, un sympathisant du communisme, et dont nous avons parlé dans le chapitre IV, paragraphe 6.

Nous fûmes logés dans l'appartement loué par l'ancien ambassadeur siamois Tularaks, où l'amiral Thamrong, l'ancien Premier ministre du Siam, s'était réfugié après la défaite de l'insurrection d'octobre 1948.

Le matin du 12 septembre de la même année, mes quatre compagnons et moi-même avons embarqué sur un paquebot jaugeé de 3 000 tonnes, appartenant à des marchands chinois, mais enregistré sous l'étiquette de bateau anglais. Pour que le paquebot ne soit pas saisi par le navire des chinois nationalistes,

l'autorité britannique a délivré le «Port Clearance» en indiquant que le port de destination pour ce trajet est Inchon en Corée du Sud.

D'autres voyageurs, démocrates chinois de Hong-Kong, convoqués par le P.C.C. pour participer à la Conférence consultative politique du peuple chinois, embarquèrent peu à peu sur le même paquebot.

Certains voyageurs savaient comment s'entendre avec les douaniers. Quant à nous, persuadés de l'honnêteté de l'officier des douanes et de l'immigration anglaise, nous les avons laissés fouiller nos bagages dans notre cabine, pensant que les douaniers de Hong-Kong n'oseraient pas abuser de la situation devant leurs supérieurs anglais. Ils dispersèrent nos objets un peu partout et quand ils quittèrent la cabine, nous avons constaté que les rares médicaments qui coûtaient très cher à l'époque, que nous avions achetés pour notre séjour en Chine, avaient disparu.

Les douaniers n'avaient pas seulement volé nos précieux médicaments, ils nous menacèrent d'informer l'autorité d'immigration que nous étions soupçonnés d'être communistes à moins que nous leur payions 500 dollars par personne. Sun devait donc contacter le représentant du P.C.C. pour les satisfaire. Un démocrate chinois de Hong-Kong, qui voyageait sur le même paquebot que moi, me raconta qu'il y avait beaucoup de cas de corruption des fonctionnaires anglais dans cette colonie, spécialement dans le service d'immigration et de la douane. L'argent que nous devons payer à ces fonctionnaires fut appelé «l'argent pour le thé». Plus tard, lorsque le gouvernement anglais de Hong Kong établit la loterie dans cette colonie; des amis qui y ont vécu m'ont raconté qu'il est bien connu à Hong Kong que, si quelqu'un gagne le gros lot de la loterie, il peut vendre son billet gagnant aux agents de ces fonctionnaires corrompus, à un prix plus élevé que le lot lui-même; par exemple, si on gagne le gros lot d'un million de dollars, on peut vendre son billet pour

1 200 000 dollars. Ces fonctionnaires achetaient les billets gagnants pour justifier la somme d'argent qu'ils transféreraient en Angleterre et pour que l'autorité britannique ne les poursuive pas pour corruption.

Revenons au récit de notre voyage : avant de quitter le port de Hong Kong, quelques minutes après le paiement de « l'argent pour le thé », deux autres Chinois vinrent à bord du paquebot, ils menacèrent Sun de le dénoncer à l'immigration, et de ne plus pouvoir voyager désormais à moins qu'il ne leur verse une somme d'argent. Sun leur donna tout ce qui lui restait comme argent de poche, mais les deux gangsters ne furent pas satisfaits. Sun fut obligé de leur permettre de fouiller ses vêtements en leur demandant de lui laisser quelques dollars pour « acheter son thé » au cours du voyage.

— IV —

Un autre représentant du parti communiste chinois, qui était responsable de notre voyage et celui de tous les démocrates chinois sur ce paquebot, voyant que le plan de ce voyage aurait échoué si on continuait à charger des marchandises, demanda donc au capitaine du paquebot de quitter la rade de Hong Kong au plus vite, en laissant le reste des marchandises pour un autre paquebot qui viendrait le lendemain. C'est ainsi que, sans tenir compte du mauvais temps, notre paquebot quitta la rade de Hong Kong dans l'après-midi du même jour.

Le capitaine du paquebot nous avait précisé qu'au cas où nous serions inspectés par un navire nationaliste chinois, nous devrions dire que nous allions en Corée du Sud et non pas dans la partie du territoire chinois sous le contrôle des communistes.

Lorsque notre paquebot fut hors de la mer territoriale de Hong Kong, le capitaine reçut une communication radiophonique annonçant une grande tempête ; pour éviter le danger, le

capitaine devait aussitôt conduire le paquebot entre un îlot et la côte de la Chine détenue encore par les nationalistes. Nous avons dû y rester environ vingt-quatre heures, avant de continuer notre voyage.

Un beau matin, lorsque nous arrivâmes dans la mer de Chine, j'aperçus à l'horizon un point noir ayant la forme d'un navire, et venant en direction de notre paquebot. Le capitaine informa tous les passagers qu'ils devaient se tenir prêts à être inspectés par un navire nationaliste. A cet effet, ceux qui possédaient des documents ou papiers dont les nationalistes pourraient se servir pour suspecter l'un ou l'autre d'être communiste ou simplement sympathisant devaient immédiatement les détruire, sinon le possesseur de tels documents pourrait être arrêté et emmené à Taïwan. Beaucoup de passagers ont donc fait brûler leurs documents à la chaudière de la machine à vapeur du paquebot, mais nous ne fîmes pas de même, car nous pensions qu'en cas d'inspection nous montrerions nos passeports siamois en leur expliquant que nous allions à Inchon en Corée du Sud, et non pas en territoire chinois sous contrôle communiste.

Le navire de guerre se rapprochait de plus en plus de notre paquebot; lorsqu'il fut à environ 400 mètres de nous, nous aperçûmes un pavillon britannique peint sur son côté. L'officier du navire annonça au haut-parleur qu'il surveillait cette partie pour protéger les bateaux de commerce britannique et que, si notre paquebot était intercepté par les patrouilles nationalistes, nous devrions l'en informer immédiatement par telle longueur d'ondes, afin qu'il vienne nous aider. Tout le monde fut soulagé; cependant un professeur chinois de Hong Kong m'exprima ses regrets d'avoir précipitamment fait brûler ses précieux documents dont plusieurs volumes de son journal intime qu'il avait tenu depuis sa jeunesse.

Un beau matin, c'est-à-dire le 18 septembre 1949, notre paquebot entra dans la rade de Tsing-Tao, où les officiers com-

munistes du port vinrent à bord souhaiter la bienvenue à tous les voyageurs. Après quelques formalités, notre paquebot fut amarré au quai. D'autres Chinois, convoqués pour participer à la Conférence consultative politique du peuple chinois se hâtèrent de continuer leur voyage par chemin de fer afin d'arriver à temps à Pei-p'ing pour l'ouverture de la conférence le 21 septembre.

Nous autres, sur l'invitation du camarade Ma (maire communiste de Tsing-Tao), nous nous apprêtâmes à visiter la ville récemment libérée. Il nous logea dans un grand hôtel de la ville.

CHAPITRE X

L'HOSPITALITÉ DE LA CHINE POPULAIRE

— I —

Le camarade Ma, maire communiste de Tsing-Tao, nous a invité à dîner, mes camarades et moi dans la mairie de cette ville qui venait d'être libérée des nationalistes chinois.

On nous a expliqué comment cette ville fut libérée : le contingent de marinières américains, qui protégeait les transports d'armes américaines destinées aux nationalistes, se retira quand l'armée populaire se rapprochait de la ville ; les soldats nationalistes qui gardaient le port et la ville de Tsing-Tao n'ont pas résisté à l'armée populaire et se sont rendus sans difficulté avec les armes américaines qu'ils possédaient.

On nous a fait visiter des usines, des églises bouddhistes ainsi que la station météorologique, le stade, etc., qui étaient restés intacts. En me promenant, j'ai aperçu un drapeau britannique hissé sur un pavillon et un drapeau américain sur un autre ; j'ai donc demandé, au camarade communiste qui nous servait de guide, pour quelle raison ces drapeaux se trouvaient là. Il nous expliqua que les consulats britannique et américain étaient encore tolérés dans cette ville. J'en conclus que le P.C.C.

menait une politique de coexistence pacifique avec les pays au système politique et social différent du leur, et que les pays qui avaient hésité ou hésitaient encore à reconnaître la Chine, devraient faire un effort pour suivre cette même politique.

Plus tard, en 1956, à l'époque où le gouvernement du maréchal Pibul a envoyé secrètement son représentant pour entamer des relations avec la Chine populaire, je réalisai que mes suppositions correspondaient à la réalité; en effet, le Premier ministre Chou En-laï m'a dit qu'il souhaiterait seulement que le Siam coexiste pacifiquement avec la Chine, sans pour cela interrompre ses relations avec les U.S.A., et il ajouta d'ailleurs que la Chine elle-même désirerait établir des relations diplomatiques avec les U.S.A., mais que ces derniers s'y refusaient.

— II —

Après trois jours passés à Tsing-Tao, nous prîmes le train pour aller à Jinan (capitale de Shan-Toung) en compagnie d'un camarade communiste; à Jinan, nous devons prendre un autre train pour aller à Pékin.

Normalement, il nécessite environ cinq heures de train pour le trajet Tsing-Tao/Jinan, mais à cette époque, il fallait dix-huit heures car les voies ferrées et les ponts avaient été détruits au cours de la guerre civile, et il avait fallu construire des voies et des ponts provisoires, ce qui rendait le trajet plus long.

A la station de Jinan, le camarade Li Kuan-yi, secrétaire général du bureau du P.C.C. de Shan-Toung, nous a accueillis et accompagnés à la résidence réservée aux invités officiels. Le lendemain, Kang-Sheng qui, à cette époque, était gouverneur de la province de Shan-Toung, organisa un déjeuner en notre honneur. Kang-Sheng, est l'un des hommes qui a travaillé en étroites relations avec le président Mao, pendant la guerre contre les Japonais et la guerre de libération. Il a fait ses études en Union soviétique. Pendant la Grande Révolution culturelle,

en 1969, Kang-Sheng a été élevé à la cinquième place dans le bureau politique du P.C.C. après Mao, Lin-Piao, Chou En-laï, Chen Po-ta.

Au cours de nos conversations, il m'a raconté qu'avant de libérer sa province, il y eut de grandes batailles, entre l'armée populaire, dirigée par les communistes, et l'armée nationaliste du K.M.T., dans toute la province sauf Tsing-Tao; l'armée nationaliste possédait des armes américaines modernes que l'armée populaire avait pu récupérer, lors de leur victoire, pour s'en servir au cours des autres campagnes; il m'a alors cité l'adage du président Mao: «Le Kuo Min-tang (parti nationaliste) est le meilleur fournisseur d'armes des communistes.»

Nous sommes restés deux jours à Jinan puis nous avons pris le train pour Pei-p'ing. A notre arrivée à la gare, beaucoup de camarades chinois sont venus nous souhaiter la bienvenue, notamment Li K'e-nung, représentant du P.C.C., Liao Cheng-chi, Chiao Kuan-hua, Li Chi-sin, etc. Li K'e-nung a fait ses études en France puis en Allemagne après la Première Guerre mondiale. Lorsque le gouvernement populaire de Chine fut établi, il devint vice-ministre des Affaires étrangères. Lio Cheng-chi est le fils de Liao Cheng-kai, proche compagnon de Sun Yat-sen qui dirigea la révolution bourgeoise de 1911.

Liao Sheng-chi est né au Japon où il a commencé ses études; puis il les poursuivit en Europe occidentale (Allemagne, France). Après l'établissement de la République populaire, il occupa de hauts postes, notamment en ce qui concerne les affaires des Chinois d'outre-mer, la jeunesse communiste, l'organisation de la paix, etc. Actuellement, il est conseiller au ministère des Affaires étrangères.

Chiao Kuan-hua a fait ses études en Allemagne; maintenant, il est vice-ministre des Affaires étrangères; il représenta la Chine à la première séance de l'Assemblée de l'O.N.U., après l'admission de la Chine à cette organisation mondiale.

Li Chi-sin, communiste chinois, s'était réfugié au Siam avant la Seconde Guerre mondiale, et est revenu en Chine trois mois avant notre arrivée à Pei-p'ing; il a travaillé dans l'organisation du Front uni du P.C.C.

— IV —

Li K'e-nung et quelques camarades chinois nous ont accompagnés dans un pavillon que le P.C.C. avait acheté à un particulier et qu'il nous avait réservé. (On verra plus loin que le P.C.C. reconnaît la propriété privée en ville.)

Un camarade fut responsable de notre entretien, deux autres nous aidaient dans les travaux ménagers, un peloton de soldats était chargé de nous protéger; il y avait également un interprète sino-siamois (enfant de Chinois d'outre-mer né au Siam); le P.C. avait mis à notre disposition une automobile et un chauffeur pour que nous puissions circuler plus facilement.

A cette époque, il n'existait pas encore d'organisation des relations étrangères chargée de la réception des étrangers. Les étrangers communistes sont reçus par le P.C.C., tandis que nous (non communistes) fûmes reçus par l'Organisation du Front uni. Ce n'est que plus tard, quand on créa l'Organisation des relations étrangères que celle-ci fut chargée de notre entretien.

Li Wai-han était le chef de l'Organisation du Front uni; il collabora avec le président Mao pour l'organisation du P.C.C. pendant la Première Guerre mondiale; après la guerre, il est allé en France pour faire ses études pendant quatre ans.

— V —

En 1953, ma femme, libérée de la détention de la police réactionnaire siamoise, a quitté Bangkok avec mes deux filles Dusdi et Vani pour Paris, afin d'organiser secrètement son voyage en Chine; à cet effet, j'ai demandé au Premier ministre Chou En-laï de nous aider afin qu'elles ne laissent aucune trace

lors de leur voyage. Elles sont allées tout d'abord à Stockholm, où l'ambassade de Chine les a aidées à poursuivre leur voyage; de Stockholm, elles se rendirent à Helsinki, puis à Moscou, où elles prirent le transsibérien pour aller en Chine populaire via la frontière nord-est de la Chine (Mandchourie).

Le gouvernement chinois a bien voulu arranger une autre maison pour notre famille. Plus tard l'un de mes fils, Sukprida, est venu nous rejoindre.

— VI —

En 1955, j'ai demandé au Premier ministre Chou En-laï d'habiter à Canton; ce dernier chargea les autorités provinciales de Kwang-toung de nous accueillir et de nous faciliter notre séjour. Ma fille Suda, qui venait de terminer ses études à Paris, est venue nous voir pendant quelques semaines avant de repartir pour Bangkok. Mais, contrairement à nos prévisions, elle ne put quitter la Chine et resta avec nous pendant cinq ans, car entre temps le maréchal Sarit avait émis des mandats d'arrestation contre tous ceux qui sont allés en Chine, entre autres ma femme et ma fille Suda.

A Canton, on nous logea tout d'abord dans une résidence réservée normalement aux techniciens soviétiques et européens orientaux qui étaient venus en Chine en tant que conseillers techniques, scientifiques et industriels. Puis nous changeâmes deux fois de pavillon.

— VIII —

Pendant mon séjour en Chine, le gouvernement chinois m'accorda beaucoup de facilités pour écouter la radio de n'importe quelle station du monde, et importer des journaux et magazines siamois, américains, anglais et français; de telle sorte que j'ai pu suivre les nouvelles des pays étrangers y compris, bien entendu, celles de mon pays natal. Le gouvernement

chinois me permit également de visiter toute la Chine; ainsi j'ai pu me rendre dans beaucoup de provinces sauf le Tibet et Sinkiang, par manque de temps. J'ai visité les usines, les campagnes avant la création des coopératives, puis les communes populaires où je me rendais fréquemment.

Beaucoup de livres ont été écrits sur la Chine dans lesquels leurs auteurs racontaient ce qu'ils avaient vu et entendu. Dans la partie de mon livre relatant mon séjour en Chine, je ne parlerai que de mes propres expériences et de mes observations personnelles.

CHAPITRE XI

MA PRÉSENCE A L'INAUGURATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE (1^{er} OCTOBRE 1949)

— I —

Le 1^{er} octobre 1949 est devenu la date d'un événement historique mondial, celle de l'inauguration de la république populaire de Chine; j'ai été invité, avec mes trois compagnons siamois, à assister à la cérémonie d'inauguration.

La tribune des invités étrangers était différente, ce jour-là, de celle des années suivantes qui peut contenir des milliers d'invités.

A cette tribune construite temporairement, il n'y avait que deux délégations : la nôtre (réfugiés politiques siamois) et celle du groupe culturel soviétique qui n'était pas, à vrai dire, officiel, car le gouvernement soviétique n'avait pas encore reconnu la république populaire de Chine; il continuait à reconnaître le gouvernement nationaliste qu'il avait accompagné à Canton après l'évacuation de Nanking. Ce n'est que quelques semaines plus tard que le gouvernement soviétique a reconnu la nouvelle république populaire.

A part ces deux délégations, il n'y avait pas d'autres représentants des pays étrangers.

— II —

A midi, le président Mao Tsé-toung et les dirigeants chinois se présentèrent sur le Grand Portail de la Paix céleste «Tien An-men». On hissa le nouveau drapeau rouge avec une grande étoile entourée de quatre petites étoiles de couleur jaune, et 101 canons et fanfares militaires (jouant le nouvel hymne national) les saluèrent.

Ce drapeau a été choisi lors de la Conférence Consultative Politique du peuple chinois (C.C.P.P.C.) le 29 septembre 1949, après consultation de plusieurs projets de drapeaux proposés par des membres de la Conférence.

La couleur rouge est généralement la couleur socialiste et communiste, mais en Chine elle a une signification de plus : c'est la couleur du sang des révolutionnaires en général, sans tenir compte de leur idéologie, considérant simplement qu'ils ont sacrifié leur sang pour la révolution.

La grande étoile représente le parti communiste chinois qui est le parti dirigeant. Les quatre petites étoiles représentent : 1) la classe ouvrière, 2) la classe paysanne, 3) la classe petite-bourgeoise, 4) la classe capitaliste nationale.

Ce drapeau reflète l'union des quatre classes pour l'établissement de la République populaire exerçant conjointement la dictature démocratique populaire sous la direction du P.C.C. Pei-p'ing a été nommée de nouveau Pékin, et on adopta le calendrier grégorien.

— III —

Après avoir salué le nouveau drapeau, le président Mao a lu la loi organique du gouvernement central populaire de la

république populaire de Chine, et cité les noms des membres du gouvernement central dont :

— Mao Tsé-toung comme président.

— Chu-Teh, Liu Shao-chi, Soong Ching-ling (Mme Sun Yat-sen), Kao-Kang (emprisonné en 1954 pour avoir formé une ligue contre le Parti, il se suicida en 1956); Li Chi-sen (1886-1959, ancien maréchal nationaliste), Chang-Lang (1872-1965, ancien président de la ligue démocratique de Chine) comme vice-présidents.

— Chou En-laï comme Premier ministre.

— Ainsi que les membres du gouvernement appartenant au P.C.C. et à d'autres partis composant le front uni, et les patriotes sans parti, y compris Tan Ka-ki (grand capitaliste chinois d'outre-mer de Malaisie).

Ensuite, Chu-Teh, en qualité de commandant en chef des forces armées, a cité les membres du Conseil suprême militaire dont Mao est le président et lui-même le vice-président.

On lut également le programme commun adopté par la Conférence consultative politique du peuple chinois, considéré à l'étranger comme une constitution, mais en réalité il s'agissait d'une ligne politique générale, commune aux quatre classes, applicable pendant la période précédant l'élaboration de la constitution de 1954.

L'essentiel de ce programme est le suivant :

— La république populaire de Chine sera gouvernée par la dictature démocratique populaire de quatre classes, principalement sous la direction de la classe ouvrière en alliance avec la classe paysanne et unifiées avec toutes les classes démocratiques et les minorités nationales du pays.

— En ce qui concerne l'économie nationale, il a été convenu que, sous la direction de l'économie de l'Etat, chacune des sections de l'économie devra accomplir sa tâche, en coordi-

nation avec le travail en vue du développement de l'économie sociale tout entière.

C'était donc la première transition du capitalisme au socialisme. Ce programme comporte également des dispositions concernant la liberté et l'égalité entre hommes et femmes et, ce qui m'intéressait particulièrement, certaines dispositions concernant les réfugiés politiques; en effet, il a été décidé que ceux qui ont été persécutés dans leur pays d'origine, à cause de leurs idées révolutionnaires ou de leurs actions et activités artistiques pour sauvegarder la paix mondiale, seront admis comme réfugiés politiques en Chine populaire. Ainsi mes compagnons et moi-même ont été les premiers à bénéficier de cette disposition.

— IV —

La gigantesque parade populaire

1. A la tête du défilé, se trouvaient une quarantaine de marins. (Rappelons, à cet effet, que la révolution a été faite principalement par l'armée de terre, car l'armée populaire avait pu obtenir la coopération d'un nombre limité de marins. Ce n'est qu'après l'établissement de la République populaire que leur effectif augmentera.)

En seconde position, se trouvait l'armée populaire avec des armes saisies aux Japonais ou des armes américaines, et cinq ou six avions saisis aux troupes nationalistes par des aviateurs patriotes qui avaient abandonné leur armée d'origine pour se joindre à l'armée populaire; ce n'est qu'après l'établissement de la République populaire qu'on a intégré l'armée de mer et de l'air à l'armée populaire, suivant le modèle soviétique. Et, par conséquent, on a créé l'Ecole des officiers de la marine et de l'aviation qui doit former les officiers même de l'armée populaire, ayant un minimum de connaissances — le programme est intense; les

cours théoriques sur les armes modernes étaient faits par des soviétiques. Ainsi les Chinois ont pu rattraper leur retard, au bout de trois ans, grâce à leur travail consciencieux.

Presque chaque année, j'ai pu assister à la commémoration de la République populaire, et par là-même me rendre compte de l'évolution de l'effectif de ces deux nouvelles armées.

2. La population figurait en troisième position; elle était représentée à peu près par un million d'hommes qui ont défilé pendant sept ou huit heures; l'année suivante, on a diminué l'effectif de la population.

3. Depuis 1960, la parade a changé de caractère, le détachement ne se composait que de trois bataillons de soldats, et la population était représentée principalement par des écoliers portant des fleurs, des artistes, des acrobates, des danseurs et la population en général paysans et ouvriers.

Cette nouvelle présentation accentue le nouveau visage pacifique de la république populaire de Chine.

En 1966, 1967, 1968, pendant la Grande Révolution culturelle, seuls les gardes rouges figuraient au défilé, et il n'y avait pas d'invités étrangers.

En 1969, on réorganisa le défilé : à sa tête, une compagnie de soldats, avec le drapeau populaire, témoignant du progrès économique et scientifique de la Chine.

En 1971, j'étais alors à Paris et j'ai appris que le défilé n'avait pas eu lieu; cependant, on organisa des rassemblements populaires dans les grandes villes.

Ainsi, chaque année on commémore l'anniversaire de la république populaire de Chine.

CHAPITRE XII

LES FACTEURS, LE PROCESSUS DE LA VICTOIRE, ET LE PROGRÈS DU PEUPLE CHINOIS

— I —

Comme j'ai vécu plus de vingt ans en Chine populaire, il est naturel qu'à part les circonstances de mon exil dans ce pays dont j'ai parlé dans le chapitre premier, mes amis, à l'étranger, m'ont demandé ce que j'ai pu observer, quels sont les facteurs et le processus qui ont permis au peuple chinois de remporter la grande victoire sur le gouvernement nationaliste, d'établir la République Populaire de la Chine, et de progresser dans plusieurs domaines.

Parmi ceux qui m'ont posé de telles questions, certains ne l'ont fait qu'à titre de curiosité; il convient donc de leur répondre impartialement.

Le facteur le plus important, à mon avis, est le peuple chinois lui-même qui a ressenti le besoin de se libérer des régimes d'oppression, et la volonté du peuple chinois de profiter de cette grande victoire pour transformer la vieille Chine du semi-féodalisme, du capitalisme bureaucratique et du semi-colonialisme des impérialistes, en Chine nouvelle libre et indépendante pour s'engager dans la voie du progrès scienti-

fique, technologique, économique, politique et culturel, afin de parvenir au socialisme et finalement au communisme.

Sans le besoin et la volonté du peuple chinois, aucun individu seul n'aurait pu remporter la victoire et engager la Chine sur la voie du progrès. L'histoire du peuple est faite par le peuple lui-même.

— II —

Un bref aperçu historique nous permettra de mieux comprendre les particularités des régimes d'oppression en Chine; qui, en fin de compte, ont contribué à la prise de conscience du peuple et à leur révolte.

1. Rappelons que la population rurale chinoise est de l'ordre de 85 % de la population totale. Pendant plus de deux mille ans, la presque totalité des terres appartenait alors à des propriétaires fonciers. Le paysan pauvre, sans terre, n'a que la ressource de travailler pour les propriétaires fonciers. Dans les relations entre paysan pauvre et propriétaire foncier, il existe tout un ensemble d'obligations qui donne un caractère féodal à ces rapports de production : par exemple l'obligation pour le paysan pauvre de verser des redevances en espèces ou en nature au propriétaire. Le propriétaire dispose d'autre part de moyens d'oppression, afin d'exiger le paiement de ces redevances (saisie des produits sans tenir compte des grains pour la semence, et du riz pour la nourriture du paysan et de sa famille). D'autre part, le climat est souvent néfaste aux récoltes (sécheresse, inondation, tempête, insectes nuisibles, sauterelles), le propriétaire foncier n'en tient guère compte et exige le montant exact des redevances; ainsi les paysans s'endettent. A ces obligations matérielles s'ajoutent des obligations morales; en effet, le paysan, s'étant trop endetté, se trouve obligé de donner sa fille ou sa femme, parfois lui-même au propriétaire foncier afin de remplir cer-

taines tâches domestiques. Une pratique fort courante à cette époque, consistait à vendre sa fille sur le marché de la prostitution.

D'autre part, les usines (dans les villes), soucieuses de recruter de la main-d'œuvre à bon marché, envoyaient des agents dans les campagnes; les paysans se trouvaient doublement exploités, car il s'agissait souvent de jeunes adolescents à la merci de ces agents qui saisisaient la presque totalité de leur paye sous forme de pension.

Pour échapper à cette oppression, un bon nombre des habitants de la région de Kwang-Toung et Fukien, étant à proximité d'un port, choisissaient d'émigrer dans les pays du Sud-Est de l'Asie.

2. Le capitalisme moderne, l'impérialisme : au joug féodal s'ajoutera, dès le début du XIX^e siècle, le joug colonial.

En effet, des traités inégaux conclus entre la Chine et les pays étrangers aboutiront à la formation de véritables colonies impérialistes (Hong Kong, Macau, etc.), et de «concessions territoriales» dans les grandes villes (Shanghai, Tien-tsin, etc.). Les habitants chinois de ces colonies et concessions territoriales ne sont plus assujettis au droit chinois. Mais ces territoires concessionnaires sont désormais administrés par l'autorité impérialiste colonisatrice respective qui a ses propres armée et police, etc. Autrement dit, on assiste au phénomène d'extra-territorialité.

Les entreprises capitalistes impérialistes et capitalistes locales prospèrent, car la main-d'œuvre est bon marché; c'est l'exploitation du prolétariat chinois d'une part, et d'autre part la concurrence entre capitalistes nationaux et capitalistes impérialistes se précise.

3. Le capitalisme bureaucratique. Les hauts fonctionnaires ont le monopole de l'économie (l'établissement de banques, d'usines, de compagnies de navigation...).

D'autre part, les seigneurs féodaux contrôlent eux-mêmes l'économie de leur territoire. La population est tenue de vendre ses produits à bon marché tandis que les seigneurs les vendent à des prix excessifs.

4. Le peuple chinois opprimé a donc besoin de se libérer, et a la volonté de vaincre. En effet, l'histoire de la Chine nous montre que, déjà dans l'ancien temps sous le régime féodal, il apparaît que les paysans se sont révoltés plusieurs fois mais aussitôt étouffés par divers moyens d'oppression.

Dès le milieu du XIX^e siècle, dans plusieurs provinces chinoises s'organisent des mouvements insurrectionnels; il faut mentionner le mouvement connu sous le nom de «T'ai-p'ing» qui a réussi à organiser une armée, groupant les paysans pauvres de la province de Kwangsi, et d'une partie de la province de Kwangtung, chargée de combattre et de renverser le gouvernement impérial.

Ce mouvement a pu installer le nouveau gouvernement chinois à Nankin (à environ 250 km à l'ouest de Shangai). Mais avec la collaboration de quelques pays impérialistes, le gouvernement impérial chinois a réussi à supprimer ce mouvement insurrectionnel paysan, après treize ans de guerre civile.

5. La révolution bourgeoise de 1911, qui a renversé la monarchie absolue en Chine, n'a pas pu libérer le peuple chinois de l'oppression fondamentale. Ensuite, en 1924, le docteur Sun Yat-sen, le grand révolutionnaire bourgeois chinois, a dû modifier ses principes idéologiques nationaux et en adopter trois autres, à savoir :

- coopérer avec l'Union soviétique;
- coopérer avec le parti communiste;
- soutenir les travailleurs et les paysans.

En ce qui concerne les paysans, il fut entendu qu'on distribuerait les terres suivant le principe : «La terre à ceux qui la travaillent.»

Le docteur Sun Yat-san mourut en 1925; la direction du Kuo Min-tang fut prise par Chiang Kai-chek, qui cessa plus tard d'appliquer les trois principes nouveaux prônés par Sun Yat-sen. Dès lors, le semi-féodalisme, le capitalisme bureaucratique, le semi-colonialisme se développèrent. A mesure que la situation s'aggravait, le peuple ressentait le besoin pressant de se libérer de tous ces régimes d'oppression, et avait la volonté tenace de les vaincre.

On peut donc en tirer la conclusion suivante : ce sont les oppresseurs eux-mêmes qui ont créé les conditions de vie en Chine, et ils ont creusé par-là même leur propre tombeau.

6. Le peuple chinois opprimé a cherché des moyens ou un processus pour se libérer des régimes d'oppression. Un bon nombre a quitté la Chine ancienne pour une vie meilleure à l'étranger, spécialement dans les pays de l'Asie du Sud-Est; il s'agit là d'une libération personnelle tandis que le reste de la population chinoise, demeurant en Chine, a dû chercher des moyens pour se libérer collectivement : les révoltes des paysans, les tentatives de réforme telles que celles projetées par l'empereur Kwang-Hsu (1875-1908), la révolution bourgeoise de 1911, etc. Tout ceci n'a pas pu abolir l'oppression et l'exploitation des peuples.

— III —

Après la création du parti communiste chinois par douze personnes, représentant une cinquantaine de communistes chinois en 1921, le peuple chinois opprimé accepta de plus en plus la direction de ce parti.

En ce qui concerne les armes dont le peuple chinois s'est servi pour remporter ses grandes victoires, le président Mao Tsé-toung, dans son article de *la Dictature démocratique populaire* du 30 juin 1949, a déclaré publiquement. Je cite :

« Un parti discipliné, armé de la théorie marxiste-léniniste, pratiquant l'autocritique et lié aux masses populaires; une armée dirigée par un tel parti, un front uni de toutes les classes et de tous les groupements révolutionnaires placés sous la direction d'un tel parti, voilà les trois armes principales avec lesquelles nous avons vaincu l'ennemi. »

Dans certains pays, il y a des gens qui imaginent qu'il suffit de déclarer l'existence d'un parti communiste, d'un front uni et d'une armée populaire pour libérer leur pays respectif, mais en réalité ces trois armes possèdent leurs propres particularités en Chine, et d'autre part il y a les conditions inhérentes à la Chine, avant et après l'établissement de la République populaire jusqu'à nos jours, car le parti communiste chinois tient compte de l'enseignement de Marx et Lenine en liant la théorie à la pratique et aux circonstances particulières du pays.

Ainsi je réserverai plus précisément un chapitre à chacune des trois armes (le parti communiste, le front uni et l'armée populaire) qui ont permis au peuple chinois de se libérer, et des chapitres consacrés au processus de la victoire et au progrès du peuple chinois suivant les conditions particulières de la Chine.

CHAPITRE XIII

LES PEUPLES DE LA CHINE

— I —

Le territoire chinois d'environ 9.597.000 km², soit dix-sept fois plus grand que la France, est habité par les peuples appartenant à plus de soixante-dix nationalités différentes. La population de la nationalité « Han », ou chinoise proprement dit, est la plus importante, car elle représente 93,9% de la population totale (700 millions d'habitants en 1968).

Parmi les nationalités minoritaires, six prédominent (évaluation de 1968) :

— Les « Chuang », appartenant à la race « thaï » (7 780 000 habitants), principalement dans le Kwangsi à l'ouest de la province de « Kuang-Toung » ou Canton, et 500 000 habitants de la race « thaïe yunnan » dans le sud de la province de Yunnan, au nord du Laos et de la Birmanie, la population de nationalité « thaïe » s'élève donc à 8 280 000 habitants.

— Les « Uighur » (3 900 000) dans le Nord-Ouest de la Chine, autrefois appelé Turkistan chinois, à la limite de la frontière sud-est de l'Union soviétique.

- Les «Yi» (3 260 000) dans la province «Yunnan».
- Les «Tibétains» (2 770 000).
- Les «Mongols» (2 670 000) dans la région de la Mongolie intérieure à la limite de la Mongolie extérieure (devenue une république populaire).

Quant à la population des soixante-quatre autres nationalités minoritaires, elle varie entre 2 400 et 200 000 habitants.

— II —

Ce pays est appelé, en français, «la Chine» et son peuple «Chinois», en anglais «China» et «Chinese». Mais les Chinois proprement dits s'appellent eux-mêmes, en dialecte «mandarin», «Chung Kuo-jen», c'est-à-dire «peuple de l'Etat central»; et leur race «Han Tzu», c'est-à-dire «race han» ou «nationalité han»; et son pays «Chung Kuo», c'est-à-dire «l'Etat central».

Tandis que les nationaux minoritaires, ayant leur langue, leur coutume et leurs caractéristiques particulières, s'appellent eux-mêmes suivant leur race respective : Chaung, Thaï, Uighuir, Yi, Phot (Tibet), etc.

— III —

Retraçons le plus brièvement possible l'histoire de l'unification de ces peuples :

Depuis l'ancien temps et jusqu'à l'abolition du régime impérial en 1912. La partie du monde correspondant à la Chine actuelle était habitée par les peuples de diverses nationalités qui s'étaient groupés en sociétés de différents degrés, selon leur développement social. Il existait alors des sociétés communales primitives, des sociétés d'esclavage, des sociétés féodales, dont la plupart possédait leur coutume, leur langue, etc., propres. Les sociétés féodales, qui s'étaient plus développées que les autres types de société, d'une part se disputaient entre elles par désir

de domination, et d'autre part revendiquaient le droit de conquérir les autres minorités afin d'obtenir la suprématie.

1. L'empereur «Shi Houang-ti» de la dynastie Ch'in (221-207 av. J.-C.) régnait sur le territoire correspondant à la partie centrale de la Chine actuelle, entre la région du grand fleuve Houang Ho et la basse vallée Yang Tsé. Ce territoire était connu autrefois sous le nom de «Choung Yuan», c'est-à-dire la plaine centrale, d'où le nom de l'empire «Choung Kuó», c'est-à-dire «l'Etat central».

L'empereur étendit son empire sur un vaste territoire au-delà de la plaine centrale. Les Hindous, habitant le continent indien, écrivirent dans leurs anciens manuscrits des récits du pays «Ch'in» qu'ils transcrivirent en langue «sanskrite»: «Cina», nom qui demeure de nos jours. Lorsque les Européens traversèrent le continent indien pour aller à l'empire de Ch'in, s'inspirant des Hindous, ils appelèrent ce pays, avec une prononciation un peu corrompue, «China» en anglais, et «Chine» en français.

2. La dynastie Ch'in s'écroula à la mort de Shi Huang-ti (en 207 av. J.-C.) et fut remplacée par la dynastie «Han» qui demeura pendant quatre siècles jusqu'à 221 après J.-C. A son tour, le nouvel empire étendit «l'Etat central» jusqu'à la Mandchourie dans le Nord, l'Indochine dans le Sud, le Turkistan dans l'Ouest, etc. Tous les peuples, sous la domination de cette dynastie furent appelés «Han Jen», c'est-à-dire «sujets de Han», devenu plus tard «Han Tzu», c'est-à-dire population chinoise jusqu'à la Révolution nationaliste dirigée par Sun Yat-sen en 1911, tandis qu'à cette date, les anciens Chinois d'outre-mer, émigrés des provinces du Sud telles que Kwangtoug, Fukien, etc., s'étaient attribué, selon leur propre dialecte, le nom de «T'ang Yann» (en dialecte cantonnais) et «Tueng Nang» (en dialecte de chow-chow), parce que c'était la dynastie T'ang (618-950) qui consolida «l'Etat central» en regroupant ces régions sous le nom de l'empire «T'ang». Ce n'est qu'après la

Révolution de 1911 que la majorité de la population de la Chine (sauf les nationalités minoritaires qui ont conservé leurs caractéristiques particulières) s'appellera elle-même « Choung Kuo-jen », c'est-à-dire « peuple de l'Etat central », leur race « Han Tzu », c'est-à-dire « nationalité ou race han ».

3. La dynastie Han s'écroula en 221. Depuis lors, le pays a été divisé en plusieurs états gouvernés par « six dynasties » jusqu'en 589. Le pays a été réuni sous la dynastie Sui (589-618) et la dynastie T'ang (618-906), et divisé encore en « cinq dynasties » et « dix états » de 907 à 960. Le pays a été réuni de nouveau sous la dynastie « Soung » (960-1279), à son tour succédée par la dynastie « Yuan » (1280-1368), puis par la dynastie « Ming » (1368-1644) renversée par la dynastie Ch'ing qui dura jusqu'à l'établissement de la République bourgeoise en 1912.

Depuis la dynastie Ch'in jusqu'à la dynastie Ming, le territoire chinois s'étendait au-delà même de la plaine centrale. Ce n'est que sous la dynastie Ch'ing que la Chine sera obligée de céder une partie de son territoire aux différents pays impérialistes.

4. Les anciens empereurs ont pratiqué une politique d'assimilation vis-à-vis des diverses races sous sa domination, ce qu'on a appelé la « Hanisation ». Ils introduisirent des coutumes uniformes, la langue écrite fut la même pour tous, du type de la langue « han », c'est-à-dire monosyllabique. Seule la prononciation différera selon le ton du dialecte propre à chaque nationalité. Ainsi la prononciation dialectale de chaque groupe n'était pas un obstacle au dialogue entre les diverses nationalités. Cependant, il existait une prononciation commune à tous, que les étrangers appelèrent le « mandarin » : c'est la prononciation officielle des mandarins ou fonctionnaires impériaux. En fait, c'est le dialecte de la capitale de « l'Etat central » qui est établie depuis plusieurs siècles à Pékin.

Tandis que les autres nationalités établies dans les régions éloignées de la capitale ont leurs coutumes et leurs langues

propres qui diffèrent de celles des Han, les anciens empereurs leur accordèrent le statut de vassalité; ils étaient donc tenus de payer des tributs aux empereurs.

5. En comparaison avec les anciens empereurs chinois, on peut dire que la Russie tsariste n'a que très tardivement cherché à étendre son empire, en englobant les diverses nationalités minoritaires reconnues par le gouvernement tsariste comme états semi-indépendants, autonomes, etc.

Le gouvernement soviétique pratique donc une politique conforme aux particularités démographiques de son pays en adoptant le système de fédération de républiques, de régions et de localités autonomes socialistes soviétiques.

6. Depuis l'abolition de la monarchie absolue en Chine, en 1912, tous les gouvernements nationalistes chinois continuèrent la politique de «Ta Han», «le Grand Hanisme» des anciens empereurs, c'est-à-dire la supériorité de la race «han».

Certaines provinces, même déjà hanisées, pendant plusieurs siècles se déclarèrent autonomes du gouvernement central, et gouvernées chacune par leur seigneur de guerre respectif. Chaque province possédait son armée et n'hésitait pas à livrer bataille aux provinces environnantes, et bien des fois, au gouvernement central. Pendant quelques années, le gouvernement de la province de Kwang Toung a adopté son dialecte cantonnais comme langue officielle, et l'enseigne dans les établissements scolaires. Un général de la nationalité «Yi», nommé Lu Han, est devenu seigneur de guerre de la province du Yunnan. La province de Sin Kiang — connue autrefois comme le Turkistan chinois — s'était divisée en plusieurs parties, chacune gouvernée par son seigneur de guerre respectif. L'armée locale de certaines parties de cette province adopta l'uniforme soviétique. Le statut de vassalité était appliqué aussi dans certaines provinces du Nord et Nord-Est.

La politique du Grand Hanisme des gouvernements nationalistes a contribué à la désunification de la Chine. Cependant, certains habitants de nationalités minoritaires et même la population locale de certaines régions déjà hanisées y résistèrent tant bien que mal. Certaines de ces contradictions qui existaient entre les seigneurs de guerre, ont été des circonstances particulières dont le parti communiste chinois a su tirer profit au cours de la guerre révolutionnaire du peuple chinois.

— IV —

Le parti communiste chinois, sous la présidence de Mao Tsé-toung depuis 1935, a tenu compte des circonstances particulières des nationalités minoritaires en lutte contre la menace du «Grand Hanisme» du gouvernement nationaliste réactionnaire. Lors de sa célèbre longue marche de 10 000 km de la région «Hunan Kiangsi» (partie montagneuse du centre sud-est de la Chine) à la frontière de la République Populaire de la Mongolie, le Comité central du parti et les troupes communistes ont dû faire le trajet en zigzag afin d'éviter d'être encerclés par les troupes nationalistes; de ce fait, ils traversèrent des régions habitées par diverses nationalités minoritaires qui, sous l'initiative du parti, constituèrent un «front uni» contre l'ennemi commun : le gouvernement nationaliste chinois et les envahisseurs japonais. Dès lors, pendant toute la durée de la guerre contre l'agression japonaise et de la guerre de libération, les nationalistes minoritaires habitent dans les régions sous le contrôle du parti communiste chinois, lesquelles ont été administrées comme des localités autonomes, et jouissent de l'égalité des droits et de la liberté de conserver leurs particularités nationales : coutumes, langues, etc.

D'ailleurs beaucoup de Chuang de la race «thaï» ont participé à la célèbre «longue marche» du parti communiste chinois.

Quelques-uns d'entre eux, par leurs études théoriques et expériences révolutionnaires, sont devenus des commandants généraux dans l'armée chinoise de libération et de hauts fonctionnaires dans l'administration de leur région autonome.

CHAPITRE XIV

LES CARACTÉRISTIQUES PARTICULIÈRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS ET LES COMPÉTENCES PRIMORDIALES DE SON CHEF

— I —

En tant que parti marxiste-léniniste, le parti communiste chinois possède des traits généraux communs à tous les partis du même genre, cependant il a des particularités propres qui, combinées avec l'essentiel de la doctrine marxiste-léniniste, ont permis à ce parti de diriger le peuple chinois dans sa lutte pour sa libération, dans un temps relativement court en comparaison à beaucoup d'autres partis s'inspirant de la même idéologie et dont le pays demeure encore sous la domination des régimes féodalistes et capitalistes. En effet, la grande victoire, qui a déterminé l'établissement de la République Populaire a été obtenue après vingt-huit ans de lutte, ou mieux encore, si l'on se base sur l'élection de Mao Tsé-toung à la présidence du parti (1935), il a suffi au peuple chinois quatorze années de lutte pour obtenir sa libération (1949), tandis que certains partis communistes, fondés depuis plus de vingt-huit ans, n'ont pas pu prendre le pouvoir d'état dans leur pays respectif.

On peut en déduire que le parti communiste chinois possède donc ses propres caractéristiques dont les quatre plus méritoires,

selon le président Mao Tsé-toung, sont les suivantes : un parti discipliné, armé de la théorie marxiste-léniniste, pratiquant l'auto-critique et lié aux masses populaires.

C'est grâce à ces particularités, j'imagine, que le parti communiste chinois est digne d'être accepté par son peuple comme parti dirigeant en qui il a pleinement confiance :

1. Particularités de la direction.
2. Particularités des membres du parti.
3. Particularités dans le développement de la théorie marxiste-léniniste.
4. Particularités de la liaison de la pratique à la théorie révolutionnaire.
5. Particularités des stratégies et tactiques révolutionnaires.

— I —

1. Particularités de la direction

a) La structure du parti communiste chinois est la même que celle des autres partis communistes ; il a un bureau politique, un comité central, un chef de parti sous le nom de secrétaire général ou président.

Mais la structure d'un parti ne suffit pas pour qu'il soit en mesure de diriger son peuple dans la lutte pour la libération. Il faudrait que les membres mêmes du parti aient pleinement confiance dans leur direction pour que tous soient unis dans l'exécution de la grande tâche du parti envers le peuple.

Il en résulte que la personnalité des membres de la direction est un facteur important, surtout celle du chef du parti.

b) Le parti communiste chinois a subi beaucoup de défaites au cours de ses expériences depuis sa création en 1921 jusqu'en 1935, surtout sous la direction instable des trois chefs précédant Mao. Ce n'est qu'après 1935, sous la direction de Mao, grâce

à ses connaissances théoriques profondes et ses riches expériences pratiques, que le parti communiste chinois gagne de victoire en victoire.

Traçons un bref aperçu historique.

Lors de sa première réunion en 1921, le parti communiste chinois procéda à l'élection de son président :

Tsen Tu-siu, âgé de quarante-deux ans, doyen de la faculté des lettres à Pékin, fut élu. Le parti connut alors plusieurs défaites sous sa présidence. En 1927, le Comité central démit Tsen Tu-siu de sa fonction de secrétaire général du parti; ce dernier fut remplacé par Li Li-san, trente et un ans, membre du bureau politique. Le nouveau président avait fait ses études en France et coopéré avec Chou En-laï à la formation d'un mouvement regroupant la jeunesse communiste chinoise à Paris. Il fut d'ailleurs expulsé de France pour avoir organisé une manifestation, en signe de protestation contre le gouvernement français qui avait accordé des crédits au gouvernement réactionnaire chinois établi à Pékin.

Entre 1929 et 1930, Li Li-san, croyant le moment favorable à la révolution, ordonna, selon sa propre conception (« ligne Li Li-san »), d'une part à l'armée rouge, commandée par « Chu Teh » assisté du commissaire politique Mao Tsé-toung, d'attaquer les principales villes, et d'autre part aux organisations ouvrières, de lancer une grève générale dans tout le pays. Mao Tsé-toung contesta cette ligne; c'est alors que Li Li-san l'écarta de l'armée populaire, et confia son poste à Peng Te-houai ayant pour mission d'attaquer la ville de Fukien à Kiangsi. Ce fut une nouvelle défaite. Li Li-san fut critiqué au sein même du comité central et révoqué sur la demande des Soviets, lors de la III^e Internationale. Il est finalement déchu de sa fonction en 1930. Wang Ming (vingt-cinq ans) lui succéda au bureau politique et au comité central; il est également nommé secrétaire exécutif équivalant au chef du parti. Ce dernier, ayant reçu une

éducation soviétique, établit sa ligne politique conformément à celle du Comintern (Organisation du communisme international contrôlée par l'Union soviétique); ce sont à nouveau des défaites successives. Le parti et ses troupes se trouvent dans l'obligation de quitter leur base dans la région montagneuse de «Ching Kang-san» (à Hunan-Kiangsi) et organisèrent la longue marche.

Arrivé à Tsun Yi dans la province de «Kui Chao», après un parcours de 3 000 km, le Comité central se réunit en session extraordinaire pour décider du renvoi de Wang Ming. Mao Tsé-toung est alors élu chef du parti communiste chinois, et ce fut sous sa présidence que se poursuivit la longue marche jusqu'à la ville de Yenan, adjacente à la frontière de la Mongolie.

Les Japonais avançaient de plus en plus rapidement dans le Nord de la Chine; c'est alors que le parti communiste chinois et le Kuo Min-tang coopérèrent une dernière fois, afin de combattre les envahisseurs japonais.

Au cours de mon entretien avec le président Mao Tsé-toung, en 1965, il me fit savoir que bien que la Longue Marche se soit soldée par un succès, les difficultés n'étaient pas moindres; de prime abord ses fidèles communistes et lui-même ne voulaient pas faire un si long parcours, mais ne purent y renoncer car ils avaient commis des erreurs et subi des échecs. D'autre part, les membres qui composaient cette Longue Marche se désistaient au fur et à mesure; au départ : 300 000 hommes; le dixième seulement arriva à Yennan. Ce noyau d'hommes a été un des facteurs efficaces à l'expansion du communisme au cours de la guerre de résistance.

Dès lors Mao a dirigé son peuple vers la victoire contre les Japonais, au cours de la guerre de libération, et l'a engagé sur la voie du socialisme.

On peut donc conclure que la personnalité du chef du Parti est une particularité importante du parti communiste chinois.

— III —

2. Particularités des membres du Parti

a) Théoriquement, le parti communiste est le parti des ouvriers ou prolétaires. Ceci est vrai pour les pays industriels. Mais, en Chine avant la libération, la population paysanne représentait 85 % de la population totale. Pour libérer le peuple chinois, on doit compter sur l'alliance des ouvriers et paysans, admettre les hommes de la classe paysanne qui, théoriquement, est une classe de petits bourgeois, ainsi que d'autres éléments de la classe bourgeoise.

b) Les conditions d'admission sont très strictes; c'est pourquoi le nombre des membres du Parti est nettement inférieur à celui des non-membres qui participent à la révolution dirigée par le parti communiste chinois. Dans l'armée, les membres du Parti ne représentent qu'un petit noyau, comparés à l'ensemble des soldats, mais ils font ensemble la révolution, les soldats membres sont exemplaires.

L'adhésion au Parti se fait selon le travail révolutionnaire; on doit subir un stage (quelquefois deux ans pour la classe des petits bourgeois) pendant lequel on observe le travail idéologique et pratique, avant de devenir un membre permanent du parti communiste chinois. On subit des tests afin d'apprécier les connaissances théoriques et pratiques, l'esprit de sacrifice et de dévouement pour la cause prolétarienne.

— IV —

3. Particularités dans le développement de la théorie marxiste-léniniste

a) En principe, on applique l'essentiel du marxisme-léninisme, mais on a adopté également ce que Staline a avancé, et spécialement «la Pensée de Mao Tsé-toung». Il ne s'agit pas d'appliquer à la lettre chacune de ces théories, mais de les

adapter aux particularités de la Chine. Un élément sur lequel Mao a particulièrement mis l'accent : « l'union de l'internationalisme avec le patriotisme ».

En 1938, il a dit :

« Nous sommes à la fois des internationalistes et des patriotes. »

En 1956, il précisera davantage à propos de « l'expérience historique de la dictature du prolétariat » :

« Le marxisme-léninisme a toujours insisté sur la nécessité de combiner l'internationalisme prolétarien avec le patriotisme de chaque peuple. D'autre part, les partis communistes doivent se faire l'interprète des légitimes intérêts et sentiments nationaux de leur peuple. Les communistes ont toujours été, et restent de vrais patriotes. Ils savent que c'est seulement lorsqu'ils traduisent correctement les intérêts et sentiments de leur nation qu'ils peuvent jouir chez eux de la confiance et de l'affection véritable de la large masse populaire, réaliser efficacement parmi celle-ci un travail d'éducation dans l'esprit de l'internationalisme et concilier harmonieusement les sentiments et intérêts nationaux des peuples de différents pays.

« Le nationalisme ne doit cependant pas dégénérer en "égoïsme national". »

Dans beaucoup d'autres de ses écrits, Mao Tsé-toung a développé plusieurs points de la théorie marxiste-léniniste répondant aux besoins actuels du peuple chinois.

— VI —

4. Particularités de l'application de la théorie révolutionnaire à la pratique

a) On évite le « bourrage de crâne » et met l'accent sur la pratique. On étudie la théorie presque tous les jours ; le parti

communiste chinois a fixé un emploi du temps pour les cadres, fonctionnaires, ouvriers, paysans, sauf en période de travail intense et de révolution.

b) On essaie de montrer au peuple le résultat pratique de la théorie révolutionnaire.

C'est en appliquant la théorie marxiste-léniniste, celle de Staline, et la pensée de Mao que le parti communiste chinois qui, au début inspirait la méfiance, a pu gagner la sympathie du peuple et obtenir sa participation dans la lutte.

— VI —

5. Particularités stratégiques et tactiques

a) Marx et Lénine ont étudié les méthodes révolutionnaires en Europe occidentale, en France plus précisément.

Ils préconisèrent l'insurrection dans les grandes villes : cette méthode étant applicable aux pays industriels occidentaux ; l'exemple le plus frappant est la Révolution d'Octobre, l'insurrection organisée à Pétrograd (devenu Léninegrad) avait pour but de prendre le pouvoir d'Etat central dans la capitale ; une fois ce but atteint, on étend l'insurrection dans les campagnes. Cette méthode a eu pour conséquence la guerre civile entre les bolcheviques et les réactionnaires.

b) Le parti communiste chinois, depuis sa création en 1921 jusqu'en 1924, a appliqué cette méthode, ce fut l'échec total : les forces du gouvernement réactionnaire se concentrèrent dans les grandes villes.

C'est Mao Tsé-toung qui, le premier, a réalisé qu'il fallait adopter une méthode stratégique et tactique conforme aux particularités de la Chine. Etant donné que le pouvoir central était faible dans les campagnes et que la majorité de la population est rurale et a davantage souffert du régime féodal, Mao Tsé-toung a jugé bon de commencer la révolution dans

les campagnes. Quand il a pu organiser les paysans et former l'armée populaire, il procéda à l'encerclement, par les troupes paysannes, des petites et moyennes villes, puis des grands centres.

CHAPITRE XV

LE LARGE FRONT UNI

— I —

A l'heure actuelle, les membres du parti communiste chinois sont au nombre de 17 à 18 millions, ce qui est finalement très peu par rapport à une population totale de 700 millions d'habitants. Mais avant la libération, les membres du parti communiste chinois n'excédaient pas 8 millions pour une population totale de 500 millions.

Pour faire la révolution, ce nombre semble nettement insuffisant, mais Mao Tsé-toung a ingénieusement organisé le front uni composé d'hommes appartenant à différents groupements révolutionnaires, mais ayant des intérêts communs avec le parti communiste chinois, à savoir l'objectif numéro 1 : lutter contre l'impérialisme et ses laquais réactionnaires.

Mao Tsé-toung a également enrôlé dans le front uni la majorité de la population, et isolé par là même les réactionnaires qui ne représentaient plus qu'une poignée d'hommes. (Il existait déjà au sein de la population han des mouvements en lutte contre le gouvernement.)

Soucieux de l'organisation et de la bonne marche du front uni, le parti communiste chinois créa un «groupe d'hommes» qui se consacra à cette tâche. Remarquons, là encore, l'efficacité et la rigueur du parti communiste chinois dans l'élaboration du front uni.

Nous avons vu, dans le précédent paragraphe, que le front uni se compose de divers groupements révolutionnaires; nous allons tâcher maintenant d'étudier brièvement les caractéristiques des plus importants d'entre eux :

— Le comité révolutionnaire du Kuomintang, composé de plusieurs comités et associations appartenant autrefois au parti de Kuo Min-tang. Ayant réalisé que Chiang Kai-chek dirigeait le parti contrairement à l'idéologie de son fondateur Sun Yat-sen, ces associations et comités se révoltèrent au sein même du parti, et constituèrent le comité révolutionnaire du Kuo Min-tang ayant pour objectif l'application des trois principes de Sun Yat-sen, et principalement la coopération avec le parti communiste chinois.

Parmi les militants de ce comité, il faut signaler Soong Ching-ling, connu à l'étranger sous le nom de Mme Sun Yat-sen, veuve du docteur Sun Yat-sen et sœur aînée de Mme Chiang Kai-chek, et l'ancien maréchal Li Shi-shen; ces deux personnages sont devenus vice-présidents du premier gouvernement populaire de Chine. Mme Sun Yat-sen demeure de nos jours vice-présidente.

On remarque que le parti communiste chinois a pu rallier un bon nombre des membres du parti Kuo Min-tang à la cause nationale.

— La ligue démocratique de Chine : c'est une organisation assez large, existant déjà avant la libération et qui a pour but de lutter pour la démocratie contre la dictature de Chiang Kai-chek. Elle se compose de certaines personnalités membres du comité : «Chang Lan», président de l'Institut normal

et recteur de la province de Szechuan, gouverneur de cette même province; «Chen Shün-gu», ancien révolutionnaire contre le gouvernement impérial, homme de droit renommé. D'autre part, la ligue se compose d'hommes de professions libérales, d'étudiants de retour de l'étranger, de petits bourgeois et de patriotes s'inspirant de diverses idéologies.

— Le parti démocratique paysan et ouvrier connu plus vulgairement sous le nom de «Troisième Parti», fondé depuis 1930, regroupe principalement des militaires, médecins et techniciens, et de façon plus générale des intellectuels luttant pour la satisfaction des besoins des paysans et ouvriers.

— L'Association chinoise pour la démocratie, fondée en 1945 par l'ancien ministre de l'Education nationale sous le gouvernement nationaliste. Elle se compose en particulier du personnel de l'enseignement primaire et secondaire.

— L'Association pour la construction démocratique de la Chine groupant des commerçants et industriels.

— La Société du 3 septembre (date officielle de la capitulation japonaise à la fin de la Seconde Guerre mondiale) composée du personnel culturel et pédagogique et de professions libérales.

— La Société «Chih Kung-tang» fondée en 1925 aux U.S.A. regroupe certains Chinois d'outre-mer et leur famille installés en Chine.

— La Ligue pour l'autonomie démocratique de Taïwan; elle se compose essentiellement de nationalistes de l'île de Taïwan.

Ces groupes révolutionnaires mis à part, des personnalités patriotiques sans parti se sont joints au Front uni.

— III —

On a souvent déclaré que les partis composant le Front uni sous la direction du parti communiste chinois ont été victimes d'une machination; que le parti communiste chinois a voulu les endoctriner. Cependant le parti communiste a toujours toléré l'existence de ces différents partis, et Mao Tsé-toung lui-même ne s'est jamais caché du but à atteindre; je cite :

« Quand les classes auront disparu, tous les instruments de la lutte de classes, partis politiques et machine d'Etat n'ayant plus de rôle à jouer, n'étant plus nécessaires, dépériront graduellement, achèveront leur mission historique, et la société humaine accédera à un stade supérieur. Nous sommes l'opposé des partis politiques de la bourgeoisie. Ils craignent de parler de la disparition des classes, de celle du pouvoir d'Etat et de celle des partis politiques. »

« Nous, au contraire, nous déclarons ouvertement que c'est justement pour créer les conditions qui amèneront la disparition de tout cela que nous luttons énergiquement. La direction exercée par le parti communiste et le pouvoir d'Etat de dictature populaire constituent de telles conditions. Qui n'admet pas cette vérité n'est pas un communiste. Les jeunes camarades, qui viennent d'adhérer au Parti sans avoir étudié le marxisme-léninisme, ne comprennent peut-être pas encore cette vérité. Pour avoir une juste conception du monde, il faut qu'ils la comprennent. Il faut qu'ils comprennent que la voie de la suppression des classes, de la suppression du pouvoir d'Etat et de la suppression des partis politiques, est la voie que prendra toute l'humanité; ce n'est qu'une question de temps et de conditions. »

En effet, pour accéder au stade du communisme, il nécessite le dépérissement des classes et des partis qui les représentent ; il n'y aura plus de prolétaires et le parti communiste lui-même devra disparaître.

Compte tenu du fait que certains capitalistes sont encore en vie, le parti communiste chinois tolère les partis qui les représentent ; mais ces partis dépériront naturellement petit à petit. La plupart des anciens capitalistes sont devenus les employés de l'Etat, donc de simples travailleurs. Le parti communiste chinois survivra après le dépérissement des autres partis, mais finira par disparaître lui aussi.

CHAPITRE XVI

L'ARMÉE POPULAIRE SANS GRADES, SANS GALONS

— I —

Il semble étonnant à beaucoup d'étrangers que les officiers de l'armée populaire de la Chine portent le même uniforme que les soldats, sans galons comme signes extérieurs de différents grades. Certains étrangers se demandent comment les soldats d'une armée, composée de plusieurs millions d'hommes, peuvent distinguer leur supérieur ?

C'est là l'une des particularités de l'armée populaire de la Chine. Avec ces officiers sans grades, sans galons, l'armée du peuple chinois a combattu victorieusement pendant toute les guerres depuis sa création en « Armée rouge des ouvriers et paysans », le 1^{er} août 1927, en « 8^e Armée de route » avec la « Nouvelle 4^e Armée » de l'Armée nationale révolutionnaire en 1937-1946, et en « Armée populaire de libération » depuis 1946 jusqu'à l'heure actuelle. C'est seulement entre 1955 et 1965 que l'Armée populaire de libération a adopté le modèle soviétique de grades militaires pour une période de dix ans. Et depuis 1965, ce système de grades militaires a été aboli. Il faut remarquer que depuis quelques années, l'Albanie a suivi l'exemple de la Chine en abolissant les grades militaires dans son armée.

Il faut noter, que malgré l'abolition des grades, l'armée populaire est divisée en plusieurs échelons comme les autres armées : pelotons, sections, compagnies, bataillons, régiments, brigades, divisions, corps d'armées, armées, groupes d'armées et commandement suprême, dont chacun a un chef qui commande son unité et lui-même soumis au chef de l'échelon supérieur. Naturellement, les soldats connaissent leur chef de peloton, qui est le plus proche, et hiérarchiquement leurs chefs de section, de compagnie, de bataillon, etc., et ils connaissent à l'occasion leurs chefs supérieurs. C'est pourquoi les chefs même sans grades peuvent remplir leurs fonctions, tout comme les chefs militaires qui ont un signe extérieur indiquant leur grade. Notons que l'armée populaire n'exige pas le salut militaire aux supérieurs à l'extérieur des casernes, par conséquent, ils ne sont pas tenus non plus de saluer les officiers des autres unités de combat.

— II —

L'armée populaire de la Chine se compose d'ouvriers, paysans et éléments patriotiques qui ont conscience de l'oppression dont leurs classes sont l'objet et sont prêts volontairement à sacrifier leur vie pour leur propre intérêt et celui de la nation.

Elle est donc différente de l'armée qui se compose de conscrits plus ou moins forcés dont le moral est inférieur à celui des volontaires consciencieux de l'armée populaire.

Mao Tsé-toung a dit :

« Les armes constituent un facteur important, mais non décisif de la guerre; le facteur décisif, c'est l'homme et non le matériel. Le rapport des forces se détermine non seulement par le rapport des puissances militaires et économiques, mais aussi par le rapport des ressources humaines et des forces morales. C'est l'homme qui dispose des forces militaires et économiques. »

Un bref aperçu historique nous permettra de comprendre mieux le caractère de classes de l'armée qui est l'un des éléments importants de l'armée populaire de la Chine.

1. Depuis sa création en 1921, le parti communiste chinois organisa les ouvriers comme détachements d'avant-garde de la Révolution, en établissant des associations et unions des travailleurs qui ont parfois accompli leurs héroïques tâches de lutte pour les intérêts de leur classe et en vue de la future révolution du type bolchévique. Mais cela n'aboutit pas à de grands résultats.

2. En 1924, Mao Tsé-toung a été envoyé par le Parti pour organiser les paysans de «Hunan» (province natale de Mao). Il a réussi à former vingt associations de paysans et à établir «l'Institut d'entraînement pour le mouvement des paysans» dont une centaine de membres sont armés de façon rudimentaire (sabres, lances, vieux fusils et grenades primitivement fabriqués par eux-mêmes). C'était donc le premier noyau de l'organisation armée de la classe paysanne sous la direction de la classe ouvrière que Mao Tsé-toung et ses compagnons représentaient.

3. En 1927, le Comité central du parti communiste envoya Mao pour organiser «le Mouvement insurrectionnel de la moisson d'automne»; Mao organisa des ouvriers et paysans en armée régulière révolutionnaire, connue sous le nom de la 1^{re} division de l'armée «ouvrière-paysanne». Le 1^{er} août 1927, date de la création de cette armée, est devenu la date commémorative de l'armée populaire. Le drapeau de l'armée de Chine jusqu'à l'heure actuelle est de couleur rouge, sur lequel sont inscrits deux caractères chinois en couleur jaune «PAH-IH» qui signifient le premier jour du huitième mois.

Mao, devenu commandant de la nouvelle armée, conduisit ses forces dans la région montagneuse «Ching Kang-shan» (région frontalière des provinces Hunan et Kiangsi) où ses

compagnons et lui-même établirent «la Région soviétique chinoise». L'armée des ouvriers-paysans a, dès lors, pris le nom de «l'Armée rouge des ouvriers-paysans» ou plus simplement «l'Armée rouge» comme le nom de l'armée soviétique pendant la Révolution bolchévique.

4. En 1937, lors de la coopération entre le parti communiste et le Kuo Min-tang pour combattre les envahisseurs japonais, l'Armée rouge combattit sous le drapeau nationaliste et prit le nouveau nom de «8^e Armée de route» et «4^e Nouvelle Armée de l'Armée nationale révolutionnaire» jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette armée a conservé son caractère principal, mais elle coopéra avec d'autres classes sauf les traîtres à la nation chinoise.

5. Après la rupture avec le Kuo Min-tang en 1946, l'armée dirigée par le parti communiste prit le nom de «l'Armée Populaire de Libération» jusqu'à nos jours, car c'est l'armée des classes ouvrière, paysanne, petite bourgeoise, capitaliste nationale. Sous la direction du parti communiste chinois, les soldats de cette armée, ayant conscience de leurs classes opprimées, ont volontairement fait partie de cette armée.

6. Après l'établissement de la république populaire de Chine en 1949, l'armée est réorganisée selon le système soviétique sous le titre de «modernisation» de l'armée.

Pourtant on continue à développer l'éducation idéologique au sein de l'armée afin que les soldats aient fermement conscience de la classe prolétaire qui est la classe dirigeante en alliance avec la classe paysanne sous la direction du parti communiste chinois.

C'est en 1955 qu'on a introduit la loi sur le service militaire obligatoire; ceci est plutôt une mesure de régularisation pour les jeunes gens désirant servir la nation dans l'armée, ce qui est différent des conscrits forcés dans certains autres pays. Cette

mesure n'affecte pas le caractère de classe prolétaire de l'armée, ni le moral des soldats toujours décidés à combattre l'ennemi de classe et l'impérialisme.

Il faut aussi noter que *le Petit Livre rouge* (citations du président Mao Tsé-toung) a été d'abord imprimé pour l'éducation idéologique de l'armée; et depuis la Grande Révolution culturelle, ce livre s'est répandu dans toute la Chine et même dans beaucoup de pays étrangers.

Selon *le Petit Livre rouge*, les soldats de l'armée de libération ont de plus en plus conscience de la classe prolétaire et se sont engagés dans la voie de «l'internationalisme prolétarien» combiné avec le patriotisme.

— III —

L'armée populaire de la Chine attache une grande importance au travail d'éducation politique reposant sur les trois principes suivants :

1. L'union des officiers et des soldats, qui implique l'abolition des pratiques féodales dans l'armée, l'interdiction des châtiements corporels et des injures, l'institution d'une discipline, observée de façon consciente, et la création d'un genre de vie où officiers et soldats partagent leur joie et leur peine, ce qui fait que l'armée est étroitement unie. Par contre, l'armée nationaliste chinoise, l'armée militariste japonaise et celle de beaucoup d'autres pays conservent la notion de «dominant» et de «dominé» entre officier et soldat, c'est-à-dire que les officiers, considérés comme une classe supérieure, vivent entre eux sans se mêler aux soldats considérés comme appartenant à la classe inférieure et qui n'ont qu'à obéir aveuglément aux ordres de leur maître. La différence entre le système de l'armée populaire et les autres sortes d'armée aboutit à créer l'unité et la bonne camaraderie, ce qui peut déterminer plus ou moins le moral du soldat pendant la bataille. D'autre part, il a été

conseillé aux commandants d'aller, à tour de rôle, pendant une période déterminée, vivre en simple soldat, effectuer les mêmes exercices d'entraînement, les mêmes tâches. Ceci a pour avantage d'une part de combattre tout esprit bureaucratique, et de connaître les insuffisances des soldats, et d'autre part de renforcer l'unité de l'armée.

2. L'union entre l'armée et le peuple se fait sur plusieurs plans; il faut : entretenir de bonnes relations avec les masses, leur témoigner de la sollicitude et les aider à surmonter leurs difficultés, ne pas porter atteinte aux intérêts de la masse, alléger les charges financières des masses par tous les moyens possibles, châtier les traîtres à la nation qui portent préjudice au peuple et à l'armée elle-même. Ainsi l'armée populaire sera partout accueillie favorablement par le peuple, contrairement à l'armée des réactionnaires de quelques pays asiatiques à l'heure actuelle dont les « randonnées » sont synonymes de vols, pillages et viols.

Pour se rappeler constamment la discipline à l'égard du peuple, l'armée populaire a son chant de marche partout où elle passe et aux cérémonies officielles. Ce chant contient les paroles suivantes :

« Les trois grandes règles de discipline sont les suivantes :

« 1. Obéissez aux ordres dans tous vos actes.

« 2. Ne prenez pas aux masses une seule aiguille, un seul bout de fil.

« 3. Remettez tout butin aux autorités.

« Les huit recommandations sont les suivantes :

« 1. Parlez poliment.

« 2. Payez honnêtement ce que vous achetez.

« 3. Rendez tout ce que vous empruntez.

« 4. Payez ou remplacez tout ce que vous endommagez.

- « 5. *Ne frappez pas et n'injuriez pas les gens.*
- « 6. *Ne causez pas de dommages aux récoltes.*
- « 7. *Ne prenez pas de libertés avec les femmes.*
- « 8. *Ne maltraitez pas les prisonniers.* »

3. L'armée populaire devra faire sa propre propagande idéologique afin d'éveiller la conscience des classes opprimées et de les armer pour combattre l'ennemi commun. Lorsque le peuple a confiance dans l'armée et l'accepte comme la sienne, l'armée populaire jouit de nombreux avantages : sur le plan politique, militaire, le ravitaillement est plus facile et beaucoup de volontaires adhèrent à l'armée populaire.

Un de mes amis, Tseng Sheng, ancien maire de Canton avant la Grande Révolution culturelle, me raconta comment lui-même et quelques compagnons acquirent la sympathie et la participation des paysans à la lutte contre l'oppresseur pour la libération.

Avant 1937, Tseng Sheng étudiait à l'université de Canton, mais fut expulsé pour avoir organisé des manifestations contre le Kuo Min-tang (gouvernement nationaliste); il s'engagea donc comme matelot sur un navire de commerce à Hong Kong. C'est alors que la section du parti communiste à Hong Kong lui ordonna d'organiser un groupe d'hommes pour combattre les Japonais à Canton. Il essaya de regagner clandestinement sa province avec cinq camarades, ayant pour tout armement un pistolet et de la menue monnaie équivalent à 100 U.S. dollars.

Arrivé à Canton, il alla directement dans son village natal. Là, il demanda aux paysans quelle était leur plus grande souffrance, ainsi il eut l'occasion de leur porter secours et protection contre les voleurs, ce que le gouvernement nationaliste impuissant ne pouvait faire. Tseng Sheng et ses compagnons devinrent les protecteurs du village. La nouvelle se répandit dans les villages environnants et chacun réclamait leur assistance. Les

paysans et leurs fils se joignirent à eux afin de protéger toute la région avec des armes saisies aux armées nationalistes. Plus tard, ils réussirent à former quatre divisions de l'armée des paysans à la fin de la guerre mondiale.

4. La désagrégation des forces de l'ennemi et la clémence de l'armée populaire à l'égard des prisonniers de guerre :

a) La désagrégation des forces de l'ennemi par les armes n'est pas suffisante, ni décisive. L'armée populaire naissante est encore militairement inférieure à celle du gouvernement réactionnaire mais au point de vue idéologique, elle est nettement supérieure à celle des réactionnaires, car ses intérêts sont ceux de la masse opprimée. Au sein de l'armée réactionnaire, la plupart des soldats conscrits forcés appartiennent aux classes ouvrière, paysanne et un certain nombre de la classe petite-bourgeoise qui sont opprimés; mais ils n'ont pas l'impression de lutter. L'armée populaire, en éveillant l'intérêt des masses, démoralise l'armée réactionnaire et un grand nombre de soldats abandonnèrent l'armée réactionnaire pour se joindre à l'armée populaire. Pour illustrer la désagrégation de l'ennemi, prenons l'exemple de Ye Jian-ying, actuellement ministre chargé de la Défense nationale, né en 1899, ayant reçu l'éducation du vieux système impérial. En 1919, il est entré à l'Institut militaire de Yunnan réorganisé par le nouveau gouvernement bourgeois. Il a participé au mouvement révolutionnaire dirigé par Sun Yat-sen, il est devenu plus tard professeur à l'académie militaire de «Yunnan Pao» et membre du parti communiste chinois en 1924. Dès lors, il a participé à plusieurs mouvements, notamment à la guerre de résistance et celle de libération. En 1937, lorsqu'il était directeur de l'office à Hankow de la 8^e Armée de route, chargé d'établir la liaison entre l'armée du Kuo Min-tang et l'armée populaire, il a réussi à convaincre seize régiments d'infanterie de l'armée Kuo Min-tang d'abandonner l'armée nationaliste pour se joindre à l'armée populaire.

b) La clémence, à l'égard des prisonniers de guerre en général, consiste à les relâcher, à l'exception de ceux qui sont l'objet de la haine du peuple et qui, après ratification du verdict de la masse par des instances supérieures, doivent absolument être exécutés.

Pourtant l'armée populaire tâche de convaincre les prisonniers de guerre qui ont été enrôlés de force dans l'armée réactionnaire, dont l'esprit est plus ou moins révolutionnaire, et peuvent donc être intégrés dans l'armée populaire. Les autres doivent être relâchés. On ne leur inflige pas de vexation, ni ne confisque leur argent et leurs objets personnels, ni ne leur arrache des aveux, mais les traite dans tous les cas avec franchise et bienveillance. C'est une mesure efficace pour désagréger le camp des réactionnaires et en même temps pour augmenter l'effectif de l'armée populaire.

— IV —

En ce qui concerne la formation des officiers de l'armée populaire, le président Mao m'a raconté de lui-même que, sous l'ancien régime, il y avait certains camarades qui passaient trois ans à faire des études à l'Ecole militaire, tandis que lui-même, il a mis dix ans pour étudier les stratégies et tactiques militaires, non pas à l'école conventionnelle, mais au champ de bataille, c'est-à-dire par la théorie en liaison avec les expériences pratiques. Il m'a dit aussi, en toute modestie, qu'avant de devenir l'un des fondateurs du parti communiste il n'était qu'un simple professeur à l'école secondaire.

Pourtant les officiers et soldats de l'armée populaire chinoise, ainsi que beaucoup de militaires étrangers qui ont étudié ses écrits militaires (deux volumes) et les victoires remportées par ses stratégies et tactiques, admettent qu'il est l'un des plus grands stratégestes et tacticiens.

Il y a des officiers qui ont reçu leur instruction militaire dans des académies avant de devenir membres du P.C.C. Mais un grand nombre d'entre eux, avant l'établissement de la République populaire, a été formé aux champs de bataille sous la direction du P.C.C., et avait la capacité de commander leurs troupes et de combattre victorieusement les troupes réactionnaires plus nombreuses et mieux armées. Ceci est dû à l'idéologie correcte, la discipline consciencieuse, les bons rapports entre officiers et soldats, les bons rapports avec le peuple, à la désagrégation de l'ennemi et à la clémence à l'égard des prisonniers de guerre dont je viens de parler dans le paragraphe précédent.

Parmi les officiers supérieurs promus au grade de maréchal en 1955, grade qui a été aboli en 1965, je voudrais citer quelques noms en mettant l'accent sur leur formation militaire.

Chu Teh, né en 1886, issu de famille paysanne pauvre; en 1907, il devint professeur de culture physique, puis en 1909, il entra à l'académie militaire de Yunan organisée par le gouvernement impérial, plus tard il fut nommé commandant et se joignit à la révolution bourgeoise dirigée par Sun Yat-sen. Par la suite, il fit partie de l'armée révolutionnaire du gouvernement de Kiangsi, et participa à l'insurrection, en 1927, à Nan Chabg; ce fut une défaite; ses troupes se retirèrent au sud de la province de Hunan et « Chu Teh » établit un gouvernement soviétique à Shang pour une courte durée; en janvier 1928, il se joignit aux troupes de Mao dans la région montagneuse du Kiangsi, depuis il coopéra avec Mao.

Chou En-laï, connu à l'étranger sous l'étiquette de politicien civil, a été en fait aussi l'un des meilleurs stratégestes et tacticiens militaires. Il est né en 1898, issu d'une famille d'intellectuels littéraires. Il a participé à plusieurs insurrections et campagnes militaires y compris la Longue Marche en 1934-1935; il a été nommé secrétaire du P.C.C. du Comité provincial de

Kwantoung, directeur des affaires militaires, directeur du Conseil d'entraînement militaire et directeur de l'académie militaire de Wang Poa ; il n'a jamais fait d'études dans une quelconque école militaire, cependant ses supérieurs ont toujours apprécié ses conseils stratégiques et tactiques.

Chen Yi, né en 1901, issu d'une famille paysanne riche, après avoir été expulsé de France où il étudiait, entra en Chine dans l'armée d'un seigneur de guerre qui lui a confié le grade d'adjudant dans l'état-major. En 1923, il était en même temps membre du P.C.C. et du K.M.T.; il a pris part à plusieurs manifestations et a combattu dans le régiment commandé par Chu Teh et l'a suivi dans la région montagneuse de Kiangsi. Il sera plus tard commandant de la 4^e Armée lors de la guerre de résistance contre les Japonais et la guerre de libération, commandant de la région militaire de l'Est et de la 3^e Armée qui a victorieusement pris la capitale de Nanking et Shanghai. En 1955, il fut promu au grade de maréchal.

Lin Piao, né en 1907, entre 1925 et 1926, est entré à l'académie militaire de Wang Poa qui préparait les officiers pour une expédition contre les seigneurs de guerre du Nord; cette école était dirigée par Chiang Kaï-chek, et avait pour professeur de politique Chou En-laï. Lin Piao participa à la révolution et coopéra avec Mao jusqu'en 1971.

— V —

En ce qui concerne l'armement de l'armée populaire, il est certain qu'au début de sa formation elle ne possédait que des armes rudimentaires de qualité inférieure à celles des réactionnaires.

La ligne politique du P.C.C. en matière d'armement moderne consiste à se le procurer chez l'ennemi; c'est-à-dire par la désagrégation de l'ennemi et la clémence à l'égard des prisonniers de guerre; les troupes de l'ennemi, qui ont quitté

leurs unités et se sont jointes à l'armée populaire et apportèrent leurs armements modernes, ou bien, lors des défaites pendant la bataille, ils sont obligés de se rendre à l'armée populaire qui récupère leurs armes.

L'impérialisme américain, croyant que les armes constituent le facteur essentiel, en a fourni une immense quantité des plus modernes aux troupes de K.M.T. En fin de compte ces armes sont tombées aux mains de l'armée populaire chinoise. C'est, en somme, avec les armes américaines que l'armée populaire chinoise a vaincu l'armée K.M.T. avant l'établissement de la république populaire de Chine. Ainsi, Mao Tsé-toung a dit : «Le K.M.T. est le meilleur fournisseur d'armes de l'armée populaire.»

CHAPITRE XVII

LE SYSTÈME SOCIALISTE ET COMMUNISTE EN CHINE POPULAIRE

— I —

A l'heure actuelle, il y a quelque confusion à l'étranger en ce qui concerne l'appellation du système social, politique, économique et culturel de la Chine populaire; on le dénomme : le système socialiste, le système communiste, le système maoïste, etc.

En fait, la doctrine dirigeante de la Chine populaire est le marxisme-léninisme développé par la pensée de Mao Tsé-toung. Pendant la révolution culturelle (1966-1969), il y eut beaucoup de gens qui voulaient appeler de façon générale la pensée de Mao, le « maoïsme ». Le président Mao, en toute modestie, n'a jamais voulu qu'il en soit ainsi car, a-t-il dit, sa pensée n'est qu'une simple application du marxisme-léninisme. C'est ainsi qu'en Chine populaire personne n'appelle les communistes chinois : « maoïstes ».

— II —

Quant à la dénomination du système social de la Chine en système « socialiste » ou « communiste », il me semble utile de rappeler que ce n'était qu'en 1825 qu'on a inventé le mot

« socialism » en anglais, « socialisme » en français (coopérative magazine de 1826 et globe de 1832) pour signifier les diverses doctrines économiques et sociales répandues en Europe occidentale qui préconisaient une société sans propriété privée des moyens de production, tandis qu'en Allemagne, d'après une lettre de F. Engels à Karl Marx en 1845, on se servait du mot « communiste » pour appeler de façon générale ceux qui étaient contre le gouvernement de l'époque. Je reproduis ici un passage de cette lettre :

« ... En Allemagne, tout le monde était en ce temps communiste, le prolétariat excepté. Le communisme était la ferme expression des tendances d'opposition chez tous et surtout chez la bourgeoisie. La foule, la plus bête, la plus indolente, la plus philistine, qui ne s'est intéressée à rien au monde, commence à manifester presque de l'enthousiasme pour le communisme. Les principaux propagateurs du communisme étaient à ce moment des hommes dans le genre de nos populistes, « socialistes révolutionnaires », « socialistes populaires », etc., c'est-à-dire des bourgeois en somme bien intentionnés, mais plus ou moins enragés contre le gouvernement. »

A cette époque, les ouvriers allemands, travaillant en Belgique, en Angleterre, en France, avaient formé une association des travailleurs sous le nom de la « ligue communiste ». En 1847, cette ligue a demandé à Marx et Engels de préparer, en vue d'être publié, un programme théorique et pratique de ce parti; ce programme est rédigé en allemand et traduit en français et anglais. Engels a expliqué plus tard que le Manifeste du parti communiste ne pouvait être dénommé Manifeste socialiste (préface, 13 janvier 1888) parce qu'en 1847 on entendait par socialisme les systèmes sociaux d'Owen en Angleterre, de Fourier en France, de Cabet en Allemagne. Il a dit aussi que le

socialisme, à cette époque, était un mouvement de la classe moyenne respectable sur le continent d'Europe, tandis que le mouvement que Marx et lui-même prêchèrent est le mouvement de la classe des travailleurs ayant pour but d'émanciper la classe ouvrière. Ainsi, ils ont adopté le mot «communisme» pour ce mouvement, mais ils ne répudient pas la nature du socialisme quoique leur doctrine soit le socialisme scientifique, par opposition aux autres écoles socialistes, considérées comme utopiques ou appartenant à la classe féodale ou bourgeoise.

De ce fait, on a confondu le socialisme et le communisme. On ne se contentait pas seulement de se servir de ces mots «socialisme et communisme» pour appeler les diverses doctrines de ce genre qui ont été répandues à l'époque et bien avant 1920, mais aussi rétroactivement à l'Antiquité lointaine tels que la « République » de Platon, « Utopie » de Thomas More, etc., ainsi que les pensées éthico-religieuses des prophètes : « Cité de Dieu » de saint Augustin.

— III —

La vieille Chine n'était pas seulement un marché pour les marchandises des pays occidentaux, mais aussi la place où se sont contestées des pensées vieilles et nouvelles de diverses tendances démocratiques et socialistes. Certains Chinois soi-disant modernes de l'époque considéraient que les pensées venant des pays occidentaux étaient les plus progressistes, à tel point qu'ils ne s'intéressaient pas à l'histoire même de la Chine. Le président Mao a, une fois à Yen-an, fait une remarque à l'égard de ces personnes qui connaissent bien l'histoire grecque et romaine mais ne connaissent pas l'histoire de cent ans de la Chine. Le président Mao a souvent répété qu'on devait accepter avec un esprit critique ce qui provient de l'étranger et étudier ou approfondir le meilleur des idées chinoises.

A ce propos, je voudrais ajouter ici une doctrine socialiste de l'Extrême-Orient qui se trouve dans les canons du bouddhisme de la secte hinayana (répandue dans le Sud de l'Asie), d'après laquelle la société, où règnent des contradictions entre les hommes, serait anéantie après des conflits sanglants et serait remplacée par une nouvelle société dénommée «Sri Araya Metraya» où il n'y aurait plus d'exploitation de l'homme par l'homme et où tout le monde vivrait en parfaite harmonie.

Kuang Yu-wei, un réformateur politico-philosophe chinois, dans son livre, publié en 1898, intitulé «Ta T'ung-shu» («la Grande Concorde») parla d'une société qui ressemblait en partie à la société «Sri Araya Metraya». Il est bon de rappeler que la mère de Mao Tsé-toung est une bouddhiste pieuse; je ne sais pas si elle a eu une quelconque influence sur Mao Tsé-toung pendant son enfance. Mais dans son livre intitulé *Red Star Over China* (publié en 1944), Edgar Snow, écrivain américain, raconta ce que Mao Tsé-toung avait déclaré au sujet de Kang Yu-wei :

« La lecture des œuvres de Kang Yu-wei a marqué ma jeunesse. »²

Mais il ajouta, comme il le dira plus tard dans son article de la *Dictature démocratique populaire*, publié le 30 juin 1949 :

« Kang Yu-wei a écrit le livre de la Grande Concorde, mais la voie menant à la Grande Concorde, il ne l'a pas trouvée, et il lui était impossible de la trouver. La république bourgeoise, qui existe à l'étranger ne peut exister en Chine, car la Chine est un pays opprimé par l'impérialisme. Sa seule voie, c'est de passer par la république populaire dirigée par la classe ouvrière. »

Il faut remarquer également que jusqu'à présent, à part le socialisme marxiste considéré comme le socialisme scientifique,

il existe plusieurs dizaines ou centaines de doctrines socialistes de différentes tendances : le socialisme féodal, le socialisme petit bourgeois, le socialisme allemand, le socialisme conservateur ou bourgeois, le socialisme et le communisme critico-utopiques, etc.

Le président Mao a examiné les différentes pensées socialistes, finalement il est devenu marxiste-léniniste. Pourtant le parti communiste chinois n'accepte pas à la lettre le marxisme-léninisme, mais il a adopté le principe directeur qu'il applique conformément aux circonstances particulières de la Chine qui, sur plusieurs points, diffèrent de celles de l'Union soviétique et d'autres pays du camp socialiste.

— IV —

En tant que communiste marxiste-léniniste, le parti communiste chinois est internationaliste. Mais dès 1938, le président Mao Tsé-toung a bien précisé le rôle du parti communiste chinois dans la guerre nationale :

« ... Nous sommes à la fois des internationalistes et des patriotes. »

Puis en 1956, il précisera davantage à propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat :

« Le marxisme-léninisme a toujours insisté sur la nécessité de combiner l'internationalisme prolétarien avec le patriotisme de chaque peuple... D'autre part, les partis communistes doivent se faire l'interprète des légitimes intérêts et sentiments nationaux de leurs peuples. Les communistes ont toujours été et restent de vrais patriotes. Ils savent que c'est seulement lorsqu'ils traduisent correctement les intérêts et sentiments de leur nation qu'ils peuvent jouir chez eux de la confiance et de l'affection véritable des larges masses populaires... »

En 1957, à la réunion du Soviet suprême de l'Union soviétique pour la célébration du quarantième anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'octobre, il a précisé :

« Les états socialistes appartiennent à un type tout à fait nouveau ; les classes exploiteuses y ont été renversées et le peuple travailleur y a pris le pouvoir. Dans les relations entre ces états, c'est le principe de l'union de l'internationalisme avec le patriotisme qui est appliqué. Nous sommes étroitement liés par des intérêts et un idéal communs. »

CHAPITRE XVIII

LE POUVOIR D'ÉTAT AVANT SON DÉPÉRISSEMENT EN CHINE POPULAIRE

— I —

A la veille même de l'établissement de la République Populaire de Chine, le président Mao Tsé-toung, dans son article : *la Dictature démocratique populaire* du 30 juin 1949, a averti ses jeunes camarades communistes, comme je l'ai déjà mentionné dans le chapitre XV du paragraphe III, que le pouvoir d'Etat, les partis politiques dépériront et la société accèdera par-là même au stade du communisme.

Le stade supérieur correspond à la phase du communisme préconisé par Marx et Engels comme une société sans exploitation de l'homme par l'homme où il n'y aura plus d'instrument d'oppression y compris le pouvoir d'Etat lui-même; le gouvernement sur la personne humaine sera remplacé par le gouvernement sur les choses. Cependant on ne peut pas parvenir tout de suite à ce stade. Comme l'a préconisé le président Mao, c'est une question de temps et de conditions, c'est-à-dire conformément à l'enseignement de Marx; on doit passer d'abord par la phase transitoire du capitalisme au socialisme, puis par

la phase du socialisme considéré comme première phase du communisme, et finalement à la phase supérieure du communisme.

Quant aux conditions pour accéder à la phase supérieure du communisme, Marx préconise :

« Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail, et avec elle, le contraste entre le travail intellectuel et manuel; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre mais deviendra lui-même une première nécessité vitale; quand avec le développement multiple des individus, les forces productives s'accroîtront et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'étroit horizon du droit bourgeois pourra être complètement dépassé et la société pourra inscrire sur ses drapeaux :

« De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! »

On voit par-là que de telles conditions ne pourront être réalisées qu'après plusieurs générations d'homme. Donc, avant son dépérissement, le pouvoir d'Etat en Chine populaire demeura encore pendant très longtemps, durant la période transitoire du capitalisme au socialisme, et même pendant toute la durée du socialisme.

A cet effet, le communisme marxiste est différent de celui d'Auguste Blanqui qui a prétendu, vers le milieu du XIX^e siècle, que les communistes français de l'époque pourraient établir la société communiste aussitôt après la victoire du prolétariat.

— II —

Bien qu'en Chine populaire, il existe des institutions politiques qui ressemblent, au point de vue forme, à celles du régime républicain des pays capitalistes non fascistes : la présidence de la République, l'Assemblée nationale, le Conseil des affaires d'Etat (équivalent au Conseil exécutif), les tribunaux, etc. Mais au point de vue fond, elles possèdent ses propres particularités. Cela est dû au principe sur lequel est basé le pouvoir d'Etat.

1. Il nous faut remarquer que la Chine populaire pratique la démocratie d'une nature différente de celle de certains pays capitalistes considérée par le marxisme-léninisme comme «la vieille démocratie» qui n'est pas la vraie car elle est réduite, en fait, à une simple dictature de la bourgeoisie, c'est-à-dire la classe exploiteuse composée d'une poignée d'hommes capitalistes, tandis qu'en ce qui concerne la majorité de la population dans beaucoup de pays, bien qu'il existe des dispositions constitutionnelles garantissant l'égalité entre les citoyens, en fait, ces dispositions ne sont pas appliquées efficacement.

Selon le marxisme-léninisme, la dictature prolétarienne (établie après la prise du pouvoir d'Etat par les travailleurs) est la démocratie dans le vrai sens du mot, c'est-à-dire que le pays est gouverné par le peuple, car les prolétaires opprimés constituent la majorité de la population.

2. Comme la Chine a été un pays où la majorité de sa population était composée de paysans considérés théoriquement comme appartenant à la classe petite-bourgeoise, et les forces révolutionnaires se composaient aussi d'autres petits-bourgeois et capitalistes nationaux, on ne pouvait pas introduire tout de suite «la dictature prolétaire» préconisée par Marx en se basant sur les conditions des pays industriels d'Occident.

Ainsi, le président Mao a préconisé deux étapes de la dictature du peuple chinois : la «dictature démocratique populaire», et puis «la dictature prolétarienne».

a) En 1940, c'est-à-dire neuf ans avant l'établissement de la république populaire de Chine, le président Mao Tsé-toung avait déjà préconisé ouvertement la «démocratie nouvelle», lorsque sera établie la nouvelle république en Chine; c'est-à-dire que pendant la période transitoire du capitalisme au socialisme, le pouvoir d'Etat serait exercé sous «la dictature démocratique populaire», à savoir la dictature de plusieurs classes opprimées : ouvrière, paysanne, petite bourgeoisie urbaine, bourgeoisie nationale, contre une poignée de réactionnaires : les propriétaires fonciers, la bourgeoisie bureaucratique, les valets de l'impérialisme, les réactionnaires du Kuomintang (parti nationaliste, leurs complices et ceux qui les représentent). Le président Mao a précisé que cette poignée de réactionnaires est considérée simplement comme des nationaux de la Chine, mais ne font pas partie du «peuple chinois»; ce dernier se compose uniquement des classes opprimées.

«La dictature démocratique populaire» est exercée pendant la période transitoire du capitalisme au socialisme.

b) En 1959, à partir du moment où la Chine populaire est entrée dans la période du socialisme, par le fait que les paysans se soient groupés en coopératives intégrales, ils sont devenus eux-mêmes le prolétariat rural, tandis que les capitalistes nationaux, en transformant leur entreprise privée en entreprise mixte à capital d'Etat et en demandant eux-mêmes un emploi dans les nouvelles entreprises publiques, sont devenus les employés de l'Etat, de telle sorte que la majorité de la population chinoise est devenue des prolétaires urbains aussi bien que ruraux.

Le pouvoir d'Etat en Chine a été depuis lors basé sur la dictature prolétaire qui est considérée aussi comme la démocratie nouvelle selon le marxisme-léninisme.

Lorsque le pouvoir d'Etat en Chine, pendant la période transitoire, est basé sur la dictature démocratique populaire, et durant la période socialiste, est basé sur la dictature prolétaire; dans l'un ou l'autre cas, le P.C.C. est le parti dirigeant. Ce dernier a un rôle prépondérant sur les autres institutions politiques, économiques, culturelles de l'Etat.

Le parti communiste chinois est reconnu théoriquement pratiquement et légalement (par le Programme commun de 1954) comme l'organe dirigeant du peuple chinois. En outre, il possède des moyens directs et indirects pour diriger et contrôler les organes législatifs et judiciaires. Il est par conséquent l'autorité suprême du pouvoir d'Etat de la Chine.

— III —

Il faut signaler précisément que la Chine populaire n'accepte pas la doctrine de la séparation des pouvoirs d'Etat, car, selon les théoriciens communistes chinois, la séparation des pouvoirs en pouvoir législatif, exécutif et judiciaire, est contraire à la réalité pratique même dans les pays dominés par la bourgeoisie ou la classe capitaliste, parce qu'à vrai dire, tous les pouvoirs soi-disant séparés sont exercés par la classe capitaliste : les organes législatifs font les lois conformément aux intérêts de cette classe, les tribunaux et institutions judiciaires appliquent ces lois conformément aux intérêts de la classe capitaliste. Ceci est conforme à la doctrine marxiste d'après laquelle la démocratie bourgeoise est en fait la dictature de la classe capitaliste.

Puisque la séparation des pouvoirs d'Etat ne correspond pas à la réalité, la dictature démocratique populaire ou la dictature prolétaire en Chine populaire ne pourra pas faire autrement que de pratiquer l'harmonisation des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires, sous l'autorité suprême du parti communiste chinois qui est le parti de la classe ouvrière dirigeante.

Il en résulte que le président chef du parti communiste qu'il soit ou non président de la République populaire, occupe une position politique et sociale plus importante que celle du président de la république lui-même. Tel est le cas du président Mao Tsé-toung.

Il en est de même pour les secrétaires généraux du Parti des localités qui ont un rôle plus important à jouer que les chefs des localités du même échelon.

Ceux, qui ont assisté aux cérémonies ou réceptions officielles en Chine populaire, ont pu observer cette priorité protocolaire. (Le gouvernement français, connaissant la priorité protocolaire des pays communistes a reçu M. Brejnev, secrétaire général du parti communiste soviétique, lors de sa visite en France en 1971, de la même façon qu'il aurait reçu un chef d'Etat ; tandis que certains gouvernements des pays non communistes habitués aux protocoles féodaux et capitalistes ont traité autrement les chefs des partis communistes.)

— IV —

La constitution de 1954 qualifie l'Assemblée nationale populaire « d'organe suprême du pouvoir d'Etat », mais dans la pratique, compte tenu de la méthode de composition de ses membres et de son fonctionnement, cet organe est une institution à travers laquelle le parti communiste chinois exerce l'autorité suprême du pouvoir d'Etat, tout en gardant son autorité propre de parti dirigeant.

1. Ce qui est important pour le régime, c'est que les candidats à l'élection soient désignés dans le cadre de leur propre circonscription territoriale, et que le parti communiste, après avoir consulté les partis politiques associés, les organisations populaires et les représentants non affiliés aux partis et aux organisations, présente la liste officielle des candidats aux élections. Ainsi, la plupart des candidats présentés sont membres

du parti communiste et le reste, qui constitue un petit nombre, se compose de sympathisants du communisme.

D'autre part, c'est un scrutin de liste, c'est-à-dire qu'on inscrit les noms des candidats égaux au nombre d'élus de chaque circonscription. Bien que théoriquement chaque électeur est libre de choisir des candidats hors de la liste officielle, en pratique (d'après mes observations dans plusieurs lieux de vote), 99 % d'électeurs ont voté suivant la liste officielle des candidats. Il en résulte que les membres du bureau politique, y compris le président Mao et les membres du Comité central, ainsi que beaucoup d'autres membres du parti communiste, ont été élus comme membres de l'Assemblée populaire nationale.

2. Le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, qui a des pouvoirs identiques à ceux de l'Assemblée elle-même (pendant que celle-ci est hors de session) et des pouvoirs propres confiés par l'Assemblée populaire nationale, se compose pratiquement des membres qui sont en même temps membres du bureau politique et du Comité central du parti communiste, sauf quelques-uns qui sont simplement les plus sympathisants du Parti.

L'Assemblée populaire nationale a un président élu qui a pour rôle de présider les séances de l'Assemblée.

— V —

Le président de la république populaire de Chine possède certaines fonctions qui ressemblent à celles de ses collègues des pays républicains non communistes : la représentation de l'Etat auprès des pays étrangers, le commandement titulaire des forces armées, la nomination des membres du gouvernement (Conseil des Affaires d'Etat) et autres hauts fonctionnaires, la promulgation des lois ; mais il diffère essentiellement de ses collègues ; remarquons le dans ses rapports avec l'Assemblée populaire nationale :

1. Il est responsable devant l'Assemblée populaire nationale : celle-ci peut le destituer de la même manière qu'elle l'a élu. En plus, le parti communiste peut également le destituer comme le cas de Liu Shao-chi (déchu de ses fonctions par la douzième session plénière du Comité central issue du VIII^e Congrès du parti communiste chinois - 31 octobre 1968). Ceci montre que le parti communiste chinois est l'autorité suprême du pouvoir d'Etat chinois et que la position du président de la République populaire de Chine est au-dessous de celle du président ou du chef du Parti communiste chinois.

2. Beaucoup de fonctions doivent être exercées en commun avec le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale : nomination et destitution du Premier ministre et des membres du gouvernement (conseil des Affaires de l'Etat), nomination et destitution des représentants plénipotentiaires dans les pays étrangers, proclamation de la loi martiale, déclaration de l'état de guerre, déclaration de mobilisation, promulgation des lois et décrets, etc.

— VI —

Le «conseil des Affaires d'Etat» ou le gouvernement chinois est l'organe exécutif de l'autorité d'Etat et l'organe suprême administratif d'Etat. Il est composé d'un Premier ministre, des vice-Premiers ministres, des ministres et des présidents des commissions gouvernementales.

1. Le Premier ministre est élu par l'Assemblée populaire nationale sur la proposition du président de la République. Les autres membres sont aussi élus par ladite Assemblée, mais sur la proposition du Premier ministre.

Théoriquement, les membres du gouvernement ne sont pas obligatoirement membres du parti communiste, mais en fait

le Premier ministre et ceux des ministères importants le sont. Néanmoins, les ministres, qui ne sont pas membres du parti communiste, sont des sympathisants du Parti.

2. La constitution de 1954 stipule que le conseil des Affaires de l'Etat et ses membres sont responsables devant l'Assemblée populaire nationale et son Comité permanent. Mais ceux-ci sont assujettis à l'autorité suprême du parti communiste; il en résulte que ce Conseil et ses membres sont sous l'autorité du Parti soit indirectement par l'intermédiaire de ladite Assemblée et son Comité permanent, ou directement par le contrôle du Parti sur ses membres communistes et les communistes sympathisants qui, par le fait de participer au Conseil, acceptent volontairement la direction et le contrôle du Parti.

La direction et le contrôle du Parti ne signifient pas que le Parti s'est substitué au gouvernement; le Parti établit un programme et une ligne générale, mais c'est le Conseil d'Etat en tant que gouvernement qui est chargé de les exécuter. Le contrôle du Parti se fait par l'intermédiaire des membres du Parti constitués en groupe dans les organisations gouvernementales. En cas de désaccord entre lesdits groupes et les chefs des organisations gouvernementales, le groupe de l'échelon subalterne peut soumettre le litige à l'échelon suprême du parti communiste qui a le dernier mot.

Le IX^e Congrès du parti communiste (1969) a catégoriquement affirmé, dans l'alinéa 5 de l'article 5 de ses nouveaux statuts, que :

« Les organes du pouvoir d'Etat de la dictature prolétarienne, l'armée populaire de libération, la ligue de la jeunesse communiste, les organisations des ouvriers, des paysans pauvres, des gardes rouges, et les autres organisations révolutionnaires doivent se soumettre sans exception à la direction du Parti. »

3. L'administration centrale du conseil des Affaires d'Etat est divisée en plusieurs ministères et commissions gouvernementales dont chacun est subdivisé en direction, sous-direction, bureau, etc. Chaque ministère est dirigé par un ministre assisté de vice-ministres et ministres adjoints. Chaque commission a à sa tête un président assisté de vice-présidents et des membres.

4. L'administration locale est divisée en provinces, régions autonomes et municipalités, directement subordonnées à l'autorité centrale, qui, à leur tour, sont subdivisées en plusieurs échelons de circonscriptions territoriales.

Les assemblées locales sont établies à tous les échelons des circonscriptions territoriales. Elles sont organisées selon la même méthode que l'Assemblée populaire nationale.

La Constitution de 1954 stipule qu'elles sont «organes locaux du pouvoir d'Etat». Mais elles ont des pouvoirs limités suivant le niveau de chaque circonscription : pour les circonscriptions de base (communes, cantons, municipalités sans arrondissement), elles ont le pouvoir d'élaborer le plan des affaires communes — décider du plan de réalisation économique, culturelle, sociale et des services publics, ratifier le plan de production agricole et artisanale; décider des affaires de coopération mutuelle et autres projets concrets des travaux économiques; contrôler et surveiller le budget de leurs localités. Pour les circonscriptions du district et au-dessus, elles ont le pouvoir d'élaborer les plans de construction économique des services publics et du développement culturel et social.

D'ailleurs, l'Assemblée populaire locale est subordonnée à celle de l'échelon immédiatement supérieur ayant le contrôle de l'opportunité des décisions de l'Assemblée locale.

— VII —

Les organes judiciaires sont de deux sortes : les tribunaux populaires et le parquet populaire.

Dans certains pays non communistes, on s'imagine que les tribunaux populaires des pays communistes équivalent à la justice de la «populace» ou des hors-la-loi. En réalité, les tribunaux qualifiés de «populaires» en Chine signifient qu'elles appartiennent au «peuple» par opposition aux «réactionnaires».

Les tribunaux populaires chinois sont organisés conformément à la Constitution, et des lois organiques établissent les règles de la structure et de l'organisation, de la compétence, de la procédure, du rôle et des missions de ces tribunaux populaires, etc.

Les principales différences entre le système judiciaire chinois et celui des pays de la démocratie bourgeoise sont les suivantes :

1. Il faut remarquer aussi que la Chine populaire n'accepte pas la doctrine de la séparation des pouvoirs d'Etat en législatif, exécutif et judiciaire comme nous avons déjà fait remarquer dans le paragraphe III. En ce qui concerne le pouvoir judiciaire des pays de la démocratie bourgeoise, des théoriciens communistes chinois expliquent que la prétendue indépendance judiciaire de ces pays n'est qu'un leurre destiné à tromper le peuple car le pouvoir judiciaire appartient en fait à l'exécutif et que les organes judiciaires ne sont que des organes d'exécution. Il importe peu que les magistrats soient honnêtes si la loi est injuste. C'est pourquoi la Chine populaire pratique l'harmonisation du pouvoir judiciaire avec d'autres pouvoirs d'Etat sous l'autorité suprême du parti communiste.

2. Bien que la Constitution de 1954 stipule que les «tribunaux populaires» procèdent indépendamment et n'obéissent qu'à la loi», il faut comprendre par-là que le parti communiste

n'intervient pas directement au cours des jugements : il dirige les travaux judiciaires, en donnant les lignes directrices qui lient les juges, car ceux-ci doivent obéir à «la loi» qui, suivant la définition communiste, comprend les dispositions légales prises par l'organisation législative et les décisions du parti communiste. En plus, le parquet populaire a le pouvoir de contrôler «la légalité» des jugements des tribunaux. Or, le parquet populaire suprême, qui est l'échelon supérieure des parquets, est responsable devant l'Assemblée populaire nationale ou son Comité permanent, et lui rend compte de ses activités; il va de soi que ladite Assemblée, soumise à l'autorité du parti communiste dirige et contrôle les activités du parquet suprême, sous la direction du parti communiste.

3. Les tribunaux populaires n'ont pas seulement le pouvoir de juger au cours des procès civils et criminels, mais, en outre, ils ont pour mission selon l'article 3 de la loi organique de :

— sauvegarder et consolider le système de la dictature populaire qui s'est transformée en dictature prolétaire;

— maintenir l'ordre public;

— protéger les biens publics;

— protéger les droits et les intérêts légaux des citoyens;

— assurer la bonne marche de l'édification et de la construction socialistes ;

— éduquer le peuple, lui enseigner le patriotisme et l'obéissance spontanée à la loi.

Les tribunaux populaires remplissent ces missions dans toutes leurs activités y compris les visites et la correspondance avec le peuple. Ce sont les particularités les plus marquantes des tribunaux populaires en Chine.

4. Les juges de la plupart des pays de la démocratie bourgeoise sont nommés par le pouvoir exécutif, plus ou moins avec consultation du Conseil professionnel des juges. Mais les juges

des tribunaux populaires sont élus par les Assemblées populaires ou leur Comité permanent.

5. Le parquet remplit les fonctions relevant du ministère public dans les affaires criminelles et civiles; il contrôle la légalité des actes et le personnel des organes locaux par des enquêtes et requêtes qu'il peut soumettre en dernier lieu à l'Assemblée populaire nationale ou son Comité permanent.

Le parquet est littéralement indépendant des organes locaux: car les parquets ne sont responsables que devant le parquet de l'échelon supérieur. Mais certains organes locaux y compris la police locale, lorsqu'il leur semble qu'un parquet remplit mal ses fonctions, peuvent s'adresser au parquet de l'échelon supérieur afin de contrôler le parquet en question.

CHAPITRE XIX

LA RÉVOLUTION CONTINUELLE POUR LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE EN CHINE POPULAIRE

— I —

Le parti communiste chinois suit le principe directeur du marxisme-léninisme d'après lequel le système économique est le fondement de la société, sur lequel est basé le système politique et culturel.

Comme nous venons de mentionner dans le chapitre précédent, pour parvenir à la phase supérieure du communisme, on doit passer par la phase transitoire du capitalisme au socialisme, puis par le socialisme considéré comme la première phase du communisme, mais il faut bien préciser qu'on ne peut accéder à chacune de ces phases qu'étape par étape.

En Chine populaire, chaque phase et chaque étape sont considérées comme une révolution, car elles ont pour objet de changer le mode de relations économiques. Par conséquent, le moyen employé est principalement révolutionnaire; il se présente sous formes de campagnes, de luttes, et de combats. La Chine populaire est donc un pays de révolution continue ou ininterrompue. (Nous évitons de nous servir du mot de «la révolution permanente» pour ne pas confondre avec celle prêchée par Trotski.)

— II —

La transition du capitalisme au socialisme

1. La reconstruction de la Chine sur les ruines et les détériorations économiques et financières de la Chine ancienne causées par de longues années de guerre et par la mauvaise administration de l'ancien régime

Pendant cette période, on a toléré l'économie privée, et commencé à créer les industries et entreprises de l'Etat. Il était nécessaire de prendre un certain nombre de mesures révolutionnaires :

a) Déclarer nuls les billets de banque dépréciés émis par l'ancien régime. Mais le gouvernement populaire tient compte de ceux qui les possèdent et qui n'y sont pour rien, spécialement les ouvriers, les paysans et les étudiants.

A cet effet, on a établi un système particulier de cours de change qu'on ne pouvait pas trouver ailleurs. La population en général peut échanger les billets de l'ancien régime pour la nouvelle monnaie populaire conformément au taux de base normale, tandis que les ouvriers, les paysans, les étudiants considérés généralement comme d'honnêtes personnes pouvaient bénéficier d'un taux de change plus avantageux. C'est donc une particularité différente des autres pays d'après guerre qui ont un taux de change dont bénéficie tout le monde sans distinction de classe.

b) La confiscation des biens des capitalistes bureaucratiques et la nationalisation des banques, des communications ferroviaires, maritimes et aériennes.

c) La campagne contre «les fléaux», survivances du féodalisme et du capitalisme.

Le 29 décembre 1951, le gouvernement chinois a créé une campagne appelée en chinois : «San Fan», ce qui veut dire «la campagne de trois anti» pour combattre les trois fléaux : la

corruption, le gaspillage et la bureaucratie. Trois mois plus tard, c'est-à-dire le 28 mars 1952, le gouvernement a élargi cette sorte de campagne en cinq «anti» sous le nom chinois de «Wu Fan» pour combattre les cinq poisons (Wu Tou) de la société : la corruption de fonctionnaire, la fraude fiscale, la fraude commerciale, le détournement de biens publics et l'extorsion de renseignements économiques au détriment de l'Etat.

Un règlement des sanctions a été publié d'après lequel ceux qui confessent franchement leurs fautes seront pardonnés ou punis légèrement alors que ceux qui n'avouent pas leurs fautes seront punis sévèrement sans pitié.

D'ores et déjà, j'avais remarqué que le parti communiste chinois se servait des étudiants comme détachement d'avant-garde. Un beau jour un groupe d'étudiants est venu chez moi, me demandant la permission d'examiner l'annexe du bâtiment qui venait d'être construite par un entrepreneur et la liste des objets que le camarade chinois nous avait fournis. Ces étudiants n'avaient pas l'intention de nous causer des ennuis, mais voulaient simplement vérifier si l'entrepreneur avait exécuté les travaux honnêtement, conformément au contrat passé avec l'administration, et s'il n'avait pas abusé des achats qu'il devait faire pour les travaux. Après avoir soigneusement inspecté, les étudiants ont découvert que l'entrepreneur avait commis une fraude dans la construction. Celui-ci a été arrêté, mais comme il a confessé sa faute, par conséquent, il a été pardonné.

La campagne contre les trois et cinq «fléaux», survivance de l'idéologie féodale et capitaliste, qui avait débuté à Pékin, s'étendit rapidement dans tout le pays. Elle est devenue un mouvement révolutionnaire auquel le peuple participait avec enthousiasme.

La statistique officielle déclare que, sur 45 000 industriels et commerciaux des neuf grandes villes, 60 % furent reconnus

coupables. On peut en déduire que ce pourcentage s'applique également aux autres établissements dans tout le pays.

Quant au nombre des cadres du Parti et des fonctionnaires de l'Etat, bien qu'il n'y eût pas de publication officielle des statistiques, j'ai remarqué que parmi huit camarades chinois chargés de notre entretien, deux furent reconnus coupables de détournement des fonds de l'Etat.

Le châtement le plus sévère est appliqué aux cadres et fonctionnaires supérieurs reconnus coupables, tel est le cas de l'ancien maire de Tien Tsin dont la corruption a été découverte lors de son voyage en Europe orientale pour représenter la Chine à une conférence de la paix. Au cours de la délibération du Comité central du parti communiste chinois sur le sort de cet ancien maire, certains membres ont demandé l'indulgence pour lui, en donnant comme argument, qu'il était plusieurs fois héros dans la guerre de résistance contre les Japonais et dans celle de la libération, et que s'il était puni, l'étranger pourrait mépriser la bonne renommée de la Chine populaire pour avoir envoyé un malhonnête à la Conférence internationale. Le président Mao a exprimé son opinion : « Nous aimons notre camarade, mais nous aimons le peuple plus que lui; et si la Chine punit son représentant corrompu, la bonne renommée de la Chine ne sera que plus élevée dans le monde. » Après avoir approuvé les raisons du président Mao, le Comité central du parti communiste chinois, à l'unanimité, a pris la résolution d'expulser l'ancien maire de Tien Tsin du Parti et de l'envoyer devant le tribunal populaire qui l'a condamné à mort.

2. La révolution agraire

Il s'agit de l'exécution de la loi de 1950, ayant pour objet de confisquer la terre rurale des propriétaires fonciers pour la distribuer aux paysans. Certains auteurs d'Occident appellent cette mesure « la réforme agraire »; ce terme, à mon avis, n'est

pas conforme à la théorie et à la méthode révolutionnaire appliquée en Chine populaire.

Théoriquement, cette mesure a pour objet de supprimer les relations semi-féodales qui existaient entre les propriétaires fonciers et les paysans; c'est-à-dire la liquidation de tout régime semi-féodal pour être remplacé tout d'abord par la propriété privée du paysan, sans toucher à la propriété urbaine des particuliers, parce que les relations entre le propriétaire urbain et les locataires sont régies par un système de nature différente. D'ailleurs, la propriété privée urbaine a été maintenue jusqu'à nos jours, ainsi l'Etat peut acheter ou louer les propriétés urbaines privées.

Dans la pratique, la confiscation des terres rurales privées n'a pas été faite selon la méthode pacifique d'une réforme, mais on a adopté la méthode révolutionnaire, c'est-à-dire la lutte.

Après la promulgation de la loi de 1950, on a commencé à enrôler des volontaires pour diriger et aider les paysans à combattre les propriétaires fonciers. La plupart de ces volontaires sont des intellectuels, des petits bourgeois, des étudiants qui ne sont pas membres du Parti communiste, mais des sympathisants du communisme; ils n'ont pas participé à la lutte de libération de la Chine mais ont eu l'occasion de participer au combat révolutionnaire contre les propriétaires fonciers. Sous la direction du parti communiste chinois, ces volontaires ont étudié la doctrine marxiste-léniniste pour éveiller et aider les paysans dans leur lutte révolutionnaire, ce qui était nécessaire car les paysans chinois ont été imbus depuis plusieurs années du féodalisme, doctrine selon laquelle le propriétaire foncier est le bienfaiteur du paysan : « Ainsi si le propriétaire ne permettait pas au paysan de travailler sur sa terre, le paysan n'aurait pas de quoi nourrir sa famille, donc, il doit être reconnaissant au propriétaire foncier. »

Il était nécessaire que le paysan raisonne *a-contrario* : sans le paysan, le propriétaire foncier ne pourrait pas vivre et se nourrir. Le paysan devait avoir le courage de dénoncer les crimes de propriétaires fonciers sur la place publique, ce qui a contribué à la prise de conscience des paysans. De telle sorte que les propriétaires fonciers furent arrêtés. Ainsi, on a pu saisir les propriétés foncières et les partager proportionnellement au nombre des membres de chaque famille paysanne de la localité. Le partage des terres se faisait selon la densité de la localité; ainsi d'une localité à l'autre la parcelle de terre, attribuée au paysan n'est pas égale. Il s'agit donc d'une révolution agraire à laquelle les paysans eux-mêmes ont participé.

3. La coopérativisation agricole

a) Après la réforme agraire, le gouvernement populaire a encouragé les paysans, devenus chacun propriétaire d'une parcelle de terre, à organiser entre eux dans chaque petite localité une équipe d'aide mutuelle, provisoire ou saisonnière tout en gardant la propriété privée des moyens de production.

Lorsque les paysans furent convaincus de l'utilité de cette méthode de production, ils ont été encouragés à développer l'équipe provisoire en équipe permanente dont les membres participeraient en commun aux travaux de production, et mettraient en commun les instruments aratoires et les animaux de traits qui sont restés néanmoins propriétés privées de chaque membre.

b) En 1951, le gouvernement populaire a commencé à préconiser les «coopératives agricoles de production» qui avaient le caractère d'une société où le paysan apporte sa parcelle de terre et ses moyens de production, en échange de la participation de la société. La société peut acquérir des biens communs et évoluer vers le système semi-socialiste. Chaque membre reçoit des bénéfices proportionnellement à son travail.

Bien que ces coopératives soient organisées sous l'égide de l'Etat, tout paysan peut faire et retirer plusieurs fois sa demande d'adhésion à la coopérative, avant de prendre une décision définitive, car la résolution du Comité central du parti communiste chinois, issue du VII^e Congrès (1955), stipule que, pour la formation de ces coopératives, le paysan doit pouvoir avoir le temps de réfléchir longuement.

c) En 1955, le gouvernement populaire lança les coopératives agricoles de type plus avancé ou coopératives intégrales, c'est-à-dire les coopératives socialistes dont les paysans membres ont renoncé à la propriété privée de leurs terres en faveur des coopératives. Les produits de la coopérative (déduction faite des impôts, du fonds social, du fonds de réserve, et autres dépenses et investissements) sont partagés entre les membres selon leur travail; il n'y a plus de distribution de dividendes des parts sociales comme les premières coopératives ayant le caractère d'une société entre les paysans.

Il en résultait que les paysans chinois sont devenus le «prolétariat rural» par la transformation rurale de la Chine en coopératives du type socialiste.

4. La coopérativisation artisanale

Depuis l'Antiquité, l'artisanat a joué un rôle important dans l'économie chinoise. Il s'est développé et perfectionné à travers des siècles à tel point qu'on peut constater qu'avant l'établissement de la République populaire, outre les articles de consommation et les articles artistiques, les artisans pouvaient fabriquer des instruments de production tels que : machines à vapeur, semi-diesel et électrique d'une certaine puissance, équipements agricoles et certains accessoires industriels, etc. Beaucoup d'articles exportés de la Chine même à l'heure actuelle, proviennent de l'artisanat. Ceux, qui ont visité la Chine populaire, ont pu remarquer les boutiques artisanales partout dans les villes

et les localités. Il en est de même dans quelques pays de l'Asie du Sud-Est où les artisans chinois sont autorisés à pratiquer leur profession.

On a d'abord encouragé les artisans à se former en petite équipe de production dont les membres travaillent en commun avec des outils loués. Ensuite, le groupe des artisans, qui travaillent en commun pour l'exécution des commandes passées par les coopératives d'approvisionnement et de vente, et les coopératives de consommation.

Ensuite, les artisans sont organisés en coopératives semi-socialistes dont les moyens de production sont encore en partie propriété privée des membres, puis elles sont transformées en coopératives de type socialiste dont les moyens de production ne sont plus privés.

5. La coopérativisation commerciale

Dès 1949, le gouvernement populaire a établi les coopératives sous la direction de l'Etat.

D'abord les coopératives de fourniture et de vente qui achètent les produits des paysans, et leur vendent les produits dont ils ont besoin. Elles sont sous la direction planifiée de l'Etat.

Ensuite, on a organisé les coopératives de consommation, également sous la direction de l'Etat.

Ces coopératives commerciales sont donc du type socialiste.

6. La transformation des industries et entreprises commerciales privées en entreprises mixtes à capital privé et capital d'Etat

Le gouvernement populaire a graduellement liquidé le capitalisme privé :

D'abord par un système permettant au commerçant de faire du commerce libre, à condition qu'il achète en gros des

marchandises de l'Etat ou des coopératives qu'il vendrait au détail au prix fixé par l'Etat.

Ensuite par le système de concession d'après lequel le commerçant vend pour le compte de l'Etat des produits au prix fixé par l'Etat.

Le gouvernement a établi finalement, en attendant la nationalisation, le système de l'entreprise mixte à capital privé et capital d'Etat : l'Etat se chargeait de la fourniture des matières premières et devait, en échange, faire des commandes de produits aux entreprises privées. En dernier lieu, par le système de l'entreprise mixte à capital privé et capital d'Etat proprement dit, d'après lequel les matériaux et les fonds de l'entreprise privée sont évalués équitablement pour déterminer la part du capital qui devrait s'ajouter au capital d'Etat. Dans l'entreprise mixte, la gestion de l'entreprise est mixte : les fonctionnaires sont nommés par l'Etat et le capitaliste privé peut demander à occuper un emploi rémunéré dans l'entreprise. En visitant des entreprises mixtes, j'ai remarqué que les capitalistes ont tous demandé un emploi dans les nouvelles entreprises où on leur a confié soit la présidence du comité ou la gérance même de la nouvelle entreprise suivant la capacité de chacun. Ainsi, les capitalistes sont transformés en travailleurs dépourvus des moyens d'exploitation. Mais ces anciens capitalistes peuvent, en plus, recevoir une part de bénéfice du revenu de l'entreprise qui, depuis 1959, est fixé uniformément à 5 %. En 1962, le Premier ministre de la Chine populaire a annoncé que ce système serait prolongé jusqu'à la fin de 1965. Depuis on n'a pas entendu parler d'une nouvelle prolongation ou de la suppression de ce système. On peut supposer qu'il continue à fonctionner en attendant la nationalisation complète.

— III —

La phase du socialisme

1. En considérant la conception généralement admise du «socialisme marxiste», la Chine populaire est en principe entrée

dans l'étape du socialisme, dès la fin 1958, quand les moyens de production (les instruments de production, la terre, les entreprises économiques, les moyens de communication, etc.) ont été socialisés de façon générale, quel que soit le système comme je viens d'expliquer dans le paragraphe précédent. Il ne reste que quelques petits secteurs qui ne tarderont pas d'ailleurs à appliquer progressivement ces systèmes.

2. Cependant, il faut remarquer que le «socialisme marxiste» est différent des autres doctrines dites socialistes et que Marx a considéré comme non scientifiques; il en a donné quelques exemples dans son *Manifeste du parti communiste* de 1847: le socialisme féodal, le socialisme petit-bourgeois, le socialisme allemand ou le prétendu vrai socialisme, le socialisme conservateur ou bourgeois, le socialisme et le communisme critico-utopien, etc.

Lénine a dit qu'en établissant des relations de production socialiste, on ne doit jamais oublier le but essentiel du socialisme qui consiste à créer la richesse au peuple en plus grande abondance que le régime capitaliste. Staline a développé cette doctrine dans son livre *le Matérialisme dialectique et le Matérialisme historique* (publié en 1938), en expliquant la nécessité de la «conformité» entre les relations de production et les forces productives (avant tous les instruments de production) pour qu'il n'y ait pas de crises économiques. Staline a cité le cas des pays capitalistes de l'époque qui ont subi des crises économiques à cause de la non-conformité des relations de production capitaliste au développement avancé des instruments de production qui restaient propriétés privées des capitalistes au lieu d'être transformés en propriété sociale. Bien que Staline n'ait pas cité les conséquences d'un changement trop avancé des relations de production par rapport au développement des forces productives, on peut déduire du principe de la «conformité» que cela pourrait provoquer des crises économiques de sous-

production. Cependant Staline admet que la non-conformité entre les relations de production et les forces productives peut avoir lieu, mais ceci ne doit pas durer trop longtemps et les relations de production, ordinairement dépendantes des forces productives, peuvent réagir à leur tour sur le développement des forces productives qu'elles accélèrent ou ralentissent.

3. En avril 1958, la première commune populaire a été créée. Dès lors, les autres se développent rapidement dans le pays, à l'exception de quelques territoires des minorités nationales.

La résolution du parti communiste du 29 août 1958 stipulait que : « L'Etablissement des communes populaires est la politique fondamentale qui doit guider les paysans pour accélérer la construction socialiste et réaliser le passage progressif au communisme. » (Nous étudierons les communes populaires dans le chapitre XX.)

4. Cependant en 1965, le gouvernement populaire a stimulé les forces productives en portant le nombre des ministères mécaniques, chargés de la fabrication des instruments de production, de 2 à 8.

En visitant quelques ateliers de ces ministères et des expositions de leurs produits, j'ai constaté qu'au point de vue qualitatif, beaucoup d'instruments de production fabriqués en Chine sont au même niveau scientifique et technique que ceux fabriqués dans les pays avancés de l'occident; les explosions nucléaires chinoises en sont la preuve.

Mais au point de vue quantitatif, il faut tenir compte du fait que la Chine est un pays très vaste avec une population de plus de 750 millions d'habitants, il faudrait donc plus de temps pour que les ateliers d'Etat et des communes populaires puissent fabriquer en quantité suffisante pour le pays entier.

5. En construisant le socialisme, le Parti communiste chinois a entrepris et continue à entreprendre la formation idéologique socialiste de ses membres et du peuple qui avaient été accoutumés à l'idéologie individualiste féodale depuis plusieurs siècles, et à celle du capitalisme depuis plus d'un siècle, ce qui entravait à un certain degré la bonne marche de la construction, sur le plan matériel, du socialisme.

D'ailleurs, selon le marxisme-léninisme précisé davantage par Staline et Mao Tsé-toung, les conditions spirituelles ou la culture de l'homme, qui dépendent des conditions matérielles de la société, peuvent influencer ces derniers. Nous étudierons la formation idéologique socialiste et la Grande Révolution culturelle en Chine populaire dans le chapitre XXI.

LES COMMUNES POPULAIRES CHINOISES

— I —

La création des communes populaires en Chine a eu des répercussions dans le monde entier. Ce qui est plus surprenant, c'est que dans certains pays de l'Asie du Sud-Est gouvernés par le système dictatorial fasciste où le peuple est privé «des droits de l'homme», il y a des propagandes démagogues qui, pour affoler la population, raconte que la commune populaire supprime toute liberté humaine, en créant le système d'esclavage, la communauté de femmes et d'enfants, et «la cuisine commune».

En réalité la création des communes populaires est une nouveauté du Parti communiste chinois pour appliquer le marxisme-léninisme aux circonstances particulières de la Chine qui est entrée économiquement dans la phase du socialisme.

La résolution dite de «Pei-ta-ho» du 26 août 1958 du comité central du parti communiste chinois précise que :

« ... Toutes ces choses démontrent que les coopératives agricoles, groupant un certain nombre de familles ne

peuvent plus répondre aux besoins de la situation nouvelle. Dans les circonstances présentes, l'établissement des communes populaires... est la politique fondamentale qui doit guider les paysans pour accélérer la construction socialiste, achever avant terme le socialisme et réaliser le passage progressif au communisme.»

— II —

Cette création a provoqué certains commentaires dans les pays occidentaux. Par exemple, M. Pierre Fistié (maître de recherches de l'Ecole pratique des hautes études de France), dans son livre publié en 1969, intitulé «Sous-développement et Utopie au Siam, le programme de réforme présenté en 1933 par Pridi Banomyong», a cru déceler certaines similitudes entre la commune populaire chinoise et la coopérative intégrale que j'ai présenté sans succès au gouvernement de mon pays en 1933, ou vingt-cinq ans avant l'établissement de la commune populaire en Chine. Je reproduis ici les remarques de M. Fistié dans son livre pages 165-166 :

« Le texte relatif à l'organisation initiale des communes populaires chinoises semble donc souvent faire écho au programme de Pridi prévoyant au Siam, vingt-cinq ans plus tôt, l'institution de «sociétés coopératives». Bien que Pridi fût en Chine à l'époque du lancement des communes du peuple, rien ne permet d'affirmer qu'il ait eu un rôle dans leur naissance. En revanche, il est permis de voir dans ces similitudes une preuve des résonances que les idées fouriéristes — replacées d'ailleurs en ce qui concerne les communes dans un contexte d'étatisme absolu — trouvent dans la mentalité chinoise.

« Quoi qu'il en soit, entre les coopératives de Luang Pradit (Pridi) et les communes de Mao, il reste une

différence essentielle : c'est que les premières n'ont jamais eu d'existence que sur le papier, tandis qu'en Chine, en 1958, l'expérience a été entreprise effectivement pour répondre aux nécessités du « grand bond en avant » et cela — au moins à l'origine — sans aucune des atténuations ni aucun des accommodements que Pridi avait lui-même prévus dans son projet. S'il en a été ainsi, c'est que toutes les conditions nécessaires qui faisaient défaut dans le Siam de 1933 étaient cette fois réunies : encadrement effectif des masses par un parti révolutionnaire maître de l'Etat et volonté forcée de développement économique, stimulée à la fois par le désir de rejoindre, dans les plus brefs délais possibles, la capacité de production des plus grandes puissances. Ce sont là, précisément, les raisons qui expliquent a contrario pourquoi l'expérience ne pouvait être sérieusement envisagée dans la Thaïlande d'il y a trente ans. Plus encore peut-être que le régime politique d'inspiration occidentale établi en 1932, le plan économique de Pridi était « plaqué » sur une réalité qui ne l'avait pas sécrété. »

« A lire les textes qui ont fixé l'organisation interne des communes du peuple à ce stade initial de leur développement, les aspects les plus frappants de cette analogie paraissent être les suivants :

« 1. La collectivisation intégrale des moyens de production de la commune prévue notamment par l'article 5 du règlement de la commune de Weishing : il n'y a pas de parcelles individuelles.

« 2. La mise en commun des tâches ménagères) et en particulier de la préparation des repas) préconisée par Pridi pour réaliser une économie de main-d'œuvre et imposée pour la même raison par l'article 17 du règle-

ment de la commune de Weishing : « La commune établira des cantines publiques, des garderies d'enfants et des équipes de couture pour libérer les femmes de leur travail ménager. »

« 3. Le fait que la mise en œuvre du principe communiste « A chacun selon ses besoins » soit amorcée (bien qu'à un niveau très bas et très partiellement le principe socialiste « A chacun selon son travail » restant officiellement dominant) . On peut voir en effet un début de réalisation du principe communiste dans le fait que Pridi prévoit la satisfaction pour tous de leurs besoins essentiels et dans les dispositions de l'article 15, alinéa 1 du règlement de la commune de Weihsing : « Un système d'approvisionnement en céréales devra «être établi lorsque la production des céréales atteindra «un niveau plus élevé et lorsque tous les membres de «la commune seront d'accord pour adopter ce système. «Tous les membres de la commune ainsi que toutes les «personnes de leur famille seront alors approvisionnés «gratuitement en céréales selon les normes fixées par «l'Etat sans tenir compte du nombre des personnes «actives dans chaque famille. » .

« 4. Enfin, le fait que la commune populaire chinoise, comme la «société coopérative» selon Pridi, soient toutes deux des organismes à vocation polyvalente, à la fois économique, sociale, administrative et militaire. La commune populaire, en effet, d'après le règlement de Weihsing, n'est pas seulement un organe de production : elle doit établir un service d'approvisionnement et de vente (article 7) et un service de crédit qui fonctionnera comme agence de la banque

populaire (article 8). Elle est aussi une entité sociale qui « établira et améliorera progressivement des «centres médicaux pour que peu à peu elle possède «un hôpital central avec des salles susceptibles de recevoir les malades qu'il faut hospitaliser» (article 18).

Quant à l'article 9 du règlement, il prévoit que «la commune doit former progressivement ses membres pour «qu'ils deviennent des travailleurs cultivés ayant des «qualifications professionnelles et des connaissances «générales. La commune, est-il ajouté, doit instituer «un système d'éducation généralisé et obligatoire, lié «étroitement au travail. Des écoles primaires et des «écoles donnant des cours pendant les heures libres «doivent être fondées partout ». Et la suite du texte prévoit, même à l'échelon de la commune, la création d'établissement d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur «si les conditions le permettent».

Il prévoit surtout que «la commune doit encourager «et aider ses membres à s'engager dans des études scientifiques » et précise l'esprit très pragmatique dans lequel celles-ci sont envisagées. La commune, d'autre part, a aussi des responsabilités militaires : « Un système de milice fonctionnera dans toute la commune.

«Les jeunes gens, les adultes et les soldats démobilisés «doivent être organisés en unités de milice qui subiront «un entraînement militaire régulier et accompliront «les tâches assignées par l'Etat» (article 10). Enfin et surtout la commune doit autant que possible se confondre avec l'entité administrative sur le territoire de laquelle elle est établie : «Lorsque la commune a «les mêmes limites qu'un district, c'est-à-dire une «commune pour un district, le district doit être fusionné «avec la commune pour faciliter le travail. Les repré-

*«sentants de l'assemblée populaire de district seront
«concurrentement représentants de l'assemblée de la
«commune, etc.» (article 11).*

*«Or cette polyvalence, on l'a vu, était elle aussi, déjà
prévue par Pridi. «Une fois la population organisée
«en sociétés coopératives, écrivait-il dans sa VIIIe
«partie, il sera facile d'inaugurer une administration
«de type municipal et d'organiser un service de santé
«publique efficace. L'instruction en groupe sera faci-
«litée par le fait que les membres de la coopérative
«vivront très près les uns des autres. Une fois terminée
«la journée de travail, la coopérative pourra, si elle
«le souhaite, exiger de ses membres qu'ils étudient pour
«améliorer leurs connaissances (...). L'armée pourra
«coopérer avec les coopératives pour l'entraînement
«des citoyens avant qu'ils n'atteignent l'âge de la
«conscription, ou encore pourra former des réserves
«en dehors des dispositions ordinaires du recrutement
«obligatoire. L'instruction militaire serait ainsi faci-
«litée, de même qu'une conscription ultérieure
«éventuelle.»*

En fait, j'ai rencontré M. Pierre Fistié pour la première fois en 1971, c'est-à-dire deux ans après la publication de son livre. Celui-ci m'a demandé si j'ai eu une quelconque influence dans la création des communes populaires en Chine puisque j'ai lancé mon programme de la coopérative intégrale (sans succès) au Siam vingt-cinq ans avant la création de la commune populaire en Chine et étant donné que j'y ai vécu pendant vingt ans depuis la fondation de la République populaire? J'ai répondu à mon interlocuteur que du fait que j'ai vécu en Chine comme un étranger exilé politique, je n'ai jamais influencé mes hôtes qui m'ont accordé bénévolement l'hospitalité; la création des communes populaires est l'idée propre du président Mao Tsé-toung, grand

dirigeant du peuple chinois; bien que les communes populaires chinoises ont certaines similitudes avec mes coopératives intégrales, il y a des différences dont la principale consiste en ce que j'ai proposé la nationalisation des moyens de production en échange d'une compensation aux propriétaires privés par bons de trésors portant équitablement les intérêts (il faut noter que dix-neuf ans après la publication de mon programme, certains auteurs américains l'ont traduit en anglais et le gouvernement progressif du Guatemala a appliqué à peu près le même système pour la nationalisation des plantations de bananes). J'ai fait remarquer aussi à M. Pierre Fistié que nous avons déjà observé que beaucoup d'inventions scientifiques sont parallèlement découvertes par des savants, qui ne se sont jamais communiqué les démarches et les résultats de leurs recherches; par conséquent, il en est de même dans les domaines social et philosophique. En tout cas mon programme s'arrête au socialisme coopératif.

— III —

La commune populaire chinoise est une société socialiste, groupant un certain nombre de coopératives ayant atteint le stade avancé, comme nous l'avons mentionné à la fin du paragraphe II du chapitre précédent. Chaque commune comprend à peu près 2000 familles pour les régions vastes peu peuplées et plus de 7000 familles pour la commune qui regroupe plusieurs cantons et districts.

Chaque commune se substitue à l'administration de la division territoriale qui fuse avec celle de la commune. Ainsi l'assemblée populaire de la commune devient locale.

Les quatre principes fondamentaux d'organisation sont : la structure militaire, la vie collective, le travail en forme de combat, et l'administration démocratique.

a) La structure militaire

Chaque commune est divisée en grandes brigades (Tatui) dont chacune est subdivisée en petites brigades (Sieotui) que certains occidentaux ont traduit en «équipes». Leur organisation s'est inspirée du modèle militaire.

Les membres de la commune aptes à prendre les armes peuvent faire partie de la milice dont le nombre (après l'estimation de 1969) est de 125 millions d'hommes et 75 millions de femmes. Les membres de la milice s'entraînent à mi-temps pour la défense nationale en cas de guerre conventionnelle et nucléaire.

Chaque commune représente une unité de guerre avec son propre arsenal et son ravitaillement. Elle sera capable de se défendre au cas où l'armée ne pourrait intervenir rapidement ou si elle est coupée du commandement suprême en attendant du renfort. On prévoit une éventuelle invasion; dans ce cas, il est fort probable que l'ennemi essayera d'occuper les communes une par une et de détruire les principaux centres économiques, ce qui ne devra pas perturber la vie du peuple entier.

b) La vie collective

Le fait que tous les moyens de production soient devenus propriété collective de la commune ou des brigades, suivant le cas, est à l'origine de la vie collective. La commune crée des établissements collectifs qui donnent aux membres de la commune des garanties de bien-être indispensables : des cantines, des écoles, des crèches, des maisons de retraite et de secours, etc. Ainsi la femme se trouve libérée des travaux ménagers et se met à la disposition des travaux collectifs; ce qui permet par la même occasion de mobiliser à tout moment une main-d'œuvre abondante pour l'entreprise de travaux d'envergure (irrigations, routes, etc.), facilitant ainsi l'élévation du niveau de conscience des travailleurs; les cours du soir,

les groupements sportifs et artistiques, etc., y contribuent également. Pourtant il faut préciser certains aspects de l'organisation de la vie collective qui ont été généralement mal interprétés par les étrangers.

1. La commune populaire ne détruit pas le lien familial entre mari et femme ni celui des parents envers leurs enfants. contrairement à la propagande des réactionnaires. Il n'y a pas de dortoirs collectifs où mari et femme sont séparés. Le logement familial continue d'exister pour tous les membres de la famille.

Ce que la Chine populaire détruit, c'est le système familial et patriarcal féodaliste et réactionnaire qui considère que la femme est l'esclave du mari et que l'enfant est un bien des parents. La nouvelle vie dans les communes populaires sauvegarde le lien affectif naturel entre mari et femme, aussi bien qu'entre parents et enfants.

2. La garderie d'enfants n'a pas été créée pour retirer les enfants à leurs mères mais une fois de plus pour libérer la femme, et afin qu'elle puisse se consacrer plus aisément au travail productif de la commune. Les enfants rentrent chez eux le soir, sauf si les parents désirent expressément un internat. D'ailleurs, toutes les demandes de ce genre n'ont pas encore pu être satisfaites, car les parents préfèrent confier leurs enfants aux internats pendant cinq jours dans la semaine, et les recevoir au foyer pour le week-end.

A ce sujet, il nous faut remarquer que dans les pays féodaux et capitalistes, il n'y a qu'un petit nombre de mères qui n'ont pas le souci de garder leurs enfants chez elles, parce qu'elles ont les moyens d'engager des bonnes d'enfants ou des baby-sitters en permanence, tandis que les mères des classes ouvrière paysanne, et même petite bourgeoisie, qui n'en ont pas les moyens, cherchent des garderies d'enfants à bon marché mais

malheureusement ces établissements sont très peu nombreux; elles sont donc obligées d'élever leurs enfants comme elles le peuvent, ce qui n'est pas toujours facile. En fait, en Chine populaire on n'interdit pas à ceux qui ont un revenu suffisant d'engager une bonne d'enfant mais comme les femmes de la Chine moderne préfèrent travailler dans les établissements publics plutôt que chez des particuliers, il est donc difficile d'en trouver.

3. Dans les pays étrangers, on a dénommé la cantine dans les communes populaires «la cuisine commune», afin d'effrayer les bourgeois et de leur faire croire que dans un tel système, ils ne seront pas libres de manger selon leur goût. On m'a souvent demandé comment était organisée ce qu'ils appellent «la cuisine commune». Je leur ai raconté ce que j'ai vu: c'est-à-dire qu'il s'agit tout simplement de la cantine qui existe dans les établissements d'enseignement, et dans beaucoup de grandes entreprises des pays capitalistes où les étudiants et employés peuvent manger à meilleur marché que s'ils font la cuisine eux-mêmes.

En fait on n'oblige personne à manger à la cantine. Ce sont les femmes qui veulent être libérées des travaux domestiques. D'autre part, ceux qui mangent à la cantine ont la possibilité de se réunir pour critiquer les repas, s'il y a lieu, le manque de variété ou la mauvaise présentation; les responsables sont tenus de se conformer aux observations des travailleurs. Certains enfants des Chinois d'outre-mer, qui résident dans des pays féodaux ou capitalistes, ont souvent critiqué le manque de variété des repas. Ils devraient pourtant se rappeler que, quand leurs parents ont émigré, ils mangeaient du riz, des légumes et du poisson salé, non seulement par goût, mais dans le souci de faire quelques économies. C'est en devenant petits bourgeois qu'ils ont pu varier leur repas et sont devenus, par la même occasion, plus exigeants.

Le principe directeur du parti communiste chinois depuis l'établissement de la commune populaire en ce qui concerne la cantine est le suivant : « La vie collective n'est pas destinée à plonger les hommes dans l'uniformité et la monotonie... les goûts et les particularités de chacun doivent être respectés, pour la simple raison que la vie collective ne sera admise que si chacun y trouve de quoi se satisfaire... les cantines doivent veiller à servir des repas variés. » En principe, chaque membre de la commune peut faire la cuisine soi-même, mais il trouve plus commode de manger à la cantine comme les travailleurs des entreprises privées et les étudiants des universités dans les pays non communistes d'Occident. Beaucoup de travailleurs et de paysans chinois qui, pendant leur jour de repos font eux-mêmes la cuisine conformément au goût de chacun, ont constaté que leur repas coûtait plus cher que celui des cantines.

c) Le travail en forme de combat

Puisque la commune est organisée d'après le modèle militaire, le travail communautaire doit être effectué comme un combat avec un esprit de lutte pour vaincre tous les obstacles et les difficultés, et on en sortira vainqueur.

d) L'administration démocratique

L'administration de la commune est démocratique. Le personnel administratif est élu par les membres de la commune, et non pas par l'administration centrale de l'Etat. Les administrateurs font également des travaux manuels aux champs et aux ateliers avec les administrés. Aussi peuvent-ils mieux comprendre les problèmes des administrés et de la commune en général. La planification est mieux agencée, car elle n'est plus une décision imposée d'en haut par des fonctionnaires d'Etat, mais les membres de la commune discutent des modalités à suivre pour l'exécution du plan proposé par l'Etat.

— IV —

La distribution du bénéfice de la commune, qui n'est pas encore à l'étape supérieure du communisme, suit le système socialiste : « A chacun selon son travail », on a essayé plusieurs méthodes :

a) La méthode de pointage consistant à distribuer à chaque membre sa part du bénéfice, calculé en multipliant le nombre de ses journées de travail par le quotient du revenu total de la commune divisé par le nombre des journées de travail de tous les membres. Cette méthode tout en paraissant juste, est incommode, parce que chaque membre ne connaissait son revenu exact qu'à la fin de l'année; c'est ainsi qu'elle fut graduellement remplacée par d'autres méthodes.

b) La méthode du salaire fixé en fonction de tel travail effectué qui, à l'état actuel du développement économique, ne peut être généralement appliquée.

c) La méthode de distribution en nature calculée suivant la méthode a) citée plus haut. Cette méthode n'est plus pratiquée à l'heure actuelle.

d) La méthode du salaire de base de 80%, plus 20% de récompense.

e) La méthode de distribution en nature des biens de consommation indispensables, plus une somme d'argent versée mensuellement.

f) La distribution en nature et les dix garanties minimales : la nourriture, l'habillement, le logement, l'accouchement et la possibilité d'élever les enfants, l'éducation, les soins médicaux, les frais de mariage et de funérailles, le chauffage, les frais du coiffeur, les distractions (cinéma, théâtre, sports, etc.).

La distribution en espèce est calculée selon le travail de chaque membre, avec le minimum assuré.

En visitant plusieurs communes populaires, j'ai remarqué que la plupart des membres de la commune préférait cette méthode. Par exemple, chaque membre reçoit un bon de cantine correspondant à une ration de riz et paye les plats de son choix en espèce, somme qu'il tire de son salaire. Celui qui a plus travaillé est en mesure d'acheter davantage.

CHAPITRE XXI

LA GRANDE RÉVOLUTION CULTURELLE PROLÉTARIENNE ET LA FORMATION IDÉOLOGIQUE SOCIALISTE EN CHINE POPULAIRE

— I —

«La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne» en Chine (1966-1969) a eu également des répercussions dans beaucoup de pays non communistes, où une section de la jeunesse enthousiaste a suivi l'exemple des jeunes gardes rouges chinois en prenant le petit livre rouge des citations du président Mao Tsé-toung comme guide pour se révolter contre le vieil ordre, l'autorité de son pays.

Certains journalistes d'Occident, qui n'avaient abordé le problème que de façon superficielle, accordèrent une place prépondérante à un jeune lettré communiste chinois qu'ils ont considéré comme le premier à avoir pressé la gachette du supposé engin explosif de cette grande révolution, car il avait décerné des sous-entendus relatifs au président Mao Tsé-toung dans une pièce de l'opéra de Pékin. Cette pièce avait été écrite par Wu Han, président du comité de l'éducation culturelle, scientifique et technique, etc., pour l'opéra de Pékin intitulée *la Destitution de Hai Jui*. Il s'agissait d'un fonctionnaire «Hai Jui» sous la dynastie Ming, qui avait été destitué injustement de ses fonctions parce qu'il avait critiqué l'empereur. Là

pièce jouée à l'opéra de Pékin fut accueillie favorablement pendant un certain temps sans que personne ne sache qu'elle était destinée au président Mao. Puis quelques mois plus tard, un jeune lettré nommé Yao Wen-Yuan a dévoilé dans un journal de Shangai que cette pièce n'était pas autre chose qu'un camouflage de l'auteur et de ses complices, pour attaquer le président Mao, car « Hai Jui », soi-disant haut fonctionnaire, n'est autre que l'ex-maréchal Peng Te-huai relevé de sa fonction de ministre de la défense pour avoir écrit au président Mao une lettre critiquant la création trop rapide des communes populaires, et le soi-disant « empereur » que Hai Jui ne craint pas n'est autre que le président Mao lui-même.

Mais en réalité, avant cet incident, c'est-à-dire aussitôt après la création de la commune populaire de Weishing en avril 1958, le *Quotidien du Peuple*, l'organe officiel du parti communiste chinois, dans son éditorial du 9 juin 1958, avait annoncé que « la révolution culturelle était commencée » en précisant que la révolution économique est insuffisante et doit s'accompagner d'une révolution culturelle. Cela signifie que la Chine était déjà parvenue au stade du socialisme mais la transformation idéologique ne correspondait pas intégralement au stade économique ; il était nécessaire de commencer la révolution culturelle afin qu'elle agisse sur l'économie socialiste elle-même. Cette grande révolution culturelle est conforme aux particularités de la Chine arrivée au stade du développement socialiste, ce qui n'est pas applicable à n'importe quel pays et surtout pas à ceux qui n'ont pas atteint ce stade.

— II —

D'ailleurs, en 1940, c'est-à-dire neuf ans avant l'établissement de la République populaire de Chine, le président Mao, dans son article *la Démocratie nouvelle*, avait précisé l'importance et la nécessité de la révolution culturelle correspondante

à chaque stade du développement économique et politique. Ceci est conforme au principe marxiste-léniniste, préconisé d'avantage par Staline, d'après lequel la vie spirituelle que les Chinois appellent « culture », est primordialement dérivée de la vie matérielle, c'est-à-dire un tel système économique donne lieu à une culture correspondante : le féodalisme à la culture féodale, le capitalisme à la culture capitaliste, le socialisme à la culture socialiste, etc. Staline a résumé ce principe en une petite phrase : « Tel genre de vie, tel genre de pensée. » Mais la culture, bien qu'émanant du système économique, agit à son tour sur la vie matérielle, en créant les conditions nécessaires à la solution des problèmes de la vie matérielle et pour permettre le développement ultérieur de la société.

Un autre point important, c'est que le marxisme-léninisme admet que la culture des régimes anciens ne disparaîtra pas d'un seul coup avec le changement du système économique et politique, car elle survit dans la mentalité, l'habitude, la coutume, etc., de l'homme pendant longtemps. C'est pourquoi Marx a parlé « des droits bourgeois » qui continueraient à subsister même pendant la période du socialisme.

En ce qui concerne les Chinois en général, j'ai remarqué que même avant la Grande Révolution culturelle prolétarienne, le Parti communiste chinois avait fait beaucoup d'efforts pour la transformation idéologique de ses membres ; quelques camarades chinois que j'ai connus avaient beaucoup de plaisir à assister aux représentations théâtrales des pièces classiques du féodalisme. Bien que ces camarades eussent abandonné une grande partie de leurs idées et habitudes anciennes, ils n'étaient pas complètement imbus de l'idéologie socialiste. Quant à la plupart de la population, non membre du parti communiste, dont le nombre est quarante fois plus grand que celui des membres du parti, elle est à plus forte raison retardataire sur le plan idéologique. Il est nécessaire pour la Chine populaire d'adapter la culture

socialiste à chaque stade du progrès économique du pays. La révolution culturelle est toujours continue ou ininterrompue; elle se fait sous formes de lutte, combat, campagne, suivant l'importance de chaque stade du développement. Lorsqu'elle devient plus importante et pressante, elle prend une plus grande envergure, ainsi eut lieu la «Grande Révolution Culturelle Prolétarienne»; et puisque la population chinoise en général est devenue prolétaire à partir du moment où tous les moyens de productions (terre, industries, entreprises artisanales et commerciales, etc.) ont appartenu à l'Etat ou aux communes populaires. Cette grande révolution culturelle est logiquement celle des prolétaires, d'où le nom «Grande Révolution culturelle prolétarienne».

— III —

La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne a pour but de transformer la mentalité du peuple, conformément à l'idéologie socialiste prolétarienne qui est différente de l'individualisme féodal et capitaliste.

Or, d'après les doctrines féodales et capitalistes, le facteur dominant du développement économique est la stimulation matérielle de l'individu. Quant au socialisme, le facteur dominant devrait être le concept d'intérêt public; mais les socialistes ne sont pas toujours d'accord sur l'interprétation et la pratique de ce concept.

En Chine, il existe des différences entre la ligne culturelle de Liu Shao-chi et celle de Mao Tse-toung. Liu Shao-chi avait pour tactique d'exciter l'ardeur des travailleurs par des stimulants matériels, ce que le président Mao n'admet pas. Selon le président Mao, c'est l'homme qui est le facteur dominant, il faut donc créer un homme de type nouveau, imbu du concept d'intérêt public, et libéré de l'égoïsme par la lutte acharnée contre l'esprit de coterie, l'anarchisme, le sectarisme, de l'individualisme et le subjectivisme.

Durant la période transitoire du capitalisme au socialisme où le mode de production capitaliste subsistait dans une certaine mesure, la politique menée par Liu Shao-chi, en ce qui concerne les stimulants matériels, correspondait aux vestiges du mode de production capitaliste, ce qui a retardé la formation de l'idéologie socialiste en général.

Comme le président Mao a précisé depuis 1940, la culture où la nouvelle idéologie correspond à une période déterminée; car lorsque la société parviendra à un stade supérieur, ladite idéologie devra s'adapter à la situation et si elle persiste, elle devient réactionnaire par rapport à l'idéologie révolutionnaire correspondant au nouveau stade de développement. Par conséquent, lorsque la Chine entre dans le stade du socialisme et de la création des communes populaires, la ligne de Liu Shao-chi est devenue réactionnaire — du fait qu'elle persistait dans la voie capitaliste.

Quand j'ai eu l'honneur, en 1965, d'avoir un entretien avec le président Mao à sa résidence, le président m'a conseillé d'avertir les étudiants siamois en Chine, qu'à leur retour au Siam, ils ne devront jamais se placer au-dessus de ceux qui n'ont pas eu l'occasion d'étudier à l'étranger; car l'intelligence du peuple n'est pas inférieure à celle de ceux qui ont étudié dans les pays étrangers y compris la Chine populaire. Il a dit que lui-même n'avait jamais fait ses études à l'étranger, mais il avait étudié le marxisme-léninisme en Chine en le combinant avec ses expériences pratiques pendant plusieurs années. Il a alors cité l'exemple d'un camarade sans mentionner le nom, qui, après son retour d'U.R.S.S., prétendait comprendre le marxisme-léninisme mieux que lui.

Je me suis rendu compte que bien que les contradictions au sein du parti communiste ou en particulier au sein du bureau politique ne fussent pas révélées au public avant la Grande

Révolution Culturelle Prolétarienne, il y avait déjà des contradictions entre deux lignes; la ligne de Mao Tsé-toung et la ligne de Lui Shao-Chi.

Comme Liu Shao-Chi a été considéré comme un théoricien renommé pendant longtemps et avait occupé une haute position, immédiatement au-dessous du président Mao, comme vice-président du parti et comme président de la République populaire, avant sa destitution en 1968, il avait donc une influence considérable sur une grande partie des cadres et des fonctionnaires aussi bien que sur la population qui ne savait pas d'avance qu'il était révisionniste et contre la ligne de Mao Tsé-toung.

— IV —

Il me semble intéressant de tracer un bref aperçu historique sur la formation de l'idéologie socialiste en Chine populaire, depuis la fondation de la nouvelle république jusqu'à la veille de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne.

a) Il nous faut remarquer que la Chine populaire est un pays où la révolution est ininterrompue dans le domaine social.

Par conséquent, la formation de l'idéologie socialiste se présente sous diverses formes révolutionnaires : campagnes, luttes, combats.

Ceci ne consiste pas au «bourrage de crâne» des écoliers, étudiants, cadres et fonctionnaires par des théories, mais on combine la théorie à la pratique, car Marx enseigne que la connaissance de l'homme provient de la sensation de l'activité humaine.

b) Depuis l'établissement de la République populaire jusqu'à la création de la première commune populaire :

1) L'enseignement théorique était divisé en plusieurs étapes: des cadres de niveaux supérieurs étudiaient plus profondément

les écrits de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung et d'autres théoriciens chinois de l'époque; tandis que les cadres subalternes, les écoliers, les étudiants et une partie de la population qui sait lire le chinois n'étudiaient que quelques extraits des œuvres choisies de Mao Tse-toung telles que la *Nouvelle démocratie*, la *Dictature démocratique populaire*, etc., ainsi que de petites brochures écrites par des théoriciens chinois tels que Liu Shao-chi et que beaucoup de gens avaient cru exactes. Il en résulte que jusqu'en 1966, les écrits de Liu Shao-chi et des contre-révolutionnaires chinois ont pénétré plus ou moins dans l'esprit de la plupart des Chinois.

2) Le travail manuel ou physique en groupe, qui doit être combiné à l'étude théorique, a plusieurs objectifs : faire comprendre à chacun l'importance du travail, vrai créateur du bien-être de l'homme et du monde, abattre l'esprit parasitaire, abattre l'esprit bureaucratique qui ne correspond pas à la réalité pratique, abattre l'individualisme de chacun par l'élévation de la conscience socialiste grâce aux expériences dont chacun s'est enrichi au cours du travail collectif.

Le président Mao et les dirigeants ont donné l'exemple en participant aussi aux travaux de terrassement, à savoir : la construction d'un grand lac près de Pékin.

Les cadres sont divisés en équipes qui travaillent tour à tour dans les champs ou usines pendant une période déterminée. La promotion de chaque fonctionnaire tient compte du résultat et de l'aptitude de son travail manuel ou physique.

Les écoliers et étudiants, qui au début du nouveau régime, ont travaillé manuellement à mi-temps pendant une courte période, doivent, selon un plus récent système d'éducation, travailler manuellement pendant la moitié de leur année scolaire. Dans le résultat de leur examen final, on tient compte de l'aptitude au travail manuel.

Tout travail est honoré même pour celui qui était considéré jadis comme le plus méprisable, par exemple le ramassage des excréments humains. Un vieux travailleur qui exerçait cette profession à Pékin a été honoré par Liu Shao-chi, lorsqu'il était président de la République populaire, en se faisant photographier avec lui, et en faisant répandre cette photo dans les journaux et périodiques officiels. L'une de mes filles, lorsqu'elle étudiait à l'école secondaire, a été recommandée par ses professeurs car elle pouvait faire n'importe quel travail, même porter le seau d'excréments sur ses épaules.

b) Après la création de la commune populaire de Weishing en 1958 jusqu'à la veille de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en 1966 :

1) Lorsque le *Quotidien du Peuple*, l'organe officiel du parti communiste chinois, a annoncé que « la Révolution Culturelle Prolétarienne est commencée », on a entrepris plusieurs mouvements d'éducation socialiste contre les vestiges de la culture ancienne.

2) En 1963, on a entrepris le mouvement de quatre assainissements : politique, idéologique, organisationnel et économique. En 1964, commença la campagne de réforme des hommes de lettres et des artistes. En 1965, le mouvement d'éducation socialiste et l'envoi de la jeunesse urbaine à la campagne est devenue plus intense.

3) L'année 1966 fut la plus critique depuis la fondation de la République populaire, car ceux qui s'opposaient au président Mao au sein même du parti communiste, s'adressaient ouvertement au public sous leurs couverts littéraires et artistiques. Il y avait beaucoup de livres et d'articles pleins de sous-entendus et de double sens destinés à détruire la ligne idéologique de Mao Tsé-toung.

Certains cadres supérieurs ont osé parler publiquement, à savoir, l'un des vices-gouverneurs de la province de

Ho Nan qui déclara que la sous-production (au début de la création des communes populaires) n'était pas due aux calamités naturelles, mais à l'homme (sous-entendu le président Mao lui-même).

4) Quant à Liu Shao-chi, bien qu'il n'ait pas attaqué le président Mao ouvertement, on a découvert que certains de ses livres et articles contenaient des passages correspondant à l'idéologie soviétique actuelle, considérée par le président Mao comme «révisionniste» parce qu'elle recule pour reprendre la voie capitaliste.

Liu Shao-chi a subi certaines influences soviétiques parce qu'il avait étudié en U.R.S.S. pendant un certain temps.

— V —

C'est pour faire triompher la ligne idéologique de Mao Tsé-toung que celui-ci a eu l'idée de mettre en œuvre le développement des communes populaires, «pour accélérer la construction socialiste, achever avant terme le socialisme et réaliser le passage progressif au communisme». Il faut, selon la pensée du président Mao, transformer la révolution culturelle qui piétinait, en «Grande Révolution Culturelle Prolétarienne», pour qu'elle agisse sur le nouveau régime économique, déjà très avancé, des communes populaires. A cet effet, on doit lutter avec acharnement contre la ligne de Liu Shao-chi et ses partisans, ainsi que la destruction des vieilles idées, conceptions, habitudes et traditions que l'éditorial du *Quotidien du Peuple* du 1^{er} juin 1966 a précisé en ces termes :

« La destruction de fond en comble de la pensée, la culture, des mœurs et des coutumes anciennes, que les classes exploiteuses utilisèrent au cours des millénaires pour empoisonner le peuple (...) et à créer et développer parmi les larges masses populaires une pensée, une culture, des mœurs et des coutumes nouvelles, celles du prolétariat. »

L'éditorial du *Quotidien de l'Armée de libération* du 9 février 1966, a complété l'objectif de la destruction des quatre ancientés et la création des quatre nouveautés, en exaltant le concept d'intérêt public, et la destruction de l'égoïsme, pour lutter contre l'esprit de coterie, l'anarchisme, le sectarisme, le subjectivisme et l'individualisme.

La résolution du 8 août 1966 du Comité central du parti communiste a fixé les trois objectifs de la Grande Révolution culturelle :

- a) combattre et écraser ceux qui détiennent des postes de direction et qui se sont engagés dans la voie capitaliste;
- b) critiquer les autorités académiques réactionnaires de la bourgeoisie et de toutes les classes exploiteuses;
- c) réformer le système d'enseignement, la littérature, l'art et toutes les autres branches de la superstructure ne correspondant pas à la base économique du socialisme.

La résolution a bien précisé que les combattants doivent être guidés par l'adage en trois mots : «combat-critique-réforme» et le slogan en trois mots de la juste solution des contradictions au sein du Parti du président Mao : «Unité-critique-unité», c'est-à-dire «partant du désir d'unité, obtenir par la critique ou la lutte, résoudre des contradictions et atteindre par cela même une nouvelle unité reposant sur une base nouvelle». Mais au cours de la Grande Révolution culturelle, un bon nombre de combattants n'ont pas observé cette recommandation très juste et raisonnable.

— VI —

Les méthodes de cette grande révolution sont les suivantes :

- a) On a commencé à préparer l'opinion publique en utilisant des journaux muraux en gros caractères que les Chinois appellent «Ta-tzu-pao». Le président Mao a précisé que ceci est

une « arme » très utile, que l'on peut utiliser dans les villes, les campagnes, les usines, les coopératives, les boutiques, les bureaux administratifs, les écoles, l'armée, les rues, en un mot dans tous les endroits où se trouve la masse populaire. Un camarade chinois m'a informé que le président Mao disait que les « kouis » ou mauvais gens, ont peur des gros caractères. Ceci est psychologiquement exact parce que la plupart des gens qui commettent des fautes ont peur d'être dénoncés publiquement.

Les journaux muraux peuvent être signés ou anonymes pour que les auteurs n'aient pas à craindre des représailles, mais il en résulte des abus, des exagérations et des fabrications. Les adversaires de la révolution culturelle ont aussi profité de cette liberté pour écrire des gros caractères contre-attaquant la révolution, mais ils n'ont pas osé attaquer ouvertement le président Mao et le Premier ministre Chou En-lai, bien qu'une fois, un journal mural apparu à Pékin attaquât ce dernier ; immédiatement après, Madame Chiang Ching (Madame Mao Tsé-toung) dénonça ce principe et avertit que celui qui attaque Chou En-lai attaque le Quartier général du prolétariat. Dès lors, aucun journal mural n'attaqua le Premier ministre.

Dans tous les bureaux administratifs, les murs n'étaient pas suffisants pour les journaux en gros caractères, parce que les cadres et les fonctionnaires subalternes avaient beaucoup de choses à dévoiler sur ceux qui détenaient des postes de direction. On fut donc obligé de fixer beaucoup de fils pour pendre tous les journaux en question. Il en était de même dans les écoles, les usines et les établissements publics, etc. En somme, tous les murs de la Chine étaient couverts, de cette sorte, de journaux écrits par la population.

b) Lorsque les cadres et fonctionnaires des établissements publics n'eurent presque plus rien à écrire, on organisa des réunions dans chaque bureau des établissements au cours desquelles, ceux qui étaient l'objet des critiques, étaient tenus

d'abord faire leur auto-critique. Si ceci ne satisfaisait pas les membres de la réunion, ils faisaient des critiques quelquefois à haute voix, de sorte que des passants ont souvent entendu des cris « Ta Tao... » suivis des noms de personne, ce qui signifie « A bas Untel ». Ces cris étaient tellement résonants et menaçants que certains amis étrangers, qui n'avaient pas l'habitude d'entendre ce genre de propos, ont pensé qu'il s'agissait de bagarres entre les gens du même bureau.

c) Beaucoup de chefs de service étaient dénoncés pour avoir commis plus ou moins de fautes, le parti a donc formé des groupes de travail pour prendre en main la direction laissée vacante par ceux qui avaient été critiqués.

Mais l'envoi de ces groupes de travail par le parti n'a pas produit le résultat désiré; car dans le bureau politique et le comité central du parti, il y avait encore l'influence de Liu Shao-chi et de ceux qui s'étaient engagés dans la voie capitaliste. Madame Chiang Ching (Madame Mao Tsé-toung) a déclaré dans son allocution du 28 novembre 1966 :

« L'envoi des groupes de travail de la révolution culturelle est erroné et plus erroné encore est le comportement de ces groupes. Ils ne dirigent pas la pointe de leur lutte contre la poignée de gens au sein du parti, mais contre les étudiants révolutionnaires... Le président Mao avait donné l'instruction de ne pas se hâter d'envoyer des groupes de travail, mais certains camarades l'ont fait précipitamment sans demander l'approbation du président... »

d) Au début de l'année 1967, on a encouragé les cadres révolutionnaires dans chaque bureau de l'administration et des établissements publics à créer des comités révolutionnaires, formés sur la base de la triple union composée de représentants des rebelles révolutionnaires, de représentants de la milice

et des cadres révolutionnaires pour prendre en main le pouvoir de ceux qui, auparavant, détenaient des postes dans chaque bureau de l'administration et des établissements publics y compris des différents ministères, sauf la direction supérieure du parti, du gouvernement et de l'armée.

Les chefs des bureaux, considérés corrompus par la « masse » du personnel, étaient coiffés chacun d'un chapeau de papier pointu (signe d'ignominie selon la tradition chinoise), et emmenés en procession dans les rues pour les exposer au public.

e) En même temps que le mouvement « combat - critique - réforme » dans les bureaux administratifs et des établissements publics, la Garde rouge, la jeunesse et l'adolescence révolutionnaires se sont groupés en détachement de choc de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. Comme ils eurent une certaine répercussion dans le monde, nous leur consacrerons le chapitre suivant.

f) La population de chaque quartier a formé aussi son comité révolutionnaire pour arrêter les anciens propriétaires fonciers et les bourgeois considérés réactionnaires par la « masse » du quartier, leur a rasé chacun une demi-tête de cheveux, et les ont emmenés en procession dans les rues, en battant des petits gongs et quelques instruments de musique qui normalement servaient lors des funérailles, afin de montrer au peuple que ces individus étaient les esprits maudits de la société.

Néanmoins, Lin Piao, lorsqu'il était encore successeur désigné du président Mao, a lancé de nombreux appels contre la violence et les mesures coercitives. Dans son allocution au rassemblement du 31 août 1966, celui-ci a cité l'enseignement du président Mao en ces termes :

« Nous devons mener la lutte par le raisonnement et non par la contrainte ou la coercition. Il ne faut pas frapper les gens. Ceci s'applique aussi bien à la lutte contre ceux qui détiennent

des postes de direction mais prennent la voie capitaliste, que contre les propriétaires fonciers, les paysans riches, les contre-révolutionnaires, les mauvais éléments et les droitiers. La lutte par la contrainte ou la coercition ne peut les toucher que dans leur peau et dans leur chair, seule la lutte par le raisonnement peut les toucher dans ce qu'ils ont de plus profond.»

Cependant au mépris de ces raisonnables appels, on a vu des violences et des insultes sans que l'armée ou la police interviennent. J'ai vu des gardes rouges saisir les armes d'un quartier local des forces de sécurité qui n'y ont pas résisté. Mais la population locale a pris tout ce dont elle pouvait se servir comme armes, y compris des bouteilles vides pour combattre les gardes rouges.

g) Après avoir combattu ceux qui détenaient des postes de direction et qui s'étaient engagés dans la voie capitaliste et les malsains de la société, des bagarres se sont produites entre des fractions de révolutionnaires culturelles eux-mêmes, pour la simple raison que certaines fractions prétendaient que les autres étaient plus retardataires dans l'accomplissement de la révolution culturelle. D'un autre côté, certaines fractions accusaient ceux qui ne respectaient pas l'enseignement du président Mao en ce qui concerne la violence, etc. Quelques fractions ont utilisé des fusils et des armes automatiques, saisies aux militaires et policiers, les autres, en alliance avec les paysans de la milice rurale, ont utilisé des armes y compris des canons anti-chars qui appartenaient à la milice.

Ces batailles ne concernaient que les Chinois entre eux. La sécurité de l'autorité gouvernementale a pris toutes les précautions pour qu'il n'y ait aucun assaut contre la personne et la résidence des étrangers. Je profite de cette occasion pour exprimer mes remerciements à tous les camarades chinois qui ont bien voulu m'assurer leur protection ainsi qu'à ma famille.

— VII —

Jusqu'en janvier 1967, l'armée avait reçu l'ordre, de Lin Piao, d'adopter une attitude de laisser-faire aux révolutionnaires culturels qui pouvaient agir comme bon leur semblait même si c'était excessif; d'où certaines bagarres qui se sont produites entre les révolutionnaires eux-mêmes.

Par la décision de Lin Piao de janvier 1967, l'armée a commencé à intervenir petit à petit, en encourageant les rebelles révolutionnaires à prendre les pouvoirs, en envoyant leurs représentants dans les comités révolutionnaires. Mais elle a encore toléré le désordre.

Ce n'était que vers septembre 1968 que l'armée a rétabli l'ordre dans tout le pays.

Au mois d'octobre 1968, deux des principaux objectifs de la Grande Révolution culturelle ont été atteints : combattre ceux qui détenaient des postes de direction et qui s'étaient engagés dans la voie capitaliste, et critiquer les autorités académiques réactionnaires de la bourgeoisie, et de toutes les classes exploiteuses. Le Comité central, issu du VIII^e Congrès du Parti communiste chinois sans la participation de ceux qui étaient l'objet des critiques, s'est tenu en douzième session plénière, au cours de laquelle Liu Shao Chi a été «définitivement exclu du Parti et destitué de toutes ses fonctions au sein comme en dehors du parti» (y compris la présidence de la République populaire).

Quant aux autres réactionnaires, parmi lesquels se trouvaient des cadres et fonctionnaires supérieurs y compris des vices-premiers ministres, ministres, gouverneurs et maires, etc., ils ont subi le même sort que Liu Shao Chi ou bien ont été envoyés dans les campagnes pour être réformés par le travail manuel ou physique.

La ligne de Mao Tsé-toung sur la culture prolétarienne a remporté sa grande victoire par la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine populaire.

— VIII —

En avril 1969, s'est tenu le IXe Congrès du Parti communiste chinois, composé d'anciens membres du bureau politique et du comité central qui n'avaient pas été destitués de leurs fonctions, et beaucoup de nouveaux membres considérés comme fidèles à la ligne révolutionnaire de Mao Tsé-toung.

Le Congrès a adopté de nouveaux statuts en ce qui concerne le parti, réaffirmant l'importance de la pensée de Mao Tsé-toung autour duquel le peuple chinois doit s'unir pour achever avant terme le socialisme, et réaliser le passage progressif au communisme.

Les statuts stipulaient que Lin Piao serait le successeur éventuel du président Mao.

La vie en Chine populaire est redevenue normale. Il ne restait qu'à réformer le système d'enseignement, la littérature, l'art et toutes les autres branches de la superstructure qui ne correspondaient pas à la base économique du socialisme, et à la culture prolétarienne. Ceci sera accompli par les diverses méthodes de réforme révolutionnaire.

Des cadres et fonctionnaires reconnus coupables mais récupérables ainsi que ceux qui n'avaient pas suffisamment l'expérience du travail manuel, ont été envoyés dans les campagnes pour travailler pendant une longue période. Celui dont le comité de travail local est satisfait, réintègre son ancien poste ou un autre poste équivalent.

— IX —

Pourtant, pendant cette grande révolution, on a pris beaucoup de soin pour ne pas entraver le progrès des recherches

scientifiques et technologiques. D'ailleurs, le succès des tests successifs d'explosion de bombes nucléaires et de fusées à longue portée en ont fourni la preuve.

La structure supérieure des recherches continuait à fonctionner efficacement sans intervention des gardes rouges et des adolescents révolutionnaires.

La décision du comité central du parti du 8 août 1966 a spécialement pris soin d'avertir tous les révolutionnaires culturels :

« Au cours du présent mouvement, il faut continuer à appliquer la politique «unité-critique-unité» à l'égard des hommes de sciences, des techniciens et du personnel, pourvu qu'ils soient patriotes, travaillent activement, ne s'opposent pas au parti et au socialisme et ne soient pas de connivence avec l'étranger. Une attention particulière doit être accordée aux hommes de science et aux personnels scientifiques et techniques qui se sont distingués dans leur travail. »

Ce qu'on demande à ces hommes, c'est de suivre la ligne de masse, combiner la théorie à la pratique, avoir l'audace de créer de nouvelles choses et de ne pas tout copier sur l'étranger, afin que leur conscience politique s'élève toujours davantage, en s'imprégnant de la pensée de Mao Tsé-toung.

— X —

A peine deux ans plus tard, après la promulgation des nouveaux statuts du parti communiste chinois, nous avons appris que Lin Piao, successeur désigné du président Mao, avait tenté de faire un coup d'Etat pour prendre le pouvoir parce qu'il était contre la politique de rapprochement avec les Etats-Unis d'Amérique, basée sur le principe de la coexistence pacifique entre les pays au système social différent de celui de la Chine populaire.

Or Lin Piao était un «warmonger» qui faisait la propagande pour pousser la Chine et le tiers-monde à la guerre. Par exemple, dans son article (en plusieurs séries) intitulé *Vive la guerre populaire*, il poussait le tiers-monde, qu'il considérait comme la partie rurale du monde, à attaquer les pays d'Europe et d'Amérique du Nord, considérés comme la partie urbaine du monde, en utilisant la même méthode que le peuple chinois a employé, sous la direction du parti communiste, pour se libérer du régime réactionnaire en Chine, c'est-à-dire l'encerclement des villes par les peuples de la campagne.

La théorie de Lin Piao est contraire au marxisme qui enseigne la lutte des classes dans chaque pays et le front uni des prolétaires de tous les pays du monde, tel est le slogan: «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous.» Marx et Lénine n'ont jamais enseigné la lutte des pays sous-développés contre les pays d'Europe et d'Amérique du Nord, où il y a un très grand nombre de prolétaires.

Toutefois, quand son plan de coup d'Etat a été découvert, Lin Piao et ses principaux collaborateurs ont pris clandestinement l'avion pour s'enfuir en U.R.S.S. L'avion s'est écrasé en territoire de la Mongolie et toutes les personnes qui se trouvaient à bord ont péri.

La disparition de Lin Piao n'affecte pas le progrès de la Chine populaire, sortie victorieusement de sa Grande Révolution Culturelle Prolétarienne.

CHAPITRE XXII

LA GARDE ROUGE ET LES JEUNES PENDANT LA GRANDE RÉVOLUTION

— I —

La Garde Rouge a joué un rôle important dans la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. Le « Hong Chi », l'organe officiel du Parti communiste chinois, en a fait l'éloge dans son numéro 12 de 1966 : « La Garde Rouge est le détachement de choc de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne ».

En fait ce n'était pas seulement la Garde Rouge (composée de jeunes ayant entre 14 à 18 ans) qui était le détachement d'avant-garde de cette grande révolution, car le Premier ministre Chou-En-laï, dans son allocution au rassemblement du 31 août 1967, a précisé en ces termes :

« La Garde Rouge et les autres organisations révolutionnaires des jeunes et des adolescents de l'enseignement secondaire et supérieur, sont les détachements qui se tiennent à la pointe de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, les puissantes forces de réserve de l'Armée populaire de Libération ».

Le nombre total est estimé à plus de 100 millions. Le président Mao trouve donc dans la jeunesse chinoise une formidable

force de choc pour la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne.

— II —

Comme la ligue de la jeunesse communiste qui existait auparavant avait été organisée d'après le modèle soviétique, sous l'influence de Liu Shao-chi, ainsi que certaines personnes détenant des postes de direction et qui s'étaient engagées dans la voie capitaliste, il a été nécessaire, pour les combattre, d'organiser la jeunesse révolutionnaire sur une nouvelle base, conformément à la théorie de la lutte des classes, c'est-à-dire une nouvelle organisation, connue sous le nom de la Garde Rouge, qui n'accepte comme membres que ceux des cinq catégories rouges : les enfants des cadres révolutionnaires, des ouvriers, des paysans, des soldats et des martyrs révolutionnaires. Mais elle accepte aussi les enfants hors de ces cinq catégories rouges s'ils ont une affection profonde pour le président Mao et ont toujours eu une attitude relativement bonne dans les domaines politique et idéologique ; c'est ainsi que presque tous les membres de la Ligue de la jeunesse communiste et autres enfants et adolescents de la Chine populaire, sont devenus des gardes rouges.

— III —

Le premier noyau des gardes rouges est apparu d'abord dans les établissements secondaires à Pékin. Puis un certain nombre d'entre eux sont allés sur Tien-An-Men (Grand Portail de la Paix Céleste) où ordinairement le président Mao et des dirigeants chinois se sont rendus pour présider les défilés du peuple. Ces gardes rouges ont séjourné sur ce grand portail 24 heures sur 24, pendant plusieurs jours, prêts à sacrifier leur vie pour protéger le président Mao qu'ils croyaient en danger imminent. Un des slogans de la Garde Rouge en 1966 était : « Défendre notre président Mao. » La Garde Rouge s'étendit

rapidement dans tous les établissements d'enseignement et dans toute la Chine populaire.

La Garde Rouge a comme signe le brassard rouge où sont inscrits trois caractères en couleur jaune : « Hong-Wei-Ping » qui signifie « Garde Rouge ». Lors d'un de ses grands rassemblements à Pékin, la Garde Rouge a remis ses brassards au président Mao, Lin Piao et le Premier ministre Chou En-laï ; la Garde Rouge n'a pas d'uniforme spécial, mais beaucoup d'entre eux portent une tenue semblable aux militaires.

— IV —

L'organisation de la Garde Rouge s'est inspirée du modèle militaire, comme le Premier ministre Chou En-laï l'a préconisé, dans son allocution au rassemblement du 31 août 1966 :

« Notre Garde Rouge est organisée sur le modèle de l'armée de libération. Se mettre à l'école de l'armée de libération, c'est le mot d'ordre des militants de la Garde Rouge. Elle doit, à l'instar de l'armée de libération, porter haut le drapeau rouge de la pensée Mao Tsé-toung, étudier les œuvres du président Mao, suivre ses enseignements, agir selon ses instructions, étudier et appliquer de façon vivante ses œuvres. Les Gardes Rouges doivent être à jamais ses bons élèves et ses bons combattants, toujours fidèles au Parti, au peuple, au Président Mao et à la pensée de Mao Tsé-toung. Ils doivent, à l'exemple de l'armée de la libération, servir de tout cœur le peuple, se lier étroitement aux masses, appliquer la ligne de masse et être à jamais des serviteurs fidèles au peuple. Ils doivent s'inspirer du style de travail des « trois huit », observer « les trois grandes règles de discipline » et les « huit recommandations », protéger les intérêts des masses, défendre les biens de

l'Etat et créer une nouvelle atmosphère, une bonne atmosphère socialiste. La Garde Rouge doit être un détachement de combat, ayant une conscience politique élevée et un sens aigu de l'organisation et de la discipline, une force de réserve sûre de l'armée de libération ».

a) Le style du travail des « trois huit » est inscrit en huit caractères chinois qui signifient : « unité, dynamisme, sérieux et entrain », et qui expriment trois règles de travail : « appliquer une orientation politique ferme et correcte ; s'en tenir à un style de travail fait d'assiduité et de simplicité ; faire preuve de souplesse en stratégie et en tactique ».

b) Les trois grandes règles de discipline sont les suivantes :

1. Obéissez aux ordres dans tous vos actes.
2. Ne prenez pas aux masses une seule aiguille, un seul bout de fil.
3. Remettez tout butin aux autorités.

c) Les huit recommandations sont les suivantes :

1. Parlez poliment.
2. Payez honnêtement ce que vous achetez.
3. Rendez tout ce que vous empruntez.
4. Payez ou remplacez tout ce que vous endommagez.
5. Ne frappez et n'injuriez pas les gens.
6. Ne causez pas de dommages aux récoltes.
7. Ne prenez pas de libertés avec les femmes.
8. Ne maltraitez pas les prisonniers.

— V —

Pendant la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne les établissements d'enseignement se sont fermés afin de permettre à la Garde Rouge, à la jeunesse et aux adolescents d'exécuter leur tâche, et de suivre l'exemple des vieux communistes qui ont victorieusement fait leur célèbre « Longue Marche » de 10 000 kilomètres en 1934-1935 avec les sacrifices que cela implique.

La « Longue Marche » de la nouvelle génération de la jeunesse et de l'adolescence a pour but d'échanger les expériences révolutionnaires entre ceux de différentes provinces et localités. Quant aux autres, ils ont voulu aller à Pékin pour pouvoir participer aux rassemblements inspectés par le président lui-même.

Ils étaient libres de voyager gratuitement par tous les moyens de transport public. Le gouvernement a mis à leur disposition des trains de voyageurs et de marchandises. Mais cela ne suffit pas. Ainsi un grand nombre d'entre eux a fait la marche, à pied comme leurs aînés de la célèbre « Longue Marche ».

Il en résultera des perturbations dans le transport des produits agricoles et industriels, et finalement la sous-production. Pour remédier à cette situation, le Premier ministre Chou En-lai a fait l'appel suivant au rassemblement :

« Dans l'intérêt de la marche normale de la production agricole et industrielle, les Gardes Rouges, les élèves et étudiants révolutionnaires des établissements de l'enseignement secondaire et supérieur, doivent se garder d'aller dans les usines, les entreprises, les administrations aux échelons inférieurs à celui des contacts révolutionnaires. La révolution, là-bas, doit se poursuivre de façon planifiée et systématique, d'après les dispositions déjà prises pour le mouvement des « quatre assainissements ». Dans les usines et à la campagne, on ne peut arrêter le travail comme on arrête les cours dans les établissements secondaires, pour se consacrer uniquement à la révolution. Elèves et étudiants révolutionnaires doivent respecter les masses des ouvriers et des paysans, avoir confiance en elles, et être convaincus qu'elle sont tout à fait capables de mener à bien la révolution en comptant sur elles-mêmes. Nous sommes en pleine saison de la récolte et des labours d'automne.

*Les Gardes Rouges, les professeurs, les élèves et les étudiants révolutionnaires de l'enseignement secondaire et supérieur, doivent s'organiser pour aller à la campagne prendre part au travail des champs, aider à la récolte, être assidus au travail et auprès des paysans pauvres et des paysans moyens de la couche inférieure, afin de stimuler leur ardeur révolutionnaire.*²

Les jeunes révolutionnaires qui avaient envahi Pékin et sillonné toute la Chine retournèrent dans leur localité d'origine, où ils attendirent la réouverture de leurs écoles en 1968.

— VI —

Bien que le premier noyau de la Garde Rouge ait observé le style du travail des « trois huit », les « trois règles de discipline » et les « huit recommandations », que je viens de préciser dans le paragraphe précédent, lorsque le « détachement de choc » s'étendit et groupa environ 100 millions de jeunes et d'adolescents, un bon nombre d'entre eux n'avait pas encore le même esprit que leurs parents (enfants de cadres révolutionnaires, d'ouvriers, de paysans et de martyrs révolutionnaires.) En effet, il y eut des gestes de violence, contrairement aux appels de Lin Piao et de l'organe officiel du Parti communiste qui préconisaient la lutte raisonnable et non pas la coercition.

En plus, un bon nombre de soi-disant jeunes révolutionnaires, en fouillant certaines maisons y ont pris des objets et des fonds pour eux-mêmes. La situation était inquiétante à tel point que le parti communiste a dû lancer une recommandation « urgente » le 21 janvier 1967 affichée au mur de toute la Chine :

« Les objets et les fonds confisqués par les gardes rouges au cours du nettoyage des quatre anciennetés doivent entrer entièrement dans le trésor public. Tout ce

qui a déjà fait l'objet d'un partage doit être restitué et remis à l'Etat pour augmenter la recette financière nationale. »

J'ai appris par des journaux muraux que quelques soi-disant révolutionnaires y compris certains enfants de hauts cadres ont été reconnus coupables d'avoir frappé des gens à mort, ainsi que quelques voleurs masqués, ils furent donc sévèrement punis par l'autorité publique.

— VII —

En janvier-février 1967, le parti communiste a créé pour chaque province et municipalité un comité révolutionnaire, basé sur l'alliance de trois avant-gardes révolutionnaires : ouvriers et paysans révolutionnaires, militaires et miliciens révolutionnaires, cadres révolutionnaires.

Ce comité est un organe administratif créé dans chaque circonscription. Ses fonctions principales sont : prendre le pouvoir des mains de ceux qui sont contre le président Mao, diriger la révolution et accroître la production, contrôler les Gardes Rouges et rétablir la discipline révolutionnaire.

Depuis lors les Gardes Rouges, la jeunesse et l'adolescence révolutionnaires étaient sous le strict contrôle de ce comité, en attendant la réouverture des établissements d'enseignement.

CHAPITRE XXIII

L'HOMME CHINOIS DU TYPE NOUVEAU ET LE NOUVEAU SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT

— I —

Comme j'ai déjà mentionné dans le chapitre XVII, le socialisme est en opposition à l'individualisme des doctrines esclavagiste, féodaliste et capitaliste ; donc à chaque système correspond un type d'homme particulier. A cet effet il nous faut bien considérer les diverses catégories de la nouvelle génération, car chaque système possède aussi sa nouvelle génération qui succède à la vieille, et qui conserve le même régime ou essaye de restaurer celui qui a été dissout, ou bien encore aspire à un profond changement. Il ne suffit donc pas de regarder seulement la forme revêtue par telle ou telle section de la jeunesse ou de l'adolescence ; car au moment où le féodalisme agonise, il essaye de récupérer une section retardataire de la nouvelle génération adolescente, pour lutter contre le capitalisme. Il en est de même pour le capitalisme dans certains pays, qui, parvenu à son stade supérieur, craint d'être détruit par la nouvelle génération vraiment progressiste, et cherche aussi des alliés parmi la section retardataire de l'adolescence. Ce qui est important, c'est de considérer l'idéologie et l'activité de chaque homme de la nouvelle génération ; s'il suit

le vrai chemin du progrès, il est vraiment progressiste ; si au contraire il perpétue le fond du régime d'oppression ou, pire encore fait revivre l'idéologie, les pensées et les coutumes archaïques, il est carrément l'homme du type ancien, qui s'oppose à celui du nouveau type, et par conséquent son étiquette de progressiste est simplement une forme extérieure, pour tromper le nouvel élément qui essaye d'émerger.

Pendant la période de la construction socialiste, on doit avoir des hommes d'un type nouveau apte à la vie socialiste. A cet effet, bien que mon plan de réforme agraire présenté au gouvernement siamois en 1933 ne soit qu'un aspect du socialisme, à savoir le socialisme coopératiste, j'ai tout de même signalé qu'il ne pourrait être réalisé que par des hommes imbus de l'idéologie altruiste, débarrassés de l'égoïsme résultant du système individualiste.

Ceci comporte des différences diamétralement opposées entre le nouveau type d'homme socialiste et l'individualiste.

— II —

Il y a des gens appartenant à la soi-disant nouvelle génération qui m'ont affirmé qu'ils ne pensaient pas que l'homme puisse travailler sans stimulation matérielle. Il est suffisamment clair qu'une telle pensée nie le noble idéal de beaucoup de patriotes qui ont sacrifié leur vie pour leur patrie sans stimulation matérielle. Il nous suffit de jeter un coup d'œil en passant dans les villes et les villages de l'Europe Occidentale, et de beaucoup d'autres pays, pour apercevoir des monuments érigés à la mémoire de ceux qui sont morts pour leur patrie, et de songer que ces nobles patriotes n'ont certainement pas penser à ce moment-là à une quelconque stimulation matérielle.

En outre, plusieurs scientifiques humanitaires tel que Louis Pasteur et bien d'autres encore qui ont sacrifié leur vie à des

recherches, sans nulle stimulation matérielle, ont permis à nos présente et futures générations d'être débarrassées de certains fléaux.

Si on admet que la plupart de ces hommes ont pu et peuvent sacrifier leur vie pour leur patrie ou le progrès de l'humanité, pourquoi donc la Chine populaire ne pourrait-elle pas avoir de tels patriotes qui travailleraient consciencieusement, sans stimulation matérielle, avec le minimum qui leur permettrait de vivre conformément au standard des chinois, et à l'adage socialiste : « A chacun selon son travail ».

D'ailleurs ceux qui ont vraiment la foi dans une quelconque religion peuvent se rappeler que leurs prophètes : Buddha, Jésus-Christ ou Mohamed, etc. sacrifièrent leur fortune personnelle, leur bien-être matériel, même leur vie pour enseigner aux peuples le bien, sans songer au gain matériel. Il existe également de nos jours des prêtres bouddhistes, du secte Hinayana répandu dans l'Asie du sud-est, qui renoncent à la propriété privée, jeûnent la plupart du temps (de midi à 6 heures du matin) et sont tout de même en bonne santé pour travailler consciencieusement et aider la population locale dans des travaux publics : creusement de l'étang, construction des voies locales, etc. Ceci est dû à leur idéal, leur foi et leur concept d'intérêt public.

Mao Tsé-toung lui-même a dénoncé à maintes reprises la stimulation matérielle qui flatte « le bas instinct de l'homme », ce que plusieurs philosophes ont prôné en enseignant à leurs disciples ; le bien, une vie modeste sans extravagance, et en particulier Buddha qui a enseigné que le bonheur de l'homme consiste à renoncer à l'avidité ou la cupidité, et a amené l'homme à s'élever toujours davantage.

L'objectif final de la Chine populaire ne se borne pas seulement au stade du socialisme, qui est simplement la phase inférieure du communisme, mais elle travaille pour parvenir à la phase supé-

rieure du communisme dont nous avons parlé dans les chapitres précédents. La Chine a donc pris soin de créer un homme du type nouveau apte à la vie socialiste et communiste.

A mon avis, nous ne pouvons pas nier la possibilité d'imprégner l'homme du concept d'intérêt public ; la méthode seule diffère, c'est-à-dire qu'elle peut être idéaliste, religieuse ou matérialiste (dans le sens scientifique de la « matière »), il ne s'agit pas de stimulation matérielle mais de ce qu'on pratique en Chine populaire depuis l'élection de Mao Tsé-toung à la présidence du P.C.C., et qui avait été entravé dans une certaine mesure par ceux qui s'étaient engagés dans la voie du capitalisme et du semi-féodalisme.

Pourtant dans les pays de l'ancien régime, il existe une certaine morale enseignée par les philosophes et prophètes, que les ouvriers et les paysans observent encore. Ce qui est le plus regrettable, c'est cette avidité de possession qui a poussé quelques-uns à s'endetter simplement pour posséder des articles de luxe, ou à dépenser de façon extravagante, afin qu'ils ne soient pas considérés comme des pauvres. Dans certains pays tel que le Siam, cette façon de sauver la face a conduit un bon nombre de personnes à la faillite, ce qui est pire que l'honnête pauvreté.

En Chine populaire, il n'y a plus de faillite ; les paysans chinois ne sont plus endettés ; les chinois du type nouveau devenus employés de l'Etat n'ont plus de dettes, car ils mènent une vie modeste.

— III —

Pour que les Chinois du type nouveau aient conscience de l'intérêt public, on suit la règle fondamentale de Marx d'après laquelle l'existence sociale de l'homme détermine sa conscience sociale.

A cet effet, dans les communes populaires et dans la vie quotidienne, les Chinois travaillent en commun par groupes, brigades etc., subissent le sort commun de la société, et peuvent combattre l'égoïsme, c'est-à-dire l'esprit subjectiviste, anarchiste, sectariste, individualiste et l'esprit de coterie. Les chinois du type nouveau réalisent de plus en plus l'utilité d'un tel mode de vie et par conséquent leur conscience altruiste se développe au fur et à mesure ; ceci se produit suivant le même processus de développement de la conscience de l'homme primitif devenu individualiste et égoïste, de l'esclavage devenu féodaliste puis capitaliste. C'est la modestie qui combat l'avidité et la cupidité, l'une des sources principales de la vanité.

Le président Mao enseigne à son peuple d'être modeste, non pas seulement dans son existence, mais aussi dans sa pensée et ses manières.

Je me rappelle qu'en 1954, j'ai été invité, à titre de spectateur, à l'ouverture de la nouvelle assemblée populaire chinoise ; le président Mao a prononcé un discours au cours duquel il a répété qu'il avait enseigné aux membres du parti et au peuple, la modestie dans la manière de vivre, la lutte contre l'amour propre et l'orgueil et de considérer que tout ce qu'on a déjà appris dans les écoles et les livres ne suffit pas ; dans le travail aussi, il ne faut surtout pas se contenter de ce qui a déjà été acquis. C'est pour cette raison que quand nous rencontrons des travailleurs chinois ils signalent toujours l'insuffisance de leurs connaissances et de leur travail, et demandent souvent des conseils à ceux qui leur rendent visite. Cette modestie, cette simplicité n'est pas toujours bien comprise par certains étrangers qui considèrent qu'il s'agit d'un sentiment d'infériorité. Par exemple, un médecin d'un pays féodal qui a visité un hôpital en Chine populaire a déclaré aux journalistes que la médecine en Chine populaire est inférieure à celle de son pays, qui en fait, n'a fabriqué aucun instrument chirurgical et n'a que des instruments importés des pays étrangers.

— IV —

On a créé un environnement social qui permet à l'homme chinois du type nouveau de mener une vie modeste avec les rémunérations ou un salaire nécessaires et suffisants pour ses besoins de subsistance :

a) Il n'y a pas véritablement de mode masculine ou féminine pour les habits ; la tenue de ville pour les hommes est généralement une veste col chevalière, il en est de même pour les femmes dont la veste peut avoir un col chemisier. Ainsi le peuple chinois peut faire quelques économies dans ce domaine.

b) Au point de vue nourriture, à part quelques repas offerts aux étrangers, les Chinois eux-mêmes ne font de grands repas qu'à quelques rares occasions : anniversaire de la fondation de la République populaire, le 1^{er} Mai, le Nouvel An chinois (devenu la fête du printemps), etc. Depuis l'ancien temps, les chinois, en général, sauf les bourgeois, mangent essentiellement du riz dans la partie sud du Yang Tsé-kiang, et dans la partie nord, une sorte de pain cuit à la vapeur, ce pain est fait avec de la farine de blé, de maïs, une soupe et un plat de légumes avec quelques morceaux de viande et du poisson salé, etc ; c'est une nourriture ordinaire, si l'on peut dire, mais suffisante au point de vue calories. Sur ce plan-là, on ne peut pas comparer la vie des chinois au standard des pays occidentaux. D'autant plus qu'il s'agit avant tout d'une question de goût et d'habitude ; en effet, quoique la cuisine européenne soit extrêmement riche en viande et en matières grasses, les Siamois installés temporairement en Europe occidentale ou aux U.S.A. par exemple, habitués à manger du riz, et de préférence des légumes avec une pâte de crevettes pimentée, n'apprécieront pas autant la viande et les matières grasses ; ceci indépendamment de leurs moyens financiers.

Le standard de vie des chinois, à l'heure actuelle, est meilleur que celui de l'ancien temps. Ils bénéficient de beaucoup d'avantages sociaux, les soins médicaux et les médicaments

sont payés à bas prix. Il est vrai que si l'on compare le revenu du travailleur chinois à celui de l'étranger, il paraît misérable, mais il correspond au standard du Chinois, au coût de la vie en Chine, et il est largement suffisant et nettement plus élevé qu'à l'époque d'avant la République populaire.

c) Les littératures et les arts qui ne sont pas en harmonie avec le système socialiste ont été supprimés en ce qui concerne le fond des choses, mais quant aux formes de l'art chinois ou même celui de l'étranger, on les a conservées ; plus précisément on les a employées au service du peuple socialiste chinois.

On ne trouve plus en Chine populaire de nouveaux livres, œuvres littéraires, chansons, représentations théâtrales, cinémas, qui étaient de véritables excitants sexuels. On ne trouve que ceux dont le fond incite à la lutte des classes et à la construction socialiste, et en particulier, au sacrifice du peuple chinois pour l'intérêt de la société.

La prostitution a été abolie effectivement depuis longtemps avant la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, car tout le monde peut gagner honnêtement sa vie.

« Le Night-Club » et « Le Dancing » à la mode occidentale ont été supprimés.

Les Chinois ont d'autres moyens de distraction : parcs, excursions, cinémas et théâtres, d'un type adapté à la vie socialiste.

d) On peut constater également l'inexistence de stupéfiants, héroïne, marijuana, LSD et autres produits chimiques similaires en Chine populaire ; si bien que le Chinois de type nouveau est avant tout un homme physiquement sain ; ce qui est très rare à l'heure actuelle dans d'autres pays.

e) Du fait qu'il n'y ait plus de prostituées en Chine, il n'existe pas non plus de maladies vénériennes. A Canton, un étudiant en médecine m'a raconté que, quand un Chinois d'outre-mer atteint

d'une de ces maladies à l'étranger, vient en Chine populaire; les étudiants en médecine se réjouissent, si l'on peut dire, de pouvoir étudier dans la pratique ce qu'est une maladie vénérienne. Dans ce domaine, on peut encore constater que l'homme chinois du type nouveau est physiquement sain.

f) On trouve de nombreuses communes populaires prospères grâce à un travail consciencieux de leurs membres. Parmi les étrangers qui ont visité la Chine, ceux qui ont écrit des livres à ce sujet ont souvent mentionné l'exemple de deux communes populaires, devenues très prospères grâce au grand sacrifice (sans stimulation matérielle) des travailleurs chinois :

Ta-chaï, au nord de la Chine dans une région montagneuse quasi stérile à cause de la sécheresse, du gel, puis des inondations, est devenue une grande région agricole grâce au courage des travailleurs consciencieux.

Il en est de même pour Ta-ching situé en plein désert où les travailleurs tenaces sont arrivés à y creuser des puits pour trouver du pétrole, et aujourd'hui Ta-ching est un grand centre pétrolier. On voit par là que l'homme du type nouveau peut sacrifier sa vie pour un idéal patriotique socialiste et ceci sans la moindre stimulation matérielle.

g) Il y a des divergences d'opinion à l'étranger en ce qui concerne la subsistance des Chinois, je ne voudrais pas m'étendre davantage sur ce sujet, quoi qu'il en soit je voudrais signaler un fait indéniable : c'est que les travailleurs et employés, même ceux de l'Etat, dans beaucoup de pays féodaux et capitalistes, dépensent la plupart du temps une somme plus élevée que leur revenu mensuel ; tandis qu'en général les chinois du type nouveau peuvent déposer une partie de leur revenu à la caisse d'épargne.

— V —

En Chine populaire, quoique la nouvelle génération soit plus apte à se transformer en nouveau type d'homme socialiste, on ne renonce pas tout de même à transformer aussi la vieille génération, car la société socialiste a été construite, et continue à l'être, par la génération existante, c'est-à-dire vieux et jeunes travaillant ensemble. On combat particulièrement les quatre anciennetés dont nous avons déjà parlé; mais on enseigne aux jeunes certaines expériences des vieux, utiles pour la construction socialiste. Ceci est tout à fait contraire à la conception de quelques sections de la soi-disant nouvelle génération qui est en fait féodaliste et capitaliste, et qui, par leur vanité, prétendent être plus avancées que les vieux.

Il faut admettre, sans exagération, que les hommes de la vieille génération ont des habitudes, des coutumes, une mentalité qu'on ne peut pas prétendre changer du jour au lendemain; de telle sorte que nous avons entendu de temps en temps qu'un ancien cadre, par exemple, a été limogé après la Grande Révolution Culturelle. Certains jouent un double rôle; d'une part, ils veulent montrer qu'ils ont abandonné leur ancienne idéologie, mais en fait, ils pensent et agissent dans une certaine manière de la même façon qu'avant la Grande Révolution Culturelle et l'établissement de la République populaire. La vieille génération peut contaminer quelques-uns de la nouvelle génération. Comme Lénine l'a préconisé, «l'idée bourgeoise» ou les «droits bourgeois» demeureront encore longtemps pendant la période socialiste.

— VI —

A part l'idéologie et l'environnement culturel du peuple chinois en général, la nouvelle génération en particulier, bien que plus apte à se transformer, reçoit un enseignement scolaire adapté à l'idéologie socialiste.

a) Comme je l'ai déjà mentionné, l'une des conditions à être réalisée pour parvenir à la phase supérieure du communisme est le dépérissement du contraste entre le travail intellectuel et manuel. Pour arriver à cette fin la Chine populaire a fait tout son possible pour augmenter l'effectif des établissements d'enseignement grâce au système «mi-étude, mi-travail», afin que l'école se suffise à elle-même, grâce aux revenus provenant du travail de ses élèves. Elle peut résoudre les difficultés financières de l'ancien régime : à savoir salaires des professeurs, dépenses administratives, frais d'étude et séjour des élèves pauvres, etc.

A l'heure actuelle à part les écoles et universités dont les frais sont payés par l'Etat, il existe un très grand nombre d'écoles mi-étude mi-travail urbaines et rurales :

1. Les écoles mi-étude mi-travail à la campagne.

L'emploi du temps est établi conformément aux conditions de travail à la campagne, c'est-à-dire étudier plus pendant les saisons creuses, étudier moins quand la saison est relativement intense, ne pas étudier du tout pendant les grands travaux. Ce qui revient généralement à 6 mois d'études, 5 mois de travail, 1 mois de vacances.

2. Les écoles urbaines mi-étude mi-travail.

Il existe plusieurs catégories : écoles pour un travail de type urbain, écoles mixtes dans lesquelles les élèves font à la fois du travail industriel et agricole, écoles orientées vers la campagne dont les élèves sont recrutés en ville pour aller travailler plus tard à la campagne, usines-écoles, écoles possédant leurs petites usines, écoles ayant des liens avec certaines entreprises ou usines etc. L'emploi du temps est établi suivant les particularités de chaque type d'école : 4 heures d'études et 4 heures de travail par jour, alternance quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle, répartition suivant les saisons, etc.

b) Les professeurs de ces écoles doivent à la fois enseigner, travailler, et prendre contact avec les masses populaires.

En plus de leur connaissance et aptitude au professorat, ils doivent posséder les qualités suivantes : être fidèles à la pensée de Mao Tsé-toung, être travailleurs et courageux afin de donner l'exemple, savoir enseigner en liant la pratique à la théorie, avoir de bonnes manières, de la persévérance, de l'économie, un esprit démocratique et suivre la ligne de masse.

La ligne de masse se résume ainsi : « Partir des masses pour retourner aux masses », « Partir des masses » signifie qu'au sein des masses se trouve le génie national, les paysans et les ouvriers deviennent professeurs dans leur spécialité sans qu'ils soient tenu compte de leur formation académique. « Retourner aux masses », signifie que l'enseignement doit servir à la masse et non pas créer une élite intellectuelle à part des autres.

Dans les méthodes d'enseignement, l'accent doit être mis sur le travail personnel et la discussion. Les professeurs doivent renoncer résolument à la méthode de « bourrage de crâne », ils doivent porter assistance aux élèves, pratiquer fidèlement la méthode d'enseignement démocratique et suivre la ligne de masse.

Dans certaines branches d'enseignement théorique, la durée des études doit être réduite, dans la mesure du possible, afin de remédier au gaspillage de la main-d'œuvre. Si le temps ainsi était raccourci de moitié, un professeur pourrait enseigner à deux fois plus d'élèves.

— VII —

Comme nous venons de le voir, l'homme chinois du type nouveau, le nouvel homme socialiste, n'est pas un spectre, mais un homme qui travaille consciencieusement sans stimulation matérielle, afin de parvenir à la phase supérieure du communisme.

Bien sûr, tous les chinois ne sont pas du type nouveau, car il est difficile de se transformer profondément et rapidement; mais le nombre des hommes du type nouveau s'accroît de jours en jours. Si on pense que la Chine est peuplée de plus de 700 millions d'habitants, population qui augmente chaque année d'une dizaine de millions, et que cette nouvelle génération, libérée des fléaux de la drogue et des maladies vénériennes, reçoit une éducation conforme à l'idéologie socialiste : on peut se demander alors, combien il y a d'hommes du type nouveau actuellement en Chine et combien il y en aura dans les années à venir, et qui constituent en fait la grande potentialité de la puissance économique et politique de la Chine.

A ce sujet, je pense aux hommes imbus de la stimulation matérielle qui mènent une vie luxueuse dans les pays féodaux et capitalistes, dont un bon nombre sont contaminés par les stupéfiants et les maladies vénériennes. De la même manière, on peut se demander ce qu'il adviendra de leur génération actuelle et celles à venir, si ces fléaux persistent.

CHAPITRE XXIV

LA POTENTIALITÉ DE LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE DE LA CHINE POPULAIRE ET LES SYSTÈMES DE PLANIFICATION ÉCONOMIQUE

— I —

On voit apparaître de plus en plus de marchandises chinoises sur le marché mondial, tout au moins dans les pays où il n'existe pas de tarif douanier discriminant ou prohibant les marchandises chinoises, ou bien encore dans les pays où des mesures légales n'ont pas été prises contre l'importation de produits provenant de la Chine populaire.

Les pays favorables à l'importation des produits chinois sont en général les pays en voie de développement, particulièrement les pays de l'Asie du sud-est (sauf le Siam à l'heure actuelle). Dans ces pays les produits chinois sont vendus en abondance et à meilleur marché que les produits japonais qui concurrençaient les produits provenant des pays occidentaux. A cet égard, nous avons plusieurs fois entendu que le gouvernement américain avait pris certaines mesures pour limiter l'importation des produits japonais. De ce fait, les pays capitalistes s'inquiètent de plus en plus de cette double concurrence : celle des produits japonais et celle des marchandises chinoises et en particulier on craint l'émergence croissante des marchandises chinoises. Néanmoins, il est

incontestable que les pays en voie de développement ont avantage à acheter les marchandises chinoises plutôt que celles des Japonais et des pays capitalistes.

Certains auteurs occidentaux qui ont eu l'occasion de visiter les usines et les communes populaires de la Chine ont écrit qu'ils avaient constaté que les marchandises, de même qualité que celle des pays occidentaux, étaient fabriquées à meilleur marché en Chine populaire.

Mis à part la puissance militaire défensive de la Chine populaire, qui représente plus de 300 millions d'effectifs mobilisables avec ses bombes nucléaires et ses fusées intercontinentales, sa puissance économique croît de plus en plus :

— II —

Les propagandistes de certains pays féodaux et capitalistes se contentent d'avancer des théories, qui manquent parfois d'évidence, en ce qui concerne la cause du bas coût de production en Chine populaire ; car le peuple chinois composé d'hommes du type nouveau comme nous venons de le mentionner dans le chapitre précédent, travaille consciencieusement pour la construction socialiste afin de transformer la Chine populaire en une puissance économique mondiale.

Après avoir épuisé leurs arguments pour blâmer le système économique en Chine populaire, ces propagandistes ont eu recours à un autre argument, d'après lequel le bas prix de vente des marchandises de la Chine populaire était dû au travail forcé du peuple. Cet argument ne tient guère debout, non seulement il est contraire à la théorie classique de l'économie politique concernant le «travail attrayant» (selon laquelle un travail qui n'est pas attrayant ne peut donner qu'un faible rendement); mais d'autre part, comme dans tous les pays, les travaux forcés des condamnés ne couvrent guère les dépenses effectuées par les établissements pénitentiaires.

Nous considérons que ceux qui font foi à cette propagande irrationnelle, ont déjà perdu la bataille économique qu'ils mènent contre la Chine, c'est-à-dire que si au départ leur idée est erronée, leurs actions dans ce sens ne pourront aboutir qu'à des résultats néfastes à eux-mêmes.

Sun-Tzu, le grand philosophe stratégique chinois de l'antiquité (400 ans av. J.-C.) a laissé en héritage ses pensées que le président Mao a mentionné dans ses écrits stratégiques et tactiques. Le grand philosophe enseigna dans l'un de ses écrits le principe suivant : si on se connaît soi-même et si on connaît son ennemi, on gagnera n'importe quelle bataille. Si nous raisonnons a contrario, nous pouvons conclure que celui qui ne se connaît pas lui-même, ni son ennemi ou celui qui se connaît mais ne connaît pas l'ennemi, perdra n'importe quelle bataille.

Je crois qu'il ne suffit pas pour les visiteurs de la Chine populaire de juger le bas coût de production d'une entreprise, ou d'une commune populaire; car en matière d'économie politique, peu importe le système économique, il semble préférable de tenir compte des quatre éléments suivants: coût des matières premières, coût de la main-d'œuvre, frais de transformation de distribution. Ceux-ci varient suivant le marché local, régional, national, international, mondial. Mais en Chine populaire, il existe une particularité dans l'organisation économique qui est la planification dirigée, ce qui est différent du système économique capitaliste appliquant le principe de la non-intervention de l'Etat dans l'économie : telles U.S.A.

Cette planification dirigée est différente aussi de la « planification indicative » ou « programmation » économique nationale de certains pays capitalistes : tel que la France, l'Italie, le Japon etc. Il y a encore davantage de différences avec le soi-disant plan économique national de certains pays en voie de développement où il s'agit en vérité d'une simple estimation économique nationale.

a) La planification socialiste appliquée en Chine populaire :

Tout d'abord il semble bon de rappeler que dans le système économique socialiste, les moyens de production appartiennent aux travailleurs. D'autre part l'objectif numéro un de la planification socialiste est la satisfaction des besoins de la société. En Chine populaire par exemple, certaines entreprises à gros bénéfice peuvent être supprimées si elles sont nuisibles à la vie socialiste du peuple, au contraire, une entreprise déficitaire doit être maintenue si elle est nécessaire à la vie socialiste du peuple chinois et peut satisfaire les besoins sociaux. C'est là l'une des plus importantes différences entre le système capitaliste et le système socialiste.

Je voudrais citer l'exemple du soi-disant plan économique du Siam à l'heure actuelle : l'Etat a vendu des entreprises qui étaient déficitaires aux capitalistes privés, bien qu'elles fussent utiles à la société, ne serait-ce qu'en employant la main d'œuvre siamoise.

En Chine populaire, le déficit d'une entreprise est compensé par le bénéfice des autres entreprises. Par conséquent le prix des marchandises offert sur le marché international et mondial est généralement inférieur à celui des pays capitalistes. Pris dans son ensemble, ceci constitue un bénéfice par rapport au prix de revient à l'intérieur du pays; mais ce bénéfice, selon la conception des pays socialistes, n'est pas « la surplus-value » du travail des ouvriers, car il retourne aux travailleurs, c'est-à-dire à la société tout entière. D'ailleurs la théorie marxiste de la « surplus-value » ne s'applique qu'au mode de production capitaliste dont le profit revient au propriétaire privé de l'entreprise.

b) Planification indicative ou programmation économique des pays capitalistes.

Il existe dans ce plan un secteur privé et un secteur public ; on ne peut pas prétendre tout diriger puisque les propriétaires privés des moyens de production agissent individuellement. Cette économie est donc soumise aux lois économiques capitalistes à savoir en particulier le profit approprié par les propriétaires privés des entreprises. On ne trouve donc aucune entreprise privée qui consente à renoncer à son profit personnel pour la société, à moins d'en être compensé par une subvention de l'Etat. Le profit de chaque entreprise privée est compris dans le prix des marchandises de ces pays capitalistes offert sur le marché mondial. Si on veut concurrencer les marchandises chinoises, l'Etat doit quelquefois accorder une subvention à l'exportateur, ou établir un système de double cours de change de monnaie, dont l'un est ordinaire et l'autre avantageux pour l'exporteur qui reçoit des devises étrangères lui permettant de les échanger à un taux plus élevé que sa monnaie nationale. En tout cas ces mesures qui contribuent à encourager l'exportation ont tout de même des limites.

c) « L'estimation économique nationale »

Dans certains pays en voie de développement, sous l'influence de la doctrine américaine de non-intervention de l'Etat dans l'économie, on fait le soi-disant plan économique national tel qu'au Siam ; on l'appelle « le plan de développement économique et social national ». Il est évident que les gouvernements de ces pays respectifs n'exigent pas aux entreprises privées une production répondant qualitativement et quantitativement à la satisfaction des besoins de la population. Ce soi-disant plan économique ne fait que l'estimation de ce que les propriétaires des entreprises privées sont supposés pouvoir produire. En outre, comme ces pays sont en voie de développement, les mesures d'encouragement à la production et à l'exportation sont très limitées. Il en résulte que certains produits de ces pays, spécialement les produits agricoles, ont perdu de plus en plus leur place sur

le marché mondial ; tel est le cas du riz siamois qui a été substitué par le riz chinois et japonais sur le marché de Hong Kong, Indonésie, Malaisie, Singapour et Ceylan etc.

Pour le caoutchouc naturel, les pays producteurs de cette matière se trouvent concurrencés par le caoutchouc synthétique des pays industriels.

— IV —

En ce qui concerne le bas coût de production proprement dit, il faut examiner 3 facteurs de production : le travail humain, les matières premières et le capital comprenant les instruments de production, le processus de production, crédit etc.

Certains économistes capitalistes pensent que le capital est le facteur le plus important ; mais de nos jours, beaucoup d'économistes s'entendent pour dire que le plus important des 3 facteurs est le travail humain ; car les deux autres facteurs s'avèrent inutiles si le travail humain ne les anime pas, ne les transforme pas. En effet la nature d'où proviennent les matières premières est le facteur originaire, et le capital, dans son sens large, le facteur dérivé.

Mao Tsé-toung considère que l'homme est le facteur dominant non seulement dans le domaine militaire, mais également dans celui de l'économie politique.

a) Le travailleur chinois est devenu « l'homme du type nouveau » travaillant consciencieusement avec la satisfaction morale et patriotique de servir sa patrie socialiste. Son salaire ou rémunération est modeste mais suffisant, sans luxe, conformément au standard de vie des travailleurs chinois. Par conséquent, le coût du travail en Chine est inférieur à celui des pays féodaux ou capitalistes qui se servent de stimulants matériels.

b) Le territoire de la Chine représente 9,7 millions de km² où les matières premières se trouvent en abondance à la surface,

dans le sous-sol et dans les eaux territoriales. Le bas coût du travail entraîne le bas coût d'extraction des matières premières.

c) En ce qui concerne le capital dans son sens large, j'ai déjà mentionné que la Chine populaire possède 8 ministères chargés de fabriquer des instruments de production.

Les institutions bancaires et financières appartiennent à la société tout entière, ainsi les entreprises sociales peuvent obtenir facilement des crédits. Il faut mentionner que le gouvernement populaire ne publie pas la valeur des billets de banque en circulation; mais il pratique un autre système qui lui permet de contrôler l'inflation monétaire à l'intérieur du pays, et le change de sa monnaie pour une monnaie étrangère. Aucun chinois ne peut changer sa monnaie pour une monnaie étrangère, sauf dans le cas très exceptionnel de celui qui a pu obtenir la permission d'aller rendre visite à ses parents à Hong Kong et Macau, mais il a droit simplement à une valeur d'argent correspondant aux frais de transport. En outre les Chinois en général, sauf ceux des anciennes classes dépeniées, sont économes. Ils déposent régulièrement une partie de leur salaire à la caisse d'épargne; ce qui explique l'abondance des crédits dans les banques de l'Etat.

— V —

A part le bas coût de la production des marchandises de la Chine populaire, il nous faut considérer le problème de la « productivité », auquel beaucoup de pays capitalistes de nos jours s'intéressent, à tel point qu'ils se réunissent de temps en temps pour chercher les moyens qui stimuleraient le plus que possible le rendement du mode de production capitaliste.

A cet égard, on doit tenir compte de beaucoup de facteurs qui permettent une productivité avantageuse, notamment l'éducation, le travail spécialisé, le niveau de la technologie, la méthode d'organisation et la direction de l'entreprise, les facteurs psychologiques et culturels, les facilités de la nature, etc.

En Chine populaire, ces facteurs ne manquent pas, au contraire on les développe davantage ; on applique la méthode du travail productif en groupe et sous forme de combat contre les obstacles et les difficultés naturelles et on a pour objectif principal la victoire, comme nous l'avons déjà mentionné à propos du travail collectif dans les communes populaires.

a) En ce qui concerne la main d'œuvre spécialisée, quelques auteurs de notre époque ayant visité la Chine populaire ont déjà raconté les merveilles qu'ils ont trouvées au point de vue de la dextérité de la main d'œuvre chinoise.

En effet ceux qui n'ont pas encore eu l'occasion de visiter la Chine, mais qui s'intéressent au problème chinois, peuvent remarquer par eux-mêmes, en passant devant les vitrines des boutiques des centres commerciaux à l'échelle mondiale, des échantillons de produits et d'objets d'art chinois, ou mieux encore, en visitant des expositions d'objets d'art antique chinois, que depuis l'antiquité jusqu'à nos jours la Chine ne manque pas de main d'œuvre de précision et que celle-ci a la dextérité nécessaire pour la fabrication des objets les plus délicats, sculpture du bronze et des pierres précieuses, de la porcelaine, de la broderie, etc.

b) Quant aux travaux gigantesques, beaucoup d'occidentaux ont déjà entendu parler depuis plusieurs siècles de l'une des merveilles du monde qui est la célèbre « Grande Muraille de Chine ». Cette muraille, commencée en 400 ans av. J.-C. a environ 2 500 km de longueur, 10 m de hauteur et 60 m de largeur. Les matériaux utilisés sont principalement des pierres de taille, des briques, de la chaux et de la terre. Elle s'étend du golfe de la mer Jaune passant sur des collines, des montagnes et des déserts au nord et nord-ouest de la Chine. C'était une gigantesque forteresse qui protégeait l'ancien Etat chinois contre les envahisseurs de l'Est, du Nord et du Nord-Est. Elle peut être considérée comme l'antique prédécesseur de la ligne Maginot construite en France après la Première Guerre mondiale.

Mais de nos jours les Chinois réalisent des travaux bien plus gigantesques : irrigation, ponts, voies de communication, etc.

c) En visitant les musées d'Europe occidentale, nous pouvons voir beaucoup d'objets d'art chinois qui témoignent du niveau scientifique et technique de la Chine : par exemple certaines porcelaines très fines que les Chinois savaient fabriquer 1700 ans av. J.-C. tandis qu'à la même époque les Européens occidentaux ne savaient fabriquer que des terrines de qualité bien inférieure à la porcelaine.

C'est encore les Chinois qui, les premiers, ont fabriqué les tissus avec des fils de soie ; il en est de même en matière astronomique : une des dispositions du Traité de Versailles en 1919 a obligé les Allemands vaincus, à rendre les instruments astronomiques, saisis en Chine lors de la guerre entre la Chine et les puissances étrangères en 1900. On se rend compte alors que les Chinois connaissaient le monde et l'univers bien avant Copernick et Galilée. Bien avant les Européens, les Chinois ont fabriqué la boussole pour la navigation. D'autre part, beaucoup de lecteurs connaissent sans doute les aventures de Marco Polo, voyageur vénitien qui est allé en Chine entre 1275 et 1292. Il fut reçu par l'empereur chinois de la dynastie Yüan et assumait la fonction de fonctionnaire impérial. A son retour à Venise, il écrivit un livre traitant de ce qu'il appela les merveilles de Chine. A cette époque, les Européens, y compris le pape, considérèrent que le compte rendu de Marco Polo était incroyable, et le pape interdit ce livre qu'il qualifiait de mensonger.

Marco Polo y racontait que les Chinois se servaient de pierres noires comme combustibles, sujet d'autant plus frappant qu'à cette époque on ne savait qu'utiliser le bois en Europe. Pourtant on avait déjà fait mention de l'utilisation du charbon de terre par les Romains, mais ceci ne restait que dans l'imagination. Or en Chine, on a utilisé le charbon de terre comme combustible

plus de 100 ans av. J.-C. ou 1300 ans avant le voyage de Marco Polo, tandis que l'Europe occidentale n'a utilisé le charbon de terre que vers le milieu du XVIII^e siècle, au début de la révolution industrielle.

Les Chinois savaient également fabriquer du papier à partir de la paille et de l'écorce des arbres, bien avant les Européens.

Ce sont les premiers empereurs de la dynastie Yüan qui ont inventé les billets de banque, en coupant du papier en morceau de différente dimension indiquant la valeur d'un certain poids d'argent et affranchi du sceau impérial. Les marchands et les fournisseurs étaient tenus de les accepter en échange des fournitures nécessaires à l'armée impériale.

La poudre à explosion a été découverte par les Chinois en mélangeant de la poudre de charbon de bois, du sulfure et du nitrate; mais ils ne s'en servaient que comme pétards pour les cérémonies religieuses afin de chasser les esprits. Ce furent les Turcs qui s'en étaient servis comme armement pour attaquer les forteresses de Constantinople. Dès lors cette invention se propagea dans toute l'Europe occidentale, de telle sorte qu'on a pu inventer les fusils à cartouche qui remplacèrent les arcs et les flèches.

Dans le domaine scientifique, ce n'est qu'à notre époque que les pays étrangers s'intéressent à l'acupuncture chinoise : méthode que les chinois utilisaient depuis l'ancien temps pour soigner les maladies humaines et animales ; ce qui prouve que les Chinois connaissaient l'anatomie détaillée (muscles, tendons, nerfs) des êtres vivants leur permettant de guérir beaucoup de maladies sans douleur. Ces anciennes découvertes scientifiques ont été développées depuis la fondation de la République Populaire.

d) Ce n'est qu'à l'époque de la révolution industrielle, milieu du XVIII^e siècle, que les Chinois ont pris du retard sur l'Europe occidentale.

C'est alors que s'est développé de plus en plus le capitalisme moderne qui est devenu capitalisme moribond ou impérialisme, et chacun désirait conquérir les territoires dits sous-développés y compris la Chine. Cette dernière s'est trouvée obligée d'acheter des produits fabriqués par la méthode moderne scientifique et technologique des pays impérialistes.

Plus tard les impérialistes, profitant de la main d'œuvre chinoise à bon marché, installèrent des industries modernes en Chine. De ce fait, les ouvriers chinois ont appris la technologie moderne des industries impérialistes. Le gouvernement chinois a alors établi des universités et écoles scientifiques et techniques ; ceci 50 ans avant l'établissement de la République Populaire. Ainsi, beaucoup de Chinois ont pu étudier les méthodes scientifiques et techniques des pays occidentaux.

Un bon nombre de dirigeants chinois tels que Chou En-laï, Chen Yi etc. alors qu'ils étaient en France pour faire leurs études, travaillaient également à mi-temps dans les usines. D'autre part étant donné que les Chinois, de génération en génération, sont des artisans, donc possèdent une base élémentaire, il n'est pas difficile pour eux de faire du travail de précision.

En Asie du Sud-Est, on a fabriqué depuis la Première Guerre mondiale beaucoup de machines (minoterie à vapeur, scieries, fabrication de pièces de rechange, moteur, etc.) qui autrefois étaient importées des pays impérialistes ; mais les artisans chinois d'outre-mer, par leurs expériences pratiques dans les usines impérialistes, ont pu fabriquer les instruments sur place à meilleur marché.

— VI —

Après l'établissement de la République populaire, le gouvernement, sous la direction du Parti communiste chinois, a développé davantage l'enseignement scientifique et technique dans les établissements scolaires et les usines, en combinant la théorie à la pratique.

Au début, la Chine populaire a reçu l'assistance de l'Union soviétique et des pays à démocratie populaire; mais cette assistance était minime par rapport au travail des Chinois par eux-mêmes, conformément à l'enseignement de Mao qui répète souvent que la Chine doit « rester debout » grâce à ses propres forces.

Mais Kroutchev n'a pas réalisé la capacité de travail des Chinois; il croyait qu'en rappelant les techniciens soviétiques, la Chine ne pourrait pas progresser scientifiquement et technologiquement, et serait obligé de se plier aux volontés des Soviétiques. Mais nous pouvons constater que le résultat est contraire aux prévisions de Khrouchtchev: la Chine continue d'évoluer et de progresser sur le plan technologique et scientifique.

Moi-même, j'ai pu visiter beaucoup d'établissements scientifiques et techniques, j'ai pu alors constater beaucoup de progrès dans ce domaine; mais comme je l'ai déjà dit précédemment au point de vue qualitatif, la Chine a rattrapé son retard dans plusieurs domaines, cependant quantitativement on ne peut pas en dire autant, compte tenu de sa population qui s'élève à plus de 700 millions d'habitants.

b) En matière nucléaire, on a pu constater les mêmes progrès: plusieurs de mes amis étrangers, qui ont visité la Chine en 1963, m'ont demandé si la Chine populaire était capable de fabriquer des bombes nucléaires, puisque les techniciens soviétiques ont quitté la Chine. J'ai répondu à mes interlocuteurs qu'à mon avis la Chine possède les 4 conditions essentielles pour la fabrication de ces bombes:

— elle possède les matières premières nécessaires à la fabrication des armes nucléaires;

— elle a beaucoup de ministères chargés de fabriquer des instruments de productions les plus précis;

— elle possède suffisamment d'ouvriers qualifiés qui puissent fabriquer des instruments de précision et capables de les manier;

— elle possède des techniciens chinois, les plus qualifiés en matière scientifique et technologique.

Quelques mois plus tard, Teng Siao-ping, qui, à cette époque était secrétaire général du Parti communiste chinois, m'a rendu visite à Canton; je lui ai alors demandé son avis sur ce problème, il a confirmé l'exactitude de ma réponse aux interlocuteurs étrangers et a ajouté à titre d'ami, que dans un avenir proche, j'apprendrais que la Chine testera sa première bombe nucléaire. Au mois d'octobre 1964, la Chine faisait exploser sa première bombe atomique.

D'ailleurs, à l'heure actuelle, la Chine possède ses propres académies scientifiques et technologiques, notamment : l'Académie des sciences en général, l'Académie des sciences médicales, l'Académie des sciences agricoles, l'Académie des sciences militaires spécialisée dans la tactique et la stratégie nucléaire, et autres associations scientifiques spécialisées chacune dans un domaine précis.

Les tests des bombes nucléaires, des fusées à longue portée et des lancements de spoutniks que la Chine populaire a réalisé depuis 1965 et dont les agences de propagande américaines ont parlé à travers le monde entier, nous montrent que la Chine populaire est capable d'exécuter à notre époque des œuvres gigantesques et les plus délicates.

D'autre part il va de soi que les Chinois peuvent certainement fabriquer des choses moins importantes pour leurs besoins et pour le marché à l'étranger.

Avec l'homme chinois du type nouveau, la Chine populaire a donc la potentialité qui lui permettra de devenir une grande puissance économique mondiale.

CHAPITRE XXV

LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA CHINE POPULAIRE

— I —

A la veille de l'établissement de la République populaire de Chine, le président Mao Tsé-toung, dans ses écrits sur la dictature démocratique, publié le 30 juin 1949, a parlé de la politique internationale de la prochaine nouvelle république en ces termes :

«... Nous voulons faire du commerce. C'est tout à fait exact, le commerce se fera toujours. Nous ne sommes contre personne, à l'exception des réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur, qui nous empêchent de faire du commerce. Tout le monde doit savoir que ce sont les impérialistes et leurs valets, les réactionnaires de la clique de Chiang Kai-chek, et d'autres personnes, qui nous empêchent de faire du commerce, d'établir des relations diplomatiques avec les pays étrangers. Lorsque nous aurons uni toutes les forces intérieures et internationales et écrasé les réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur nous pourrons faire du commerce et établir des relations diplomatiques avec tous les pays étrangers sur la base de l'égalité, de l'avantage réciproque et du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale.»

Cette politique fondamentale a été appliquée par la nouvelle République populaire dont le préambule de la Constitution de 1954 a fait le bilan suivant :

... « Notre pays a déjà établi une amitié indestructible avec la Grande Union des Républiques Socialistes Soviétiques et avec les pays de démocratie populaire, et chaque jour grandit l'amitié entre notre peuple et les peuples épris de paix du monde entier. Cette amitié continuera à se développer et à se renforcer. Notre politique pour l'établissement et le développement des relations diplomatiques avec tous les pays, fondée sur les principes d'égalité, d'intérêt réciproque, du respect mutuel de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale, a déjà porté ses fruits et elle continuera à être appliquée sans défaillance. Dans le domaine international, la politique ferme et constante de notre pays est de lutter pour la noble cause de la paix mondiale et du progrès de l'humanité ».

A part le bilan des succès de la politique internationale le préambule de cette constitution développe davantage la pensée de Mao Tsé-toung en cette matière. Cependant, le président Mao lui-même a précisé son point de vue :

a) A la réunion du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. pour la célébration du 40^e anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'octobre (6 novembre 1957), il a dit :

« Les Etats socialistes appartiennent à un type tout à fait nouveau ; les classes exploiteuses y ont été renversées et le peuple travailleur y a pris le pouvoir. Dans les relations entre ces Etats, c'est le principe de l'union de l'internationalisme avec le patriotisme qui est appliqué. Nous sommes étroitement liés par des intérêts et un idéal commun ».

b) Puis le 12 janvier 1964, il a fait la déclaration suivante :

« Les peuples du camp socialiste doivent s'unir, ceux des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine doivent s'unir, tous les pays épris de paix comme tous les pays victimes de l'agression, de la main-mise, de l'intervention et des vexations des Etats-Unis doivent s'unir, afin de former le plus large front contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme américain et pour la défense de la paix mondiale ».

Nous pouvons donc considérer que la politique internationale de la Chine populaire est basée sur les principes suivants :

1. La paix mondiale.
2. L'alliance entre les Etats socialistes.
3. L'élargissement du Front uni de tous les peuples contre l'impérialisme expansionniste américain et pour la défense de la paix mondiale.
4. Le développement des relations diplomatiques avec les pays fondées sur les principes de coexistence pacifique.

— II —

La politique de coexistence pacifique et de paix mondiale de la Chine est étroitement liée à la lutte pour la construction de la société communiste mondiale où il n'y aura plus de guerre car les classes, les partis politiques et l'Etat qui sont les moyens d'exploitation et d'oppression de l'homme par l'homme, auront péri.

Mais cette lutte ne consiste pas à provoquer la guerre mondiale entre les nations communistes et non-communistes, car le marxisme-léninisme laisse au peuple de chaque pays le soin de changer lui-même ses régimes d'exploitation et d'oppression d'étape en étape pour arriver au communisme. C'est au peuple de chaque pays de décider de la méthode de changement qui lui convient afin de réussir à prendre le pouvoir d'Etat des mains des réactionnaires.

Etant donné que le communisme mondial ne parviendra qu'après plusieurs générations d'homme, la politique internationale de la Chine populaire, à l'heure actuelle et à l'avenir jusqu'à l'avènement du communisme mondial, s'appuie sur les principes que nous allons étudier.

— III —

Bien qu'à l'heure actuelle, il existe encore quelques contradictions entre le Parti communiste chinois et les dirigeants soviétiques, qui entravent à un certain degré les bonnes relations entre leurs Etats respectifs; au fond, les Etats du camp socialiste ont des intérêts et un idéal communs qui les lient étroitement (voir parole de Mao Tsé-toung citée dans le paragraphe I (a).

D'ailleurs durant la période des contradictions sino-soviétiques, le Vietnam démocratique et un certain nombre des Etats socialistes ont déploré la dissension entre les deux grands partis frères. Lorsqu'à la lecture du testament de Ho Chi-minh (à l'occasion de ses funérailles à Hanoi au mois de septembre 1969), on annonça qu'il désirerait que les dirigeants chinois et soviétiques se réconcilient, ces derniers ont, par la suite, nommé leur représentant respectif pour se rendre à Pékin, afin de résoudre amicalement leurs conflits frontaliers. Je pense que tôt ou tard les contradictions entre les dirigeants des Etats du camp socialiste seront résolues par la méthode de Mao Tsé-toung : « unité-critique-unité ».

Mao Tsé-toung disait : « dans les relations entre ces Etats (Etats du camp socialiste), c'est l'union de l'internationalisme avec le patriotisme qui est appliqué. Nous sommes étroitement liés par des intérêts et un idéal communs » cela signifie que les relations entre ces Etats ne s'arrêteront pas à un simple front uni, mais constitueront une alliance comme l'exprime l'expression *étroitement liés* entre eux.

Les Etats du camp socialiste coopèrent, s'entraident, et sont solidaires, en temps de paix aussi bien qu'en temps de guerre, ainsi des volontaires chinois sont allés en Corée du Nord pour aider ce pays à combattre les envahisseurs américains et leurs alliés, et des armements chinois et soviétiques ont été envoyés au Vietnam démocratique pour aider ce pays à lutter contre l'agression de l'impérialisme américain et ses alliés, etc.

— IV —

Le conflit Sino-Soviétique

Pendant que Staline était encore vivant, des écrits officiels du gouvernement chinois ont souvent mentionné le camp socialiste de la façon suivante : « Le camp socialiste dirigé par l'Union soviétique ».

a) Les successeurs de Staline, au Kremlin, spécialement Khrouchtchev, ont cru que le parti communiste chinois accepterait l'hégémonie soviétique pour toujours, sans tenir compte du mérite et de la position particulière de Staline qui a été honoré, et respecté par tous les pays et partis du camp socialiste qui le considéraient comme le grand professeur et dirigeant du mouvement communiste international ; plus spécialement le parti communiste chinois qui a reçu plusieurs de ses précieux conseils.

Pourtant trois ans après la mort de Staline en 1953, aucun changement entre les dirigeants chinois et les nouveaux dirigeants soviétiques n'était intervenu.

Brusquement en février 1956, Khrouchtchev en qualité de secrétaire général du Parti communiste d'U.R.S.S., au cours de son discours de clôture du 20^e congrès de ce parti, auquel assistaient les représentants des partis communistes du monde entier, y compris celui de la Chine, il accusa Staline d'avoir pratiqué le culte de la personnalité, et dénonça les pensées de

ce dernier. Par la suite il y eut de nombreux conflits idéologiques entre les dirigeants chinois et les nouveaux dirigeants soviétiques.

En ce qui concerne l'affaire de Staline, le Parti communiste chinois a expliqué son point de vue sous le titre: « L'expérience historique de la dictature du prolétariat », d'après laquelle on ne doit pas condamner tout ce que Staline a fait pour le mouvement communiste mondial, car toute action a un côté positif et un autre négatif. Quant au culte de la personnalité de Staline, il n'en est pas question pour les Chinois qui continuent à honorer et respecter ce dernier parmi les grands maîtres du communisme. Le grand portrait de Staline continue à être arboré à côté de ceux de Marx, Engels et Lénine, sur les places publiques, contrairement aux nouveaux dirigeants soviétiques qui ont détruit tout ce qui constituait les vestiges de Staline en Union soviétique.

Pour amener les chinois à se rallier à sa politique de déstalinisation, Krouchtchev est allé en Chine en 1958 et 1959 pour offrir sa contribution au développement économique sous forme de plusieurs programmes économiques que la Chine populaire a d'ailleurs acceptés, mais elle ne renonça pas à respecter la mémoire de Staline.

b) En 1957, sur l'initiative de Khrouchtchev, les partis communistes et de démocratie populaire se sont réunis en conférence à Moscou, où ils ont fait une déclaration commune concernant la politique commune à suivre contre l'impérialisme, l'aide aux pays qui luttent pour se libérer des régimes d'oppression, et la méthode de transition du capitalisme au socialisme et communisme, etc.

Beaucoup de pays communistes d'Europe orientale ont suivi l'exemple de Khrouchtchev, en limogeant leur chef respectif du parti, sous prétexte qu'il pratiquait le culte de la personnalité, sauf l'Albanie qui a conservé son chef du parti communiste. Quant

aux pays communistes de l'Asie, sauf la Mongolie, ils considèrent que leur parti communiste respectif ne pratiquait pas le culte de la personnalité.

Cependant au sein du parti communiste chinois, il y avait certains éléments pro-soviétiques qui ont essayé de destituer le président Mao Tsé-toung comme Khrouchtchev avait fait pour Staline, mais leur dessein échoua.

Voyant que l'aide économique apportée à la Chine et l'action des éléments pro-soviétiques contre Mao n'avait pas eu de conséquence, en ce qui concerne l'attitude de la Chine envers Staline, Khrouchtchev a eu recours à la méthode d'intimidation économique, en commençant à rappeler vers le mois d'août 1960, un bon nombre de techniciens soviétiques qui étaient en Chine, et en retardant la livraison des instruments de production promis à la Chine.

Pourtant en novembre 1960, les 81 partis communistes mondiaux se sont réunis en conférence à Moscou, où ils ont fait une déclaration commune comme celle de 1957; mais le conflit idéologique sino-soviétique subsista en ce qui concerne la déstalinisation, la coexistence pacifique avec l'impérialisme américain, le dogmatisme et le révisionnisme, etc.

Khrouchtchev, réalisant que toutes les mesures qu'il avait prises pour obliger les dirigeants chinois à adopter ses pensées théoriques et à appliquer une politique semblable à la sienne manquaient d'efficacité, rappela finalement tous les techniciens soviétiques, et annula unilatéralement toutes les conventions conclues avec la Chine, sur la coopération et l'assistance techniques, économiques et scientifiques. Khrouchtchev croyait que cette nouvelle mesure obligerait la Chine populaire à renoncer à respecter Staline, et que par la suite, elle s'inclinerait devant toutes les décisions de l'Union soviétique.

Cependant, contrairement aux prévisions de Khrouchtchev, la Chine populaire continue de vivre et de progresser par ses propres moyens.

c) Jusqu'au mois de février 1963, la Chine ne s'est jamais lancé dans de longues polémiques contre l'U.R.S.S., et n'a jamais utilisé aucune propagande exprimant son désaccord avec les dirigeants soviétiques ou avec Khrouchtchev lui-même ; car les dirigeants chinois n'ont pas voulu que leur divergence avec les soviétiques soient étalées devant le monde, pour ne pas nuire à l'unité du camp socialiste. Mais au contraire nous avons lu les journaux soviétiques et entendu la radio de Moscou qui attaquaient continuellement la politique des dirigeants chinois.

Le 27 janvier 1963, «Jen-min Jih-pao» l'organe officiel du Parti communiste chinois a simplement fait remarquer, au parti communiste soviétique et à ses subordonnés d'Europe orientale, le danger de leurs propagandes :

« On ne peut considérer comme une attitude Marxiste-Léniniste sérieuse celle d'étaler devant l'ennemi les controverses entre partis frères et pays frères. Pareille attitude ne fera qu'affliger les nôtres et réjouir l'ennemi ».

Mais Khrouchtchev et ses associés continuèrent à attaquer les dirigeants chinois de façon plus violente ainsi l'organe officiel du parti communiste chinois de février 1963 a signalé que la Chine populaire sera obligé de prendre des mesures de légitime défense :

« Mais lorsque la polémique est lancée, il faut y répondre, quoique l'unité doive en souffrir, car pour être valable, l'unité doit être réelle et profonde, elle doit reposer sur une véritable entente ».

Bien qu'il y ait des attaques et des ripostes de temps en temps entre les partis communistes soviétiques et chinois, les deux partis se sont mis d'accord pour une conférence bipartie qui aurait lieu à Moscou en avril-juin 1963 pour résoudre amicalement leur différend

Mais quelques jours avant l'ouverture de la conférence, Khrouchtchev a lancé une lettre ouverte à la Chine propageant ainsi son point de vue sur le mouvement communiste international, et accusant les erreurs des dirigeants chinois devant l'opinion mondiale. Le Parti communiste chinois ne pouvait pas se contenter de garder un respectueux silence; il est obligé de publier sa réponse le 14 juin 1963 au comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, d'après laquelle la Chine ne pratique pas le culte de la personnalité, car Lénine a enseigné que les marxistes doivent connaître la notion élémentaire du marxisme à savoir : que la nation est divisée en classes, la classe est dirigée par son parti, le parti est dirigé par un groupe dirigeant composé des personnes les plus qualifiées, grâce à leurs connaissances théoriques et leurs expériences. En outre le Parti communiste chinois exige que tous les partis communistes observent strictement les principes de l'internationalisme prolétarien, en ce qui concerne le respect de l'indépendance et l'égalité des partis frères qui ne doivent pas être traités comme des annexes ou des pays indépendants. L'hégémonie soviétique sur le camp socialiste est donc catégoriquement rejetée par le parti communiste chinois, mais cela ne signifie pas qu'elle néglige l'alliance conclue avec les Etats du camp socialiste avec qui la Chine populaire s'associera dans la mesure du possible et suivant les circonstances.

d) Le conflit armé sino-soviétique en 1968-1969 est l'héritage de l'expansion de la Russie tsariste qui força la Chine impériale de la dynastie mandchoue à lui céder une grande partie du territoire. Bien que Lénine eût déjà proclamé, lors de la Grande Révolution d'octobre 1917 l'abolition de tous les traités inégaux conclus par le gouvernement tsariste de la Chine, les dirigeants soviétiques actuels considèrent que tous les territoires acquis par les Tsars font partie intégrante de l'Union soviétique. Ils n'ont même pas tenu compte de la notion du droit international d'après

lequel le chenal principal d'un fleuve est la ligne de démarcation entre les pays riverains.

La bataille entre les troupes chinoises et soviétiques sur l'île « Chen pao », sur le fleuve Oussouri, en 1969 qui a causé beaucoup de morts des deux côtés, provient de ce que cette île est située près de la rive chinoise séparée par un chenal peu profond, tandis que le chenal principal où circulent des bateaux de plus de cent tonnes sépare l'île de la rive soviétique. La Chine considérant que cette île lui appartient légalement, envoya quelques gardes frontières en reconnaissance sur cette île. Les Soviétiques pour démontrer leur souveraineté sur cette île, y ont envoyé leurs troupes accompagnées de chars d'assaut pour chasser les gardes frontières chinois, qui par la suite ont reçu des renforts. Le conflit armé sino-soviétique s'est déroulé pendant quelques heures avant de conclure au cessez-le-feu.

En août 1969, la Chine et l'U.R.S.S. se sont entendues pour établir une commission mixte afin de résoudre le problème de la navigation sur les cours d'eau frontaliers.

En octobre 1969, les représentants soviétiques et chinois ont commencé à négocier tout le problème frontalier, y compris celui de la région du Singkiang où, auparavant, avaient eu lieu quelques incidents.

— V —

Il faut remarquer que le président Mao Tsé-toung a conclu dès 1949, que l'une des trois armes principales avec lesquelles le parti communiste chinois a vaincu l'ennemi est le front uni composé de toutes les classes révolutionnaires et de tous les groupements révolutionnaires, qui constituent des forces écrasantes pour les ennemis réactionnaires, considérés comme une poignée d'hommes en comparaison avec le nombre de la population totale.

En appliquant ce principe au domaine international, le président Mao Tsé-toung, dans sa déclaration du 12 janvier 1964, lança un appel aux peuples du monde, afin qu'ils s'unissent et forment le plus large front uni contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme américain, et pour la défense de la paix mondiale.

a) Ce front uni international n'a pas d'organisation propre, comme celui de l'intérieur de la Chine ou d'autres organisations des pays non-communistes tels que l'O.I.A.S., l'O.T.A.N., etc. : Mais il s'agit simplement d'une entente sympathique entre les pays socialistes et tous les peuples qui ont au moins des intérêts et à un certain niveau un idéal commun pour lutter contre l'impérialisme et défendre la paix mondiale.

b) Tous les Etats qui sont en relations diplomatiques avec la Chine, et même ceux qui ne le sont pas ont la sympathie et le soutien moral de la Chine populaire pour leur lutte contre l'impérialisme et pour la défense de la paix mondiale. Tels sont les messages de sympathie et de soutien que la Chine a exprimé aux groupements populaires et aux peuples d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique Latine ainsi qu'aux Américains noirs qui luttent contre l'impérialisme américain.

c) Des Etats en voie de développement ayant des relations diplomatiques avec la Chine populaire ont la possibilité de conclure un accord d'aide mutuelle sur les huit principes annoncés par le Premier ministre Chou En-laï, dans le communiqué sino-malien du 21 janvier 1964 :

1. *« Le gouvernement chinois observe invariablement le principe de l'égalité et de l'avantage réciproque dans l'octroi de son aide à des pays étrangers. Il ne la considère jamais comme une aumône unilatérale. A son avis, l'aide a toujours été mutuelle. »*

2. « *Le gouvernement chinois respecte strictement la souveraineté des pays à qui il a octroyé son aide, sans y attacher aucune condition ni réclamer aucun privilège.*

3. « *Le gouvernement chinois donne son aide économique sous forme de prêts sans intérêt ou à un moindre intérêt, et prolongerait, en cas de nécessité, le terme du remboursement, afin d'alléger, autant que possible, la charge des pays bénéficiaires.*

4. « *Le gouvernement chinois donne son assistance à des pays étrangers dans le but d'aider ces derniers à s'engager, étape par étape, dans la voie du développement économique indépendant en comptant sur leurs propres forces ; et non pas de les rendre dépendants de la Chine.*

5. « *Les projets de construction compris dans l'aide accordée par le gouvernement chinois à des pays étrangers exigent dans la mesure du possible, très peu d'investissements, mais donnent de prompts résultats, et ceci pour permettre aux gouvernements des pays bénéficiaires d'accroître leurs revenus et d'accumuler des capitaux.*

6. « *Le gouvernement chinois fournit, aux prix du marché international, les meilleurs équipements et matériaux de sa production. Au cas où lesdits équipements et matériaux ne seraient pas conformes aux spécifications et à la qualité convenues, le gouvernement chinois se chargera de les remplacer.*

7. « *Le gouvernement chinois, en accordant une assistance technique aux pays étrangers, veille à ce que le personnel des pays bénéficiaires puissent maîtriser notre technique.*

8. *« Les experts envoyés par le gouvernement chinois pour aider les pays bénéficiaires à entreprendre l'édition mènent une vie du même niveau que les experts des pays en question. Il ne leur est permis de formuler aucune demande spéciale, ni de jouir d'aucune commodité particulière ».*

d) Comme la Chine populaire proclame souvent les principes de la coexistence pacifique avec les pays avec qui elle a des relations diplomatiques, elle n'accorde pas à ses partis communistes frères dans ces pays d'aide matérielle qui sera utilisée contrairement au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures de ces pays.

e) En ce qui concerne les pays n'ayant pas de relations diplomatiques avec la Chine populaire, celle-ci n'est pas tenue unilatéralement d'observer les principes de la coexistence pacifique, mais c'est le droit international qu'elle observe en légitime défense si un pays prend des mesures hostiles vis à vis de la Chine et de ses alliés.

D'ailleurs le parti communiste chinois a répété à maintes reprises que la révolution n'est pas un article d'exportation, chaque peuple doit faire lui-même sa révolution, l'aide n'étant qu'un complément d'appui, en aucun cas l'aide extérieure ne doit se substituer à l'action nationale.

— VI —

La Chine populaire s'applique à développer des relations diplomatiques avec tous les pays sur les principes de coexistence pacifique ; ceci avait déjà été préconisé par Lénine, non pas en prévision de l'avènement du communisme mondial, mais pour des raisons davantage pratiques ; pour la reconstruction économique des pays qui ont souffert des guerres civiles, et pour continuer à progresser dans les domaines

économique, scientifique et technologique sans interruption à cause d'une guerre ou d'une menace de guerre.

a) En 1945, Chou En-laï et le défunt Premier ministre Indien Nehru, ont signé une déclaration commune sur les cinq principes de coexistence pacifique, qui sont :

— Le respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté ;

— La non-agression mutuelle ;

— La non-ingérence dans les affaires intérieures ;

— L'égalité et la réciprocité des avantages ;

— La coexistence pacifique.

b) En 1955, la conférence afro-asiatique de Bandoeng a développé ces cinq principes en dix, à savoir :

1. Le respect des droits fondamentaux de l'homme, du but et des principes de la charte des Nations Unies.

2. Le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de toutes les nations.

3. La reconnaissance de l'égalité de toutes les races et de toutes les nations, grandes ou petites.

4. La non-ingérence dans les affaires internes.

5. Le respect du droit de chaque nation à se défendre, seule ou en collectivité, conformément à la charte des Nations Unies.

6. La non-utilisation des organisations de défense collective pour servir les intérêts particuliers d'une grande puissance.

7. Le non-exercice de pression d'un pays sur les autres.

La non-utilisation de l'acte ou de la menace d'agression de la force contre l'intégrité territoriale, ou l'indépendance politique d'un autre pays.

8. La solution de tous les conflits internationaux par des moyens pacifiques tels la négociation, la conciliation, l'arbitrage de la solution judiciaire ainsi que tous autres moyens pacifiques

choisis par les parties, conformément à la charte des Nations Unies.

9. La promotion de l'intérêt et de la coopération mutuelle.

10. Le respect de la justice et des obligations internationales.

— VII —

Il y a des différences entre les dirigeants soviétiques et chinois en ce qui concerne l'interprétation de la politique de coexistence pacifique de Lénine.

Les premiers n'ont pas fait de distinction entre les pays aux systèmes sociaux différents avec lesquels il faut développer des relations internationales. Tandis que la Chine populaire fait une distinction entre les pays capitalistes:

1. Les pays capitalistes en général, avec lesquels la coexistence pacifique est possible.

2. Les pays capitalistes impérialistes, dont l'impérialisme est modéré et avec lesquels on doit s'efforcer de réaliser la coexistence pacifique, faire du commerce et prévenir toute guerre éventuelle, « mais à l'égard desquels il ne faut en aucun cas nourrir des vues qui ne correspondent pas à la réalité ».

3. Les pays impérialistes expansionnistes et colonisateurs avec qui les nations et les peuples opprimés ne peuvent coexister pacifiquement, mais au contraire, il faut qu'ils luttent pour renverser la domination de l'impérialisme et des réactionnaires.

CHAPITRE XXVI

LE PROBLÈME DES CHINOIS D'OUTRE-MER

— I —

Le gouvernement populaire de la Chine et le gouvernement nationaliste à Taïwan possède chacun son organisation (commission ou ministère) chargée des affaires des Chinois d'outre-mer.

Dans la Commission chargée des affaires des Chinois d'outre-mer du gouvernement populaire de Chine, il y avait, avant la grande révolution culturelle, un bon nombre de cadres et de fonctionnaires qui sont nés à l'étranger ou qui y ont résidé pendant longtemps. Il est naturel qu'ils y ont exercé des professions diverses, comme la plupart des Chinois d'outre-mer, pour vivre matériellement. Bien qu'ils soient membres du P.C.C., un bon nombre d'entre eux a plus ou moins été influencé par des pensées et habitudes des classes anciennes. Dans certains pays d'Asie du Sud-Est se trouvaient des écrits de Liu Shao-chi, Peng Chen et d'autres qui ont été limogés par la Grande Révolution Culturelle. On avait même traduit en langue siamoise des articles de ces derniers, publiés ensemble sous forme d'un petit livre intitulé « la Philosophie révolutionnaire ». Il est donc naturel que, parmi ces cadres et fonctionnaires, il y eût un certain nombre

qui ne comprenaient pas exactement l'enseignement du président Mao Tsé-toung.

Dès 1965, le président Mao Tsé-toung m'a informé que le P.C.C. a critiqué un cadre de cette commission, pour sa pensée de « Grand Hanisme (grand chinoisisme) » et pour s'être mêlé aux affaires qui ne concernaient que les Siamois.

Pendant la Grande Révolution Culturelle un certain nombre de cadres et de fonctionnaires de cette commission a été critiqué pour diverses raisons et envoyé aux communes populaires en vue d'une nouvelle adaptation à la vie socialiste, et à l'enseignement de Mao Tsé-toung.

— II —

La commission chargée des affaires des Chinois d'outre-mer a soumis, avant la Grande Révolution Culturelle, son évaluation du nombre des Chinois d'outre-mer au gouvernement populaire ; d'après laquelle en 1962, les Chinois d'outre-mer étaient au nombre de 16,34 millions répartis dans différents pays notamment :

- 3,8 millions au Siam.
- 3,2 millions à Hongkong.
- 2,5 millions en Indonésie.
- 2,5 millions en Malaisie.
- 1,5 million à Singapour.
- 237 000 aux Etats-Unis d'Amérique.
- 52 000 au Canada.
- 12 000 au Royaume-Uni de Grande-Bretagne, etc.

J'ai fait remarquer à quelques camarades chinois que cette évaluation ressemble à celle faite, et réclamée auparavant par le gouvernement nationaliste, et qui dans certains cas, ne correspondaient pas aux statistiques et au recensement officiels des pays où résident les Chinois d'outre-mer par exemple :

a) Singapour est devenu en Etat autonome (self government) de l'Empire britannique en 1959. Bien que la majorité de sa popu-

lation soit de la race chinoise, cet Etat considère que toute personne née dans son territoire est de nationalité singapourienne.

En 1963, il est devenu indépendant dans la Fédération de Malaisie ; et en 1965 il est séparé de la Fédération pour devenir un Etat indépendant séparé. Il continue à considérer comme singapourien quiconque né sur son territoire, sans tenir compte de sa race d'origine. Si la Commission des affaires des Chinois d'outre-mer continue à considérer toute personne de la race chinoise à Singapour comme Chinois, Singapour serait donc un Etat chinois contrairement à la volonté de la population de cet Etat dont la majorité est de race chinoise même. En effet d'après le recensement officiel de 1969, la population de cet Etat est de 2 016 800 habitants dont 1 499 800 de la race chinoise, 290 300 de la race malay, 292 600 de la race indienne et pakistanaise, 24 000 de la race européenne, 19 600 de la race eurasiennne, 23 000 autres races.

b) La Malaisie composée de la Fédération de Malaya, Sabah et Sarawak accorde la nationalité malaisienne à sa population de toutes les races y compris, bien entendu, la race chinoise.

Les insurgents communistes dans ce pays, bien que la plupart d'entre eux soient de la race chinoise, se considèrent comme malaisiens contrairement à la propagande anti-communiste à l'étranger qui souvent les qualifie d'«insurgents chinois de Malaisie».

c) En ce qui concerne le nombre des Chinois au Siam, la commission en a évalué 9 fois plus que la statistique et le recensement officiels siamois, qui, dans le « Statistical Year Book, Thailand, 1965 », indique d'après la source officielle « Police department, Alien Registration and Taxation Division, official records » que les étrangers chinois enregistrés sont :

en 1961 au nombre de 383.163	en 1963 au nombre de 377.032
en 1962 au nombre de 381.603	en 1964 au nombre de 350.160

— III —

La différence dans l'évaluation du nombre des Chinois au Siam, entre le bureau de statistique siamois et le gouvernement nationaliste chinois, existait déjà depuis longtemps avant l'établissement de la république populaire de Chine.

Depuis l'ancien temps jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement chinois, impérial, aussi bien que nationaliste n'avait pas de représentants diplomatiques ou consulaires permanents au Siam pour y enregistrer officiellement ses nationaux. Tout ce qu'il pouvait faire, c'était compiler ses suppositions recueillies au hasard par des commerçants chinois. C'était donc une statistique pour le moins irrationnelle.

Après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement nationaliste chinois a accrédité ses représentants diplomatiques et consulaires permanents au Siam ; mais beaucoup de Chinois s'abstiennent de s'y faire enregistrer. C'est ainsi que la Commission de ce gouvernement continue à évaluer par la méthode irrationnelle qu'elle avait adoptée auparavant, sans même tenir compte du nombre des Chinois décédés au cours de l'année, et du quota d'immigration que le gouvernement siamois fixe à 200 personnes par an pour les nationaux de chaque pays étranger. Son évaluation trop élevée par rapport à celle du bureau de statistique et du recensement siamois fait du tort à la bonne réputation des Chinois eux-mêmes, car le peuple siamois pourrait considérer que 90 % ou plus de 3 millions ne se conforment pas à la loi du pays.

Quoi qu'il en soit, il faut admettre qu'au dehors des Chinois d'outre-mer nés en Chine, il y a un grand nombre de leurs enfants, nés au Siam, qui possède chacun deux nationalités dont l'une est siamoise parce que la loi siamoise considère que quiconque né au Siam est Siamois, tandis que d'après la tradition chinoise, quiconque est né d'un parent chinois est Chinois. Du côté siamois, nous ne pouvons pas savoir le nombre de cette catégorie de per-

sonnes, parce que la statistique et le recensement officiels du Siam les englobent dans la rubrique des personnes de nationalité siamoise.

Si la Commission chargée des affaires des Chinois d'outre-mer du gouvernement populaire de Chine englobe dans son évaluation toutes les personnes considérées chinoises par la tradition et la loi chinoise, il serait préférable de mentionner, à côté du nombre, la catégorie à laquelle ils appartiennent afin de ne pas les confondre avec ceux qui sont nés en Chine, d'autant plus que l'autorité siamoise elle-même ne conteste pas leur nationalité chinoise et afin de donner satisfaction à la plupart des descendants des Chinois qui, pratiquement, se considèrent siamois.

Néanmoins nous espérons qu'à l'avenir, c'est-à-dire après la période de la Grande Révolution Culturelle, la Commission des affaires des Chinois d'outre-mer du gouvernement populaire tiendra compte aussi de nos observations concernant la méthode scientifique pour l'évaluation du nombre des Chinois de cette catégorie.

— IV —

La politique d'émigration du gouvernement populaire de Chine est totalement différente de celle du gouvernement nationaliste ; car selon la théorie du gouvernement populaire, la Chine, sous la direction du parti communiste chinois, peut nourrir son peuple et le diriger vers la prospérité. Par conséquent, il ne permet pas aux non-officiels chinois d'émigrer à l'étranger ; tandis que le gouvernement nationaliste a encouragé et continue à encourager les Chinois à émigrer à l'étranger, à tel point qu'après la Seconde Guerre mondiale, ce gouvernement fit pression sur le gouvernement siamois de l'époque, afin de fixer le quota d'immigration des Chinois à 10 000 personnes par an, ce qui est beaucoup.

Le gouvernement nationaliste chinois considère les Chinois d'outre-mer comme une source de revenus, et spécialement en ce qui concerne les devises étrangères ; car chaque année les Chinois d'outre-mer envoient de l'argent en devises étrangères à leurs familles en Chine. Avant la Seconde Guerre mondiale, alors que le taux d'exportation de la Chine ne correspondait pas au taux de l'importation, les devises étrangères envoyées par des Chinois d'outre-mer compensaient cette « lacune ».

En 1940, par exemple les Chinois d'outre-mer au Siam ont envoyé au cours de l'année à leur famille en Chine, environ 8 millions de livres sterling (valeur d'avant la Seconde Guerre mondiale).

Pourtant depuis l'établissement de la république populaire de Chine, le nouveau gouvernement chinois ne s'appuie pas sur les devises étrangères des Chinois d'outre-mer car le taux de l'exportation excède nettement celui de l'importation.

Ce qui montre bien que le gouvernement populaire chinois possède suffisamment de crédits pour acheter à l'étranger des instruments de production modernes (qu'elle ne peut pas fabriquer en quantité suffisante pour le moment), et pour commander des avions ultra-modernes tel « Concorde ».

En fait, grâce à la politique du gouvernement chinois populaire contre l'émigration des Chinois, les Chinois d'outre-mer de la première génération qui se trouvent à l'étranger, cessent d'envoyer de l'argent en Chine, au fur et à mesure que le nombre des membres les plus proches de leur famille diminue. Il ne reste qu'un petit nombre de Chinois d'outre-mer qui envoient une petite somme d'argent de poche à leurs enfants faisant des études en Chine, à qui d'ailleurs le gouvernement populaire accorde très souvent des bourses.

Dans certains pays non-communistes, on déplore souvent que le gouvernement chinois populaire ne donne pas aisément à ses nationaux le permis de sortie de la Chine. Mais des personnes

de bon sens dans l'Asie du Sud-Est peuvent se rendre compte que cette mesure stricte correspond aux intérêts de leur pays respectif où il y a déjà un grand nombre de Chinois d'outre-mer.

— V —

Dans certains pays de l'Asie du Sud-Est où les Chinois d'outre-mer se trouvent plus nombreux que dans les autres pays, il y avait quelquefois des conflits sanglants entre les communautés raciales chinoises et indigène (les plus récents : en Indonésie en 1965, en Birmanie en 1967, et en Malaisie en 1969). Chacun de ces conflits sanglants a causé la mort de plusieurs hommes et des dégâts matériels considérables aux Chinois d'outre-mer plus qu'à la population indigène.

Quelques commentateurs se basant sur leur propre nationalisme ont essayé de justifier de leur côté les conflits sanglants, sans tenir compte de la réalité et des contradictions de classes. Certaines gens ont parlé de la contribution des Chinois d'outre-mer à la prospérité de ces pays. Cet argument est celui que les impérialistes évoquent comme prétexte pour exploiter les pays sous-développés ou en voie de développement.

Nous allons maintenant essayer de dégager succinctement les contradictions qui existent entre les Chinois d'outre-mer et la population indigène des pays de l'Asie du Sud-Est :

a) Contradiction de classes

Comme actuellement la plupart des Chinois d'outre-mer sont des bourgeois en général ou des capitalistes, ils sont donc en contradiction avec la population indigène dont la majorité appartient à la classe des paysans pauvres et des prolétaires.

Dans certain pays, tel que le Siam, un grand nombre de Chinois d'outre-mer coopère avec les capitalistes bureaucratiques locaux, et les capitalistes impérialistes. Ainsi ils sont en contradiction avec la majorité de la population locale.

Les contradictions de classes constituent la principale source du conflit racial, parce que la plupart de la population indigène considère les Chinois d'outre-mer, répandus dans tout le pays, comme les représentants de l'exploitation économique. Par conséquent, le sentiment d'antipathie envers les Chinois d'outre-mer se développe de plus en plus à tel point que, dans certains pays, il y a eu des émeutes contre des Chinois d'outre-mer en général, sans distinction entre ceux qui sont simplement petits-bourgeois ou grands-bourgeois.

b) Contradictions entre les communautés raciales

Dans certains pays tel que la Malaisie et l'Indonésie d'autrefois, les Chinois d'outre-mer constituent une communauté raciale distincte de la population indigène. Ceci provient essentiellement d'un problème de religion ; en effet, la majorité de la population pratique la religion islamique ; or, ils ne peuvent se marier qu'entre pratiquants de la même religion. On ne peut guère envisager facilement la conversion des Chinois d'outre-mer ; (notamment leur plat journalier se compose de porc, nourriture interdite par l'Islam) ; ainsi les Chinois d'outre-mer forment une communauté à part, souvent en conflit sanglant avec la population indigène.

Quant au Siam, au Cambodge, au Laos et en Birmanie, où le bouddhisme est dominant, la plupart des anciens Chinois d'outre-mer, également bouddhistes, étaient donc libres de se marier avec des femmes indigènes sans tabou religieux. Ainsi depuis l'ancien temps jusqu'à la révolution nationaliste dirigée par Sun Yat-sen en 1911, les Chinois d'outre-mer dans ces pays, se sont mélangés à la population locale sauf dans les villes où les commerçants chinois sont nombreux et ont formé une sorte de communauté professionnelle. Au Siam en particulier, on peut observer que le roi Tak Sin, qui a libéré le Siam, de l'agression

de l'ancien roi birman à la fin du XVIII^e siècle, est le fils d'un Chinois d'outre-mer. Les rois de la présente dynastie du Siam ont plus ou moins du sang chinois dans leurs veines. Mais lorsque l'esprit nationaliste chinois a été poussé jusqu'au chauvinisme ou «grand Hanisme» («Chinoisisme») par la révolution bourgeoise de la Chine, le roi Rama VI, lui-même nationaliste, a éveillé le sentiment nationaliste de son peuple pour se défendre. (D'ailleurs mon arrière grand-père paternel et mon grand-père maternel sont des Chinois qui ont émigré au Siam il y a environ 150 et 130 ans).

Dès lors, l'esprit chauviniste siamois se développe chez certains fanatiques nationalistes. D'abord pour riposter au chauvinisme chinois, et étant donné que les Chinois d'outre-mer étendent de plus en plus leur contrôle sur l'économie du pays, le chauvinisme siamois s'est transformé en offensive, du même type que le nazisme allemand, le fascisme italien et le militarisme japonais. Ce chauvinisme siamois de même que le nazisme, etc., ont apparemment disparu avec la Seconde Guerre mondiale, pourtant à l'heure actuelle, une fraction réactionnaire au Siam a adopté l'idéologie fasciste, afin de lutter contre des Chinois d'outre-mer.

En fait, en septembre 1956, le président Mao Tsé-toung a prononcé son allocution d'ouverture au VIII^e congrès du parti communiste chinois :

« Gardons-nous de jamais nourrir le moindre orgueil inspiré par le chauvinisme de grande puissance, et de jamais devenir présomptueux par suite de notre triomphe dans la révolution et de certains succès obtenus dans le domaine de l'édification. Grande ou petite, toute nation a ses points forts et ses points faibles ».

— VI —

Il existe une certaine rivalité entre le gouvernement chinois populaire et l'autorité Kuomintang à Taïwan en ce qui concerne le problème idéologique des Chinois d'outre-mer.

a) Au point de vue de classes, bien que la plupart des émigrés chinois de l'Asie du Sud-Est aient été de pauvres paysans, petits artisans et ouvriers, alors qu'ils étaient en Chine, à leur arrivée à l'étranger, grâce à leurs économies, ils sont devenus de petits commerçants ou bien travaillaient sur les petites plantations ou dans les petites entreprises etc., ainsi la plupart d'entre eux se sont transformés en petits-bourgeois aisés. Grâce à une certaine solidarité entre eux, ils ont progressé dans la voie capitaliste en devenant des moyens capitalistes, et un grand nombre qui coopère avec les capitalistes bureaucratiques locaux, et les capitalistes impérialistes, sont devenus de grands capitalistes chargés du contrôle de l'économie des pays dans lesquels ils résident. A l'heure actuelle, dans certains pays tel que le Siam, il ne reste que très peu de Chinois d'outre-mer qui demeurent prolétaires, comme avant leur départ de la Chine. Par conséquent, l'idéologie de la plupart des Chinois d'outre-mer est capitaliste, contrairement à celle du peuple chinois en République Populaire de Chine.

b) Au point de vue patriotique, les Chinois d'outre-mer aiment leur race chinoise et sont fiers du progrès scientifique, technologique, économique etc., que le gouvernement chinois populaire a accompli rapidement. Mais ils préfèrent continuer leur vie capitaliste hors de la Chine populaire ; rares sont ceux qui reviennent en Chine tel l'ancien vice-président de la république chinoise « Li Jung-jen » qui, après s'être exilé pendant longtemps aux Etats-Unis, retourna dans son pays natal, la Chine populaire.

Ainsi le patriotisme de la plupart des Chinois d'outre-mer se trouve limité par leur idéologie capitaliste. En tout cas, la plupart d'entre eux ont de la sympathie pour la république popu-

laire de Chine dans la mesure où ils ne voudraient pas qu'un régime du même type que la Chine populaire soit introduit dans les pays où ils résident.

c) Quant aux enfants des Chinois d'outre-mer, nous pouvons les diviser en plusieurs catégories :

1. Ceux qui, bien que la loi des pays dans lesquels ils sont nés leur accorde la nationalité de ces pays en question, se considèrent mentalement chinois. Par conséquent, ils sont de la même classe et ont le même esprit patriotique que les Chinois de la République populaire; tout dépend encore de la classe à laquelle ils appartiennent.

2. Ceux qui adoptent une seule nationalité, celle du pays où ils sont nés; ils ont pour patrie le pays où ils demeurent.

Dans certains pays, tel que le Siam, certains éprouvent une sorte de complexe d'infériorité parce qu'ils sont métis sino-siamois, ils s'engagent sur la voie du chauvinisme siamois, pour montrer à quel point ils aiment conserver les traditions siamoises mieux que les Siamois eux-mêmes.

On peut observer beaucoup de cas de métis sino-siamois qui font des propagandes et activités contre la Chine, que ce soit la Chine populaire ou nationaliste.

3. Quant aux enfants des Chinois d'outre-mer de la classe capitaliste, ayant suffisamment de moyens pour faire leurs études à l'étranger, ils préfèrent aller aux Etats-Unis, et dans les pays capitalistes. Tandis qu'un certain nombre, de beaucoup inférieur à ces derniers, fait ses études en Chine populaire, surtout ceux de la classe petite bourgeoise qui adoptent uniquement la nationalité chinoise.

— VII —

Le gouvernement chinois populaire accorde sa protection à ses nationaux conformément au droit international, comme tous les gouvernements en général, et veille au respect des principes

de coexistence pacifique avec les pays qui sont en relation diplomatiques avec la Chine.

Le gouvernement populaire chinois n'a jamais demandé le privilège de l'extraterritorialité à aucun des pays où les Chinois d'outre-mer résident. Certains fonctionnaires irresponsables, qui ont exprimé leur désir d'obtenir des privilèges spéciaux pour les Chinois d'outre-mer dans certains pays ont été critiqués par leurs supérieurs.

En fait nous pouvons observer que lors des incidents entre les Chinois d'outre-mer et les autorités de l'Indonésie et de la Birmanie, le gouvernement chinois populaire n'a fait que des protestations diplomatiques; et en cas d'insatisfaction il rappelle son ambassadeur comme il l'a déjà fait lors des émeutes en Birmanie en 1967, ou en cas de mésentente totale, il rompt ses relations diplomatiques avec le pays en question comme il l'a fait lors du conflit avec l'Indonésie en 1965. En aucun cas il n'a fait intervenir ses forces armées pour protéger les Chinois d'outre-mer qui résidaient dans ces pays.

Il faudrait que les Chinois d'outre-mer puissent tenir compte de l'enseignement raisonnable du président Mao (selon son allocution déjà mentionnée dans le paragraphe IV) afin d'éviter autant que possible les contradictions injustes à l'égard de la population des pays où ils résident, et de pouvoir coexister pacifiquement avec elles encore longtemps dans l'avenir.

CHAPITRE XXVII

LES MÉTHODES DE LIBÉRATION DES PROVINCES CHINOISES DEPUIS LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE

— I —

Au moment de l'établissement de la République populaire, il restait encore des provinces à être libérées : Sinkiang (Turkistan chinois), Yunnan, Kwangtoug, Kwangsi, Szechwan, Tibet, Taïwan.

— II —

Sinkiang est située au Nord-Ouest de la Chine limitrophe de la Mongolie extérieure, à l'ouest des républiques asiatiques centrales de l'Union soviétique, et sa partie Sud-Est, limitrophe de l'Inde et de l'Afghanistan.

Cette province est multinationale composée de Uighurs, Cosaques qui représentent 75% de la population totale, soit 3640125 habitants; il n'y avait que 300000 «Han» ou Chinois proprement dit. Cette province a été sous la dynastie Han 200 ans avant J.-C. Mais la population garda son autonomie, ce n'est qu'au XVII^e siècle, sous la dynastie Ch'ing, que cette province a été totalement sous le contrôle de la Chine en 1884; elle est devenue une province chinoise pendant la domination du

gouvernement nationaliste, envoya quelques membres du Comité Central du parti communiste, afin d'attirer la population minoritaire à participer au Front uni.

Parmi ces membres du Comité Central, il faut mentionner :

— Mao Tsé-min, frère du président Mao Tsé-toung, qui fut tué par un seigneur de guerre.

— Teng Fa, l'un des membres du Comité Central. Après la Seconde Guerre mondiale, le parti communiste l'envoya à Choung King pour négocier la paix avec le Kuo-Min-Tang, mais l'avion s'écrasa. Teng Fa, ses trois compagnons et l'aviateur périrent. On a prétendu qu'il s'agissait d'une machination du Kuo-Min-Tang.

La ligne politique de Mao concernant le front uni et la désagrégation de l'ennemi a porté ses fruits. En effet, un ou deux jours après l'établissement de la République populaire, les seigneurs de guerre de la province de Sin Kiang ont envoyé un télégramme au nouveau gouvernement exprimant qu'ils se soumettaient à son autorité; il s'agit là d'une libération pacifique. Le nouveau gouvernement leur répondit qu'il acceptait leur soumission, et demandait aux seigneurs de guerre de réorganiser leurs forces et de s'intégrer à l'armée populaire afin de devenir partie intégrante de la Chine populaire.

— III —

Yunnan, située dans la partie Sud-Ouest de la Chine au Nord du Vietnam, du Laos et de la Birmanie. Cette province se compose de plus de cinquante nationalités minoritaires, soit 60 % de la population totale, les 40 % autres sont des « Han ». Cette province a été conquise par l'empereur de la dynastie Yüan au XIV^e siècle, et fit partie de l'Empire chinois jusqu'au XVII^e siècle. Cette province était bien connue à l'étranger pendant la Seconde Guerre mondiale, car la route du « pipe-line » qui alimentait les troupes nationalistes et alliées y passait.

Toujours grâce à la politique du front uni et de la désagrégation de l'ennemi, le Parti communiste chinois a, une fois de plus, obtenu un bon résultat car le gouverneur de cette province se soumit sans aucune complication; ceci au mois de décembre. Là encore la libération se fit pacifiquement.

— IV —

Kwangtong située au sud de la Chine sur le littoral.

Quelques jours avant que Nanking, capitale de la Chine sous le régime nationaliste, soit tombée aux mains des communistes, le gouvernement nationaliste s'est donc transféré à Canton, capitale de la province de Kwangtong.

Chiang Kai-chek confia au maréchal Li Jung-jen, vice-président de la République nationaliste, la fonction de président intérimaire, et au maréchal Yen Hsi-shan celle de premier ministre, tandis que Chiang Kai-chek lui-même s'est installé à Chungking (capitale de la Chine pendant la guerre de résistance contre les Japonais) dans la province de Szechwan.

Après avoir libéré pacifiquement Hunan (la province natale de Mao), l'armée populaire s'est dirigée vers la province de Kwangtong où elle n'a rencontré qu'une faible résistance. Le gouvernement nationaliste, son président intérimaire et son Premier ministre, abandonnèrent Canton pour se réfugier hors du territoire chinois. La province de Kwangtong a donc été libérée sans difficulté à la fin de l'année 1949.

Kwangsi, située à l'ouest de la province de Kwangtong, au nord du Vietnam (avant 1954 sous la colonisation française), a une population dont les 66% sont de nationalité «Chuang», de la race Thaï, et les 34% autres, seulement, sont «Han» ou Chinois proprement dit. Cette province était, depuis plusieurs années, sous le contrôle du seigneur de guerre «Pai Chung-hsi», Chinois mohamedan, qui était ministre de la guerre sous le gouvernement nationaliste. Bien que le gouvernement natio-

naliste transféré à Canton s'écroulât, ce seigneur de guerre continua d'organiser les résistances à Kwangsi contre l'armée populaire; voyant qu'il ne pourrait pas résister davantage à l'armée populaire, ses troupes ont pénétré dans le territoire vietnamien qui, à ce moment-là, était une colonie française. L'autorité française leur a permis seulement de passer en transit pour les faire installer par la suite dans une île au Sud-Vietnam, en attendant de les transférer à Taïwan.

— VI —

Szechwan : l'armée populaire, après avoir libéré les provinces environnant Szechwan, a avancé pour assiéger Chungking où Chiang Kai-chek avait établi son commandement; mais, réalisant qu'il ne pourrait pas résister à l'armée populaire, Chiang Kai-chek a pris l'avion pour installer son nouveau gouvernement nationaliste, reconnu par les Etats-Unis et autres gouvernements anti-communistes, à Taïwan.

— VII —

Tibet: situé au Sud-Ouest de la Chine, au nord de l'Inde. La majorité de la population est composée de Tibétains. Sous la suzeraineté des empereurs de la Chine depuis sept cents ans. Bien que la Grande-Bretagne ait obtenu certains privilèges sur le Tibet par le gouvernement impérial chinois, elle reconnut le Tibet comme partie de la Chine. Sur toutes les cartes géographiques dans le monde depuis longtemps, le Tibet figure dans le territoire chinois.

Il faut noter que le gouvernement nationaliste chinois, aussi bien que le gouvernement populaire chinois, ne se contredisent pas sur le sort du Tibet; car les deux gouvernements considèrent que le Tibet fait partie du territoire chinois.

Le Daïla-Lama, prince régnant du Tibet, voulait l'indépendance de sa principauté, et recherchait le soutien de l'Inde et

en particulier celui du gouvernement britannique. Seule la Grande-Bretagne lui envoya des conseillers militaires. D'autre part, le prince régnant a obtenu le soutien politique du gouvernement américain et ignore la République populaire de Chine qui voulait la libération du Tibet par la négociation pacifique.

Mais en opposition au prince régnant, le gouvernement populaire chinois, dès octobre 1950, a envoyé un détachement de l'armée populaire dans la partie orientale du Tibet. Les troupes tibétaines ne résistèrent que faiblement, en même temps il a envoyé un télégramme au secrétaire général de l'O.N.U., accusant la Chine d'avoir envahi le Tibet et demandant à l'O.N.U. d'intervenir.

Le gouvernement nationaliste était, à cette époque, membre du Conseil de sécurité, lorsque la question du Tibet fut discutée au conseil de sécurité. Le représentant de l'U.R.S.S. aussi bien que celui du gouvernement nationaliste chinois ont déclaré dans les mêmes termes, que le Tibet fait partie intégrante du territoire chinois, et par conséquent l'O.N.U. n'avait pas de raison pour intervenir dans les affaires intérieures de la Chine. C'est là le point de vue chinois à l'unanimité sans distinction idéologique.

Tandis que le délégué britannique adopta une attitude équivoque, en disant que le statut du Tibet n'était pas clair, l'Inde décréta que le problème du Tibet pouvait se résoudre par la négociation, en préservant toutefois son autonomie.

Finalement le prince régnant et son gouvernement local ont conclu un accord avec le gouvernement populaire, décrétant que le Tibet gardait son autonomie.

En 1959 Dalaï-Lama, le prince régnant quitta le Tibet pour se réfugier en Inde.

— VIII —

Taiwan : comme nous venons de le voir dans le paragraphe consacré à Szechwan, Chiang Kai-chek y installa un nouveau gouvernement nationaliste après la défaite de son commandement installé à Choung-King.

Beaucoup d'étrangers connaissent cette île sous le nom de l'île de Formose ; pourtant les Chinois en général, communistes ou nationalistes, l'appellent « Ile de Taiwan ». Son nom « l'île de Formose » vient de certains politiciens américains qui ont toujours désiré en faire un Etat séparé du territoire chinois. Ce furent les navigateurs portugais, à la fin du XVI^e siècle, qui la surnommèrent « Formosa » qui signifie « Beauté ».

Chou En-laï, lors de son voyage en Birmanie, avait déjà fait remarquer à un correspondant américain que malgré leurs divergences idéologiques, tous les Chinois s'entendaient pour l'appeler Taiwan, car ils considèrent cette île comme une province chinoise.

Chiang Kai-chek lui-même avait déclaré qu'il n'était pas question de considérer l'île de Taiwan comme un pays séparé de la Chine, mais qu'il s'agissait bien en réalité d'une province chinoise. Et en 1971, lors de sa visite en Chine, Nixon s'est finalement prononcé sur ce point en accord avec les Chinois. Taiwan appartenait à la Chine depuis plusieurs siècles ; elle était peuplée d'indigènes et les Chinois les ont colonisés.

Néanmoins elle fut occupée, pendant une courte durée au XVII^e siècle par les Hollandais et les Espagnols ; puis le gouvernement impérial chinois, sous la dynastie Ch'ing, la récupéra à la fin du XVII^e siècle. Dès lors, les Chinois de la province de Fukien, situé sur le continent chinois, y ont émigré ; de ce fait, la population de cette île est composée d'une majorité de Chinois dépassant largement la population indigène. En 1886 Taiwan est devenue une province chinoise.

En 1895, la Chine impériale a perdu la guerre contre les Japonais, et a dû leur céder Taïwan et quelques îles avoisinantes. C'est ainsi que Taïwan est devenue une colonie japonaise depuis 1895.

En 1943, pendant la Seconde Guerre mondiale, il y eut une déclaration commune des alliés d'après laquelle Taïwan devait être rendue à la Chine après la capitulation des Japonais, et le gouvernement nationaliste considéré comme gouvernement central de la Chine à cette époque, reçut un acte de transfert pour les occupants japonais. En fait Taïwan attendait d'être libérée par l'armée populaire chinoise.

En 1955, évoquant la guerre en Corée, le gouvernement des Etats-Unis proclame la neutralité de Taïwan, interdisant à l'armée populaire chinoise d'envoyer des troupes pour renforcer sa position et libérer Taïwan. Le gouvernement américain envoya sa septième flotte navale afin de surveiller le détroit entre le continent chinois et l'île de Taïwan.

En 1955, le gouvernement américain conclut un accord avec le gouvernement nationaliste installé à Taïwan, en vue d'une prétendue « Sécurité mutuelle » ; ainsi les Etats-Unis étaient chargés d'assister le gouvernement nationaliste pour défendre Taïwan et les îles environnantes. Les troupes américaines, ainsi qu'un bon nombre de conseillers militaires, s'installèrent sur cette île. La Chine populaire a donc considéré que Taïwan était occupée par ces derniers. Avec l'appui de certains pays non communistes, sous la direction des Etats-Unis, le gouvernement nationaliste a alors occupé un siège au Conseil de sécurité à l'O.N.U. jusqu'en octobre 1971. Cependant il en a été exclu par la majorité des voix des représentants des pays à l'Assemblée générale de l'O.N.U. ; ainsi la Chine populaire a pu réintégrer légitimement son siège.

Actuellement (juin 1973), la situation du gouvernement nationaliste à Taïwan est très précaire ; en effet, nous avons

pu entendre de temps en temps les nouvelles concernant les tentatives de libération du gouvernement de la Chine populaire par la méthode pacifique. Il semblerait que le gouvernement américain se dégage de plus en plus, et j'ose penser que, dans un avenir proche, Taïwan sera libérée par la méthode pacifique, autant que possible, sinon par les forces de l'armée populaire.

CHAPITRE XXVIII

LA VRAIE CONCEPTION DE MAO TSÉ-TOUNG SUR LES «TIGRES EN PAPIER»

— I —

En août 1946, lors de sa visite au président Mao Tsé-toung à Yénan, la journaliste américaine Anna Louise Strong lui demanda ce qu'il pensait de la bombe atomique dont les U.S.A. avaient le monopole à cette époque (le président Mao n'avait pas encore testé la sienne).

Le président lui répondit en ces termes :

«La bombe atomique est un tigre de papier dont les réactionnaires américains se servent pour effrayer les gens. Elle a l'air terrible mais en fait, elle ne l'est pas. Bien sûr, la bombe atomique est une arme qui peut faire d'immenses massacres, mais c'est le peuple qui décide de l'issue d'une guerre et non une ou deux armes nouvelles» (Œuvres choisies de Mao Tsé-toung, tome IV).

Dès lors la nouvelle se répandit dans le monde que Mao considérait la bombe comme un tigre de papier ; sans mentionner l'interview dans son intégralité.

En 1964, lors des conflits entre la Chine et l'U.R.S.S., au sujet de la politique de rapprochement avec le gouvernement américain, sous la présidence de Eisenhower considéré par les Chinois comme l'impérialisme et le néocolonialisme les plus menaçants, Khrouchtchev lui-même s'est moqué de façon arrogante du président Mao, décrétant que l'impérialisme américain est un tigre de papier mais il a des dents nucléaires.

L'observateur impartial, qui lit intégralement l'interview de Mao, se rendra compte que ce dernier n'a pas refusé d'admettre la puissance destructive de la bombe atomique, mais a dit clairement que cette arme pouvait provoquer d'immenses massacres, toutefois, ... « C'est le peuple qui décide de l'issue d'une guerre et non une ou deux armes nouvelles ».

D'ailleurs cette conception de Mao fait partie de sa propre philosophie, enseignée au peuple chinois depuis 1938, à propos de la guerre prolongée (œuvres choisies de Mao Tsé-toung Tome II), selon laquelle :

« Les armes sont un facteur important mais non décisif de la guerre. Le facteur c'est l'homme et non le matériel. Le rapport des forces se détermine non seulement par le rapport des puissances militaires et économiques, mais aussi par le rapport des ressources humaines et des forces morales. C'est l'homme qui dispose des forces militaires et économiques ».

— II —

A la réunion du bureau politique du comité central du P.C.C., le 1^{er} décembre 1958, le président Mao a précisé davantage sa conception du caractère de « tigre en papier » des impérialistes et de tous les réactionnaires.

a) Au point de vue stratégique et non pas tactique, il a toujours enseigné à son peuple le défi à l'égard de tous les réactionnaires, en citant quelques exemples historiques :

« Dans le passé la classe des propriétaires d'esclaves, la classe féodale, des propriétaires fonciers et la bourgeoisie furent, devant la conquête du pouvoir, et quelque temps après, pleins de vitalité révolutionnaire et progressive, c'était le vrai tigre, mais, dans la période postérieure, comme les antagonistes — la classe d'esclaves, la paysannerie et le prolétariat — grandissaient et engageaient la lutte contre elles, une lutte de plus en plus violente, les classes régnautes se sont transformées peu à peu en leur contraire, sont devenues réactionnaires, rétrogrades, des tigres en papier. »

b) A la conférence de Moscou des partis communistes et des ouvriers, le 18 novembre 1957, le président Mao a posé certaines questions: «Eh bien! Hitler n'était-il pas un tigre de papier? Hitler n'a-t-il pas été jeté à bas?» Il continua:

«J'ai dit aussi que le tsar en était un, de même que l'empereur de Chine, ainsi que l'impérialisme japonais, vous voyez bien tous ont été abattus. L'impérialisme américain ne l'est pas encore et il a, de plus, la bombe atomique. Mais, à mon avis, il tombera lui aussi, il est également un tigre en papier. »

c) Au point de vue tactique, le président Mao a déclaré:

«(Ils) sont aussi des tigres vivants, des tigres de fer, de vrais tigres. Ils mangent les hommes. C'est là-dessus que se fonde notre pensée tactique. »

En effet, bien avant l'explosion des bombes atomiques américaines, dans les villes Hiroshima et Nagasaki, du Japon, le président Mao a toujours enseigné à ses militants révolutionnaires qu'ils doivent défier stratégiquement l'ennemi, mais ils ne doivent jamais le défier tactiquement.

— III —

Au mois d'octobre 1964, la Chine populaire a testé sa première bombe atomique. Lorsque la nouvelle s'est répandue dans le monde, certains journalistes des pays capitalistes ont décrété que la Chine, à son tour, avait elle-même fabriqué son tigre de papier ; ces journalistes semblent ignorer la théorie de Mao Tsé-toung sur le défi stratégique, dont nous avons parlé dans le paragraphe précédent.

J'ai saisi cette occasion pour envoyer au Premier ministre Chou En-laï une lettre de félicitations pour l'explosion réussie, et soutenir la proposition faite par le gouvernement chinois concernant la convocation d'une conférence au sommet de tous les pays pour discuter de la question de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires.

Le Premier ministre Chou En-laï m'a répondu dans son message du 2 novembre 1964, par l'intermédiaire de l'office des affaires étrangères à Canton, dont je reproduis la traduction française du texte chinois faisant foi de la politique pacifique concernant les armes nucléaires.

« Pékin, le 2 novembre 1964

Monsieur Pridi Banomyong

Respecté Monsieur

Votre lettre du 17 octobre m'est bien parvenue. Je vous remercie de vos félicitations pour l'explosion réussie de la première bombe atomique de notre pays, et de votre soutien à la proposition faite par le gouvernement chinois concernant la convocation d'une conférence au sommet de tous les pays du monde pour discuter des questions sur l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires.

Tout comme vous l'avez dit, cette expérience réussie est favorable à la défense de la Chine et de l'humanité entière afin qu'elles ne subissent pas le chantage ni la menace nucléaire des impérialismes à la tête desquels l'impérialisme américain ; de plus, elle a renforcé la confiance des peuples coloniaux et semi-coloniaux dans leur lutte pour leur propre libération. C'est la première fois que nous, les peuples asiatiques possédions des armes nucléaires. Vous et les démocrates patriotes thaïlandais, vous pouvez pleinement croire à ceci : à n'importe quel moment et en n'importe quelle circonstance, la Chine ne sera pas la première à utiliser des armes nucléaires. Si la Chine développe ses armes nucléaires, c'est pour le seul but final que sont l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires.

Je souhaite à vous et à vos amis de nouveaux succès dans votre juste cause de la lutte contre le contrôle exercé par l'impérialisme américain sur la Thaïlande ».

Chou En-laï

CHAPITRE XXIX

LES PROBLÈMES DE LA POLLUTION ET DES ACCIDENTS D'AUTOMOBILES EN CHINE POPULAIRE

— 1 —

A part les fléaux dont nous avons parlé tels que la drogue, stupéfiants, maladies vénériennes, il existe encore deux problèmes dont on se soucie dans les pays dits développés et en voie de développement : la pollution qui à long terme perturbe l'organisme (germe, croissance, survivance humaine).

Les principaux agents de la pollution sont les produits de combustion, les excréments humains, la poussière, les organismes pathogènes, les vapeurs, les gaz, les solvants industriels, les engrais chimiques, les radiations, les sons et autres agents biologiques, chimiques, physiques etc.

En plus du danger de la pollution pour la future génération, il existe un autre danger pour la présente génération : celui des accidents d'automobiles dans les pays capitalistes qui provoquent chaque jour plus de 10 000 morts et blessés et les conséquences sont de jour en jour croissantes.

Dans les pays développés et en voie de développement on a introduit des mesures législatives en vue de protéger l'humanité contre ces fléaux mais jusqu'à présent avec le mode de vie de ces pays on n'arrive pas à réduire les conséquences de ces fléaux mais

bien au contraire ces problèmes prennent davantage d'ampleur, il me semble bon de signaler ce qui se passe, à ce sujet, en Chine populaire.

— II —

Depuis l'antiquité les paysans chinois se sont servis des engrais naturels c'est-à-dire les excréments humains et animaux. Bien que ces engrais naturels soient d'odeur intolérable pour les étrangers, les paysans chinois y sont habitués. Dans certains pays d'Europe occidentale les paysans s'en servent également et ne se sont jamais plaints de la pollution.

Ce dont on se plaint plus particulièrement ce sont les agents de pollution provenant des produits industriels modernes, les gaz des automobiles, et diverses sortes de radiations scientifiques. On ne peut pas nier le fait qu'il existe également le problème de la pollution en Chine populaire. Cependant on tâche de réduire les dégâts de la pollution : les résidus chimiques des industries modernes sont utilisés pour la nivellation des terrains ; les résidus des minerais ne sont pas gaspillés et éparpillés par ci par là on évite de les jeter dans les fleuves et les rivières. Du fait qu'on applique la concentration horizontale et que les entreprises soient publiques, les risques de pollution sont moins grands que dans les pays capitalistes, car l'Etat peut facilement contrôler les mesures prises à cet effet. L'Etat et les communes ont pris les mesures nécessaires pour supprimer les déchets des industries sans polluer les fleuves ou l'air. Le peuple chinois du type nouveau qui a conscience du problème de la pollution respecte et applique les mesures prises par l'Etat.

D'autre part, dans un système d'économie planifiée dirigée comme en Chine populaire, contrairement aux pays capitalistes, on pratique la concentration horizontale, c'est-à-dire qu'on tâche de créer des industries éparpillées dans tout le pays ; par exemple dans une commune on a créé une petite industrie pour les acces-

soires électroniques ou bien à Hankow en plein centre de la Chine, loin des mines de fer et de charbon on a créé une grande fonderie ce qui entraîne obligatoirement des frais de transport surtout quand il s'agit de transporter des matières d'un endroit à un autre distancés de 200 ou 400 km ou plus loin encore, quand il faut transporter des produits jusque dans le Sinkiang (Turkistan chinois). Là où la population est moins dense, on a créé beaucoup d'industries qui sont souvent très éloignées des autres régions. Ceci est utile non pas seulement sur le plan stratégique et militaire mais permet également que les agents de pollution ne se localisent pas dans une seule région. Dans les grandes villes comme Shanghai qui possédait des usines modernes bien avant l'établissement de la République Populaire, on a conservé les usines mais on a transféré une bonne partie de la population dans les régions où le danger était moins grand.

— III —

Dans les pays capitalistes les trois quarts de la population ont une automobile, à part la pollution provenant des produits de combustion, il existe aussi le bruit, les sons. En Chine populaire il y a moins d'automobiles que dans les pays capitalistes proportionnellement à la population et automatiquement le nombre d'accidents est moins important en Chine que dans les pays capitalistes. On se concentre sur la fabrication des camions, des autobus pour le transport en commun ou pour les exportations.

Les chauffeurs qui sont avant tout des travailleurs du type nouveau sont disciplinés et conduisent consciencieusement afin de ne pas contrevenir au code de la route et à la vitesse réglementée, qui est réduite par rapport à celle des pays capitalistes, de telle sorte qu'on ne voit qu'assez rarement des accidents d'automobiles. Ceux qui enfreignent au code sont critiqués, si besoin est, ils sont envoyés dans l'établissement de réformes ou la prison si le cas est grave.

Cependant, il y a d'autres considérations à observer. Dans un système socialiste tel que celui de la Chine, un particulier ne possède pas d'automobile bien qu'il ne soit pas interdit à celui qui a un revenu suffisant d'en acheter une, mais le particulier en général juge que ce n'est pas nécessaire, car il y a d'autres moyens de locomotion : les transports en commun, les autobus, etc. et les fonctionnaires aussi bien que les employés qui sont obligés de se servir d'une automobile, peuvent se la procurer dans l'établissement où ils travaillent et avec des chauffeurs. La plupart de la population possède une bicyclette. Quoique plus lente que l'automobile, elle permet d'éviter les excès de vitesse. A ce sujet un journaliste américain a demandé au Premier ministre Chou En-laï si le transport par bicyclette ne posait pas de problème de circulation ?

Le Premier ministre Chou En-laï lui répondit que son gouvernement continue à encourager le transport par bicyclette, ce qui évite la pollution.

A ce propos, je voudrais citer La Fontaine qui nous a bien dit : « Rien ne sert de courir, il faut partir à point. »

CHAPITRE XXX

L'ANCIEN EMPEREUR CHINOIS DEVENU NOUVEAU CITOYEN DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE

— I —

Le 30 septembre 1964, la veille du quinzième anniversaire de la fondation de la République populaire, l'ex-majesté impériale Pu Yi avait été convié au banquet officiel organisé par le gouvernement populaire de Chine.

Cet empereur (en fait deux fois empereur, empereur de la Chine puis empereur de la Chine de l'Etat fantoche japonais de Manchuko) a été gracié car il avait été considéré comme un criminel de guerre et un traître à la nation.

En fait, dès 1956, un haut cadre communiste chinois m'avait dit que Pu Yi allait être pardonné par le peuple chinois, car après avoir lu les œuvres de Mao Tsé-toung, observé les progrès accomplis par le peuple chinois depuis l'établissement de la République Populaire, et travaillé au sein du peuple, il s'était transformé en citoyen de la République Populaire. Il a d'ailleurs lui-même déclaré que les progrès réalisés par la nouvelle Chine n'auraient jamais pu être accomplis par aucun empereur : « Je préfère être un nouveau citoyen de la République du Peuple chinois plutôt que d'être empereur de Chine sous la domination

et l'influence des impérialistes et des réactionnaires.» Car ils s'étaient déjà servi de lui comme instrument d'oppression du peuple bien qu'ils lui eussent accordé une grande somme comme liste civile et des cérémonies très pompeuses afin de tromper le peuple qui le considérait comme «le fils du ciel». Il me semble intéressant de faire quelques observations sur la transformation d'un des plus grands réactionnaires qui régna sur une superficie de 9,7 millions de kilomètres carrés et 400 millions de sujets (à l'époque).

— II —

Un bref aperçu historique nous permettra de mieux comprendre ce cas :

Pendant 4000 ans, la Chine fût gouvernée par plusieurs dizaines de dynasties. A l'exception de la dynastie Ming (1368-1644) au cours de laquelle dix-sept empereurs se succédèrent les autres dynasties connurent en général dix empereurs. Parmi les causes de la décadence de ces dynasties, les plus importantes furent la révolte des paysans mécontents du régime d'oppression, et de la pourriture de la cour impériale elle-même.

a) En 1644, sous le régime de l'empereur Chung Cheng, de la dynastie Ming, les paysans, que les réactionnaires qualifiaient de «bandits», se révoltèrent. Lorsque les paysans révolutionnaires se rapprochèrent du grand palais impérial, l'empereur réalisant qu'il ne pouvait pas résister, se pendit à une branche de sapin dans le jardin du palais.

En vue de réprimer les révoltes paysannes, les généraux chinois ont fait appel au prince régnant de la Mandchourie et lui demanda d'envoyer ses troupes pour les aider. Cependant après avoir écrasé les paysans révolutionnaires chinois, les Mandchous ne sont pas retournés dans leur pays et continuèrent à occuper Pékin et étendirent leur contrôle sur une grande partie de la Chine, et proclamèrent leur prince «empereur de la

Grande Chine» englobant tout le territoire chinois et la Mandchourie devenue la région Nord-Est (Toung Pé) de la Chine.

Cette nouvelle dynastie chinoise fut nommée «Ching» ou «Grand Ching», mais à l'étranger elle est connue sous le nom de «la dynastie mandchoue». Le premier empereur de cette dynastie est connu sous le nom de «Shun Chih» (1636-1661).

b) Cinq empereurs plus ou moins compétents succédèrent à Shun Chih. En 1851, un faible et stupide empereur monta sur le trône sous le nom de «Hsien Feng» (1851-1862). Celui-ci conserva les coutumes et habitudes de l'ancienne royauté orientale en ce qui concerne le «harem» à tel point qu'il devint impuissant et stérile, incapable d'avoir un enfant, mais il crut qu'un beau jour «Le Ciel» lui accorderait malgré tout un enfant, car il désirait un successeur. Un historien chinois m'a raconté que Tzu Hsi, une des femmes de l'empereur pour donner à son mari un enfant, commit l'adultère avec un soi-disant eunuque du palais. Lorsqu'elle fut enceinte l'empereur crut que le futur enfant était véritablement le sien et que le «Ciel» le lui avait envoyé, car il ne savait pas que la plupart des fonctionnaires chargés de castrer les jeunes gens étaient corrompus. Pour que son futur enfant soit respecté par tous, l'empereur nomma Tzu Hsi seconde impératrice car il existait déjà une impératrice principale Tzu An, et lui accorda le titre de la «sainte mère». L'enfant succéda à son père en 1862 sous le nom de Tung Chi (1862-1875). Pendant sa minorité, l'impératrice principale Tzu An et la seconde impératrice Tzu Hsi exercèrent conjointement tous les pouvoirs.

En fait, c'était Tzu Hsi, ambitieuse et sans scrupule, qui exerça seule le pouvoir. Lorsque son fils Ting Chih mourut en 1874, Tzu Hsi choisit Kuang Hsu, petit-neveu de son mari comme le nouvel empereur «fantoche». En 1881, l'impératrice douairière principale Tzu An mourut, Tzu Hsi fut détentrice du pouvoir suprême d'Etat.

— III —

En 1908, Tzu Hsi était gravement malade, elle obligea alors Kuang Hsu qui n'avait pas d'enfant à adopter le prince Pu Yi âgé à peine de trois ans, arrière petit-neveu de l'ancien empereur Hsien Feng, comme prince héritier. Deux jours après, Tzu Hsi mourut et le même jour Kuang Hsu mourut également. Selon les rumeurs du palais, il s'agissait d'un empoisonnement car son cousin voulait monter sur le trône.

En tout cas, les partisans de Tzu Hsi réussirent à faire respecter la volonté de leur maîtresse en plaçant Pu Yi sur le trône, sous la régence de son père. Lors de la cérémonie au cours de laquelle on plaça le petit Pu Yi sur le trône impérial, tandis que les autres dignitaires, eunuques et les courtisans se prosternaient devant lui, Pu Yi effrayé se mit à pleurer et crier à haute voix : « Je n'en veux pas, je n'en veux pas, je veux rentrer à la maison ». Les astrologues impériaux furent saisis de terreur car les cris du nouveau « fils du ciel » étaient un présage de malheur pour la dynastie.

Les pronostics des astrologues impériaux se sont réalisés, car le 10 octobre 1911, c'est-à-dire à peine trois ans après que Pu Yi soit monté sur le trône, éclata la grande révolution bourgeoise chinoise. Les soldats de la garnison de Wuchang (à l'opposé de Hankow sur le fleuve de Yang Si-kiang, au centre de la Chine) se révoltèrent sous le commandement d'un général républicain. Beaucoup d'autres unités militaires, les ouvriers et les paysans se joignirent à eux, réussissant à établir un gouvernement républicain sous la présidence provisoire du Dr Sun Yat-sen. C'était là le prélude de la révolution bourgeoise en Chine.

Afin de sauvegarder la dynastie, le prince régent au nom de l'enfant empereur demanda à Yüan Shih-kai (1859-1916), un général retraité, d'assumer le haut commandement des forces impériales et par la suite on le nomma Premier ministre. Lorsque les troupes républicaines se rapprochèrent de plus en plus

de Pékin, Yuan Shih-kai, «homme de confiance», négocia avec les républicains pour l'abolition de la monarchie à condition que les républicains consentissent à l'accepter comme le premier président de la nouvelle république. Les républicains acceptèrent cette condition, ainsi que l'accord sur «le traitement favorable à l'empereur» dont les clauses sont particulièrement bizarres, notamment :

« Article 1. — Après l'abdication de l'empereur de la grande dynastie Ching son titre de dignité sera maintenu et non aboli. La république de la Chine le traitera avec la courtoisie due à un souverain étranger.

« Article 2. — Il recevra de la république de Chine une allocation annuelle de 4 millions de taels (1 tael = 36 grammes d'argent).

« Article 3. — Il continuera à résider temporairement au palais royal et sera logé plus tard au palais d'été avec sa garde usuelle...

.....
« Article 6. — Toutes les personnes aux divers grades continueront à travailler au palais comme auparavant, à condition que les eunuques ne soient plus engagés à l'avenir, etc. »

On voit par là des curiosités particulières de cette abdication, notamment :

« L'ancien empereur de Chine est devenu un souverain étranger régnant sur le territoire du palais impérial connu sous le nom de «Cité interdite». Cette cité interdite est une sorte d'Etat minuscule dans la capitale Pékin, comme la cité du Vatican dans Rome. Cependant la cité interdite possède une superficie deux fois plus grande que la cité du Vatican. »

« Le fils du Ciel » devenu souverain étranger continua à entretenir sa cour avec ses hauts dignitaires et ses courtisans dont la plupart étaient des eunuques. Tandis que Yüan Shih-kai, son ancien commandant des forces armées et Premier ministre

devint Président de la nouvelle République de Chine dont le siège du gouvernement fut transféré de Nankin à Pékin.

— IV —

Conformément à l'ancienne coutume impériale, l'enfant empereur fut entouré d'eunuques. Il me semble bon de rappeler les grands traits de l'institution concernant les eunuques qui ont joué un rôle important dans la cour impériale.

Les monarques chinois comme beaucoup d'autres souverains orientaux possédaient chacun un harem dans l'enceinte de son palais. Chaque monarque possédait plusieurs femmes qui étaient impératrices, reines, ou maîtresses. Chacune de ces dames possédait une compagnie féminine. Afin d'empêcher les femmes du palais d'avoir des relations sexuelles avec d'autres hommes que le monarque, les hommes qui travaillaient dans le palais devaient être castrés, ce qu'on appelle les eunuques. Au commencement du règne de Pu Yi, ils étaient plusieurs milliers, mais en 1922, ils n'étaient qu'au nombre de 1137.

Beaucoup d'eunuques, plus précisément les favoris des impératrices devinrent de hauts fonctionnaires impériaux.

A titre de curiosité, au cours de ma première visite en 1946 à Peiping (nom de Pékin à l'époque), j'ai demandé à mon guide de me présenter un eunuque. On m'en a présenté un qui était engagé par le gouvernement de l'époque comme travailleur au palais d'été.

J'ai pu constater que le son de sa voix ne correspondait pas à celui d'un soprano, contrairement à ce que préconisaient autrefois les églises en Italie, à savoir que les jeunes hommes devaient être castrés pour avoir une voix de soprano pour participer à la chorale. On m'a expliqué comme je l'ai déjà mentionné que sous l'empire, les fonctionnaires étaient corrompus et c'est ainsi que Tzu Hsi a pu tromper son mari l'empereur.

— V —

Tandis que dans «la Cité interdite» on se réjouissait de l'allocation annuelle de l'empereur qui lui permettait d'entretenir sa cour et de continuer les festivités usuelles, Yüan Shih-kai lui, devenu nouveau président de la république, espérait acquérir le trône impérial et avoir toute la Chine sous son pouvoir afin de créer sa propre dynastie.

Yüan employa des tactiques semblables à celles du général Napoléon Bonaparte juste avant de devenir l'empereur des Français, c'est-à-dire que Yüan changea de constitution lors de chaque mouvement populaire et finalement selon la constitution de mai 1914, le mandat présidentiel durerait désormais dix ans et le président Yüan était âgé déjà de soixante-cinq ans, donc la durée du mandat signifiait pour lui le «mandat à vie». Dès lors Yüan créa un mythe autour de sa personne, organisa des cérémonies impériales, fit des offrandes à l'Etre suprême de l'univers au «Temple du Ciel» afin de tromper ses «sujets» qui étaient persuadés que le «ciel» l'avait choisi comme son fils. Il organisa également une nouvelle cour comme celle des anciens empereurs. Ensuite, il dissout le parlement républicain et supprima les députés du Kuo Min-tang. Pour ceci encore, il s'était inspiré du modèle de Louis-Napoléon Bonaparte qui, en devenant président de la République Française, dissout le parlement et arrêta les députés ainsi que d'autres démocrates, afin de pouvoir organiser son propre système de plébiscite qui lui permit de devenir l'empereur des Français sous le nom de Napoléon III.

Le 1^{er} janvier 1916, Yüan annonça que le régime républicain n'était pas adapté à la Chine, par conséquent l'empire chinois devait être rétabli de nouveau et il se proclama empereur.

Lorsque cette nouvelle se répandit, le peuple chinois se révolta.

Tandis que dans la Cité interdite le « fils du ciel » et ses courtisans se paniquèrent, car ils ne savaient pas si leur concurrent continuerait à respecter l'accord du « traitement favorable à l'empereur » conclu avec les républicains en 1912.

Pourtant les révoltes contre Yüan s'étendirent dans toute la Chine, et les Kuo Min-tang établirent un nouveau gouvernement rival à Canton dans la partie sud de la Chine. En mars 1916, Yüan, réalisant que son nouvel empire ne pouvait pas demeurer, révoqua l'édit concernant le rétablissement de l'empire, en demeurant comme simple président de la république. Le 6 juin de la même année, Yüan est mort mystérieusement, ce que l'on attribua à un empoisonnement.

— VI —

Les « résidus » du régime impérial, ou bien encore les ultraroyalistes chinois, n'ont pas cessé de rêver à la restauration de la dynastie mandchoue. Ils imaginèrent que les révoltes des ouvriers et des paysans chinois qui se multiplièrent étaient dues au fait que la Chine manquait du symbole de l'unité, sans penser que le peuple chinois avait déjà eu l'expérience du soi-disant symbole pendant plus de quatre mille ans sans qu'il y ait eu un changement quelconque, ne serait-ce qu'un léger soulagement dans leurs souffrances, car le soi-disant symbole d'unité n'était autre chose qu'un instrument de plus dont se servent les exploiters pour opprimer le peuple. En tout cas, en 1917, il y eut un coup d'Etat qui permit au jeune « fils du ciel » de monter sur le trône de la Chine, pour la deuxième fois.

Cette nouvelle a été accueillie favorablement par un certain nombre de pays capitalistes et impérialistes qui voyaient dans le régime impérial chinois un gouvernement docile avec lequel ils pourraient négocier. Cependant le peuple chinois était contre ce régime, et c'est ainsi qu'ils préparèrent une nouvelle guerre civile pour le renverser, mais ils se sont divisés.

A l'époque, l'armée chinoise ne possédait que quelques avions du type fabriqué avant la Première Guerre mondiale, mais des aviateurs républicains ont pu s'en servir pour effrayer «les gens» de la «Cité interdite», afin d'empêcher que se prolonge la restauration du «fils du ciel». C'était ainsi que quelques jours après l'édit impérial sur la restauration, un avion militaire républicain jeta trois petites bombes sur le grand palais dont l'une toucha le toit d'un portail, la deuxième blessa un porteur de la chaise sédentaire, la troisième tomba dans un petit étang. Tout le palais était en désarroi. Le lendemain, le régent, au nom de son fils empereur répudia tous les actes des ultra-royalistes et révoqua l'édit impérial sur la restauration. Le gouvernement républicain continua à appliquer l'accord sur «le traitement favorable à l'empereur» comme auparavant.

— VII —

Au mois de novembre 1924, après avoir vaincu les troupes des seigneurs de guerre au nord de la Chine, l'armée républicaine sous le commandement du général Feng Yu-hsiang surnommé le général Chrétien, occupa Pékin, et demanda à un autre politicien de former un nouveau gouvernement chinois républicain.

«Le général Chrétien» ordonna au «fils du ciel» de quitter «la Cité interdite» le 5 du même mois, et abolit son titre d'empereur. Pu Yi, pour sa sécurité personnelle ainsi que pour celle de ses femmes et de ses proches, a demandé le droit d'asile à certaines légations (ambassades) parce qu'il voulait faire ses études en Angleterre car durant son séjour dans la «Cité interdite», il avait engagé un professeur d'anglais pour lui enseigner la langue. Mais comme il devait quitter la Cité interdite aussitôt, il n'avait pas le temps d'attendre la réponse de la légation désirée. Il se tourna alors vers le ministre (ambassadeur) japonais pour lui demander l'asile dans sa légation. Ce dernier saisit cette

occasion comme instrument précieux pour son expansion, et accorda tout de suite l'asile à Pu Yi. Quelques jours plus tard, ce dernier s'établit dans la concession territoriale japonaise de Tien Tsin, où il fut de plus en plus sous l'influence des Japonais.

Quant au général chrétien Feng, il s'est converti au protestantisme en se mariant avec Li Teh Chuan, fille d'un pasteur protestant et ses troupes se sont converties également. C'est pour cette raison qu'on le surnomma le général chrétien. Sa femme et lui sympathisèrent au fur et à mesure avec le communisme. Feng mourut en 1947 tandis que sa femme continua à collaborer avec le Parti communiste chinois; elle devint ministre de la Santé publique après l'établissement de la République Populaire.

— VIII —

En 1931, le Japon lança une attaque de grande envergure dans la région du Nord connue sous le nom de Mandchourie.

La Chine demanda à la Société des Nations d'intervenir pour ordonner aux troupes japonaises de cesser le feu. Une commission de cette organisation a été chargée de régler amicalement les différends entre la Chine et le Japon. Le Japon n'a pas accepté les recommandations de la Société des Nations et s'est retiré de cette organisation. Pour persuader le monde qu'il n'avait pas d'ambition territoriale, le Japon créa un Etat soi-disant indépendant de la Chine appelé Manchoukuo et choisit Pu Yi comme chef de cet Etat fantoche car il était de nationalité mandchoue; tout d'abord, il reçut le titre de chef exécutif puis en 1934, fut couronné empereur de Manchoukuo.

En fait, les pouvoirs réels de l'Etat appartenaient aux Japonais qui étaient de hauts fonctionnaires; par la suite, ils devinrent Premier ministre du Japon tel que Kishi.

Mais, en tout cas, Pu Yi fut considéré par les Chinois comme un traître à la nation et un criminel de guerre pour avoir colla-

boré avec les Japonais depuis cette époque jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

— IX —

Le 8 août 1945, l'U.R.S.S. déclara la guerre au Japon, les troupes soviétiques avancèrent rapidement dans les territoires de Manchoukuo. Quand ces troupes se rapprochèrent du palais impérial, Pu Yi se hâta de prendre l'avion en direction du Japon; alors qu'il faisait escale à l'aéroport de son empire, les troupes soviétiques l'ont arrêté et l'ont conduit en U.R.S.S. où il fut interné pendant cinq ans dans un sanatorium. Pu Yi demanda de rester en Union soviétique au lieu d'être remis aux mains des nationalistes chinois qui représentaient à l'époque le gouvernement central de la Chine; là, Pu Yi réalisa qu'une fois tombé aux mains des nationalistes chinois, il serait immédiatement exécuté. Le gouvernement soviétique garda Pu Yi en attendant l'avènement des communistes chinois; plus exactement en 1950, c'est-à-dire quelques mois après l'établissement de la République populaire de Chine quand l'Union soviétique se décida à reconnaître la nouvelle République. Pu Yi et ses compagnons ont été remis au gouvernement populaire. Au moment de son transfert, Pu Yi croyait que sa vie ne durerait que quelques jours de plus, car il s'imaginait que les communistes chinois étaient plus féroces que les nationalistes; mais contrairement à ses prévisions, les communistes chinois l'amenèrent dans une prison où on réformait les anciens criminels de guerre. La méthode de réforme consiste à lui faire étudier les œuvres de Mao Tsé-toung comme théorie combiné avec la pratique du travail manuel et les visites des constructions accomplies par le peuple.

Pu Yi n'avait aucune difficulté en ce qui concerne la lecture des œuvres de Mao, mais il avait du mal à admettre qu'il fallait travailler et que dans toute honnête vie individuelle ou sociale, c'est le travail seul qui crée l'homme et la société; depuis son

enfance il n'avait jamais travaillé même pas pour ses besoins personnels car il avait des eunuques à sa disposition, ce qui l'avait rendu fainéant et il n'avait jamais osé tuer une mouche ou une souris; c'était en somme un homme peureux comme d'autres dégénérés du même genre. Mais petit à petit grâce au travail en groupe au mode socialiste chinois, Pu Yi eût le courage de tuer les mouches et les souris nuisibles à la vie humaine et au bout de quatre ans, il fut félicité par le gouverneur de la prison pour avoir eu le courage de lutter contre les fléaux naturels. Il dut laver lui-même son linge, balayer, etc., comme tous ceux qui se trouvaient en prison.

Il dut comprendre alors l'utilité du travail, il rendit visite à des familles paysannes de son ancien empire fantoche qui lui ont raconté ce qu'elles avaient enduré sous son règne, ce qu'il ne savait même pas et il confessa ses fautes, ses erreurs aux paysans. On lui fit visiter beaucoup de nouvelles constructions entreprises par le peuple lui-même telles que les digues, etc. Pu Yi réalisa alors la capacité et la puissance du peuple; finalement en 1959, le gouvernement populaire examina les rapports des gouverneurs de la prison et constata qu'au bout de neuf ans, Pu Yi avait abandonné ses anciennes pensées, coutumes, etc., de l'ancien régime impérial et s'était conduit comme un nouveau citoyen de la Chine populaire. C'est ainsi que le gouvernement sous la recommandation du président Mao, chef du Parti communiste chinois, grâcia Pu Yi et le libéra de la prison. Il fut intégré à la nouvelle cité de Pékin et vécut parmi le peuple chinois. A cet effet, le gouvernement populaire le logea et lui donna un emploi selon ses capacités, il travailla d'abord au jardin des plantes pour faire des recherches botaniques, puis il travailla à l'Institut d'histoire. C'est ainsi que sans contrainte directe ou indirecte, Pu Yi participa à la vie de la population de son quartier, balaya les rues comme tout le monde, il fut alors plus honoré que lorsqu'il était empereur fantoche.

CONCLUSION

Ma vie est mouvementée tout comme le monde dans lequel elle se déroule. En effet toute chose animée ou inanimée ne reste pas éternellement statique, car elle possède en elle-même des éléments positifs et des éléments négatifs, le vieux et le nouveau, qui se contredisent en permanence produisant ainsi l'énergie qui est la force motrice d'un continuel changement. Toute chose qui vient d'être créée, soit par la force de la nature, soit par le travail humain, tend à progresser jusqu'à un certain stade puis elle commence à se désintégrer et finalement meurt. Il en est de même pour la vie de l'homme qui passe par la naissance, la vieillesse, la maladie, et finalement la mort. La société humaine ne peut pas échapper à cette loi naturelle, or, on peut observer dans l'histoire de l'humanité que depuis sa création, le monde a connu plusieurs systèmes sociaux qui se succédèrent car aucun ne pouvait subsister constamment. Ainsi la société communale primitive a dû céder sa place à la société d'esclavage, puis celle-ci à la société féodale qui a été elle-même remplacée par la société capitaliste, et cette dernière dans certains pays comme en Europe orientale et en Chine céda la place au système socialiste. De la même manière les nouvelles générations d'hommes, actuellement

éléments progressistes de nature, disparaîtront un jour et devront céder leur place à de nouvelles générations plus avancées et ainsi de suite...

Le vieux système social lutte pour sa survivance, tandis que le nouveau lutte pour son émergence. La lutte est dure lorsqu'on arrive au stade décisif, tel est le cas de la Grande Révolution Française de 1789, celle de la Russie en 1917 et celle de la Chine.

Le changement d'un système à un autre se déroule de différentes manières suivant les circonstances particulières de chaque société. Normalement c'est une évolution dans le vrai sens du mot, c'est-à-dire que les nouveaux éléments, de nature progressiste, poursuivent leur développement ; à la longue les nombreux changements accumulés correspondent à un grand changement qualitativement appréciable, celui de l'ancien régime par un nouveau. Cette évolution n'est pas toujours pacifique, car les anciens éléments luttent pour leur survivance. De là les éléments nouveaux sont contraints d'adopter la méthode révolutionnaire pour porter le coup de grâce à l'ancien régime retardataire, tels sont les cas de la Grande Révolution française de 1789, celle de la Russie en 1917 et celle de la Chine. Je peux y ajouter la Révolution démocratique au Siam en 1932 qui, avec le consentement du roi Prajadhipok, monarque à l'époque, a aboli la monarchie absolue en la remplaçant par la nouvelle monarchie constitutionnelle démocratique, qui à son tour se heurta à plusieurs reprises (jusqu'à nos jours) aux mouvements de restauration de la monarchie absolue et au régime du même genre, c'est-à-dire la dictature fasciste et l'oligarchie des privilégiés. A ce propos on m'a demandé si cela n'était pas contradictoire avec ce que je maintiens encore à savoir que l'ancien régime d'oppression devra être remplacé par un nouveau qui dans certaines mesures engagera plus ou moins le peuple sur la voie de la libération. A cette question je réponds qu'il ne suffit pas de comparer la vie d'une société

humaine pendant une certaine période avec celle d'un individu pendant cette même période, la vie d'une société est beaucoup plus longue que celle d'un individu; surtout pendant la période transitoire d'un changement révolutionnaire, il y a toujours des luttes plus acharnées que celles de l'évolution naturelle.

Pendant cette période il y a toujours l'intermittence des victoires et des défaites entre les révolutionnaires et les contre-révolutionnaires mais, à la longue, la révolution remportera la victoire finale. A cet effet nous pouvons observer que la Grande Révolution Française de 1789 n'a abouti à la démocratie bourgeoise qu'en 1870 lors de l'établissement de la Troisième République Française, car pendant 91 ans elle a dû combattre continuellement les diverses contre-révolutionnaires tantôt elle a été victorieuse tantôt elle a subi des défaites; il en a été de même en Union Soviétique après la Grande Révolution d'Octobre: on a dû combattre à plusieurs reprises les contre-révolutionnaires. La Chine populaire dont j'ai parlé dans les chapitres précédents suit également cette loi de la nature, c'est-à-dire qu'elle a lutté et continue à le faire contre ceux qui, d'une manière ou d'une autre, veulent restaurer l'ancien régime capitaliste. A cet effet, elle doit faire la révolution continue ou constante en matière économique, politique et culturelle.

Les luttes entre vieux et nouveaux régimes continuent sans que personne puisse empêcher que ces derniers émergent. Ce qui m'importe surtout c'est de trouver le moyen de lutter pacifiquement; cette tâche incombe à ceux qui détiennent le pouvoir d'Etat et qui doivent octroyer au peuple progressiste les droits démocratiques qui lui permettraient de lutter pacifiquement. Le président Mao Tsé-toung lui-même, grand enseignant de la guerre populaire, déclara en ce qui concerne la Chine: « Nous ne voulons pas faire la guerre même pendant une seule journée, si nous devons faire la guerre c'est parce qu'on nous l'aura imposée. »

Personnellement, je ne souhaite pas seulement la co-existence pacifique entre nations, mais également la paix au sein du peuple de chaque pays; mais ceci ne pourrait se réaliser que dans une vraie démocratie de droit et de fait; celle-ci entraînerait la coexistence entre les nations, car le peuple, imbu du concept de la vraie démocratie, ne songera pas à détruire les peuples des autres pays qui sont libres de choisir leurs régimes économique, politique et social. Dans de telles conditions les nations pourront alors coexister pacifiquement et ne craindront plus d'éventuels «autres vietnams».

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GÉNÉRALE

I — Le Siam : point stratégique important en Asie du Sud-Est	1
II — Spéculations sur l'ancien Régent et Premier ministre du Siam; l'histoire de la route construite par les Chinois à travers le Laos jusqu'à la frontière siamoise; l'effet des propagandes de la C.I.A.	3
III — L'interview de l'auteur aux journalistes américains et français au sujet du projet de visite à Pékin de Nixon	7
IV — Les spéculations de certains auteurs; le soi-disant objectif de la conquête chinoise; crainte de plusieurs autres « Vietnam »	10
V — L'héritage de la Russie tsariste et de la Chine nationaliste en matière de propagande contre le spectre du communisme; la guerre psychologique de Genghis Khan (au XIII ^e siècle) grand-père de Kublai Khan, premier empereur de la Dynastie Yüan de la Chine	13
VI — Remarques sur le nom de l'auteur et sur l'origine du nom « Siam » et « Thaïlande »	15

CHAPITRE I

MON EXIT DE LA CHINE POPULAIRE

I — Les soi-disant rideau de fer et rideau de bambou .	19
II — La sympathie de Mao Tsé-toung et de Chou En-laï en ce qui concerne ma nostalgie pour mon pays natal	20
III — L'intervention de la cour civile de Bangkok pour confirmer les droits d'un citoyen siamois	21
IV — L'invité de Lord Mountbatten et l'accueil des étudiants siamois à Londres	23
V — Campagne de calomnies contre l'auteur par les ultra-royalistes siamois	24
VI — « Rien n'est plus merveilleux que la paix »	25

CHAPITRE II

MON ADOLESCENCE RÉVOLUTIONNAIRE

I. — La Révolution républicaine du docteur Sun Yat-sen	27
Le procès des membres du Parti révolutionnaire au Siam (1912)	28
II — Mes études à Paris	29
III — La Révolution démocratique de 1932 au Siam .	31
IV — Proposition de mon plan économique au gouvernement siamois	31
V — Le gouvernement de Phya Bahol : l'auteur devenu ministre de l'Intérieur et recteur de l'Université des sciences morales et politiques	32

CHAPITRE III

MA RENCONTRE AVEC MUSSOLINI, PIERRE LAVAL, SIR SAMUAL HOARE, HJAJ'MAR SCHACHT, CORDEL HULL, L'EMPEREUR JAPONAIS HIROHITO

I — Les traités inégaux signés entre le Siam et les puissances étrangères	37
II — Ma rencontre avec Mussolini	39
III — Ma rencontre avec Pierre Laval	41
IV — Mes contacts avec les agents nazistes de Hitler	42
V — Ma rencontre avec Sir Samual Hoare	42
VI — Ma rencontre avec Cordel Hull	43
VII — Ma rencontre avec l'empereur japonais Hirohito	43
	44
IX — Les différents témoignages d'amitié à notre pays à la veille de la Seconde Guerre mondiale	45

CHAPITRE IV

LE ROYAUME SOUTERRAIN DE SIAM

I — Mon poste au Conseil de Régence	47
II — La déclaration de guerre du maréchal Pibul à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ; création du royaume souterrain du Siam	48
III — Nos activités avec les alliés ; interview de Lord Mountbatten (1946)	49
IV — Le futur statut de la Thaïlande et la politique de décolonisation du président Roosevelt	54

V — Nos démarches pour le respect de l'indépendance de notre pays	56
VI — Nos négociations avec le gouvernement nationaliste chinois	61
VII — Annulation de la déclaration de guerre aux U.S.A. et à la Grande-Bretagne; les dommages d'après-guerre	64
VIII — Le conflit (connu sous le nom de Lia Pah : boxeurs) entre les extrémistes nationalistes chinois et la population de Bangkok	66
IX — Attitude du gouvernement soviétique	67
X — Attitude du gouvernement provisoire de la République française	67
XI — L'avènement au trône du roi Ananda; la nouvelle constitution démocratique; la mort du roi Ananda	67

CHAPITRE V

L'ASSOCIATION DES NATIONS UNIES DE L'ASIE DU SUD-EST

I — Les diverses accusations contre l'Association des Nations-Unies de l'Asie du Sud-Est	71
II — L'exil de Nguyen Ai-quoc (Ho Chi-minh) et de quelques patriotes des pays de l'Asie du Sud-Est au Siam	72
III — Les soi-disant gouvernements indépendants de l'Asie du Sud-Est, sous la domination japonaise; « le ministère japonais des Affaires du Grand Est de l'Asie »	72
IV — « L'homme qui est en train de se noyer, prend-il le temps de regarder si la main qu'on tend pour le sauver est blanche ou rouge ? »	74

CHAPITRE VI

MA RENCONTRE AVEC LE PRÉSIDENT CHIANG KAI-SHEK, ET SON VICE-PRÉSIDENT LI JUNG JEN, LE PRÉSIDENT ROXAS, LE PRÉSIDENT TRUMAN, LE ROI GEORGE VI, LE PRÉSIDENT LÉON BLUM, etc.

I — La demande d'admission à l'O.N.U. du Siam.	77
II — Ma visite en Chine	77
III — Le soutien de la Chine à la candidature du Siam à l'O.N.U.	78
IV — Ma rencontre avec Li Jung-jen	79
V — L'éventuelle unification pacifique de la Chine ?	80
VI — Mon séjour aux U.S.A. ; le soutien du pré- sident Truman à la candidature du Siam à l'O.N.U. ; l'admission du Siam à l'O.N.U.	81
VII — L'accueil du gouvernement britannique, de Lord Mountbatten et des membres de « Special forces ».	82
VIII — Ma rencontre avec Léon Blum, président du gouvernement provisoire français	83
IX — Ma visite en Suisse, à la Haye, à Copenhague, à Stockholm, à Oslo, en Inde, etc.	83

CHAPITRE VII

LE COUP D'ÉTAT RÉACTIONNAIRE ET MA PREMIÈRE ÉVASION DU SIAM POUR SINGAPOUR ET LA CHINE

I — Le coup d'Etat de 1947 ; la nouvelle constitu- tion réactionnaire et ses conséquences ; mon évasion du Siam	85
---	----

II — Mon exil à Singapour	86
III — L'incident du visa américain	87
IV — L'hospitalité de la Chine nationaliste	89
V — L'échec de la nouvelle insurrection révolutionnaire	89

CHAPITRE VIII

LA DÉFAITE DE L'INSURRECTION DU « GRAND PALAIS » (26 février 1949)

I — Le Grand Palais assiégé	91
II — Le manque de renforts; la défaite de mon insurrection	92
III — L'« Insurrection de Manhattan »	93
IV — La répression après la défaite de « l'Insurrection de Manhattan »	95
V — Les accusations d'un professeur de la C.I.A. ..	96

CHAPITRE IX

LES AVENTURES DE MA SECONDE ÉVASION DU SIAM POUR LA CHINE POPULAIRE

I — L'organisation de cette seconde évasion	99
II — Les aventures de notre trajet de Bangkok à Singapour	100
III — Les aventures de notre trajet de Hongkong à Tsing Tao	103

CHAPITRE X

L'HOSPITALITÉ DE LA CHINE POPULAIRE

I — Tsing Tao libérée des nationalistes chinois ; la politique de co-existence pacifique de la Chine Populaire.	109
II — Ma visite à Jinan ; « le Kuo Min-tang (Parti nationaliste) est le meilleur fournisseur d'armes des communistes » ; Mao Tsé-toung	110
III — Mes rencontres à Peiping	111
IV — L'accueil de la Chine Populaire	112
V — Les péripéties du voyage de ma femme et de quelques-uns de mes enfants pour me rejoindre en Chine Populaire	112
VI — Le mandat d'arrestation du gouvernement siamois contre ma femme et mes filles pour être allées en Chine Populaire	113
VII — Ma résidence à Canton parmi les techniciens soviétiques et les Européens orientaux	113
VIII — Les facilités que m'a accordées le gouvernement populaire pour écouter et lire les nouvelles étrangères	113

CHAPITRE XI

MA PRÉSENCE A L'INAUGURATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

I — Les deux seules délégations étrangères invitées à l'inauguration de la République Populaire	115
II — Le nouveau drapeau rouge	116
III — La loi organique et les membres du Gouvernement central populaire ; le programme commun	116
IV — La gigantesque parade populaire	118

CHAPITRE XII

LES FACTEURS, LE PROCESSUS DE LA VICTOIRE ET LE PROGRÈS DU PEUPLE CHINOIS

I — Le besoin et la volonté du peuple chinois	121
II — Les particularités des régimes d'oppression en Chine :	
— capitalisme moderne, impérialisme	122
— capitalisme bureaucratique	123
III — Les trois armes principales avec lesquelles le peuple chinois a vaincu l'ennemi	125

CHAPITRE XIII

LES PEUPLES DE LA CHINE

I — Les six nationalités minoritaires les plus impor- tantes	127
II — L'histoire de l'unification des peuples de la Chine :	
— l'Etat central sous la Dynastie Ch'in	128
— la Dynastie Han	130
— les six dynasties de 221 à 589	130
— la politique d'assimilation des anciens empe- reurs	131
— la politique du « Grand Hanisme » de la Chine nationaliste	131
— la politique d'unification de la Chine Populaire .	132

CHAPITRE XIV

LES CARACTÉRISTIQUES PARTICULIÈRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS ET LES COMPÉTENCES PRIMORDIALES DE SON CHEF

I — « Un parti discipliné, armé de la théorie marxiste-léniniste, pratiquant l'autocritique et lié aux masses populaires »	135
II — Particularités de la direction et les compétences de son chef Mao Tsé-toung	136
III — Particularités des membres du Parti	139
IV — Particularités dans le développement de la théorie marxiste-léniniste	139
V — Particularités de l'application de la théorie révolutionnaire à la pratique	140
VI — Particularités stratégiques et tactiques	141

CHAPITRE XV

LE LARGE FRONT UNI

I — L'élaboration du front uni	143
II — Les caractéristiques des groupes révolutionnaires du front uni	144
III — Le dépérissement de tous les partis y compris le Parti Communiste Chinois	146

CHAPITRE XVI

L'ARMÉE POPULAIRE SANS GRADES, SANS GALONS

I — L'abolition des grades	149
II — Le caractère de classes de l'armée populaire .	150
III — L'éducation politique au sein de l'armée populaire :	
— union des officiers et des soldats	153
— union entre l'armée et le peuple : les trois règles de discipline et les huit recommandations à l'égard du peuple	154
— la désagrégation des forces de l'ennemi et la clémence à l'égard des prisonniers	156
IV — La formation des officiers de l'armée populaire	157
V — « Le Kuo Min-tang est le meilleur fournisseur d'armes de l'armée populaire »	159

CHAPITRE XVII

LE SYSTÈME SOCIALISTE ET COMMUNISTE EN CHINE POPULAIRE

I — La doctrine dirigeante de la Chine Populaire	161
II — L'origine du mot « socialisme » et formation de la ligue communiste	161
III — La société « Sri Araya-metraya ». « Ta T'ung-shu » ou « la Grande Concorde » de Kuang-Yu-wei (réformateur politico-philosophe chinois)	163
IV — « Nous sommes à la fois des internationalistes et des patriotes » (Mao Tsé-toung)	165

CHAPITRE XVIII

LE POUVOIR D'ÉTAT AVANT SON DÉPÉRISSEMENT EN CHINE POPULAIRE

I — Les conditions pour accéder à la phase supérieure du communisme	167
II — Les différences fondamentales entre les institutions républicaines capitalistes et celles de la République Populaire de Chine ; la dictature démocratique populaire et la dictature prolétarienne	169
III — Pas de séparation des pouvoirs d'Etat ; l'harmonisation des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires ; le Parti communiste chinois organe suprême du pouvoir d'Etat	171
IV — L'Assemblée nationale populaire : institution à travers laquelle le Parti communiste exerce l'autorité suprême du pouvoir d'Etat	172
V — Les fonctions du président de la République populaire	173
VI — L'organe exécutif de l'autorité d'Etat et l'organe suprême administratif de l'Etat	174
VII — Les organes judiciaires et les différences qu'il existe entre le système judiciaire de la Chine et celui des pays de la démocratie bourgeoise.....	177

CHAPITRE XIX

LA RÉVOLUTION CONTINUELLE POUR LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE EN CHINE POPULAIRE

I — Chaque phase, chaque étape considérées comme une révolution	181
---	-----

II — La transition du capitalisme au socialisme :	
— la reconstruction de la Chine sur les ruines et les détériorations économiques et financières de la Chine anciennes	182
— la révolution agraire	184
— la coopérativisation agricole	186
— la coopérativisation artisanale	187
— la coopérativisation commerciale	188
commerciales privées en entreprises mixtes à capital privé et capital d'Etat	188
III — La phase du socialisme : l'évolution de la Chine dans cette phase	189

CHAPITRE XX

LES COMMUNES POPULAIRES CHINOISES

I — « ...Dans les circonstances présentes, l'établissement des communes populaires... est la politique fondamentale qui doit guider les paysans pour accélérer la construction socialiste, achever avant terme le socialisme et réaliser le passage progressif au communisme ».	193
II — Remarques de M. Pierre Fistié (maître de recherches de l'Ecole pratique des Hautes Etudes de France) dans le livre : « <i>Sous développement et utopie au Siam... Le programme de réforme présenté en 1933 par Pridi Banomyong</i> »	194
III — Les 4 principes fondamentaux d'organisation des communes populaires : la structure militaire, la vie collective, le travail en forme de combat et l'administration démocratique	199
IV — Les différentes méthodes de distribution du bénéfice de la commune populaire	204

CHAPITRE XXI

LA GRANDE RÉVOLUTION CULTURELLE PROLÉTARIENNE ET LA FORMATION IDÉOLOGIQUE SOCIALISTE EN CHINE POPULAIRE

I — La nécessité d'une grande révolution culturelle	207
II — L'importance et la nécessité de la révolution culturelle correspondante à chaque stade du développement économique et politique	208
III — La différence entre la ligne de Mao Tsé-toung et celle de Liu Shao-chi au sujet de la stimulation matérielle	210
IV — La formation de l'idéologie socialiste en Chine depuis l'établissement de la République Populaire jusqu'à la veille de la Grande Révolution Culturelle	212
V — Les différents objectifs de la Grande Révolution Culturelle	215
VI — Les méthodes de cette grande révolution...	216
VII — L'intervention de l'armée ; la victoire de la ligne de Mao Tsé-toung au sujet de la culture prolétarienne	221
VIII — Le IXe Congrès du Parti communiste chinois ; le retour au calme	222
IX — « ...Une attention particulière doit être accordée aux hommes de sciences et aux personnels scientifiques et techniques qui se sont distingués dans leur travail. » (Mao Tsé-toung)	222
X — Le rôle de Lin Piao	223

CHAPITRE XXII

LA GARDE ROUGE ET LES JEUNES PENDANT LA GRANDE RÉVOLUTION

I — « La Garde Rouge est le détachement de choc de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne »	225
II — Les membres composant la Garde Rouge ...	226
III — 1966 - Le slogan de la Garde Rouge : « Défendre notre président Mao. »	226
IV — L'organisation de la Garde Rouge :	
— le style de travail	227
— les 3 grandes règles de discipline	228
— les 8 recommandations	228
V — « La longue marche de la nouvelle génération », l'appel de Chou En-laï	228
VI — La recommandation urgente du Parti communiste chinois (21-1-1967)	230
VII — Création d'un comité révolutionnaire dans chaque province : son rôle	231

CHAPITRE XXIII

L'HOMME CHINOIS DU TYPE NOUVEAU ET LE NOUVEAU SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT

I — Les diverses catégories de la nouvelle génération	233
II — Le principe de la non-stimulation matérielle dans le travail	234
III — Le concept d'intérêt public ; le mode de vie et la modestie du Chinois du type nouveau.....	236

IV — L'environnement social ; la ténacité du Chinois du type nouveau ; le dépérissement du contraste entre travail intellectuel et travail manuel	238
V — Le nouveau système d'enseignement scolaire .	241
	241
	243

CHAPITRE XXIV

LA POTENTIALITÉ DE LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE DE LA CHINE POPULAIRE ET LES SYSTÈMES DE PLANIFICATION ÉCONOMIQUE

I — L'accroissement de la quantité des marchan- dises chinoises sur le marché mondial	245
II — La théorie classique du « travail attrayant » en opposition à certains arguments blâmant le système éco- nomique en Chine Populaire	246
III — Les quatre éléments intervenant dans le bas coût de production :	
— la planification socialiste appliquée en Chine ...	247
— la planification indicative ou programmation éco- nomique	248
— « estimation économique nationale »	249
IV — Le travail humain, les matières premières, et le capital (dans son sens large)	250
V — Le problème de la productivité en Chine Popu- laire	251
VI et VII — Le développement de l'enseignement scientifique et technique ; les diverses académies scienti- fiques et technologiques de la Chine Populaire	255

CHAPITRE XXV

LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA CHINE POPULAIRE

I et II — Les principes sur lesquels est basée la politique internationale de la Chine	259
III et IV — Le conflit sino-soviétique :	
— le point de vue du président Mao : « l'expérience historique de la dictature du prolétariat »	262
— la conférence à Moscou en 1957	264
— le départ des techniciens soviétiques de la Chine et l'annulation des conventions conclues avec la Chine .	265
— l'organe officiel du Parti communiste chinois dénonce le danger de la propagande soviétique concernant la politique des dirigeants chinois	266
— la lettre ouverte de Khrouchtchev; la réponse du Parti communiste chinois	267
V — Le Front uni international.	
Les messages de sympathie et de soutien de la Chine aux groupements populaires et aux peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et aux Noirs américains .	265
VI — La déclaration signée par Chou En-laï et le défunt Premier ministre Nehru, sur les cinq principes de la coexistence pacifique	271
La conférence afro-asiatique de Bandoeng développe ces cinq principes en dix	272

CHAPITRE XXVI

LE PROBLÈME DES CHINOIS D'OUTRE-MER

I — Les organisations chargées des affaires des Chinois d'outre-mer du gouvernement populaire et du gouvernement nationaliste	275
---	-----

II — L'évaluation du nombre des Chinois d'outre-mer par la commission du gouvernement populaire ...	276
III — Les différences entre l'évaluation des commissions officielles chinoises et les statistiques officielles des pays où les Chinois d'outre-mer résident	278
IV — Les différences concernant la politique du gouvernement populaire et du gouvernement nationaliste relative à l'émigration des Chinois	279
V — Contradictions entre les Chinois d'outre-mer et la population indigène	281
VI — Diverses classes et idéologies des Chinois d'outre-mer et leurs enfants	284
	285

CHAPITRE XXVII

LES MÉTHODES DE LIBÉRATION DES PROVINCES CHINOISES DEPUIS LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE

I — Les provinces à être libérées après l'établissement de la République Populaire	287
II — Sinkiang (Turkistan chinois)	287
III — Yunnan	288
IV — Kwangtoug	289
V — Kwangsi	289
VI — Sze-chwan	290
VII — Tibet	290
VIII — Taïwan	292

CHAPITRE XXVIII

LA VRAIE CONCEPTION DE MAO TSÉ-TOUNG SUR LES TIGRES DE PAPIER

I — Le texte intégral de l'interview de Mao Tsé-toung à Anna Louise Strong en 1946	295
Krouchtchev : « L'impérialisme américain est un tigre de papier, mais il a des dents nucléaires »	296
II — Précisions de Mao Tsé-toung sur le caractère de tigre en papier des impérialistes et des réactionnaires..	296
III — Le message intégral de Chou En-laï à l'auteur au sujet du véritable but du gouvernement chinois après le test des armes nucléaires chinoises	298

CHAPITRE XXIX

LES PROBLÈMES DE LA POLLUTION ET DES ACCIDENTS D'AUTOMOBILE EN CHINE POPULAIRE

I — Dangers de la pollution et des accidents d'automobile dans le monde moderne	301
II — Mesures de prévention contre la pollution en Chine Populaire	302
III — Mesures de prévention contre les accidents d'automobile en Chine Populaire	303

CHAPITRE XXX

L'ANCIEN EMPEREUR CHINOIS DEVENU NOUVEAU CITOYEN DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE

I — L'ex-empereur Pu Yi devenu nouveau citoyen de la République Populaire invité au banquet officiel du 30 septembre 1964	305
---	-----

II — Aperçu historique explicitant le cas de l'empereur Pu Yi :	
— période précédant l'avènement de Pu Yi	
— l'avènement de Pu Yi	306
III — La grande révolution bourgeoise chinoise de 1911 : « Le traitement favorable à l'empereur »	308
IV — L'institution concernant les ennuques	310
V — Le « dépérissement » du régime républicain ; le nouvel empire chinois	311
VI — le coup d'Etat de 1917 ; le « fils du ciel » monte sur le trône pour la deuxième fois	312
VII — Le « Général chrétien » abolit le titre d'empereur ; la fuite de Pu Yi	313
VIII — Le soi-disant Etat indépendant de Manchou-kuo	314
IX — Pu Yi en Union Soviétique ; Pu Yi remis au gouvernement populaire chinois ; la « réforme » de Pu Yi .	315

CONCLUSION	317
------------	-----

Achevé d'imprimer en novembre 1974
sur les presses de l'imprimerie VARAP
7, rue de l'Industrie - 75013 Paris
N° d'imprimeur 104
Dépôt légal 4^e trimestre 1974

siamois qui collaborait avec eux de lui conférer le poste de Régent du Royaume dépourvu de tout pouvoir réel. Pridi accepta ce poste dans le but d'organiser secrètement un mouvement de résistance contre les envahisseurs japonais. Ce mouvement fut connu sous le nom de « *Siamois libres* » ou « *Thaï libres* » (nom modelé sur le nom du mouvement de résistance français dirigé par Charles de Gaulle : « Forces Françaises Libres »). Ce mouvement coopérait avec les alliés qui envoyèrent leurs représentants secrets auprès de Pridi. Celui-ci accorda également son appui à certains diplomates français pour paralyser au Siam l'activité du gouvernement de Vichy.

Beaucoup de livres et d'articles d'après-guerre en Europe et en Amérique ont parlé des exploits de ce mouvement et quelques-uns ont dénommé le Siam résistant sous la direction du Régent Pridi : « *le Royaume Souterrain de Siam* ».

Après la Seconde Guerre mondiale, Pridi fut nommé Premier Ministre pour établir le régime démocratique et pacifique de son pays. Ensuite il démissionna en faveur de son ami et disciple Thamrong. En 1948, les militaires et ultra-royalistes organisèrent un nouveau coup d'Etat contre-révolutionnaire afin de supprimer Pridi. Celui-ci dut s'évader en Chine. Quelques mois plus tard, il regagna clandestinement Bangkok où il organisa « l'Insurrection du Grand Palais ». Cette insurrection fut contrecarrée par les troupes réactionnaires. Pridi dut s'évader une nouvelle fois (1949) en Chine populaire où il vécut pendant 21 ans comme réfugié politique jusqu'en 1970. Il obtint alors le visa diplomatique de sortie de la Chine ainsi qu'un visa du gouvernement français pour séjourner en France. Pridi y demeure depuis lors.

Etant donné qu'il vécut en Chine populaire pendant 21 ans, il put observer toutes les phases de l'édification socialiste de ce pays depuis le début (il assista à l'inauguration de la République populaire de Chine le 1^{er} octobre 1949) : la reconstruction après les dommages causés par la guerre civile, la révolution agraire, la coopération, les communes populaires, etc. Il s'intéressa tout particulièrement à ce vers quoi chacun, sympathisant ou non de la Chine, portait toute son attention, à savoir les méthodes et les moyens utilisés par le peuple chinois pour remporter la grande victoire et pour accélérer le développement économique. En tant qu'ancien régent d'un royaume, il s'intéressa également à la transformation de l'ancien empereur de Chine, Pu Yi, en nouveau citoyen de la Chine populaire.

Pridi nous retrace ici ses expériences et en particulier ses observations impartiales sur la Chine populaire.



L'auteur avec Chou En-Lai.



Photo de Staline, Roosevelt et Churchill à la Conférence de Yalta (février 1945).



L'auteur et sa femme avec Lord Mountbatten.

Le Monde

Message du 2-11-1964
de Chou En-Lai à Pridi :

« Respecté Monsieur Pridi...

« Je vous remercie de vos félicitations... et de votre soutien à la proposition faite par le gouvernement chinois concernant la convocation d'une conférence au sommet de tous les pays du monde pour discuter de la question de l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires... Vous et les démocrates patriotes thai, vous pouvez pleinement croire à ceci : A N'IMPORTE QUEL MOMENT ET EN N'IMPORTE QUELLE CIRCONSTANCE, LA CHINE NE SERA PAS LA PREMIERE A UTILISER DES ARMES NUCLEAIRES.

» CHOU EN-LAI. »

Mémorandum N° 892.01/1-1345
préparé au Département d'Etat Washington
13-1-1945

pour le
PRÉSIDENT (ROOSEVELT)
en vue d'utilisation possible
au cours des conversations avec
CHURCHILL et STALINE (à YALTA)

Sujet : Le statut futur de la Thaïlande (Siam)

« A l'intérieur du Siam, l'administration qui a capitulé et notoirement collaboré, a été remplacée par une administration largement contrôlée par le présent Régent Pradist. Celui-ci, le plus respecté des dirigeants siamois, s'est opposé au Japon depuis le début. »

Révélation de LORD MOUNTBATTEN
(Extrait du « Times » 18-12-1946)

« Lord Mountbatten, de Birmanie, depuis peu commandant suprême des alliés en Asie du Sud-Est, parla dans son discours du rôle important joué par Luang Pradit (Pridi Banomyong) l'une des figures romantiques de la guerre en Asie du Sud-Est...

« Ceux qui étaient prisonniers de guerre au Siam ont de bonnes raisons d'être reconnaissants de la bonne volonté de Pradit... »

« LE MONDE » 28-5-1970

« ... M. Pridi, l'ancien premier ministre de Thaïlande, réfugié à Canton depuis de nombreuses années, avait quitté la Chine pour la France. M. Pridi qui avait dirigé la lutte contre les Japonais avant de devenir premier ministre et d'être renversé par les militaires, a toujours affiché des opinions neutralistes depuis son exil à Canton... »